



This is a digital copy of a book that was preserved for generations on library shelves before it was carefully scanned by Google as part of a project to make the world's books discoverable online.

It has survived long enough for the copyright to expire and the book to enter the public domain. A public domain book is one that was never subject to copyright or whose legal copyright term has expired. Whether a book is in the public domain may vary country to country. Public domain books are our gateways to the past, representing a wealth of history, culture and knowledge that's often difficult to discover.

Marks, notations and other marginalia present in the original volume will appear in this file - a reminder of this book's long journey from the publisher to a library and finally to you.

Usage guidelines

Google is proud to partner with libraries to digitize public domain materials and make them widely accessible. Public domain books belong to the public and we are merely their custodians. Nevertheless, this work is expensive, so in order to keep providing this resource, we have taken steps to prevent abuse by commercial parties, including placing technical restrictions on automated querying.

We also ask that you:

- + *Make non-commercial use of the files* We designed Google Book Search for use by individuals, and we request that you use these files for personal, non-commercial purposes.
- + *Refrain from automated querying* Do not send automated queries of any sort to Google's system: If you are conducting research on machine translation, optical character recognition or other areas where access to a large amount of text is helpful, please contact us. We encourage the use of public domain materials for these purposes and may be able to help.
- + *Maintain attribution* The Google "watermark" you see on each file is essential for informing people about this project and helping them find additional materials through Google Book Search. Please do not remove it.
- + *Keep it legal* Whatever your use, remember that you are responsible for ensuring that what you are doing is legal. Do not assume that just because we believe a book is in the public domain for users in the United States, that the work is also in the public domain for users in other countries. Whether a book is still in copyright varies from country to country, and we can't offer guidance on whether any specific use of any specific book is allowed. Please do not assume that a book's appearance in Google Book Search means it can be used in any manner anywhere in the world. Copyright infringement liability can be quite severe.

About Google Book Search

Google's mission is to organize the world's information and to make it universally accessible and useful. Google Book Search helps readers discover the world's books while helping authors and publishers reach new audiences. You can search through the full text of this book on the web at <http://books.google.com/>



A propos de ce livre

Ceci est une copie numérique d'un ouvrage conservé depuis des générations dans les rayonnages d'une bibliothèque avant d'être numérisé avec précaution par Google dans le cadre d'un projet visant à permettre aux internautes de découvrir l'ensemble du patrimoine littéraire mondial en ligne.

Ce livre étant relativement ancien, il n'est plus protégé par la loi sur les droits d'auteur et appartient à présent au domaine public. L'expression "appartenir au domaine public" signifie que le livre en question n'a jamais été soumis aux droits d'auteur ou que ses droits légaux sont arrivés à expiration. Les conditions requises pour qu'un livre tombe dans le domaine public peuvent varier d'un pays à l'autre. Les livres libres de droit sont autant de liens avec le passé. Ils sont les témoins de la richesse de notre histoire, de notre patrimoine culturel et de la connaissance humaine et sont trop souvent difficilement accessibles au public.

Les notes de bas de page et autres annotations en marge du texte présentes dans le volume original sont reprises dans ce fichier, comme un souvenir du long chemin parcouru par l'ouvrage depuis la maison d'édition en passant par la bibliothèque pour finalement se retrouver entre vos mains.

Consignes d'utilisation

Google est fier de travailler en partenariat avec des bibliothèques à la numérisation des ouvrages appartenant au domaine public et de les rendre ainsi accessibles à tous. Ces livres sont en effet la propriété de tous et de toutes et nous sommes tout simplement les gardiens de ce patrimoine. Il s'agit toutefois d'un projet coûteux. Par conséquent et en vue de poursuivre la diffusion de ces ressources inépuisables, nous avons pris les dispositions nécessaires afin de prévenir les éventuels abus auxquels pourraient se livrer des sites marchands tiers, notamment en instaurant des contraintes techniques relatives aux requêtes automatisées.

Nous vous demandons également de:

- + *Ne pas utiliser les fichiers à des fins commerciales* Nous avons conçu le programme Google Recherche de Livres à l'usage des particuliers. Nous vous demandons donc d'utiliser uniquement ces fichiers à des fins personnelles. Ils ne sauraient en effet être employés dans un quelconque but commercial.
- + *Ne pas procéder à des requêtes automatisées* N'envoyez aucune requête automatisée quelle qu'elle soit au système Google. Si vous effectuez des recherches concernant les logiciels de traduction, la reconnaissance optique de caractères ou tout autre domaine nécessitant de disposer d'importantes quantités de texte, n'hésitez pas à nous contacter. Nous encourageons pour la réalisation de ce type de travaux l'utilisation des ouvrages et documents appartenant au domaine public et serions heureux de vous être utile.
- + *Ne pas supprimer l'attribution* Le filigrane Google contenu dans chaque fichier est indispensable pour informer les internautes de notre projet et leur permettre d'accéder à davantage de documents par l'intermédiaire du Programme Google Recherche de Livres. Ne le supprimez en aucun cas.
- + *Rester dans la légalité* Quelle que soit l'utilisation que vous comptez faire des fichiers, n'oubliez pas qu'il est de votre responsabilité de veiller à respecter la loi. Si un ouvrage appartient au domaine public américain, n'en déduisez pas pour autant qu'il en va de même dans les autres pays. La durée légale des droits d'auteur d'un livre varie d'un pays à l'autre. Nous ne sommes donc pas en mesure de répertorier les ouvrages dont l'utilisation est autorisée et ceux dont elle ne l'est pas. Ne croyez pas que le simple fait d'afficher un livre sur Google Recherche de Livres signifie que celui-ci peut être utilisé de quelque façon que ce soit dans le monde entier. La condamnation à laquelle vous vous exposeriez en cas de violation des droits d'auteur peut être sévère.

À propos du service Google Recherche de Livres

En favorisant la recherche et l'accès à un nombre croissant de livres disponibles dans de nombreuses langues, dont le français, Google souhaite contribuer à promouvoir la diversité culturelle grâce à Google Recherche de Livres. En effet, le Programme Google Recherche de Livres permet aux internautes de découvrir le patrimoine littéraire mondial, tout en aidant les auteurs et les éditeurs à élargir leur public. Vous pouvez effectuer des recherches en ligne dans le texte intégral de cet ouvrage à l'adresse <http://books.google.com>



3 2044 103 171 302

THOMAS Y. MACHUGA,
LIBRARIAN
COURT ST. BUILDING 2d FL.
NEWTON,
MASS.

21-3299



HARVARD LAW LIBRARY

Received MAR 13 1924

2300

4000

—

CODIGO
DE JUSTICIA MILITAR
DEL EJERCITO FRANCES

OFFICE

THE SECRETARY OF THE ARMY
WASHINGTON, D. C.

RECEIVED

France. Laws, statutes, etc. Codes, Military

MINISTERIO DE LA GUERRA

CODIGO

DE

JUSTICIA MILITAR

DEL EJERCITO FRANCES

TRADUCIDO AL CASTELLANO DE ORDEN DE S. M. EL EMPERADOR

MAXIMILIANO I

Por el general graduado coronel D. Manuel Zabala, coronel retirado D. Jose Ignacio Serrano
y teniente coronel D. Luis de la Piedra

Que compusieron la comision nombrada al efecto



MEXICO

IMPRENTA DE A. BOIX A CARGO DE MIGUEL ZORNOZA
Calle del Aguila número 13

1864.

FRA
389
E64/AS

RECEIVED
MAY 10 1924

RECEIVED
MAY 10 1924

MAR 13 1924

HABIENDOSE dignado S. M. el Emperador disponer con fecha 30 de Junio del presente año, que se tradujera á la lengua castellana el Código de justicia militar que arregla los procedimientos judiciales en el ejército francés, poniéndose en ambos idiomas, francés y castellano, para que se imprimiera y se sujetasen á él los comandantes franceses y mexicanos en sus respectivos casos, para la imposición de las penas en las faltas y delitos ó crímenes atribuidos por dicho Código á la autoridad y tribunales militares, el Exmo. Sr. Ministro de la Guerra ordenó se verificase en la forma siguiente:

“Secretaría de Estado y del despacho de Justicia, Negocios Eclesiásticos é Instrucción Pública.—México, Junio 30 de 1864.—Por el tratado celebrado en Miramar con fecha 10 de Abril último, entre los soberanos de México y de Francia, quedó establecido en el art. 6 que versaba enteramente la intervencion que esta última, por medio de sus representantes, habia ejercido hasta allí en México: que á su gobierno exclusivamente pertenecia en lo de adelante disponer con entera independencia y libertad lo que juzgare conveniente en todos los ramos de la administracion pública; pero al mismo tiempo se convino tambien entre ambos gobiernos, y se consignó en los artículos 4.º y 5.º, que toda campaña que debiera emprenderse con tropas franco-mexicanas ó solo francesas, seria acordada entre S. M. el Emperador de México y el general en jefe del cuerpo expedicionario francés, cuyo jefe lo seria siempre de todas las tropas francesas y de los cuerpos mistos, quedando los que se compusieran de sólo tropas mexicanas bajo la esclusiva dependencia y direccion del gobierno de S. M. el Emperador de México: en tal concepto, y considerando S. M. la grande conveniencia y aun necesidad que hay de conservar todavía por ahora en todo el imperio la observancia de la ley marcial segun el decreto de 20 de Junio de 1863, y ordenanza de 18 de Noviembre del mismo, se ha servido resolver:

Que por ahora y mientras otra cosa no dispusiere, se continuará procediendo en todo el imperio, conforme al Código militar francés, en cuanto fuere adaptable á nuestras peculiares circunstancias.

Que en consecuencia será hecha y publicada, bajo la firma del secretario del Despacho de la Guerra, una edición de ese Código en ambos idiomas, francés y castellano, y á ella se sujetarán los comandantes mexicanos y franceses, en su caso respectivo, para proceder y sentenciar en todas las faltas y delitos ó crímenes atribuidos por el Código, decreto y ordenanza citados, á la autoridad y tribunales militares.

Y lo comunico á V. S. por órden de S. M. para su inteligencia y á fin de que tenga su debido cumplimiento en la parte que corresponde á la secretaría de su cargo.—El subsecretario del Despacho de Justicia é Instruccion Pública, *F. Raigosa*.—Señor subsecretario de Estado y del Despacho de Guerra y Marina.”

“Secretaría de Estado y del Despacho de Guerra y Marina.—México, Julio 20 de 1864.—Estando prevenido por circular de 30 del mes próximo pasado que se haga una edicion del Código militar francés en ambos idiomas, francés y castellano, y siendo de suma urgencia que se proceda á este trabajo, porque á ella deben sujetarse los comandantes mexicanos y franceses, en su caso respectivo, para proceder y sentenciar en las faltas y delitos ó crímenes atribuidos por el Código á la autoridad y tribunales militares, S. M. el Emperador ha tenido á bien nombrar á V. S. en union del coronel retirado D. Ignacio Serrano y teniente coronel D. Luis de la Piedra, para que se encarguen de hacer la traduccion de dicho Código, recomendándoles de órden de S. M. I. que esta traduccion se haga en el mas breve término posible.

En tal virtud se servirá V. S. pasar á esta secretaría para entregarle el ejemplar del Código que deberá servir de testo para la traduccion, así como tambien comunicar su nombramiento á los espresados gefes.

El Subsecretario de Estado y del Despacho de Guerra y Marina, *Juan de D. Peza*.—Sr. general graduado D. Manuel Zavala.”

“Ejército mexicano.—México; Diciembre 4 de 1864.—Exmo. Sr.—Tengo el honor de elevar á las superiores manos de V. E. la traduccion del Código militar francés que por órden de S. M. el Emperador ha hecho la comision nombrada al efecto, para que por ahora rija en el ejército mexicano.

La citada comision se complace en dar á V. E. las mas espresivas gracias por la parte que ha tenido en el honor que S. M. se dignó dispensarle al ocuparla en este trabajo, que desea merezca su imperial aprobacion.

Lo que tengo el honor de decir á V. E., renovándole las seguridades de mi distinguida consideracion y respeto.—*Manuel Zavala*.—Exmo. Sr. Ministro de Estado y del Despacho de Guerra y Marina.”

“Ministerio de Guerra.—Seccion 4ª.—México, Diciembre 15 de 1864.—Se ha recibido en este ministerio con la comunicacion de V. S. fecha 4 del actual, la traduccion del Código militar francés, que por órden de S. M. I. fecha 20 de Julio último, dispuso se hiciese por V. S. y los señores coronel retirado D. Ignacio Serrano y teniente coronel D. Luis de la Piedra, por cuyo trabajo me encarga dé á V. S., y á los referidos señores comisionados, las mas espresivas gracias, sirviéndose V. S. trasmitírselas.

En consecuencia, ha dispuesto S. M. que la referida traduccion se imprima, lo que se va á verificar desde luego, con el objeto prevenido en la circular de 30 de Junio próximo pasado.—El Ministro de Guerra y Marina.—*Peza*.—Señor General D. Manuel Zavala.”

MINISTERIO DE LA GUERRA.

1.ª DIRECCION.—(PERSONAL).

SECCION DE JUSTICIA MILITAR.

Instrucciones relativas á la ejecucion del nuevo Código de justicia militar.

Paris, 28 Juilliet 1857.

A MM. les Généraux commandant les divisions territoriales et actives.

Général, je vous adresse, pour le service des tribunaux militaires et de l'état-major de votre division exemplaires du Code de justice militaire. Je crois utile d'appeler votre attention sur les dispositions principales qu'il contient.

Ce code, en même temps qu'il maintient les tribunaux militaires actuellement existants sous la dénomination de conseils de guerre et de révision, établit, pour les armées en campagne, une troisième juridiction sous le nom de *Prévôtés*.

Il n'admet en principe qu'un conseil de guerre au chef-lieu de chaque division; mais il réserve à l'Empereur la faculté d'en établir un second, lorsque les besoins du service l'exigent. Sa Majesté, usant de ce droit, a, par le décret dont vous trouverez ci-joint copie,

Paris, 28 de Julio de 1857.

A los señores Generales comandantes de divisiones territoriales y activas.

General: os acompaño ejemplares del nuevo Código de justicia militar, para el servicio de los tribunales militares y del estado mayor de vuestra division. Creo conveniente llamar vuestra atencion sobre las disposiciones principales que contiene.

Este Código, á la vez que conserva los tribunales militares que hoy existen con la denominacion de consejos de guerra y de revision, cria, para los ejércitos en campaña, otra jurisdiccion con el nombre de *Prevostazgo*.

Establece como principio un solo consejo de guerra en la cabecera de cada division, reservando al Emperador la facultad de establecer otro igual, cuando la necesidad del servicio lo exija. Su magestad, usando de este derecho por un decreto cuya copia es adjun-

déterminé les villes dans lesquelles un second conseil de guerre doit être établi, et a réglé la circonscription de son ressort.

La composition du conseil de guerre permanent reste la même que par le passé, pour le jugement des sous-officiers, caporaux, brigadiers et soldats.

La nomination de commissaires impériaux et des rapporteurs est attribuée au ministre de la guerre: celle du président, des juges et des substituts est laissée au général commandant la division.

Le règlement d'administration publique dont fait mention l'article 9, et qui a pour objet de déterminer les conditions et les formes de la nomination des greffiers et des commis-greffiers, paraîtra prochainement; le décret du 18 juillet 1857, règle provisoirement la position de ces officiers d'administration, ainsi que celle des adjudants sous-officiers commis-greffiers titulaires. Il assigne en même temps la destination qui devra être donnée aux archives des deuxièmes conseils de guerre et des conseils de révision qui se trouvent supprimés; et rappelle, conformément aux règles sur la compétence que les affaires pendantes devant les tribunaux supprimés sont, de droit, portées dans l'état d'instruction où elles se trouvent devant les juridictions qui remplacent ces tribunaux.

Conformément à l'article 10 du Code et au tableau qui l'accompagne, le conseil de guerre appelé à juger un officier doit subir des modifications en raison du grade de l'accusé. Ce tableau embrasse les divers échelons de la hiérarchie militaire, telle qu'elle est fixée par l'ordonnance du 16 mars 1838.

La faculté éventuellement donnée aux généraux par le dernier paragraphe de cet article 10 de nommer membres des conseils de guerre des officiers d'un grade égal ou inférieur à celui de l'accusé doit se combiner avec l'art. 21; ils ne peuvent y avoir recours que s'ils ne trouvent pas dans l'étendue de leur division des officiers du grade requis pour composer le conseil, et qu'autant que de gra-

ta, ha señalado los lugares en que deba establecerse dicho consejo, y ha arreglado la circunscripción de su resorte.

La formación del consejo de guerra permanente que juzga á los sargentos, cabos y soldados, queda lo mismo que antes ha estado.

El nombramiento de comisarios imperiales y fiscales, está cometido al ministro de la guerra; el del presidente, jueces y substitutos, se ha dejado al general que mande la división.

El reglamento para la administracion pública de que hace mencion el artículo 9, cuyo objeto es señalar las condiciones y la forma para el nombramiento de escribanos y los dependientes del juzgado, se dará próximamente; el decreto de 18 de Julio de 1857, arregla provisionalmente la posicion de estos oficiales de administracion, así como la de ayudantes, sargentos y dependientes del juzgado, titulados. El designa al mismo tiempo, el destino que deba darse á los archivos de los segundos consejos de guerra y de los consejos de revision que se hayan suprimido; y recuerda, conforme á las reglas de competencia, que los negocios pendientes ante los tribunales suprimidos sean por derecho llevados en el estado de instruccion en que se encuentren, ante las jurisdicciones que reemplacen á dichos tribunales.

Conforme al art. 10 del Código y al estado que le está unido, el consejo de guerra llamado para juzgar á un oficial, debe sufrir modificaciones en proporcion del empleo del acusado. Este estado comprende los diversos grados de la gerarquía militar, segun está fijada por la ordenanza de 16 de Marzo de 1838.

La facultad, eventualmente dada á los generales en el último párrafo de dicho art. 10, para nombrar miembros de los consejos de guerra de oficiales, de igual ó inferior graduacion á la del acusado, debe combinarse con el art. 21: no pueden recurrir á ella, sino cuando no encuentren en la estension de sus divisiones oficiales de la graduacion que se requiere, para formar el consejo, y cuando

de n'est pas celui d'officier supérieur ou général, parce qu'alors il appartient au ministre de la guerre d'y pourvoir, conformément à l'article 21.

Il ne vous échappera pas que dans le cas prévus par les articles 12 et 16, le commissaire impérial peut être remplacé par un officier supérieur ou général, auquel il demeure toutefois adjoint.

Pour l'exécution de l'article 13, qui concerne le jugement des membres du corps de l'intendance, des médecins et autres individus assimilés aux militaires, l'Empereur a rendu un décret faisant connaître la composition des conseils de guerre d'après le rang de l'accusé: vous trouverez ci-joint un exemplaire de ce décret qui, étant tout spécial pour l'administration de la justice, ne modifie en rien les situations déterminées, sous les autres rapports, par les décrets et les règlements relatifs à l'organisation des différents corps de l'armée.

Afin de pourvoir tant à la composition des tribunaux militaires qu'aux modifications dont il vient d'être parlé, il est une mesure que vous devrez pendre immédiatement et qui réclame tous vos soins: c'est de faire dresser les tableaux, prescrits par les articles 19 et 28, des officiers et sous-officiers de votre division qui peuvent être appelés à siéger comme juges dans les conseils de guerre et dans les conseils de révision. On y portera les militaires désignés par les colonels pour faire ce service selon l'ordre qui est indiqué par ces articles, tout en ne faisant cependant concourir que les officiers et sous-officiers reconnus aptes par leur instruction et leur expérience à remplir ces fonctions, qui pourront siéger au conseil sans nuire au service, et dont la résidence, soit dans la ville où se tient le conseil, soit dans un rayon voisin, permettra la prompte convocation. Il importera de s'assurer que les officiers et sous-officiers présentés par les chefs de corps remplissent les conditions de nationalité et d'âge requises par la loi (art. 22); il conviendra en outre de rechercher, avant de les faire entrer en fon-

essa graduacion no sea la de oficial superior ó general; porque entonces corresponde al ministro de la Guerra proveer en este caso conforme al art. 21.

No se os ocultará, que en los casos previstos por los artículos 12 y 16, el comisario imperial puede ser reemplazado por un oficial superior ó general, del cual sin embargo, será asociado.

Para el cumplimiento del art. 13, que concierne al juicio de los miembros del cuerpo de la intendencia, de los médicos y de otros individuos asimilados á los militares, el Emperador ha espedido un decreto, haciendo saber la formacion de los consejos de guerra, segun el rango del acusado: es adjunto un ejemplar de este decreto, el cual siendo especial para la administracion de justicia, en nada modifica las posiciones determinadas, bajo otros aspectos, por los decretos y reglamentos relativos á la organizacion de los diversos cuerpos del ejército.

Con el objeto de proveer, tanto á la formacion de los tribunales militares como á las modificaciones de que acaba de hablarse, hay una medida que debeis tomar inmediatamente y que pide toda vuestra eficacia; y es la de formar los estados prescritos por los artículos 19 y 28, de los oficiales y sargentos de vuestra division que puedan ser llamados á ocupar los asientos como jueces, en los consejos de guerra y en los consejos de revision. En él, se inscribirán los militares designados por los coroneles para hacer este servicio, segun el orden indicado en esos artículos, sin hacer concurrir, sin embargo, sino á los oficiales y sargentos reconocidos como aptos, por su instruccion y su esperiencia, para llenar esas funciones que puedan ocupar un lugar en el consejo sin perjudicar al servicio y cuya residencia, sea en la ciudad donde exista el consejo, ó sea en un radio inmediato, permita su pronta convocation. Conviene asegurarse de que los oficiales y los sargentos presentados por los gefes de los cuerpos llenan las condiciones de nacionalidad y de edad que requiere la ley (art. 22); convendrá, ademas, indagar, antes de hacer-

tion, s'ils ne se trouvent pas dans l'un des cas d'empêchement ou d'incompatibilité prévus par l'article 24; en fin, vous devrez veiller à remplir, sur ces tableaux, les vides occasionnés par les changements de résidence ou de position des militaires qui y seront portés.

Ainsi que l'article 26 en laissait la faculté, il a paru utile de réduire le nombre des conseils de révision; le décret de l'Empereur, du 18 juillet 1857, a fixé ce nombre à cinq pour la France et à trois pour l'Algérie; le tableau annexé à ce décret en détermine le siège et le ressort.

L'organisation ancienne du conseil de révision a été maintenue en ce qui concerne le nombre des juges, mais elle n'admet plus que des officiers généraux et supérieurs. Les règles tracées pour le mode de nomination des membres du conseil de révision, des commissaires impériaux, des substituts et des greffiers, sont les mêmes que celles fixées pour les conseils de guerre, et les causes d'incompatibilité sont identiques; la condition d'âge seule est différente.

Le titre II traite des conseils de guerre et des conseils de révision aux armées, dans les communes, dans les départements et dans les places de guerre en état de siège. Aucune explication n'est nécessaire, quant à présent, sur ce titre dont, au surplus, les dispositions nettes et précises s'appuient sur les principes généraux qui viennent d'être établis et ne comportent que des modifications commandées par les circonstances exceptionnelles en vue desquelles ces dispositions ont dû être formulées.

Le titre III, relatif aux prévôtés, élève à la hauteur d'une véritable juridiction une institution qui, depuis un temps immémorial, a toujours trouvé place dans l'organisation des armées en campagne, et régularise législativement les pouvoirs donnés au grand prévôt et aux prévôts par les règlements en vigueur spécialement par ceux du 3 mai 1832, sur le service des armées en campagne, et du 1^{er} mars 1854, sur le service de la gendarmerie.

los entrar en sus funciones, si no se hallan en los casos de impedimento ó de incompatibilidad, previstos por el art. 24; en fin, debeis vigilar que se llenen en ese estado los vacíos causados por las variaciones de residencia ó de posiciones de los militares que en él se hallan.

Habiendo parecido útil reducir el número de los consejos de revision, conforme á la facultad que para ello dejaba el art. 26, del decreto del Emperador de 18 de Julio de 1857, ha fijado el número de 5, para la Francia y tres para Argelia; el estado unido á este decreto, determina su asiento y jurisdiccion.

La antigua organizacion del consejo de revision, ha sido conservada, por lo que respecta al número de jueces; pero solo admite oficiales generales y superiores. Las reglas establecidas sobre la manera de hacer el nombramiento de miembros para el consejo de revision, comisarios imperiales, sustitutos y escribanos, son las mismas que se fijaron para los consejos de guerra, y las causas de incompatibilidad, son idénticas; la circunstancia de la edad es la única diferencia.

El tít. 2^o trata de los consejos de guerra y de revision en los ejércitos, en las municipalidades, en los Departamentos y en las plazas de guerra en estado de sitio. Ninguna explicacion se necesita por ahora, respecto de este título, cuyas disposiciones, por lo demas, claras y precisas, se apoyan en los principios generales que acaban de establecerse, que no contienen mas que modificaciones impuestas por las circunstancias escepcionales, en cuya vista se han formulado estas disposiciones.

El tít. 3^o relativo á los prevostazgos, eleva á la altura de una verdadera jurisdiccion, una institucion que, desde tiempo inmemorial, ha tenido lugar en la organizacion de los ejércitos en campaña, y regulariza legislativamente los poderes dados al gran prevoste y á los prevostes, por los reglamentos vigentes, especialmente por los de 3 de Mayo de 1832, sobre el servicio de los ejércitos en campaña, y de 1^o de Marzo de 1854 sobre el de la gendarmería.

Pour ce qui est de la compétence réglée par le livre II, il est facile de reconnaître que la loi nouvelle s'écarte peu des dispositions des lois antérieures, et qu'elle consacre généralement les principes successivement établis par la jurisprudence. Toutefois, une innovation importante est celle introduite par l'article 57, qui déclare justiciables des conseils de guerre, pour les crimes et délits prévus par le titre II du livre IV, c'est-à-dire prévus par le code de justice militaire, les militaires de tous grades, les membres de l'intendance militaire et tous les individus assimilés aux militaires: 1^o lorsque, sans être employés, ils reçoivent un traitement et restent à la disposition du Gouvernement; 2^o lorsqu'ils sont en congé ou permission.

Jusqu'à ce jour, pour être justiciable des tribunaux militaires, il fallait être présent sous les drapeaux et soumis directement à l'action de l'autorité militaire, au moment de la perpétration du crime ou du délit, quelle qu'en fût d'ailleurs la nature; le Code crée donc une situation nouvelle qu'il importe de ne point perdre de vue.

Il a encore été dérogé à la législation actuelle, en ce qui concerne les militaires de la gendarmerie; ils sont désormais soumis à la juridiction des conseils de guerre: il n'est fait exception que pour les crimes ou délits que ces militaires peuvent commettre dans l'exercice des fonctions de la police judiciaire et dans la constatation des contraventions en matière administrative (art. 59).

L'art. 60 règle d'une manière précise à quel tribunal appartient la priorité des poursuites contre un militaire prévenu de plusieurs crimes ou délits qui le rendent passible et d'un tribunal ordinaire.

La compétence des conseils de guerre reçoit naturellement aux armées, dans les divisions territoriales en état de guerre, dans les communes et les places de guerre en état de siège, une extension en rapport avec ces situations exceptionnelles. Cette extension, du

Por lo que respecta á la competencia arreglada por el libro 2^o, facilmente se conoce, que la nueva ley se separa poco de las disposiciones de las anteriores, y que consagra generalmente, los principios establecidos sucesivamente por la jurisprudencia. Con todo, una innovacion importante es la que introduce el art. 57, que declara sujetos á los consejos de guerra por los crímenes y delitos previstos por el tít. 2^o del lib. 4^o; es decir, previstos por el Código de justicia militar, á los militares de todas graduaciones, á los miembros de la intendencia militar y á todos los individuos asimilados á los militares: 1^o cuando sin estar empleados, reciben sus haberes y quedan á disposicion del gobierno: 2^o cuando están retirados ó con licencia.

Hasta hoy, para quedar sujetos á los tribunales militares, era necesario estar presente bajo las banderas y sometido directamente á la accion de la autoridad militar, en el momento de la perpetracion del crimen ó delito, de cualquiera naturaleza que fuese; el Código cria, pues, una posicion nueva que es menester no perder de vista.

Ha sido derogado tambien, en la legislacion actual, lo concerniente á los militares de la gendarmería: éstos, quedan en lo sucesivo sometidos á la jurisdiccion de los consejos de guerra, sin mas escepcion que, en los crímenes ó delitos que estos militares puedan cometer en el ejercicio de las funciones de policia judicial, y en la comprobacion de contravenciones en materia administrativa. (artículo 59).

El art. 60, arregla de una manera precisa, á cuál tribunal corresponde la prioridad en la práctica de diligencias contra un militar acusado de varios crímenes ó delitos, que lo hacen pasible ante un tribunal militar y un tribunal ordinario.

La competencia de los consejos de guerra recibe naturalmente en los ejércitos, en las divisiones territoriales en estado de guerra, en las municipalidades y plazas de guerra en estado de sitio, una estension en relacion con estas posiciones escepcionales. Por lo demas,

reste clairement résulte des lois en vigueur, et spécialement de la loi du 9 août 1849 sur l'état de siège.

La faculté donnée à tout justiciable des conseils de guerre de se pourvoir en révision a été maintenue, et les pouvoirs des conseils de révision sont restés ce qu'ils ont été jusqu'à ce jour.

Le titre III qui règle la compétence des prévôtés n'a besoin que de quelques explications: il faut observer seulement que le Code, en donnant aux prévôtés juridiction pour connaître de toute infraction dont la peine n'excede pas six mois d'emprisonnement et 200 francs d'amende, entend parler de la peine édictée par la loi contre l'infraction et non de la peine que le juge pourrait appliquer alors que la loi déterminerait un maximum plus élevé; de même, en autorisant les prévôts à statuer sur les demandes en dommages-intérêts jusqu'à 150 francs, la loi a entendu parler du chiffre de la somme demandée et non de celle allouée par le juge (art. 75).

Le titre IV, qui est relatif à la compétence en cas de complicité, tout en maintenant, en ce qui touche l'attribution de juridiction, les distinctions consacrées par la jurisprudence, y apporte quelques dérogations: ainsi, le conseil de guerre devient compétent alors même que les complices militaires ne seraient pas ses justiciables à raison de leur position au moment du crime ou du délit (art. 77), et il en est de même toutes les fois que des étrangers se trouvent mis en cause avec des justiciables du conseil de guerre.

Les articles 78 et 79 régissent la compétence et la juridiction, en ce qui concerne les crimes et délits commis, soit à bord des vaisseaux, soit dans l'enceinte des ports militaires et établissements maritimes, de complicité par des militaires et des marins.

L'article 89 interdit le pourvoi devant la Cour de cassation contre les jugements des conseils de guerre et de révision aux indivi-

esta ampliacion, claramente definida, es el resultado de leyes vigentes, y especialmente de la de 9 de Agosto de 1849 sobre el estado de sitio.

La facultad concedida á todo individuo sujeto á los consejos de guerra, para proveerse en revision, se conserva: y los poderes de los consejos de revision permanecen como han estado hasta el dia.

El título III que arregla la competencia de los prevostazgos, solo necesita algunas esplicaciones. Es menester solamente observar, que al dar el Código jurisdiccion á los prevostazgos para conocer de toda infraccion cuya pena no esceda de seis meses de prision ó doscientos francos de multa, se entiende que habla de la pena señalada por la ley contra la infraccion, y no de la pena que el juez pudiera aplicar cuando la ley determinase un máximo mas elevado; de la misma manera, al autorizar á los prevostes para resolver en las demandas sobre daños y perjuicios hasta ciento cincuenta francos, la ley ha querido hablar de la cifra de la cantidad demandada y no de la considerada por el juez (art. 75).

El título IV que es relativo á la competencia en caso de complicidad, al mantener todo lo que toca á la concesion de jurisdiccion, las distinciones consagradas por la jurisprudencia hacen en ella algunas derogaciones; así es que el consejo de guerra viene á ser competente, aun cuando los cómplices militares no fuesen sus reos, por razon de su posicion, en el momento del crimen ó del delito; (art. 77) y lo mismo sucede siempre que algunos estraños sean comprendidos en la causa de individuos sujetos al consejo de guerra.

Los artículos 78 y 79 arreglan la competencia y jurisdiccion, en lo que pertenece á los crímenes y delitos cometidos, sea á bordo de los buques, sea en el recinto de los puertos militares y establecimientos marítimos, en complicidad de militares y marinos.

El artículo 80 prohíbe el pover ante la corte de casacion contra las sentencias de los consejos de guerra y de revision, á los

duc que la loi a déclarés formellement justiciables de ces tribunaux, ainsi que le proclame l'article 77 de la loi du 27 ventôse an 8, et à ceux qui, sur le territoire ennemi, sont auteurs ou complices de crimes prévus par le code de justice militaire, ou encore à ceux qui en France, mais en présence de l'ennemi, sont étrangers ou prévenus de crimes qui touchent à la sûreté de l'armée. Dans ces divers cas, le jugement est exécutoire dans les vingt-quatre heures à partir de l'expiration du délai fixé pour le recours en révision ou de la réception du jugement qui a rejeté le recours (art. 145 et 146).

Le code maintient au contraire la faculté de se pourvoir en cassation en faveur des citoyens français non militaires, ou non assimilés, tout en la réduisant au cas d'incompétence. Dès que la compétence de la juridiction est reconnue, tout ce qui touche à la procédure, à la régularité des formes et à l'application des lois ne saurait en effet relever que du conseil de révision.

Le livre III traite de la procédure: il ne fait que consacrer, pour la recherche et la constatation des crimes et délits, les mesures prescrites par la législation antérieure; mais la poursuite ne peut commencer sans qu'il en ait été référé au général de division, auquel est dévolu le droit d'ordonner ou de refuser l'information.

Dans le cas où vous jugerez qu'il n'y a pas lieu de donner suite à la plainte, vous aurez à motiver votre décision, en faisant connaître si c'est faute de gravité, de précision des faits articulés, ou parce que ces faits ne constitueraient ni crime; ni délit; enfin vous remarquerez que, dans le modèle de formules qui vous est envoyé, on se sert de ces mots: *en l'état*, parce que, s'il survenait de nouveaux renseignements de nature à modifier votre première opinion, vous auriez le droit et le devoir de faire reprendre les poursuites.

Vous aurez, en outre, dans le cas où vous

individuos á quienes la ley ha declarado formalmente de la competencia de estos tribunales, como lo explica el artículo 77 de la ley de 27 Ventoso año 8º; y á los que en el territorio enemigo son autores ó cómplices de crímenes previstos por el Código de justicia militar, ó á aquellos que en Francia, pero al frente del enemigo, son extraños ó acusados de crímenes que tocan á la seguridad del ejército. En estos diversos casos la sentencia causa ejecutoria dentro de veinticuatro horas, contándose desde que espire el término fijado para el recurso de revision ó de la recepcion del fallo que haya rechazado el recurso (artículos 145 y 146).

El Código conserva, al contrario, la facultad de proveerse en casacion en favor de los ciudadanos franceses, no militares ó no asimilados á los militares, reduciéndola al caso de incompetencia. Una vez reconocida la competencia de jurisdiccion, todo lo que toca al procedimiento, á la regularidad de las formas y á la aplicacion de las leyes, no podria en efecto, ser reparado sino por el consejo de revision.

El libro III trata de los procedimientos; no hace mas que consagrar, para la averiguacion y comprobacion de los crímenes y delitos, las medidas prescrites por la legislacion anterior; pero las diligencias no pueden comenzar sin que se le haya dado cuenta al general de la division á quien se ha devuelto el derecho de mandar ú omitir hacer la informacion.

En el caso en que juzgueis que no ha lugar á tomar en consideracion la queja, debereis motivar vuestra determinacion manifestando si es por falta de gravedad, de exactitud en los hechos articulados, ó porque esos hechos no constituyen crimen ni delito; en fin, observareis que en el modelo de fórmulas que se os ha enviado, se usa de estas palabras: *en el estado*, porque si sobrevinieran nuevos datos, tales que pudieran modificar vuestra primera opinion, tendrais el derecho y el deber de hacer continuar las diligencias.

Tendrais ademas, en el caso de no tomar

ne donneriez pas suite à la plainte, à me rendre compte de vos décisions.

Les états mensuels et nominatifs des refus d'informer, qui sont adressés au ministère de la guerre, en ce qui concerne le délit de désertion, devront également comprendre désormais les refus d'informer que le général commandant la division aura cru devoir prononcer pour quelque fait que ce soit.

Dans les cas où le droit d'appréciation de la plainte est réservé au ministre de la guerre, vous aurez à me transmettre, avec votre avis motivé, les rapports, actes ou procès-verbaux qui vous auraient été adressés.

Vous remarquerez qu'en ce qui concerne la marche à suivre pour saisir le commissaire impérial et le rapporteur des pièces et documents qui doivent servir de base à l'instruction, et pour les formalités de toute nature qu'il peut y avoir à remplir au cours de cette instruction, le nouveau Code ne fait que consacrer législativement le mode de procéder suivi depuis que le Code d'instruction criminelle sert de guide à la juridiction militaire, en l'absence de loi spéciale.

Cependant, contrairement à ce que prescrivait l'article 12 de la loi du 13 brumaire an 5, le premier acte de l'instruction doit être l'interrogatoire de l'accusé, sauf à lui faire subir des suppléments d'interrogatoire, si la découverte de la vérité l'exige.

Lorsque l'instruction est terminée (article 108), le rapporteur transmet les pièces et son avis au commissaire impérial, lequel les adresse immédiatement, avec ses conclusions, au général commandant la division, qui prononce sur la mise en jugement.

Cette disposition vous confère encore un droit d'appréciation sur lequel je ne saurais trop appeler votre sollicitude en raison des graves intérêts qui s'y rattachent, tant pour les personnes que pour l'ordre public.

Vos décisions devront être motivées comme dans le cas prévu par l'article 99, et quand vous déciderez qu'il n'y a pas lieu de convoquer le conseil, vous aurez à m'en ren-

en considération la queja, que darne parte de vuestras resoluciones.

Los estados mensuales y nominales de denegacion de informes que se dirijan al ministerio de la guerra por lo que respecta al delito de desercion, deberán comprender igualmente, en lo sucesivo, la denegacion de informes que el general comandante de la division haya creido deber pronunciar por algun hecho, sea el que fuere.

En el caso de que el derecho de apreciacion de la queja sea reservado al ministerio de la guerra, debereis trasmitirme, con vuestra opinion fundada, los informes, actas ó sumarias que se os hayan dirigido.

Observareis que en lo relativo á la marcha que se ha de seguir para que el comisario imperial y el fiscal tomen conocimiento de las piezas y documentos que deben servir de base á la instruccion, y para las formalidades de toda especie que podrá haber que llenar en el curso de esta instruccion, el nuevo Código no hace mas que consagrar legislativamente el modo de proceder que se ha seguido desde que el Código de instruccion criminal sirve de guia á la jurisdiccion militar á falta de una ley especial.

Sin embargo, al reves de lo que prescribia el artículo 12 de la ley de 13 Brumario año 5, el primer acto de la instruccion debe ser el interrogatorio del acusado, salvo que haya de sufrir interrogatorios supletorios, si así lo exige el descubrimiento de la verdad.

Cuando ha terminado la instruccion (artículo 108) el fiscal trasmite las piezas y su opinion al comisario imperial, el cual las dirige inmediatamente con sus conclusiones al general comandante de la division, quien decide sobre la vista para la sentencia.

Esta disposicion os confiere ademas, un derecho de apreciacion sobre el cual no podré llamar demasiado vuestro cuidado, por razon de los graves intereses que con ellos se enlazan, tanto con las personas como con lo relativo al orden público.

Vuestras resoluciones deben ser motivadas como en el caso prescrito por el artículo 99, y cuando decidais que no ha lugar á convocar el consejo, tendreis que darne cuenta

dre compte. Lorsqu'il m'appartiendra de statuer directement, vous aurez soin de m'envoyer, avec votre avis motivé, les pièces de la procédure, ainsi que le rapport du juge d'instruction et l'avis du commissaire impérial.

L'ordre de mise en jugement une fois donné, la notification qui doit en être faite à l'accusé, trois jours avant la réunion du conseil de guerre; est, en procédure militaire, une formalité nouvelle, que le commissaire impérial ne devra pas négliger de remplir. C'est à ce moment aussi que cet officier doit avertir l'accusé que, s'il n'a pas fait choix d'un défenseur (art. 109), il lui en sera nommé un d'office. C'est encore à ce moment que le défenseur doit être admis à communiquer avec l'accusé, et peut prendre au greffe communication des pièces (art. 112).

Les présidents des conseils de guerre ne se trouvant pas toujours sur les lieux, il est important, pour éviter toute perte de temps et pour faciliter l'exécution de l'article 109, que ces officiers désignent d'avance les personnes réunissant les conditions de l'article 110, parmi lesquelles seront pris les défenseurs d'office, afin que le commissaire impérial, en avertissant l'accusé de son droit de choisir un défenseur, puisse, si l'accusé n'a pas usé de cette faculté, lui indiquer immédiatement le défenseur ainsi désigné par le président.

Toutes les dispositions relatives à l'examen et au jugement, ainsi qu'à la police de l'audience, sont calquées, soit sur la loi ancienne, soit sur le Code d'instruction criminelle; elles ne sauraient, par conséquent, soulever de difficulté.

Ici, cependant, se trouve résolu un point de droit qui a quelquefois divisé les conseils de guerre, je veux parler de la disposition de l'article 115, d'après laquelle tout militaire qui se rend coupable envers le conseil ou l'un de ses membres de voies de fait, ou d'outrages ou menaces par propos ou gestes, est passible des peines prononcées contre ces mêmes crimes ou délits commis envers des supérieurs pendant le service.

de ello. Cuando me corresponda resolver directamente, tendreis cuidado de enviarme, con vuestra opinion fundada, las piezas del proceso, así como el parecer fiscal y la opinion del comisario imperial.

Una vez dada la orden de vista para sentencia, la notificacion que debe hacerse de ella al acusado, tres dias antes de la reunion del consejo de guerra, es en el procedimiento militar una formalidad nueva que el comisario imperial no deberá descuidarse de llenar. Tambien en ese momento es cuando este oficial debe advertir al acusado, que si no ha elegido defensor (artículo 109) le será nombrado uno de oficio. Igualmente debe en este momento permitirse al defensor comunicarse con el acusado, y puede tomar en la escribanía conocimiento de las piezas (artículo 112).

No hallándose siempre en los lugares del consejo de guerra sus presidentes, es interesante, en óbvio de pérdida de tiempo y para facilitar el cumplimiento del artículo 109, que estos oficiales designen de antemano las personas que reunan las condiciones del artículo 110, de entre los cuales se tomarán los defensores de oficio con objeto de que el comisario imperial, advirtiéndolo al acusado de su derecho para escojer uno, pueda, si éste no ha usado de su facultad, indicarle inmediatamente el defensor designado así por el presidente.

Todas las disposiciones relativas al examen y al juicio, así como á la policía de la audiencia, están calçadas, sea sobre la antigua ley, ó sobre el Código de instruccion criminal: ellas no pueden por consecuencia presentar dificultades.

Aquí, sin embargo, se encuentra resuelto un punto de derecho que algunas veces ha dividido los consejos de guerra: quiero hablar de la disposicion del artículo 115, segun la cual todo militar que se constituye responsable hácia el consejo ó hácia alguno de sus miembros, de vías de hecho ó de ultrajes ó amenazas con palabras ó ademanes, sufre las penas pronunciadas sobre esos mismos crímenes ó delitos cometidos contra superiores en el acto del servicio.

Rien n'a été changé en ce qui concerne la comparution de l'accusé devant le conseil de guerre et les mesures à prendre à son égard s'il refuse de comparaître, si ce n'est que la loi nouvelle a étendu aux conseils de guerre les pouvoirs accordés aux juridictions de droit commun pour la répression des crimes et délits qui peuvent se commettre aux audiences et pour garantir le respect dû aux magistrats. Rien non plus n'a été modifié en ce qui touche les jugements sur les exceptions et les moyens d'incompétence, les dépositions des témoins et l'interrogatoire de l'accusé, les réquisitions du commissaire impérial et la défense. Toute cette partie des débats, et tout ce qui a rapport à la délibération des membres du conseil, au prononcé du jugement, à la lecture qui doit en être faite à l'accusé, ne fait que reproduire des règles depuis longtemps en pratique et qui découlent du Code d'instruction criminelle et de la loi du 9 septembre 1835.

Il importe de remarquer seulement que, d'après les articles 124, 133 et 134, les jugements sur les exceptions, les moyens d'incompétence et les incidents sont rendus à la majorité des voix, à la différence des questions sur la culpabilité et l'application des peines, qui ne peuvent être résolues contre l'accusé qu'à la majorité de cinq voix contre deux, comme le prescrivait la loi du 13 brumaire an V.

L'article 132 précise l'ordre dans lequel les questions doivent être posées par le président; il est essentiel que cet ordre soit exactement suivi, afin que chaque question présente un sens complet, sans cependant tomber dans le vice de complexité.

La première question doit porter sur le fait principal, en spécifiant les éléments constitutifs de l'infraction.

Chaque circonstance aggravante doit ensuite être l'objet d'une question spéciale, de manière à ce que l'accusation toute entière soit purgée, et s'il y a plusieurs chefs d'accu-

Nada se ha variado en lo respectivo á la comparecencia del acusado ante el consejo de guerra, ni en las medidas que hay que tomar en cuanto á él si se niega á comparecer, si no es que la nueva ley ha hecho extensivas á los consejos de guerra las facultades concedidas á la jurisdiccion del derecho común, para la represion de los crímenes y delitos que puedan cometerse en las audiencias, y para garantir el respeto debido á los magistrados. Nada se ha modificado tampoco en lo tocante á juicios sobre escepciones y medios de incompetencias, las deposiciones de los testigos y el interrogatorio del acusado, los requerimientos del comisario imperial y la defensa. Toda esta parte de los debates, y todo lo que tiene relacion con la deliberacion de los miembros del consejo, con la decision de la sentencia, con la lectura que debe hacerse de ella al acusado, no hacen mas que reproducir reglas puestas en práctica desde hace mucho tiempo y que emanan del Código de instruccion criminal y de la ley de 9 de Setiembre de 1835.

Importa notar solamente, que segun los artículos 124, 133 y 134, las resoluciones sobre las escepciones, las razones de incompetencia y los incidentes, se deciden por la mayoría de votos, á diferencia de las cuestiones sobre la culpabilidad y la aplicacion de las penas que no pueden ser resueltas contra el acusado, sino por mayoría de cinco votos contra dos, como lo prescribía la ley de 13 Brumario año 5.

El art. 132, fija el orden en que deben establecerse las proposiciones por el presidente; es esencial que este orden sea exactamente seguido, á fin de que cada pregunta presente un sentido completo, sin caer sin embargo, en el vicio de complejidad.

La primera pregunta debe referirse al hecho principal, especificando los elementos constitutivos de la infraccion.

Cada circunstancia agravante, debe ser despues objeto de una pregunta especial, de suerte que, la acusacion en su totalidad, sea dilucidada; y si hay varios puntos de acusa-

sation, le même ordre doit être suivi pour chacun d'eux.

Ainsi, dans une accusation de voies de fait envers un supérieur pendant le service ou à l'occasion du service, la question principale pourrait être ainsi posée:

N..... est-il coupable de voies de fait envers N..... (nom et grade), son supérieur?

La deuxième question serait celle-ci: Ces voies de fait ont-elles été commises pendant le service ou à l'occasion du service?

Lorsque la loi autorise l'admission des circonstances atténuantes, le président du conseil doit poser la question, mais le jugement ne doit en faire mention qu'autant que la majorité l'a résolu en faveur de l'accusé, et, dans ce cas, le jugement doit la constater en ces termes: *à la majorité il y a des circonstances atténuantes en faveur de.....*

L'attention toute particulière du président, du commissaire impérial et du greffier doit se porter sur l'article 140, qui détermine la forme du jugement et spécifie les diverses mentions qui doivent y être constatées.

Aux termes de cet article, le jugement est tout à la fois la décision sur le fond et le procès-verbal d'audience.

Il ne peut reproduire ni les réponses de l'accusé, si ce n'est celles faites aux questions qui ont pour but de constater son identité (voir art. 117), ni les dépositions des témoins.

Il doit énoncer, à peine de nullité: 1° les noms et grades des juges; 2° les nom, prénoms, âge, profession et domicile de l'accusé; 3° le crime ou le délit pour lequel l'accusé a été traduit devant le conseil de guerre; 4° la prestation de serment des témoins; 5° les réquisitions du commissaire impérial; 6° les questions posées au conseil; les décisions et le nombre des voix, en se conformant aux dispositions des articles 132, 133 et 134; 7° le texte de la loi appliquée; 8° la publicité des séances ou la décision qui a ordonné le huis

cion, deberá seguirse el mismo orden con cada uno de ellos.

Así es que, en una acusación de vías de hecho contra un superior en el acto del servicio ó con ocasión de él, la cuestión principal puede establecerse así:

"N..... ¿es culpable de vías de hecho, hacia N..... (nombre y empleo) su superior?"

La segunda, sería esta: "estas vías de hecho, ¿se han cometido en el acto del servicio ó con ocasión de él?"

Cuando la ley autoriza para admitir circunstancias atenuantes, el presidente del consejo debe hacer la pregunta; pero la sentencia, no debe hacer mención de ella, sino en tanto que la mayoría la haya resuelto en favor del acusado; y en este caso, la sentencia debe hacerla constar en estos términos: "por mayoría hay circunstancias atenuantes en favor de N...."

La principal atención del presidente, del comisario imperial y del escribano, debe fijarse en el art. 140, que determina la forma del juicio, especificando las diferentes menciones que deben constar en él.

Según los términos de este artículo, la sentencia es á la vez la decisión sobre lo principal, y el acta de audiencia.

No puede reproducir las respuestas del acusado, si no son las que ha dado á las preguntas que tienen por objeto hacer constar su identidad, (véase el art. 117) ni tampoco las declaraciones de los testigos.

Solo debe decir, so pena de nulidad, 1° los nombres y empleos de los jueces; 2° el nombre, apellido, edad, profesion y domicilio del acusado; 3° el crimen ó delito por el cual se ha sujetado el acusado al consejo de guerra; 4° el juramento de los testigos; 5° las requisiciones del comisario imperial; 6° las preguntas hechas al consejo; las decisiones y el número de los votos, de conformidad con las disposiciones de los artículos 132, 133 y 134; 7° el texto de la ley que se aplicó; 8° la publicidad de las sesiones ó la decisión que ha

clos; 9° la publicité de la lecture du jugement faite par le président.

Les formules de jugement que je vous adresse sont rédigées de manière à ce que toutes les mentions exigées à peine de nullité soient fidèlement consignées.

On devra se rappeler que les débats seuls peuvent avoir lieu à huis clos lorsque le tribunal croit devoir l'ordonner dans l'intérêt de l'ordre et des mœurs, et que, par suite la lecture des pièces dont parle l'article 121 du Code, et les avertissements qu'il prescrit, doivent se faire publiquement ainsi que la lecture de tout jugement soit sur les incidents, soit sur le fond (art. 136). Il faut encore observer que le huis clos doit être ordonné par jugement du conseil et non par simple décision du président. (Art. 81 de la Constitution du 12 novembre 1848.)

Quant aux décisions qui peuvent être rendues sur les moyens d'incompétence et les autres incidents, elles doivent énoncer le fait qui y a donné lieu, les conclusions des parties, les réquisitions du ministère public, les moyens de défense présentés par l'accusé, et en fin, le jugement motivé du conseil.

Dans les cas où le cadre de la formule ne permettrait pas d'insérer toutes ces mentions, il suffira d'y indiquer l'incident au moment où il se produit, en ajoutant *qu'il y a été statué par jugement séparé, lequel est joint et annexé au présent*; et alors le jugement séparé doit reprendre l'intitulé du jugement principal, indiquer la publicité de l'audience, se terminer par la même formule et être signé de la même manière que le jugement principal, en mentionnant qu'il y sera annexé comme en faisant partie.

Le Code maintient le délai de vingt-quatre heures pour se pourvoir en révision; seulement ce délai ne court plus à partir de la lecture du jugement, mais bien de l'expiration du jour où cette lecture a été faite au condamné.

Le défenseur est admis à faire la déclaration

dispuesto que sea secreta; 9° la publicidad de la lectura de la sentencia, hecha por el presidente.

Las fórmulas de sentencia que os dirijo, están redactadas de manera que todas las menciones que se exigen, so pena de nulidad, estén fielmente consignadas.

Debe tenerse presente, que los debates solo pueden tener efecto en sesion secreta, cuando el tribunal crea deberlo determinar en intereses del orden y las costumbres, y que, despues la lectura de las piezas de que habla el art. 121 del Código y las advertencias que el prescribe, deben hacerse públicamente, así como la lectura de todo fallo ya en lo principal ó ya en sus incidentes (art. 136). Es menester observar tambien, que las sesiones secretas deben mandarse por decision del consejo y no por determinacion del presidente. (Artículo 81 de la Constitucion de 12 de Noviembre de 1848).

En cuanto á las resoluciones que puedan darse sobre los medios de incompetencia y otros incidentes, deben indicar el hecho que dió lugar á ella; los dictámenes de las partes, los requerimientos del ministerio público, los medios de defensa presentados por el acusado, y en fin, la sentencia motivada del consejo.

En el caso en que el estado de la fórmula no permita insertar todas estas referencias, bastará indicar el incidente en el momento que se produce, añadiendo: *que se ha resuelto, por sentencia separada, la cual se ha unido y anexado á la presente*; y entonces, la sentencia separada vuelve á tomar el título del proceso principal, indicar á publicidad de la audiencia, terminarse por la misma fórmula y firmarse de la misma manera que el juicio principal mencionando que se agrega como formando parte de él.

El Código conserva el término de veinticuatro horas para proveerse en revision: solamente no corre ya este término, desde la lectura del proceso; pero sí al espirar el día en que dicha lectura se haya hecho al sentenciado.

Al defensor se le permite que haga la de-

tion de pourvoi, qui peut être reçue, soit par le greffier du conseil, soit par l'agent principal de l'établissement dans lequel est détenu le condamné (art. 141 et 143.)

Le droit de se pourvoir, que l'article 12 de la loi du 18 vendémiaire an VI conférait au commissaire impérial, est restreint par le nouveau Code aux cas prévus par les articles 409 et 410 du Code d'instruction criminelle, c'est-à-dire que ce droit ne peut être exercé par le commissaire impérial que dans l'intérêt de la loi, ou pour fausse application de la peine, ou encore lorsque l'absolution du condamné a été motivée sur la non-existence d'une loi pénale qui pourtant existerait.

En ce qui concerne le recours en révision et le pourvoi en cassation, le Code introduit des dispositions dont vous comprendrez facilement toute l'importance pour la bonne et prompte administration de la justice; aux termes des articles 81, 123, 147, le recours en révision contre les jugements d'incompétence ou incidents n'empêche pas de continuer les débats et de passer au jugement de l'affaire, sauf à statuer sur le recours en même temps que sur la décision au fond, et le pourvoi en cassation ne peut être intenté que dans les trois jours qui suivent la notification de la décision du conseil de révision, ou, s'il n'y a pas eu recours en révision, dans les trois jours qui suivent l'expiration du délai accordé pour l'exercer.

Une faculté, dont vous apprécierez également l'importance, vous est laissée par l'article 150; c'est celle de faire suspendre l'exécution du jugement, à la charge seulement d'en rendre compte immédiatement au ministre de la guerre.

Comme cela s'est fait jusqu'à présent, il devra être sursis à l'exécution de toute condamnation à la peine capitale prononcée par les conseils de guerre des divisions territoriales.

En ce qui concerne les condamnations prononcées en Algérie et hors du territoire fran-

claracion del proveido, que puede ser recibida por el escribano del consejo ó por el agente principal del establecimiento en que se halle detenido el sentenciado (artículos 141 y 143).

El derecho de proveerse que el artículo 12 de la ley de 18 Vendimiaro año 6, conferia al comisario imperial, está restringido por el nuevo Código, á los casos previstos por los artículos 409 y 410 del Código de instruccion criminal; es decir, que este derecho no puede ejercerse por el comisario imperial sino en obsequio de la ley, ó por falsa aplicacion de la pena, y tambien cuando la absolucion del sentenciado ha sido motivada por la no existencia de una ley penal, que sin embargo existiera.

Por lo que respecta al recurso de revision y al proveido de casacion, introduce el Código disposiciones para la buena y pronta administracion de justicia, cuya importancia comprendereis fácilmente.

Segun los términos de los artículos 81, 123 y 147, el recurso de revision en los juicios de incompetencia ó de incidentes, no impide continuar los debates ni el pasar al juicio del negocio, salvo decidir sobre el recurso al mismo tiempo que sobre la resolucion de lo principal; y el proveer en casacion no puede ser intentado sino dentro de los tres dias que siguen á la notificacion de la resolucion del consejo de revision, ó si no ha habido recurso de revision, dentro de los tres dias siguientes á la espiracion del término concedido para ejercerla.

Una facultad, cuya importancia apreciareis igualmente, se os ha concedido por el artículo 150, y es la de suspender la ejecucion de la sentencia, con la obligacion solamente de dar inmediatamente cuenta de ello al Ministro de la guerra.

Así como se ha hecho hasta ahora, deberá sobreseerse en la ejecucion de toda sentencia de pena de muerte pronunciada por los consejos de guerra de las divisiones territoriales.

Por lo que respecta á las sentencias pronunciadas en Argelia y fuera del territorio

païs, on devra continuer à se conformer aux dispositions de l'ordonnance du 1^{er} avril 1842. (1)

La procédure établie pour les conseils de guerre dans les divisions en état de paix n'a été modifiée, en ce qui touche les conseils de guerre aux armées, dans les divisions territoriales en état de guerre, et dans les communes, les départements et les places de guerre en état de siège, qu'en ce qui touche certaines dispositions, et alors que ces modifications, étaient commandées par une situation tout à fait exceptionnelle.

Le titre II, qui règle la procédure devant les conseils de révision, a généralement consacré les errements suivis jusqu'à ce jour. Toutefois, à la différence de ce qui se pratiquait en cas d'annulation, on pourra ne recommencer la procédure qu'à partir de l'acte annulé, de telle sorte que, quand la déclaration de culpabilité est maintenue et que l'annulation n'est prononcée que pour fausse application de la loi, le renvoi devant un autre conseil de guerre n'a pour objet que l'application de la peine légalement encourue à raison des faits reconnus constants par le premier conseil de guerre.

La procédure devant les prévôtés se trouve résumée en deux articles qui ne comportent aucune observation.

Des dispositions, empruntées au Code d'instruction criminelle, ont été introduites dans la procédure militaire pour les jugements par contumace et par défaut; elles viennent combler une lacune de la législation militaire et en même temps compléter ce que la jurispru-

francés, se continuará conformándose con las disposiciones de la real orden de 1^o de Abril de 1842. (1)

El procedimiento establecido para los consejos de guerra en las divisiones en tiempo de paz, no ha sido modificado en lo que toca á los consejos de guerra de los ejércitos en las divisiones territoriales en estado de guerra, y en las municipalidades, los Departamentos y las plazas de guerra en estado de sitio, sino en lo que toca á ciertas disposiciones; y cuando estas modificaciones se exijan por una situacion del todo excepcional.

El título II que arregla el procedimiento ante los consejos de revision, ha consagrado en lo general los trámites seguidos hasta hoy. Con todo, á diferencia de lo que se practicaba en los casos de anulacion, no se podrán comenzar los nuevos procedimientos sino desde la acta anulada; de manera que cuando la declaracion de culpabilidad está sostenida, y que la anulacion ha sido pronunciada solo por falsa aplicacion de la ley, la remision á otro consejo de guerra no tiene otro objeto sino la aplicacion de la pena en que se ha incurrido legalmente por razon de los hechos reconocidos y que constan por el primer consejo de guerra.

El procedimiento ante los prevostazgos está reasumido en dos artículos que no piden observacion alguna.

Algunas disposiciones tomadas del Código de instruccion criminal, han sido introducidas en los procedimientos militares, para los juicios por contumacia y en rebeldía: ellas vienen á llenar un vacío de la legislacion militar, y á completar al mismo tiempo lo que

(1) Article 1^{er} de l'ordonnance du 1 avril 1842.

"Aucune exécution à mort, par quelque juridiction qu'elle ait été ordonnée, ne pourra avoir lieu, dans toute l'étendue des possessions françaises en Algérie, qu'autant qu'il nous en aura été rendu compte et que nous aurons décidé de laisser un libre cours à la justice.

"Toutefois, dans le cas d'urgence extrême, le gouverneur général pourra ordonner l'exécution, à la charge de faire immédiatement connaître les motifs de sa décision à notre ministre secrétaire d'Etat de la guerre, qui nous en rendra compte.

"Ce pouvoir, attribué au gouverneur général ne pourra, dans aucun cas, être délégué."

(1) Artículo 1^o de la real orden de 1^o de Abril de 1842.

"Ninguna ejecucion de muerte, por cualquiera jurisdiccion que la haya dado, podrá efectuarse en toda la estension de las posesiones francesas en Argelia, sino despues de que se nos haya dado cuenta y que háyamos resuelto dejar libre el curso de la justicia.

"Sin embargo, en caso de urgencia extrema, el gobernador general podrá ordenar la ejecucion, con la obligacion de participar inmediatamente los motivos de su disposicion, á nuestro ministro secretario de Estado de la guerra, quien nos dará cuenta de ello.

"Este poder concedido al gobernador general, no podrá ser delegado en ningun caso.

dence de la Cour de cassation n'avait pu qu' imparfaitement réglementer.

Le Code de justice militaire s'approprie également les dispositions de droit commun, relatives à la reconnaissance de l'identité d'un individu condamné par un conseil de guerre, et au mode de procéder, dans le cas où un second jugement est annulé par les mêmes motifs que le premier.

Il rend encore applicables à la justice militaire les dispositions du Code d'instruction criminelle, relatives à la prescription, mais il introduit une disposition nouvelle en ce qui concerne l'insoumission et la désertion; il les couvre par une prescription qu'il fait courir, du jour où l'insoumis ou le déserteur a atteint l'âge de quarante-sept ans (limite d'âge fixée par l'article 11 de la loi du 26 avril 1855).

Le livre IV, qui traite de la pénalité, se divise en deux parties bien distinctes; dans la première, il définit les peines et règle leurs effets; dans la seconde, il classe et définit les infractions qu'il entend réprimer, et indique la sanction pénale dont il les atteint, en laissant aux tribunaux militaires à appliquer à tous les crimes ou délits qu'il n'a pas prévus les peines portées par les lois pénales ordinaires (art. 267).

Tout en maintenant le principe de l'admission de circonstances atténuantes pour les crimes et délits dérivant du droit commun, le nouveau Code ne l'étend aux infractions militaires qu'autant qu'il n'y a pas danger à laisser exposer devant le conseil des doctrines qui auraient pour conséquence d'affaiblir le respect dû au commandement, et ce n'est que dans les cas où cette admission est autorisée par une disposition expresse du Code, que la question des circonstances atténuantes peut être posée.

La loi nouvelle s'est attachée à supprimer l'infamie dont la loi qu'elle remplace stigmatisait certains actes qui ne sauraient impliquer l'idée du déshonneur. C'est ainsi qu'elle a supprimé la peine des fers pour fait d'insu-

la jurisprudencia de la corte de casacion no habia podido reglamentar sino imperfectamente.

El Código de justicia militar se apropia igualmente las disposiciones del derecho común, relativas al reconocimiento de identidad de un individuo sentenciado por un consejo de guerra, y al modo de proceder en el caso de que una segunda sentencia sea anulada por los mismos motivos que la primera.

Hace también aplicables á la justicia militar las disposiciones del Código de instrucción criminal relativas á la prescripción; pero introduce una nueva disposición en lo que concierne á la inobediencia y desercion: él pone á cubierto con una prescripción que debe comenzar á surtir sus efectos desde el día en que el inobediente ó desertor ha llegado á la edad de 47 años (término de edad fijado por el artículo 11.º de la ley de 26 de Abril de 1855).

El libro IV, que trata de las penas ó castigos, se divide en dos partes muy diversas: en la primera define las penas y arregla sus efectos; en la segunda clasifica y define las infracciones que se proponen reprimir, é indica la sancion penal que les alcanza, dejando á los tribunales militares la obligacion de aplicar en todos los crímenes ó delitos que no ha previsto, las penas señaladas por las leyes penales ordinarias (artículo 267).

Al conservar el principio de la admision de circunstancias atenuantes en los crímenes y delitos procedentes del derecho comun, el nuevo Código no lo hace extensivo á las infracciones militares, sino en tanto que no haya peligro en esponer ante el consejo doctrinas cuya consecuencia sea disminuir el respeto debido al mando; y solo en el caso de que dicha admision esté autorizada por una disposicion espresa del Código, es cuando la cuestion de circunstancias atenuantes puede establecerse.

La nueva ley se ha empeñado en suprimir la infamia con que la ley á que sustituye marcaba ciertos actos que no podrian implicar la idea de la deshonor. Así es, que ha suprimido la pena de grillos por insubordina-

bordination, et a voulu que la peine de mort n'edt un caractère infamant qu'autant qu'elle serait accompagnée de la dégradation militaire.

Jusqu'à ce jour aucune disposition législative, ni même réglementaire, n'avait déterminé, d'une manière précise, les formalités constitutives de la dégradation militaire; l'article 190 a comblé cette lacune.

Du reste, il ne vous échappera pas qu'aux termes de l'article 187 du Code, tout condamné, sans distinction (militaire, assimilé, ou autre individu) qui doit subir la peine de mort prononcée contre lui par jugement définitif d'un conseil de guerre, est fusillé, et que, d'après l'article 196, il doit en être de même des militaires et assimilés aux militaires condamnés par les tribunaux ordinaires, puisque cet article prescrit que les peines prononcées contre les militaires soient exécutées conformément aux dispositions du Code de justice militaire et à la diligence de l'autorité militaire.

Quant au mode d'exécutions, le législateur ayant cru devoir s'abstenir de le déterminer et laisser ce soin à l'autorité militaire supérieure, on aura à se conformer aux prescriptions suivantes, qui étaient insérées dans la loi du 12 mai 1793 et sont, d'ailleurs, en usage:

Il sera commandé quatre sergents, quatre caporaux et quatre fusiliers, les plus anciens de service pris à tour de rôle dans la troupe du prévenu, autant que faire se pourra, sinon toujours dans la troupe présente sur les lieux où l'exécution devra se faire.

On placera ces douze militaires sur deux rangs; ce sont eux qui seront chargés de faire feu sur le coupable quand le signal leur en sera donné par l'adjutant.

L'exécution se fera sur une place indiquée à cet effet, en présence de la troupe du prévenu, lorsqu'elle sera sur le lieu, qui sera rangée en bataille et sans armes, sinon en présence de la troupe qui aura fourni les tireurs.

cion, y ha querido que la pena de muerte no tenga un carácter infamante, sino cuando sea precedida de la degradacion militar.

Hasta hoy ninguna disposicion legislativa, ni aun reglamentaria, habia determinado de un modo precise las formalidades constitutivas de la degradacion militar: el artículo 190 ha llenado este vacío.

Por lo demás, no se os puede ocultar que, segun los términos del artículo 187 del Código, todo sentenciado sin distincion (militar, asimilado, ó cualquier otro individuo) que deba sufrir la pena de muerte pronunciada contra él en sentencia definitiva de un consejo de guerra, debe ser fusilado; y que segun el artículo 196, debe hacerse lo mismo con los militares y asimilados á los militares condenados por los tribunales ordinarios, puesto que este artículo prescribe que las penas pronunciadas contra los militares, sean ejecutadas conforme á las disposiciones del Código de justicia militar y por la solicitud de la autoridad militar.

En cuanto al modo de verificarse la ejecucion, habiendo creido el legislador deber abstenerse de determinarlo, y dejado este cuidado á la autoridad superior militar, debe conformarse con las prescripciones siguientes que estaban insertas en la ley de 12 de Mayo de 1793, y que por otra parte son las que están en uso.

Se mandarán cuatro sergentes, cuatro cabos y cuatro fusilleros de los mas antiguos en el servicio [nombrados por turno] de la tropa del acusado, en tanto que pueda hacerse; si nó, de la tropa presente al lugar donde deba verificarse la ejecucion.

Estos doce militares se colocarán en dos filas; y son los que se encargarán de hacer fuego sobre el delincuente cuando les sea hecha la señal por el ayudante.

La ejecucion se verificará en una plaza señalada al efecto, en presencia de la tropa del acusado, cuando ésta se halle en el lugar, la cual se formará en batalla y sin armas; si no en presencia de la tropa que haya dado los tiradores.

Il y aura toujours un des juges du tribunal qui aura appliqué la loi présent à l'exécution.

Il sera commandé un piquet de cinquante hommes en armes, pour conduire le coupable au lieu de son exécution; la gendarmerie sera également commandée, quand il y en aura; l'un et l'autre seront chargés, sous les ordres du commandant, de veiller au maintien de l'ordre et de la police, qui doivent régner dans ces sortes d'exécutions.

Comme la peine des fers, celle du boulet a disparu; cette dernière, bien qu'elle fût rangée au nombre des peines correctionnelles, assujettissait le condamné à un régime tel, que l'opinion générale s'y méprenait, en présence surtout de l'appareil redoutable qui accompagnait son exécution.

Si le Code ne renferme aucune disposition spéciale sur la récidive, alors que par son article 202 il prévoit la tentative et la complicité, c'est que le législateur a entendu maintenir l'état de choses actuel, sauf pour le cas de désertion [art. 232 et 236]; c'est-à-dire ne faire encourir les effets de la récidive qu'autant que le fait qui a motivé la première condamnation serait une infraction de droit commun, aux termes du dernier paragraphe de l'art. 46 du Code pénal ordinaire.

Vous remarquerez encore que le livre IV renferme plusieurs dispositions qui sont obligatoires, même pour les juridictions de droit commun: telles sont celles qui répriment la tentative des délits spéciaux prévus par les articles 41, 43, 44 et 45 de la loi sur le recrutement de l'armée: ce que ne faisait pas cette loi, lacune que répare le Code dans son article 270:

L'achat et le recel des effets militaires n'étaient pas non plus suffisamment punis par les lois anciennes qui remontaient à 1793, et ce n'était qu'avec le secours de la jurisprudence que ces délites pouvaient quelquefois être atteints; le Code fait cesser toute incertitude sur l'interprétation des textes, en les remplaçant par des dispositions nouvelles [art. 247].

Siempre deberá haber uno de los jueces del tribunal que haya aplicado la ley, para que presencie la ejecución.

Un piquete de cincuenta hombres armados conducirá al reo al lugar de la ejecución; la gendarmería irá igualmente, cuando la haya. Una y otra fuerza, bajo las órdenes del comandante, se encargarán de vigilar la conservación del orden y de la policía que deben reinar en este género de ejecuciones.

Así como la pena de grillos ha desaparecido, desapareció también la de la bala; esta última, aunque fué considerada entre las penas correccionales, sujetaba al sentenciado á un régimen tal, que la opinion general se equivocaba, sobre todo á la vista del terrible aparato que acompañaba á su ejecución.

Si el Código no comprende disposicion alguna especial sobre la reincidencia, cuando por su artículo 202 prevé la tentativa y la complicidad, es porque el legislador ha querido mantener el actual estado de cosas, salvo en el caso de desercion (artículos 232 y 236) es decir, no hacer incurrir en los efectos de la reincidencia, sino en tanto que el hecho que ha motivado la primera sentencia haya sido una infraccion del derecho comun, en los términos del último párrafo del artículo 56 del Código penal ordinario.

Notareis también que el libro IV comprende muchas disposiciones que son obligatorias, aun para las jurisdicciones del derecho comun: tales son las que reprimen todo conato de los delitos especiales previstos por los artículos 41, 43, 44 y 45 de la ley sobre la recluta para el ejército; lo que no hacia esta ley: vacío que repara el Código en su artículo 270.

La compra y receptacion de efectos militares tampoco estaban castigados suficientemente por las antiguas leyes que se remontaban hasta 1793, y solo con el auxilio de la jurisprudencia pudieron ser castigados algunas veces estos delitos. El Código hace cesar toda incertidumbre sobre la interpretacion de los textos, reemplazándolos por nuevas disposiciones (artículo 247).

Vous n'oublierez pas que la partie pénale du nouveau Code doit être lue aux troupes, le 1^{er} samedi de chaque mois, conformément aux règlements en vigueur.

Vous trouverez enfin, jointe à ces instructions, une série de formules des principaux actes de la procédure devant les tribunaux militaires; bien que ces formules n'aient plus la force obligatoire de celles contenues dans l'arrêté du directoire exécutif du 8 frimaire an VI, vous devez veiller à ce qu'elles soient rigoureusement observées, puisque, en s'en écartant, on risquerait de donner lieu à des cas de nullité.

Veuillez m'accuser réception de la présente dépêche.

Recevez, Général, l'assurance de ma considération la plus distinguée.

Le Maréchal de France,
Ministre Secrétaire d'Etat de la guerre,
VAILLANT.

No olvidareis que la parte penal del nuevo Código se debe leer á las tropas el primer sábado de cada mes, conforme á los reglamentos vigentes.

Encontrareis, en fin, unida á estas instrucciones, una série de fórmulas de los principales actos de los procedimientos ante los tribunales militares. Aunque esas fórmulas no tengan ya la fuerza obligatoria de las contenidas en el decreto del Directorio ejecutivo de 8 Frimario, año 6, debeis vigilar que sean rigurosamente observadas, en vista de que, separándose de ellas, se correría el riesgo de dar lugar á los casos de nulidad.

Servios acusar recibo de la presente comunicacion.

Recibid, General, la seguridad de mi mas distinguida consideracion.

El Mariscal de Francia,
Ministro Secretario de Estado de la guerra,
(Firmado,) VAILLANT.

CODIGO DE JUSTICIA MILITAR

DECRETADO EL 9 DE JUNIO DE 1857

PARA EL EJERCITO.

NAPOLÉON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, Empereur des Français, à tous présents et à venir, salut:

Avons sanctionné et sanctionnons, promulgué et promulguons ce qui suit:

LOI.

Extrait du procès-verbal du Corps législatif.

Le Corps législatif a adopté le projet de loi dont la teneur suit:

LIVRE PREMIER.

DE L'ORGANISATION DES TRIBUNAUX MILITAIRES.

Dispositions préliminaires.

ART. 1.^{er}

La justice militaire est rendue:

- 1^o Par des conseils de guerre;
- 2^o Par des conseils de révision.

Des prévôtés sont établies aux armées dans les cas prévus par le présent Code.

TITRE PREMIER.

DES CONSEILS DE GUERRE ET DES CONSEILS DE RÉVISION PERMANENTS DANS LES DIVISIONS TERRITORIALES.

CHAPITRE I.^{er}

Des conseils de guerre permanents dans les divisions territoriales.

ART. 2.

Il y a un conseil de guerre permanent au chef-lieu de chaque division territoriale.

NAPOLÉON, por la gracia de Dios y la voluntad nacional, Emperador de los Franceses, á todos los presentes y venideros, salud:

Hemos sancionado y sancionamos, promulgado y promulgamos lo siguiente:

LEY.

Estracte del acta del Cuerpo legislativo.

El Cuerpo legislativo ha adoptado el proyecto de ley cuyo tenor es como sigue:

LIBRO PRIMERO.

DE LA ORGANIZACION DE LOS TRIBUNALES MILITARES.

Disposiciones preliminares.

ART. 1.^o

La justicia militar se administrará:

- 1^o Por consejos de guerra,
- 2^o Por consejos de revision.

Se establecerán prevostazgos en los ejércitos en los casos previstos por el presente código.

TITULO PRIMERO.

DE LOS CONSEJOS DE GUERRA Y DE LOS CONSEJOS PERMANENTES DE REVISION EN LAS DIVISIONES TERRITORIALES.

CAPITULO I.

De los consejos de guerra permanentes en las divisiones territoriales.

ART. 2.

Habrà un consejo de guerra permanente en la cabecera de cada division territorial.

Si les besoins du service l'exigent, un deuxième conseil de guerre permanent peut être établi dans la division par un décret de l'Empereur, qui fixe le siège de ce conseil et en détermine le ressort.

ART. 2.

Le conseil de guerre permanent est composé d'un colonel ou lieutenant-colonel, président, et de six juges, savoir:

Un chef de bataillon, ou chef d'escadron, ou major,
Deux capitaines,
Un lieutenant,
Un sous-lieutenant,
Un sous-officier.

ART. 4.

Il y a près chaque conseil de guerre un commissaire impérial un rapporteur, et un greffier.

Il peut être nommé un ou plusieurs substituts du commissaire impérial et du rapporteur, et un ou plusieurs commis-greffiers.

ART. 5.

Les commissaires impériaux et leurs substituts remplissent près les conseils de guerre les fonctions du ministère public.

Les rapporteurs et leurs substituts sont chargés de l'instruction.

Les greffiers et commis-greffiers font les écritures.

ART. 6.

Les présidents et les juges sont pris parmi les officiers et sous-officiers en activité dans la division; ils peuvent être remplacés tous les six mois, et même dans un délai moindre s'ils cessent d'être employés dans la division.

ART. 7.

Les commissaires impériaux et les rapporteurs sont pris parmi les officiers supérieurs, les capitaines les sous-intendants militaires ou adjoints, soit en activité soit en retraite.

Les substituts sont pris parmi les officiers en activité dans la division.

ART. 8.

Le président et les juges des conseils de guer-

Si las necesidades del servicio lo exigieren, podrá establecerse en las divisiones por decreto del Emperador, un segundo consejo de guerra permanente, prefijando el lugar de su residencia, así como la jurisdicción de este consejo.

ART. 3.

El consejo de guerra permanente se compondrá de un coronel ó teniente coronel, presidente, y de seis jueces, á saber:

Un comandante de batallon, ó de escuadron ó mayor,
Dos capitanes,
Un teniente,
Un subteniente,
Un sargento.

ART. 4.

Habrà en cada consejo de guerra un comisario imperial, un fiscal y un escribano.

Podrán nombrarse uno ó varios sustitutos del comisario imperial y del fiscal, y uno ó varios escribientes.

ART. 5.

Los comisarios imperiales y sus sustitutos desempeñarán en los consejos de guerra las funciones del ministerio público.

Los fiscales y sus sustitutos, se encargarán de instruir los procesos.

Los escribanos y los escribientes de escribir los autos.

ART. 6.

Los nombramientos de presidentes y jueces, recaerán en los oficiales y sargentos de la division que se hallen en servicio activo; los que podrán reemplazarse cada seis meses, y aun dentro de un término mas breve, si dejaren de estar empleados en la division.

ART. 7.

Los comisarios imperiales y los fiscales se elegirán entre los oficiales superiores, capitanes, sub-intendentes militares ó adjuntos, sea en servicio activo ó retirados. Los sustitutos se elegirán entre los oficiales en servicio activo de la division.

ART. 8.

El presidente y los jueces de los consejos de

re sont nommés par le général commandant la division.

La nomination est faite par le ministre de la guerre, s'il s'agit du jugement d'un colonel, d'un officier général ou d'un maréchal de France.

ART. 9.

Les commissaires impériaux et les rapporteurs sont nommés par le ministre de la guerre.

Lorsqu'ils sont choisis parmi les officiers en activité, ils sont nommés sur une liste de présentation dressée par le général commandant la division où siège le conseil de guerre.

Les substituts sont nommés par le général commandant la division.

Un règlement d'administration publique détermine les conditions et les formes de la nomination des greffiers et commis-greffiers.

ART. 10.

La composition des conseils de guerre, déterminée, par l'article 3 du présent Code, est maintenue ou modifiée suivant le grade de l'accusé, conformément au tableau ci après:

guerra, serán nombrados por el general en jefe de la division.

Si se tratase del juicio de un coronel, de un oficial general ó de un mariscal de Francia, dichos nombramientos los hará el ministro de la guerra.

ART. 9.

Los comisarios imperiales y los fiscales serán nombrados por el ministro de la guerra.

Cuando se elijan entre oficiales en servicio activo, serán nombrados á propuesta del general en jefe de la division á que pertenezca el consejo de guerra.

Los substitutos serán nombrados por el general en jefe de la division.

Un reglamento de administracion pública, determinará las condiciones y formas del nombramiento de escribanos y escribientes.

ART. 10.

La formacion de los consejos de guerra, dispuesta por el art. 3º del presente Código, podrá prevalecer ó modificarse segun la graduacion del acusado, conforme al estado siguiente:

GRADE DE L'ACCUSÉ.	GRADE DU PRÉSIDENT.	GRADES DES JUGES.
Sous-officier, caporal ou brigadier, soldat.	Colonel ou lieutenant-colonel.	1 chef de bataillon, ou chef d'escadron, ou major. 2 capitaines. 1 lieutenant. 1 sous-lieutenant. 1 sous-officier.
Sous-lieutenant.	Colonel ou lieutenant-colonel.	1 chef de bataillon, ou chef d'escadron, ou major. 2 capitaines. 1 lieutenant. 2 sous-lieutenants.
Lieutenant.	Colonel ou lieutenant-colonel.	1 chef de bataillon, ou chef d'escadron ou major. 3 capitaines. 2 lieutenants. 1 lieutenant colonel.
Capitaine.	Colonel.	3 chefs de bataillon, ou chefs d'escadron, ou majors. 2 capitaines. 2 colonels.
Chef de bataillon, chef d'escadron major.	Général de brigade.	2 lieutenants-colonels. 2 chefs de bataillons ou chefs d'escadron ou majors. 4 colonels.
Lieutenant colonel.	Général de brigade.	2 lieutenants-colonels. 4 généraux de brigade.
Colonel.	Général de division.	2 colonels. 4 généraux de division.
Général de brigade.	Maréchal de France.	2 généraux de brigade. 2 maréchaux de France.
Général de division.	Maréchal de France.	4 généraux de division. 3 maréchaux de France ou amiraux.
Maréchal de France.	Maréchal de France.	3 généraux de division.

EMPLEO O GRADO DEL ACUSADO.	GRADUACION DEL PRESIDENTE.	GRADUACION DE LOS JUECES.
Sargento, cabo ó soldado.....	Coronel ó teniente coronel.	1 comandante de batallon ó de escuadron ó mayor. 2 capitanes. 1 teniente. 1 sub-teniente. 1 sargento.
Sub-teniente.	Coronel ó teniente coronel.	1 comandante de batallon ó de escuadron ó mayor. 2 capitanes. 1 teniente. 2 subtenientes.
Teniente.....	Coronel ó teniente coronel.	1 comandante de batallon ó de escuadron ó mayor. 3 capitanes. 2 tenientes.
Capitan.	Coronel.....	1 teniente coronel. 3 comandantes de batallon ó escuadron ó mayores. 2 capitanes.
Comandante de batallon ó escuadron ó mayor.....	General de brigada. .	2 coroneles. 2 tenientes coroneles.
Teniente coronel. .	General de brigada. .	2 comandantes de batallon ó escuadron ó mayores. 4 coroneles. 2 tenientes coroneles.
Coronel.	General de division. .	4 generales de brigada. 2 coroneles.
General de brigada. .	Mariscal de Francia. .	4 generales de division. 2 generales de brigada.
General de division. .	Mariscal de Francia. .	2 mariscales de Francia. 4 generales de division.
Mariscal de Francia. .	Mariscal de Francia. .	3 mariscales de Francia ó almirantes. 3 generales de division.

En cas d'insuffisance dans la division, d'officiers ayant le grade exigé pour la composition du conseil de guerre, le général commandant la division appelle à siéger au conseil de guerre des officiers d'un grade égal à celui de l'accusé ou d'un grade immédiatement inférieur.

ART. 11.

Pour juger un général de division ou un maréchal de France, les maréchaux de France sont appelés suivant l'ordre de l'ancienneté à siéger dans le conseil de guerre, à moins d'empêchement admis par le ministre de la guerre.

Le président du conseil est choisi parmi ceux qui ont été désignés en vertu du paragraphe précédent.

ART. 12.

En ce qui concerne spécialement la composition du conseil de guerre, appelé à juger un maréchal de France, à défaut d'un nombre suffisant de maréchaux, des amiraux sont désignés. Les

En caso de que en la division no haya un número suficiente de oficiales que tengan la graduacion que exige la composicion del consejo de guerra, el general en jefe de la division llamará á funcionar en el consejo de guerra, oficiales de una graduacion igual ó inmediata, inferior á la del acusado.

ART. 11.

Para juzgar á un general de division ó á un mariscal de Francia, los mariscales que deben integrar el consejo, serán llamados por orden de antigüedad, salvo algun impedimento, admitido por el ministro de la guerra.

El presidente del consejo se elejirá entre los designados en el párrafo anterior.

ART. 12.

En lo que concierne especialmente á la composicion del consejo de guerra llamado á juzgar á un mariscal de Francia á falta de suficiente número de mariscales, se nombrarán almirantes.

fonctions de commissaire impérial peuvent être remplies par un général de division, et celles de rapporteur sont exercées par un officier général.

ART. 13.

Pour juger un membre du corps de l'intendance militaire, un médecin, un pharmacien, un officier d'administration, un vétérinaire, ou tout autre individu assimilé aux militaires, le conseil de guerre est composé, conformément à l'article 10, suivant le grade auquel le rang de l'accusé correspond.

ART. 14.

S'il y a plusieurs accusés de différents grades ou rangs, la composition du conseil de guerre est déterminée par le grade ou le rang le plus élevé.

ART. 15.

Lorsqu'à raison du grade ou du rang de l'accusé, un ou plusieurs membres du conseil de guerre sont remplacés, les autres membres, les rapporteurs et les greffiers continuent de droit leurs fonctions, sauf le cas prévu par l'article 12 ci-dessus.

ART. 16.

Les fonctions de commissaire impérial sont remplies par un officier d'un grade ou d'un rang au moins égal à celui de l'accusé, sauf le cas prévu par l'article 12.

Lorsqu'un commissaire impérial est spécialement nommé pour le jugement d'une affaire, il est assisté du commissaire ordinaire près le conseil de guerre, ou de l'un de ses substitués.

ART. 17.

Les conseils de guerre appelés à juger des prisonniers de guerre sont composés, comme pour le jugement des militaires français; d'après les assimilations de grade.

ART. 18.

Lorsque, dans les cas prévus par les lois, il y a lieu de traduire devant un conseil de guerre, soit comme auteur principal, soit comme complice, un individu qui n'est ni militaire, ni assimilé aux militaires, le conseil reste composé comme il est dit en l'article 3, à moins que le grade ou le rang d'un coaccusé militaire n'exige une autre composition.

Las funciones de comisario imperial podrá desempeñarlas un general de division, ejerciendo un oficial general las de fiscal.

ART. 13.

Para juzgar á un miembro del cuerpo de la intendencia militar, á un médico, farmacéutico, oficial de administracion, veterinario ó á cualquier otro individuo asimilado á los militares, el consejo de guerra se compondrá conforme á lo prevenido en el artículo 10, segun la graduacion á que corresponda el rango del acusado.

ART. 14.

Si hubiese varios acusados de diferentes graduaciones ó categorías, la composicion del consejo de guerra se determinará por el grado ó rango mas elevado.

ART. 15.

Cuando en razon de la graduacion ó rango del acusado, haya de reemplazarse á uno ó varios de los miembros del consejo de guerra, los otros miembros, los fiscales y los escribanos continuarán en sus funciones conforme á derecho, salvo el caso previsto por el artículo 12 ya citado.

ART. 16.

Las funciones de comisario imperial serán desempeñadas por un oficial de una graduacion ó rango igual por lo menos al del acusado, salvo el caso previsto por el artículo 12.

Cuando un comisario imperial esté nombrado para conocer especialmente de un juicio, se asociará con el comisario ordinario del consejo de guerra ó con uno de sus sustitutos.

ART. 17.

Los consejos de guerra llamados á juzgar prisioneros de guerra, se compondrán, lo mismo que para los militares franceses, segun la asimilacion de graduacion.

ART. 18.

Cuando en los casos previstos por las leyes, haya lugar á hacer comparecer ante un consejo de guerra, sea como autor principal, ó bien como cómplice á un individuo que no sea militar, ni asimilado á los militares, el consejo quedará compuesto como reza el artículo 3, á menos que la graduacion ó rango de un coacusado militar exija otra composicion.

ART. 19.

Le général commandant chaque division territoriale dresse, sur la présentation des chefs de corps, un tableau par grade et par ancienneté des officiers et sous-officiers de la division qui peuvent être appelés à siéger comme juges dans le conseil de guerre.

Ce tableau est rectifié au fur et à mesure des mutations.

Une expédition en est déposée au greffe du conseil de guerre.

Les officiers et sous-officiers sont appelés successivement, et dans l'ordre de leur inscription, à siéger dans le conseil de guerre, à moins d'empêchement admis par une décision du général commandant la division.

ART. 20.

En cas d'empêchement accidentel du président ou d'un juge, le général commandant la division le remplace provisoirement, selon le cas, par un officier du même grade, ou par un sous-officier dans l'ordre du tableau dressé en exécution de l'article précédent.

Dans le cas d'empêchement du commissaire impérial, du rapporteur et de leurs substituts, du greffier et du commis-greffier, il est provisoirement pourvu au remplacement par le général commandant la division.

ART. 21.

S'il ne se trouve pas dans la division, des officiers généraux ou supérieurs en nombre suffisant pour compléter le conseil de guerre, le ministre de la guerre y pourvoit, en appelant par rang d'ancienneté des officiers généraux ou supérieurs employés dans les divisions territoriales les plus voisines.

ART. 22.

Nul ne peut faire partie d'un conseil de guerre, à un titre quelconque, s'il n'est Français ou naturalisé Français et âgé de vingt-cinq ans accomplis.

ART. 23.

Les parents et alliés, jusqu'au degré d'oncle et de neveu inclusivement, ne peuvent être membres du même conseil de guerre, ni remplir près ce conseil les fonctions de commissaire impérial, de rapporteur ou de greffier.

ART. 19.

El general en jefe de cada division territorial formará con datos recibidos de los jefes de los cuerpos un estado por antigüedad y por clases de los oficiales y sargentos de la division, que puedan ser empleados como jueces en el consejo de guerra.

Este estado se rectificará á medida que ocurran mutaciones. Quedará una copia de él en la escribanía del consejo de guerra.

Los oficiales y sargentos serán llamados sucesivamente á funcionar en el consejo de guerra conforme al orden de su inscripcion, salvo algun impedimento admitido por resolucion del general en jefe de la division.

ART. 20.

En caso de impedimento accidental del presidente ó de un juez, el general en jefe de la division lo reemplazará provisionalmente, segun el caso, con un oficial de la misma graduacion, ó con un sargento, segun el orden del estado formado en cumplimiento del artículo anterior.

En caso de impedimento del comisario imperial, del fiscal y de los sustitutos, del escribano y de los escribientes, el general en jefe de la division proveerá su reemplazo provisionalmente.

ART. 21.

Si no se encontrase en la division un número suficiente de oficiales, generales ó superiores, para completar el consejo de guerra, el ministro de la guerra proveerá á ello, llamando por orden de antigüedad oficiales, generales ó superiores empleados en las divisiones territoriales mas próximas.

ART. 22.

Ninguno podrá por ningun título formar parte de un consejo de guerra si no es francés ó naturalizado francés, y de edad de veinticinco años cumplidos.

ART. 23.

Los parientes y deudos hasta el grado de tío y sobrino inclusive, no pueden ser miembros del mismo consejo de guerra ni llenar las funciones de comisario imperial, fiscal ó escribano de este mismo consejo.

ART. 24.

Nul ne peut siéger comme président ou juge, ni remplir les fonctions de rapporteur dans une affaire soumise au conseil de guerre:

1° S'il est parent ou allié de l'accusé jusqu'au degré de cousin issu de germain inclusivement.

2° S'il a porté la plainte, donné l'ordre d'informer ou déposé comme témoin.

3° Si, dans les cinq ans qui ont précédé la mise en jugement, il a été engagé comme plaignant, partie civile ou prévenu, dans un procès criminel contre l'accusé.

4° S'il a précédemment connu de l'affaire comme administrateur ou comme membre d'un tribunal militaire.

ART. 25.

Avant d'entrer en fonctions, les commissaires impériaux et les rapporteurs pris en dehors de l'activité, prêtent, entre les mains du général commandant la division, le serment suivant:

"Je jure obéissance à la Constitution et fidélité à l'Empereur."

CHAPITRE II.

Des conseils de révision permanente dans les divisions territoriales.

ART. 26.

Il est établi, pour les divisions territoriales, des conseils de révision permanents; dont le nombre, le siège et le ressort sont déterminés par décret de l'Empereur, inséré au *Bulletin des Lois*.

ART. 27

Les conseils de révision sont composés d'un président, général de brigade, et de quatre juges, savoir:

Deux colonels ou lieutenants-colonels;

Deux chefs de bataillon, ou chefs d'escadron, ou majors.

Il y a près chaque conseil de révision un commissaire impérial et un greffier.

Les fonctions de commissaire impérial sont remplies par un officier supérieur ou un sous-intendant militaire.

Il peut être nommé un substitut du commissaire impérial et un commis-greffier, si les besoins du service l'exigent.

ART. 24.

Ninguno podrá ser presidente ó juez ni llenar las funciones de fiscal en un juicio sometido al consejo de guerra:

1° Si es pariente ó deudo del acusado hasta el grado de primos segundos inclusive.

2° Si ha elevado la queja, dado orden de informar ó ha depuesto como testigo.

3° Si en los cinco años anteriores al juicio, ha figurado como quejoso, parte civil ó reo, en un proceso criminal contra el acusado.

4° Si anteriormente ha conocido del negocio como administrador ó como miembro de un tribunal militar.

ART. 25.

Los comisarios imperiales y los fiscales electos, no estando en servicio activo antes de entrar á funcionar, prestarán, en manos del general en jefe de la division el juramento siguiente:

"Juro obediencia á la constitucion y fidelidad al Emperador."

CAPITULO II.

De los consejos de revision permanentes en las divisiones territoriales.

ART. 26.

Se establecen para las divisiones territoriales consejos de revision permanentes, cuyo número, residencia y jurisdiccion están determinados por decreto del Emperador inserto en el Boletín de las Leyes.

ART. 27.

Los consejos de revision se compondrán de un presidente, general de brigada; y de cuatro jueces, á saber:

Dos coroneles ó tenientes coroneles;

Dos comandantes de batallon ó de escuadron ó mayores.

Habrà en cada consejo de revision un comisario imperial y un escribano.

Un oficial superior ó sub-intendente militar, llenará las funciones de comisario imperial.

Podrá nombrarse un sustituto del comisario imperial y un escribiente, siempre que así lo exijan las necesidades del servicio.

ART. 28.

Le président et les juges du conseil de révision sont pris parmi les officiers en activité dans la division où siège le conseil, et nommés par le général commandant la division. Ils peuvent être remplacés tous les six mois, et même dans un délai moindre, s'ils cessent d'être employés dans la division.

Un tableau est dressé pour les juges, conformément à l'article 19 du présent Code.

Les articles 20 et 21 sont également applicables aux conseils de révision.

ART. 29.

Les commissaires impériaux sont pris parmi les officiers supérieurs ou parmi les sous-intendants militaires, en activité de service ou en retraite; ils sont nommés par le ministre de la guerre.

Les substituts sont pris parmi les officiers ou parmi les membres de l'intendance militaire en activité de service; ils sont nommés par le général commandant la division.

Les conditions et les formes de la nomination des greffiers et commis-greffiers, sont déterminées par le règlement d'administration publique, prévu par l'article 9 du présent Code.

ART. 30.

Lorsque le conseil de guerre dont le jugement est attaqué a été présidé par un général de division ou par un maréchal de France, le conseil de révision est également présidé par un général de division ou par un maréchal de France. Le général de brigade siège alors comme juge, et le chef de bataillon, ou le chef d'escadron, ou le major le moins ancien de grade, ou, à égalité d'ancienneté, le moins âgé, ne prend point part au jugement de l'affaire.

ART. 31.

Nul ne peut faire partie d'un conseil de révision s'il n'est français ou naturalisé français et âgé de trent ans accomplis. —

Les articles 23 et 24 du présent Code son applicables aux membres des conseils de révision.

ART. 32.

Avant leur entrée en fonctions, les commissaires impériaux pris en dehors de l'activité pré-

ART. 28.

El presidente y los jueces del consejo de revision, serán electos entre los oficiales en servicio activo, en la division donde resida el consejo, y serán nombrados por el general en jefe de la division. Podrá reemplazárseles cada seis meses y aun en un término mas breve si dejasen de estar empleados en la division. Se formará un estado para los jueces conforme á lo prevenido en el artículo 19 del presente Código.

Los artículos 20 y 21 son igualmente aplicables á los consejos de revision.

ART. 29.

Los comisarios imperiales se nombrarán entre los oficiales superiores ó entre los sub-intendentes militares en servicio activo ó retirados, y serán nombrados por el ministro de la guerra.

Los sustitutos se nombrarán entre los oficiales ó entre los miembros de la intendencia militar en servicio activo; se nombrarán por el general en jefe de la division.

Las condiciones y las fórmulas del nombramiento de los escribanos y escribientes, se determinará por el reglamento de administracion pública, previsto por el art. 9 del presente Código.

ART. 30.

Cuando el consejo de guerra, cuya sentencia sea atacada, haya sido presidido por un general de division ó por un mariscal de Francia, el consejo de revision será igualmente presidido por un general de division ó por un mariscal de Francia. El general de brigada hará entonces veces de juez, y el comandante de batallon ó escuadron ó mayor menos antiguo en grado, ó en igualdad de antigüedad, el de menor edad, no tomará parte en el juicio del negocio.

ART. 31.

Ninguno puede hacer parte de un consejo de revision si no es francés ó naturalizado francés, y de treinta años cumplidos de edad.

Los artículos 23 y 24 del presente Código, son aplicables á los miembros de los consejos de revision.

ART. 32.

Antes de entrar en sus funciones los comisarios imperiales electos, no estando en servicio activo,

tent, entre les mains du général commandant la division, le serment prescrit par l'article 25 du présent Code.

TITRE II.

DES CONSEILS DE GUERRE ET DES CONSEILS DE RÉVISION AUX ARMÉES, DANS LES COMUNES, DANS LES DÉPARTEMENTS ET DANS LES PLACES DE GUERRE EN ÉTAT DE SIÈGE.

CHAPITRE I.^{er}

Des conseils de guerre aux armées.

ART. 33.

Lorsque plusieurs divisions sont réunies en armée ou en corps d'armée, deux conseils de guerre sont établis dans chacune de ces divisions, ainsi qu'au quartier général du corps d'armée, et, s'il y a lieu, au quartier général du corps d'armée.

Si une division active ou un détachement de troupes doit opérer isolément, deux conseils de guerre peuvent également être formés dans la division ou dans le détachement.

Ces conseils de guerre sont composés ainsi qu'il est dit aux articles 3, 4, 7, 10, 11, 12, 13, 15, 16 et 17 du présent Code.

ART. 34.

Les membres des conseils de guerre, ainsi que les greffiers sont pris parmi les officiers et les sous-officiers employés dans l'armée, le corps d'armée, la division ou le détachement près desquels ces conseils sont établis.

ART. 35.

Les membres des conseils de guerre sont nommés et remplacés, savoir:

Dans la division, par le général commandant la division;

Au quartier général de l'armée, par le général en chef;

Au quartier général du corps d'armée, par le général commandant le corps d'armée;

Dans le détachement de troupes, par le commandant de ce détachement.

S'il ne se trouve pas, soit dans la division, soit dans l'armée, soit dans le corps d'armée, soit dans le détachement où se forment les conseils de guerre, un nombre suffisant d'officiers du grade requis pour leur composition, les membres de ces conseils seront pris dans les grades inférieurs, sans que

prestarán en manos del general en jefe de la division, el juramento prescrito por el art. 25 del presente Código.

TITULO II.

DE LOS CONSEJOS DE GUERRA Y DE LOS CONSEJOS DE REVISION EN LOS EJÉRCITOS, MUNICIPALIDADES, DEPARTAMENTOS Y PLAZAS DE GUERRA EN ESTADO DE SITIO.

CAPITULO I.

De los consejos de guerra en los ejércitos.

ART. 33.

Cuando en un ejército ó cuerpo de ejército, estén reunidas varias divisiones, se establecerán dos consejos de guerra por cada division, así como tambien en el cuartel general del ejército, y si fuese posible en el cuartel general del cuerpo de ejército.

Si una division activa ó un destacamento de tropas debiese operar aisladamente, podrán establecerse igualmente dos consejos de guerra en la division ó en el destacamento.

Estos consejos de guerra se compondrán conforme rezan los artículos 3, 4, 7, 10, 11, 12, 13, 15, 16, y 17 del presente Código.

ART. 34.

Los miembros de los consejos de guerra, así como los escribanos, se nombrarán entre los oficiales y sargentos empleados en el ejército, cuerpo de ejército, division ó destacamento en que deban establecerse estos consejos.

ART. 35.

Los miembros de los consejos de guerra, serán nombrados y reemplazados del modo siguiente:

En la division por el general que la mande;

En el cuartel general del ejército, por el general en jefe;

En el cuartel general del cuerpo de ejército, por el general que mandare el cuerpo de ejército;

En el destacamento de tropas, por el comandante de este destacamento.

Si no se encontrase, sea en la division, sea en el ejército, cuerpo de ejército ó destacamento donde se formen los consejos de guerra, un número suficiente de oficiales de la graduacion requerida para su composicion, se nombrarán los miembros de estos consejos entre los de graduaciones inferiores,

plus de trois juges puissent être d'un grade au-dessous de celui de l'accusé.

Si, nonobstant la disposition du paragraphe précédent, il y a dans les divisions, corps d'armée et détachements, insuffisance de militaires du grade requis pour composer les conseils de guerre qui y sont attachés, il y est pourvu par le général en chef au moyen d'officiers pris dans l'armée.

En cas d'impossibilité absolue, pour le général en chef, de composer le conseil de guerre du quartier général, il y est pourvu par le ministre de la guerre, qui compose ce conseil conformément aux dispositions de l'article 21 du présent Code, ou renvoi l'officier inculqué devant l'un des conseils de guerre permanents des divisions territoriales voisines.

ART. 36.

Si un maréchal de France ou un général de division ayant commandé une armée ou un corps d'armée est mis en jugement à raison d'un fait commis pendant la durée de son commandement, aucun des généraux ayant été sous ses ordres dans l'armée ou le corps d'armée ne peut faire partie du conseil de guerre.

ART. 37.

Les articles, 5, 15, 22, 23, et 24 du présent Code sont applicables aux conseils de guerre siégeant aux armées.

CHAPITRE II.

Des conseils de révision aux armées.

ART. 38.

Il est établi un conseil de révision au quartier général de l'armée.

Le général en chef de l'armée ou le général commandant un corps d'armée, peut, en outre, selon les besoins du service, établir un conseil de révision pour une ou plusieurs divisions, pour un ou plusieurs détachements.

ART. 39.

Les membres des conseils de révision sont pris parmi les officiers employés dans les armées, corps d'armée, divisions ou détachements près desquels ces conseils sont établis.

Ils sont nommés et remplacés par les commandants de ces armées, corps d'armées, divisions ou détachements.

sin que haya mas de tres jueces de clase inferior á la del acusado.

Si no obstante lo dispuesto en el párrafo precedente, hay en las divisiones, cuerpos de ejército y destacamentos, un número insuficiente de militares de la graduación requerida para componer los consejos de guerra en ellos establecidos, se proveerá á ello por el general en jefe por medio de oficiales tomados en el ejército. En caso de imposibilidad absoluta por parte del general en jefe para componer el consejo de guerra del cuartel general, proveerá á ello el ministro de la guerra que compondrá este consejo, conforme á lo dispuesto en el art. 21 del presente Código, ó remitirá al oficial inculcado ante uno de los consejos de guerra permanentes de las divisiones territoriales próximas.

ART. 36.

Si un mariscal de Francia ó un general de división que haya mandado un ejército ó cuerpo de ejército, fuese encausado, por razon de un hecho cometido durante el tiempo de su mando, ninguno de los generales que hayan estado á sus órdenes en el ejército ó cuerpo de ejército, podrá formar parte del consejo de guerra.

ART. 37.

Los artículos 5, 15, 22, 23, y 24 del presente Código, son aplicables á los consejos de guerra establecidos en los ejércitos.

CAPITULO II.

De los consejos de revision en los ejércitos.

ART. 38.

Se establece un consejo de revision en el cuartel general del ejército.

El general en jefe del ejército, ó el general que mandare un cuerpo de ejército, podrá además segun las necesidades del servicio, establecer un consejo de revision para una ó varias divisiones, ó para uno ó varios destacamentos.

ART. 39.

Los miembros de los consejos de revision se elegirán entre los oficiales empleados en los ejércitos, cuerpos de ejército, divisiones ó destacamentos, en los que se establezcan estos consejos.

Serán nombrados y reemplazados por los comandantes de éstos ejércitos, cuerpos de ejército, division ó destacamentos.

ART. 40.

Les articles 23, 24, 27, 29, 30 et 31 du présent Code son applicables aux conseils de révision siégeant aux armées.

ART. 41.

S'il ne se trouve pas, soit au quartier général, soit dans l'armée, soit dans le corps d'armée, soit dans la division, soit dans le détachement où se forme le conseil de révision, un nombre suffisant d'officiers du grade requis, le conseil est composé de trois juges, lesquels peuvent être pris, savoir:

Le président, parmi les colonels ou les lieutenants-colonels;

Les deux juges, parmi les chefs de bataillon, les chefs d'escadron ou les majors.

Les fonctions de commissaire impérial peuvent être remplies par un capitaine ou un adjoint de l'intendance militaire.

Dans tous les cas, le président du conseil de révision doit être d'un grade au moins égal à celui de l'accusé.

CHAPITRE III.

Dispositions communes aux deux chapitres précédents.

ART. 42.

Lorsque des armées, corps d'armée ou divisions actives sont formés dans les divisions territoriales, les conseils permanents de guerre et de révision qui s'y trouvent déjà organisés connaissent de toutes les affaires de la compétence des conseils de guerre et de révision aux armées, tant que des conseils d'armée n'ont pas été créés conformément aux chapitres I et II du présent titre.

CHAPITRE IV.

Des conseils de guerre dans les communes, les départements et les places de guerre en état de siège.

ART. 43.

Lorsqu'une ou plusieurs communes, un ou plusieurs départements ont été déclarés en état de siège, les conseils de guerre permanents des divisions territoriales dont font partie ces communes ou ces départements, indépendamment de leurs attributions ordinaires, statuent sur les crimes et délits dont la connaissance leur est déférée par le présent Code et par les lois sur l'état de siège.

ART. 40.

Los artículos 23, 24, 27, 29, 30 y 31 del presente Código, son aplicables á los consejos de revision establecidos en los ejércitos.

ART. 41.

Si no hubiere en el cuartel general, ejército, cuerpo de ejército, en la division, ó en el destacamento, donde se forme el consejo de revision un número suficiente de oficiales de la graduacion requerida, el consejo se compondrá de tres jueces, los que podrán elegirse como sigue:

El presidente, entre los coroneles ó tenientes coroneles;

Los dos jueces entre los comandantes de batallon, de escuadron ó mayores;

Un capitán, ó un adicto á la intendencia militar, podrá desempeñar las funciones de comisario imperial.

En todos casos, el presidente del consejo de revision, debe ser de una graduacion al menos igual á la del acusado.

CAPITULO III.

Disposiciones comunes á los artículos anteriores.

ART. 42.

Cuando en las divisiones territoriales se formen ejércitos, cuerpos de ejército ó divisiones activas, los consejos permanentes de guerra y de revision, que se encuentren ya organizados en ellas, conocerán de todos los juicios de competencia de los consejos de guerra y de revision que ocurran en los ejércitos, en tanto que no estén establecidos consejos de ejército conforme á los capítulos 1º y 2º del presente título.

CAPITULO IV.

De los consejos de guerra en las municipalidades, Departamentos y plazas de guerra en estado de sitio.

ART. 43.

Cuando se declaren en estado de sitio, una ó varias municipalidades, uno ó varios Departamentos, los consejos de guerra permanentes de las divisiones territoriales á que pertenecen estos Departamentos, ademas de sus atribuciones ordinarias, determinarán sobre los crímenes y delitos cuyo conocimiento les es conferido por el presente Código y por las leyes relativas al estado de sitio.

Le siège de ces conseils peut être transféré, par décret impérial, dans l'une de ces communes ou dans l'un de ces départements.

ART. 44.

Il est établi deux conseils de guerre dans toute place de guerre en état de siège.

La formation de ces conseils est mise à l'ordre du jour de la place.

Leurs fonctions cessent dès que l'état de siège est levé, sauf en ce qui concerne le jugement des crimes et délits dont la poursuite leur a été déferée.

ART. 45.

Les membres des conseils de guerre établis dans les places de guerre en état de siège sont nommés et remplacés par le gouverneur ou le commandant supérieur de la place, qui, à défaut de militaires en activité, peut les prendre parmi les officiers et les sous-officiers en non-activité, en congé ou en retraite. Dans ce cas, ils prêtent, entre les mains du commandant supérieur, le serment prescrit par l'article 25 du présent Code.

S'il ne se trouve pas dans la place un nombre suffisant d'officiers des grades exigés pour la formation des conseils, il y est suppléé par des officiers et sous-officiers des grades inférieurs les plus rapprochés.

ART. 46.

Les articles 3, 4, 5, 10, 11, 12, 13, 14, 15, 16, 17, 22, 23 et 24 du présent Code sont applicables aux conseils de guerre établis dans les places de guerre en état de siège.

CHAPITRE V.

Des conseils de révision dans les communes, les départements et les places de guerre en état de siège.

ART. 47.

Lorsqu'une ou plusieurs communes, un ou plusieurs départements ont été déclarés en état de siège, chaque conseil de révision permanent connaît des recours formés contre tous les jugements des conseils de guerre placés dans sa circonscription.

Le siège du conseil de révision peut être transféré, par décret impérial, dans l'une de ces communes ou dans l'un de ces départements.

La residencia de estos consejos puede trasladarse á cualquiera de estos Departamentos ó á una de estas municipalidades, por decreto imperial.

ART. 44.

Se establecerán dos consejos de guerra en toda plaza de guerra en estado de sitio.

La formación de estos consejos se pondrá en la orden del día de la plaza.

Cesarán sus funciones tan luego como se levante el estado de sitio, salvo en lo concerniente al juicio de los crímenes y delitos cuya prosecucion se les haya cometido.

ART. 45.

Los miembros de los consejos de guerra establecidos en las plazas de guerra en estado de sitio se nombrarán y reemplazarán por el gobernador ó comandante superior de la plaza, quien á falta de militares en servicio activo, puede escogerlos entre los oficiales y sargentos que no estén en actividad, se hallen con licencia ó retirados. En cuyo caso prestarán en manos del comandante superior el juramento prescrito por el artículo 25 del presente Código.

En caso de no haber en la plaza un número suficiente de oficiales de las graduaciones exigidas para la formación de los consejos, se suplirán por oficiales y sargentos de inferiores graduaciones mas próximas.

ART. 46.

Los artículos 3, 4, 5, 10, 11, 12, 13, 14, 15, 16, 17, 22, 23 y 24 del presente Código, son aplicables á los consejos de guerra establecidos en las plazas de guerra en estado de sitio.

CAPITULO V.

De los consejos de revision en las municipalidades, Departamentos y plazas de guerra en estado de sitio.

ART. 47.

Cuando una ó varias municipalidades, uno ó varios departamentos hayan sido declarados en estado de sitio, todo consejo de revision permanente conocerá de los recursos formados contra todos los juicios de los consejos de guerra colocados en su jurisdiccion. La residencia del consejo de revision puede trasladarse por decreto imperial, á cualquiera de estas municipalidades ó de estos Departamentos.

ART. 48.

Il est établi un conseil de révision dans toute place de guerre en état de siège.

Les membres de ce conseil sont nommés et remplacés par le gouverneur ou le commandant supérieur de la place. Ils sont pris dans les catégories indiquées dans l'article 45 du présent Code.

En cas d'insuffisance, le conseil est réduit à trois juges, conformément à l'article 41.

ART. 49.

Les articles 27, 30, 31 et 32 du présent Code sont applicables aux conseils de révision siégeant dans les places de guerre en état de siège.

CHAPITRE VI.

Dispositions communes aux deux chapitres précédents.

ART. 50.

S'il existe déjà, dans la place de guerre en état de siège, des conseils de guerre ou de révision, l'organisation en est complétée, s'il y a lieu, conformément aux dispositions des deux chapitres précédents.

TITRE III.

DES PRÉVÔTÉS.

ART. 51.

Lorsqu'une armée est sur le territoire étranger, les grands prévôts et les prévôts, indépendamment des attributions de police qui leur sont déferées par les règlements militaires, exercent une juridiction dont les limites et les règles sont déterminées par le présent Code.

ART. 52.

Le grand prévôt exerce sa juridiction, soit par lui-même, soit par les prévôts, sur tout le territoire occupé par l'armée et sur les flancs et les derrières de l'armée.

Chaque prévôt exerce sa juridiction dans la division ou le détachement auxquels il appartient, ainsi que sur les flancs et les derrières de cette division ou de ce détachement.

Le grand prévôt, ainsi que les prévôts, jugent seuls, assistés d'un greffier, qu'ils choisissent parmi les sous-officiers et brigadiers de gendarmerie.

ART. 48.

Se establece un consejo de revision en toda plaza de guerra en estado de sitio.

Los miembros de este consejo serán nombrados y reemplazados por el gobernador ó comandante superior de la plaza, siendo de las categorías indicadas en el artículo 45 del presente Código.

En caso de insuficiencia, el consejo se reducirá á tres jueces, conforme al artículo 41.

ART. 49.

Los artículos 27, 30, 31 y 32 del presente Código, serán aplicables á los consejos de revision establecidos en las plazas de guerra en estado de sitio.

CAPITULO VI.

Disposiciones comunes á los dos capítulos anteriores.

ART. 50.

Si ya existiesen en las plazas de guerra en estado de sitio consejos de guerra ó de revision, se completará su organizacion, si hubiere lugar, conforme á las disposiciones de los dos capítulos anteriores.

TITULO III.

DE LOS PREVOSTAZGOS.

ART. 51.

Cuando un ejército se halle en territorio extranjero, los grandes prevostes y los prevostes, además de las atribuciones de policía que les son cometidas por los reglamentos militares, ejercen una jurisdiccion cuyos límites y reglas se determinan por el presente Código.

ART. 52.

El gran prevoste ejercerá su jurisdiccion, sea por sí mismo, sea por los prevostes, sobre todo el territorio ocupado por el ejército, y sobre los flancos y retaguardia del ejército.

Cada prevoste ejercerá su jurisdiccion en la division ó destacamento á que pertenezca, así como en los flancos y retaguardia de esta division ó destacamento.

El gran prevoste, así como los prevostes, juzgarán solos asociados de un escribano que escojerán entre los sargentos y cabos de gendarmería.

LIVRE II.

DE LA COMPÉTENCE DES TRIBUNAUX MILITAIRES.

Dispositions générales.

ART. 53.

Les tribunaux militaires ne statuent que sur l'action publique, sauf les cas prévus par l'article 75 du présent Code.

Ils peuvent néanmoins ordonner, au profit des propriétaires, la restitution des objets saisis ou des pièces de conviction, lorsqu'il n'y a pas lieu d'en prononcer la confiscation.

ART. 54.

L'action civile ne peut être poursuivie que devant les tribunaux civils; l'exercice en est suspendu tant qu'il n'a pas été prononcé définitivement sur l'action publique intentée avant ou pendant la poursuite de l'action civile.

TITRE I.^{er}

COMPÉTENCE DES CONSEILS DE GUERRE.

CHAPITRE I.

Compétence des conseils de guerre permanents dans les divisions territoriales en état de paix.

ART. 55.

Tout individu appartenant à l'armée en vertu, soit de la loi du recrutement, soit d'un brevet ou d'une commission, est justiciable des conseils de guerre permanents dans les divisions territoriales en état de paix, selon les distinctions établies dans les articles suivants.

ART. 56.

Sont justiciables des conseils de guerre des divisions territoriales en état de paix, pour tous crimes et délits, sauf les exceptions portées au titre IV du présent livre:

1° Les officiers de tous grades, les sous-officiers, caporaux et brigadiers, les soldats, les musiciens et les enfants de troupe;

Les membres du corps de l'intendance militaire;

Les médecins, les pharmaciens, les vétérinaires militaires et les officiers d'administration;

Les individus assimilés aux militaires par les ordonnances ou décrets d'organisation.

LIBRO II.

DE LA COMPETENCIA DE LOS TRIBUNALES MILITARES.

Disposiciones generales.

ART. 53.

Los tribunales militares no decidirán sino sobre la acción pública, salvo los casos previstos por el artículo 75 del presente Código.

Podrán sin embargo, mandar en beneficio de los dueños, la restitucion de los objetos aprehendidos ó de las piezas de convicción, quando no haya lugar de pronunciar su confiscacion.

ART. 54.

La accion civil no podrá deducirse sino ante los tribunales civiles; su ejercicio queda suspenso en tanto que no se haya pronunciado definitivamente sobre la accion pública intentada antes, ó durante la prosecucion de la accion civil.

TITULO I.

COMPETENCIA DE LOS CONSEJOS DE GUERRA.

CAPITULO I.

Competencia de los consejos de guerra permanentes en las divisiones territoriales en estado de paz.

ART. 55.

Todo individuo perteneciente al ejército, ya sea á virtud de la ley de reclutamiento ó de despacho ó comision, será juzgado por los consejos de guerra permanentes en las divisiones territoriales en tiempo de paz, segun las distinciones establecidas en los artículos siguientes.

ART. 56.

Serán juzgados por los consejos de guerra de las divisiones territoriales en tiempo de paz, por todos los crímenes y delitos, salvo las escepciones consignadas en el título 4° del presente libro:

1° Los oficiales de todos los grados, sargentos y cabos, soldados músicos y niños de tropa.

Los miembros del cuerpo de la intendencia militar.

Los médicos, farmacéuticos, veterinarios militares y los oficiales de administración.

Los individuos asimilados á los militares por las ordenanzas ó decretos orgánicos.

Pendant qu'ils sont en activité de service ou portés présents sur les contrôles de l'armée ou détachés pour un service spécial;

2° Les militaires, les jeunes soldats, les remplaçants, les engagés volontaires et les individus assimilés aux militaires, placés dans les hôpitaux civils et militaires ou voyageant sous la conduite de la force publique, ou détenus dans les établissements, prisons et pénitenciers militaires;

3° Les officiers de tous grades et les sous-officiers, caporaux et soldats inscrits sur les contrôles de l'hôtel impérial des invalides;

4° Les jeunes soldats laissés dans leurs foyers, et les militaires envoyés en congés illimités, lorsqu'ils sont réunis pour les revues ou exercices prévus par l'article 30 de la loi du 21 mars 1832.

Les prisonniers de guerre sont aussi justiciables des conseils de guerre.

ART. 57.

Sont également justiciables des conseils de guerre des divisions territoriales en état de paix, mais seulement pour les crimes et les délites prévus par le titre II du livre IV, les militaires de tous grades, les membres de l'intendance militaire, et tous individus assimilés aux militaires:

1° Lorsque, sans être employés, ils reçoivent un traitement et restent à la disposition du Gouvernement;

2° Lorsqu'ils sont en congé ou en permission.

ART. 58.

Les jeunes soldats, les engagés volontaires et les remplaçants ne sont, depuis l'instant où ils ont reçu leur ordre de route jusqu'à celui de leur réunion en détachement ou de leur arrivée au corps, justiciables des mêmes conseils de guerre que pour les faits d'insoumission, sauf les cas prévus par les numéros 2 et 4 de l'article 56 ci-dessus.

ART. 59.

Les officiers de la gendarmerie, les sous-officiers et les gendarmes ne sont pas justiciables des conseils de guerre pour les crimes et délits commis dans l'exercice de leurs fonctions relatives à la police judiciaire et à la constatation des contraventions en matière administrative.

Siempre que estén en activo servicio, ó como de presente en los registros del ejército, ó destacados para algun servicio especial.

2° Los militares, los reclutas, los reemplazos, los enganchados voluntariamente y los individuos asimilados á los militares, destinados en los hospitales civiles y militares, ó viajando bajo la direccion de la fuerza pública, á detenidos en los establecimientos, prisiones y penitenciarias militares;

3° Los oficiales de todos grados y los sargentos, cabos y soldados inscritos en los registros del hotel imperial de los inválidos.

4° Los reclutas que se hayan dejado en sus hogares y los militares con licencia ilimitada, cuando se reúnan para las revistas ó ejercicios previstos por el artículo 30 de la ley de 21 de Marzo de 1832.

Los prisioneros de guerra quedarán tambien sujetos á los consejos de guerra.

ART. 57.

Se sujetarán igualmente á los consejos de guerra de las divisiones territoriales en tiempo de paz, pero solamente por los crímenes y delitos previstos por el título 2° del libro 4°, los militares de todos grados, los miembros de la intendencia militar y todos los individuos asimilados á los militares:

1° Cuando sin estar empleados reciben sueldo y están á la disposición del gobierno.

2° Cuando están con licencia.

ART. 58.

Los reclutas, los enganchados voluntariamente y los reemplazos, no estarán sujetos á los mismos consejos de guerra desde el instante que reciban orden de marcha hasta el de su reunion en desca-mento ó de su llegada al cuerpo, sino por los hechos de inobediencia, salvo los casos previstos por los números 2 y 4 del artículo 56 arriba citado.

ART. 59.

Los oficiales de gendarmería, los sargentos y los gendarmes, no serán juzgados por los consejos de guerra sino por los crímenes ó delitos cometidos en el ejercicio de sus funciones relativas á la policía judicial y á la comprobacion de las contravenciones en materia administrativa.

ART. 60.

Lorsqu'un justiciable des conseils de guerre est poursuivi en même temps pour un crime ou un délit de la compétence des conseils de guerre, et pour un autre crime ou délit de la compétence des tribunaux ordinaires, il est traduit d'abord devant le tribunal auquel appartient la connaissance du fait emportant la peine la plus grave, et renvoyé ensuite, s'il y a lieu, pour l'autre fait, devant le tribunal compétent.

En cas de double condamnation, la peine la plus forte est seule subie.

Si les deux crimes ou délits emportent la même peine, le prévenu est d'abord jugé pour le fait de la compétence des tribunaux militaires.

ART. 61.

Le prévenu est traduit soit devant le conseil de guerre dans le ressort duquel le crime ou délit a été commis, soit devant celui dans le ressort duquel il a été arrêté, soit devant celui de la garnison de son corps ou de son détachement.

CHAPITRE II.

Compétence des conseils de guerre aux armées et dans les divisions territoriales en état de guerre.

ART. 62.

Sont justiciables des conseils de guerre aux armées, pour tous crimes ou délits.

1° Les justiciables des conseils de guerre dans les divisions territoriales en état de paix;

2° Les individus employés, à quelque titre que ce soit, dans les états-majors et dans les administrations et services qui dépendent de l'armée;

3° Les vivandiers et vivandières, cantiniers et cantinières, les blanchisseuses, les marchands, les domestiques et autres individus à la suite de l'armée en vertu de permissions.

ART. 63.

Sont justiciables des conseils de guerre, si l'armée est sur le territoire ennemi, tous individus prévenus soit comme auteurs, soit comme complices, d'un des crimes ou délits prévus par le titre II du livre IV du présent Code.

ART. 60.

Cuando á un reo sujeto á los consejos de guerra se le procese á la vez por un crimen ó delito de la competencia de los consejos de guerra y por otro crimen ó delito de la de los tribunales ordinarios, se les hará comparecer primero ante el tribunal á que pertenezca el conocimiento del hecho que reporte la pena mas grave, remitiéndosele en seguida si hubiere lugar, por el otro hecho ante el tribunal competente.

En caso de doble condena sufrirá únicamente la pena mayor.

Si los dos crímenes ó delitos merecen la misma pena, el acusado será juzgado desde luego por el hecho en que deban conocer los tribunales militares.

ART. 61.

Se hará comparecer al reo, sea ante el consejo de guerra en cuya jurisdicción se ha cometido el delito, ó bien sea ante aquel en cuya jurisdicción haya sido aprehendido, sea tambien ante el de la guarnición de su cuerpo ó de su destacamento.

CAPITULO II.

Competencia de los consejos de guerra en los ejércitos y en las divisiones territoriales en estado de guerra.

ART. 62.

Serán juzgados por los consejos de guerra en los ejércitos por toda clase de crímenes y delitos:

1° Los que están sujetos á los consejos de guerra de las divisiones territoriales en estado de paz.

2° Los individuos empleados de cualquier modo que sea en los estados mayores y en las administraciones y servicios que dependen del ejército.

3° Los vivanderos y vivanderas, cantineros y cantineras, las lavanderas, los comerciantes, los domésticos y otros individuos á quienes se concede en virtud de algun permiso el seguir al ejército.

ART. 63.

Se juzgarán por los consejos de guerra, hallándose el ejército en territorio enemigo, á todos los individuos acusados sea como autores ó como cómplices de uno de los crímenes ó delitos previstos por el título II del libro IV del presente Código.

ART. 64.

Sont également justiciables des conseils de guerre, lorsque l'armée se trouve sur le territoire français, en présence de l'ennemi, pour les crimes et délits commis dans l'arrondissement de cette armée:

- 1° Les étrangers prévenus des crimes et délits prévus par l'article précédent;
- 2° Tous individus prévenus, comme auteurs ou complices, des crimes prévus par les articles 204, 205, 206, 207, 208, 249, 250, 251, 252, 253 et 254 du présent Code.

ART. 65.

Sont traduits devant le conseil de guerre de la division ou du détachement dont ils font partie, les militaires, jusqu'au grade de capitaine inclusivement, et les assimilés de rangs correspondants.

ART. 66.

Sont traduits devant le conseil de guerre du quartier général de leur corps d'armée:

- 1° Les militaires attachés au quartier général, jusqu'au grade de colonel inclusivement, et les assimilés de rangs correspondants attachés à ce quartier général;
- 2° Les chefs de bataillon, les chefs d'escadron et les majors, les lieutenants-colonels et les colonels, et les assimilés de rangs correspondants attachés aux divisions composant le corps d'armée.

ART. 67.

Sont traduits devant le conseil de guerre du quartier général de l'armée:

- 1° Les militaires et les assimilés désignés dans l'article précédent, lorsqu'il n'a pas été établi de conseil de guerre au quartier général de leur corps d'armée;
- 2° Les militaires et les individus attachés au quartier général de l'armée;
- 3° Les militaires et les individus assimilés aux militaires qui ne font partie d'aucune des divisions ou d'aucun des corps d'armée;
- 4° Les officiers généraux et les individus de rang correspondants employés dans l'armée. Toutefois, le général en chef peut, s'il le juge nécessaire, les mettre à la disposition du ministre de la guerre, et, dans ce cas, ils sont traduits devant le

ART. 64.

Quedan igualmente sujetos á los consejos de guerra cuando el ejército se halle en territorio francés al frente del enemigo, por los crímenes y delitos cometidos en la comprensión que ocupe este ejército:

- 1° Los extranjeros acusados de los crímenes y delitos previstos por el artículo anterior.
- 2° Todos los individuos acusados como autores ó cómplices de los crímenes previstos por los artículos 204, 205, 206, 207, 208, 249, 250, 251, 252, 253 y 254 del presente Código.

ART. 65.

Deben comparecer ante el consejo de guerra de la division ó destacamento á que pertenecan, los militares hasta el grado de capitán inclusive y los asimilados de graduaciones correspondientes.

ART. 66.

Deben comparecer ante el consejo de guerra del cuartel general de su cuerpo de ejército:

- 1° Los militares adictos al cuartel general hasta el grado de coronel inclusive, y los asimilados de rangos correspondientes adictos á ese cuartel general.
- 2° Los comandantes de batallón, de escuadron y los mayores, los tenientes coroneles y coroneles y los asimilados de rangos correspondientes, adictos á las divisiones que componen el cuerpo de ejército.

ART. 67.

Deben comparecer ante el consejo de guerra del cuartel general del ejército:

- 1° Los militares y los asimilados designados en el artículo anterior cuando no esté establecido un consejo de guerra en el cuartel general de su cuerpo de ejército.
- 2° Los militares y los individuos adictos al cuartel general del ejército.
- 3° Los militares y los individuos asimilados á los militares que no hacen parte de ninguna de las divisiones ó de ninguno de los cuerpos de ejército.
- 4° Los oficiales generales y los individuos de rangos correspondientes empleados en el ejército. Sin embargo, el general en jefe si lo juzgare necesario puede ponerlos á disposicion del ministro de la guerra, y en este caso se les hace

conseil de guerre d'une des divisions territoriales les plus rapprochées.

ART. 68.

Tout individu justiciable des conseils de guerre aux armées, qui n'est ni militaire, ni assimilé aux militaires, est traduit devant l'un des conseils de guerre de l'armée les plus voisins du lieu dans lequel le crime ou le délit a été commis, ou du lieu dans lequel le prévenu a été arrêté.

ART. 69.

Les règles de compétence établies pour les conseils de guerre aux armées sont observées dans les divisions territoriales déclarées en état de guerre par un décret de l'Empereur.

CHAPITRE III.

Compétence des conseils de guerre dans les communes, les départements et les places de guerre en état de siège.

ART. 70.

Les conseils de guerre, dans le ressort desquels se trouvent les communes, les départements et les places de guerre déclarés en état de siège, connaissent de tous crimes et délits commis par les justiciables des conseils de guerre aux armées, conformément aux articles 63 et 64 ci-dessus, sans préjudice de l'application de la loi du 9 août 1849 sur l'état de siège. (V. annexe n. 1.)

CHAPITRE IV.

Disposition commune aux trois chapitres précédents.

ART. 71.

Les jugements rendus par les conseils de guerre peuvent être attaqués par recours devant les conseils de révision.

TITRE II.

COMPÉTENCE DES CONSEILS DE RÉVISION.

ART. 72.

Les conseils de révision prononcent sur les recours formés contre les jugements des conseils de guerre établis dans leurs ressorts.

comparecer ante el consejo de guerra de una de las divisiones territoriales mas cercanas.

ART. 68.

Todo individuo que deba ser juzgado por los consejos de guerra de los ejércitos, que no sea militar ni asimilado á los militares, se consignará á uno de los consejos de guerra del ejército que estuvieren mas cercanos al lugar donde el crimen ó delito se haya cometido, ó de aquel en que se hubiere aprehendido al acusado.

ART. 69.

Las reglas de competencia establecidas para los consejos de guerra en los ejércitos, se observarán en las divisiones territoriales declaradas en estado de guerra por decreto del Emperador.

CAPITULO III.

Competencia de los consejos de guerra en las municipalidades, departamentos y plazas de guerra en estado de sitio.

ART. 70.

Los consejos de guerra en cuya jurisdicción se encuentren las municipalidades, distritos, Departamentos y plazas de guerra declaradas en estado de sitio, conocerán de todos los crímenes y delitos cometidos por los que estuvieren sujetos á los consejos de guerra en los ejércitos, conforme á los artículos 63 y 64 ya citados, sin perjuicio de la aplicación de la ley de 9 de Agosto de 849 sobre el estado de sitio (véase el número 1 de los anexos).

CAPITULO IV.

Disposicion comun á los tres capítulos precedentes.

ART. 71.

Las sentencias pronunciadas por los consejos de guerra, pueden ser atacadas por recursos ante los consejos de revision.

TITULO II.

COMPETENCIA DE LOS CONSEJOS DE REVISION.

ART. 72.

Los consejos de revision fallarán sobre los recursos formados contra los juicios de los consejos de guerra intentados en sus respectivas jurisdicciones.

ART. 73.

Les conseils de révision ne connaissent pas du fond des affaires.

ART. 74.

Les conseils de révision ne peuvent annuler les jugements que dans les cas suivants:

1° Lorsque le conseil de guerre n'a pas été composé conformément aux dispositions du présent Code;

2° Lorsque les règles de la compétence ont été violées;

3° Lorsque la peine prononcée par la loi n'a pas été appliquée aux faits déclarés constants par le conseil de guerre, ou lorsqu'une peine a été prononcée en dehors des cas prévus par la loi;

4° Lorsqu'il y a eu violation ou omission des formes prescrites à peine de nullité;

5° Lorsque le conseil de guerre a omis de statuer sur une demande de l'accusé ou une réquisition du commissaire impérial, tendant à user d'une faculté ou d'un droit accordé par la loi.

TITRE III.

COMPÉTENCE DES PRÉVÔTÉS.

ART. 75.

Les prévôtés ont juridiction:

1° Sur les vivandiers, vivandières, cantiniers, cantinières, blanchisseuses, marchands, domestiques et toutes personnes à la suite de l'armée en vertu de permission;

2° Sur les vagabonds et gens sans aveu;

3° Sur les prisonniers de guerre qui ne sont pas officiers.

Elles connaissent, à l'égard des individus ci-dessus désignés dans l'étendue de leur ressort:

1° Des infractions prévues par l'article 271 du présent Code;

2° De toute infraction dont la peine ne peut excéder six mois d'emprisonnement et deux cents francs d'amende, ou l'une de ces peines;

3° Des demandes en dommages-intérêts qui n'excèdent pas cent cinquante francs, lorsqu'elles se rattachent à une infraction de leur compétence.

Les décisions des prévôtés ne sont susceptibles d'aucun recours.

ART. 73.

Los consejos de revision no conocerán de lo principal en los negocios.

ART. 74.

Los consejos de revision no podrán anular los fallos sino en los casos siguientes:

1° Cuando el consejo de guerra no haya sido compuesto conforme á las disposiciones del presente Código.

2° Cuando las reglas de competencia hayan sido violadas.

3° Cuando la pena pronunciada por la ley no haya sido aplicada á los hechos declarados probados por el consejo de guerra, ó cuando se ha sentenciado á una pena fuera de los casos prescritos por la ley.

4° Cuando haya habido en ellos violacion ó omission en las fórmulas prescritas so pena de nulidad.

5° Cuando el consejo de guerra haya emitido decidid sobre una demanda del acusado ó sobre un requerimiento del comisario imperial, tendiendo á usar de una facultad ó de un derecho concedido por la ley.

TITULO III.

COMPETENCIA DE LOS PREVOSTAZGOS.

ART. 75.

Los prevostazgos tienen jurisdiccion:

1° Sobre los vivanderos, vivanderas, cantineros, cantineras, lavanderas, domésticos, mercaderes y toda persona que siga al ejército en virtud de permiso.

2° Sobre los vagabundos y desconocidos.

3° Sobre los prisioneros de guerra que no sean oficiales.

Conocen en toda la estension de su resorte con respecto á los individuos que se acaban de mencionar:

1° De las infracciones previstas por el artículo 291 del presente Código.

2° De toda infraccion cuya pena no pueda exceder de seis meses de prision, y 200 francos de multa ó de cualquiera de estas penas.

3° De las demandas sobre daños y perjuicios que no excedan de 150 francos, cuando se refieran á una infraccion de su competencia.

Las decisiones de los prevostazgos, no son susceptibles de ningun recurso.

TITRE IV.

COMPÉTENCE EN CAS DE COMPLICITÉ.

ART. 76.

Lorsque la poursuite d'un crime, d'un délit ou d'une contravention, comprend des individus non justiciables des tribunaux militaires et des militaires ou autres individus justiciables de ces tribunaux, tous les prévenus indistinctement sont traduits devant les tribunaux ordinaires, sauf les cas exceptés par l'article suivant ou par toute autre disposition expresse de la loi.

ART. 77.

Tous les prévenus, indistinctement, sont traduits devant les tribunaux militaires:

1° Lorsqu'ils sont tous militaires ou assimilés aux militaires, alors même qu'un ou plusieurs d'entre eux ne seraient pas justiciables de ces tribunaux, en raison de leur position au moment du crime ou du délit.

2° S'il s'agit de crimes ou de délits commis par des justiciables des conseils de guerre et par des étrangers.

3° S'il s'agit de crimes ou délits commis aux armées en pays étranger.

4° S'il s'agit de crimes ou de délits commis à l'armée sur le territoire français, en présence de l'ennemi.

ART. 78.

Lorsqu'un crime ou un délit a été commis de complicité par des individus justiciables des tribunaux de l'armée de terre, et par des individus justiciables des tribunaux de la marine, la connaissance en est attribuée aux juridictions maritimes, si le fait a été commis sur les vaisseaux et autres navires de l'Etat ou dans l'enceinte des ports militaires, arsenaux ou autres établissements maritimes.

ART. 79.

Si le crime ou le délit a été commis en tous autres lieux que ceux qui sont indiqués dans l'article précédent, les tribunaux de l'armée de terre sont seuls compétents. Il en est de même, si les vaisseaux, ports, arsenaux ou autres établissements maritimes où le fait a été commis se trouvent dans une circonscription en état de siège.

TITULO IV.

COMPETENCIA EN CASO DE COMPLICIDAD.

ART. 76.

Cuando el perseguimiento de un crimen, delito ó contravencion comprenda á individuos no sujetos á tribunales militares y á militares ú otros individuos sujetos á estos tribunales, todos los acusados indistintamente comparecerán ante los tribunales ordinarios, salvo los casos exceptuados por el artículo siguiente ó por cualquiera disposicion espresa de la ley.

ART. 77.

Todos los acusados indistintamente, comparecerán ante los tribunales militares:

1° Cuando todos sean militares ó asimilados á militares, aun cuando alguno ó algunos de entre ellos no esté sujeto á estos tribunales en razon de su posicion al perpetrar el crimen ó delito.

2° Si se trata de crímenes ó delitos cometidos por personas sujetas á los consejos de guerra y por extranjeros.

3° Si se trata de crímenes ó delitos cometidos en los ejércitos ó en pais extranjero.

4° Si se trata de crímenes ó delitos cometidos en el ejército en territorio francés al frente del enemigo.

ART. 78.

Cuando se haya cometido un crimen ó delito de complicidad por individuos sujetos á los tribunales del ejército, y por individuos sujetos á los tribunales de la marina; á las jurisdicciones maritimas les es cometido el conocimiento de él, si el hecho se ha perpetrado en los buques ú otros bajeles del estado ó en el recinto de los puertos militares, arsenales ú otros establecimientos marítimos.

ART. 79.

Si el crimen ó delito ha sido cometido en cualesquiera otros lugares que los que están indicados en el artículo anterior, los tribunales del ejército son exclusivamente competentes.

Sucede lo mismo si los buques, puertos, arsenales ú otros establecimientos marítimos donde se ha cometido el hecho, se encuentran en una demarcacion en estado de sitio.

TITRE V.

DES POURVOIS DEVANT LA COUR DE CASSATION.

ART. 80.

Ne peuvent, en aucun cas, se pourvoir en cassation contre les jugements des conseils de guerre et des conseils de révision:

1° Les militaires, les assimilés aux militaires et tous autres individus désignés dans les articles 55, 56 et 57 ci-dessus.

2° Les individus soumis, à raison de leur position, aux lois et règlements militaires.

3° Les justiciables des conseils de guerre dans les cas prévus par les articles 62, 63 et 64 ci-dessus.

4° Tous individus enfermés dans une place de guerre en état de siège.

ART. 81.

Les accusés ou condamnés qui ne sont pas compris dans les désignations de l'article précédent peuvent attaquer les jugements des conseils de guerre et des conseils de révision devant la Cour de cassation, mais pour cause d'incompétence seulement.

Le pourvoi en cassation ne peut être formé avant qu'il ait été statué sur le recours en révision ou avant l'expiration du délai fixé pour l'exercice de ce recours.

ART. 82.

Les dispositions des articles 441, 442, 443, 444, 445, 446, 447 et 542, § 1^{er}, du Code d'instruction criminelle, sont applicables aux jugements des tribunaux militaires.

Il n'est pas dérogé aux dispositions de l'article 527 du même Code. (V. annexe n. 2.)

LIVRE III.

DE LA PROCÉDURE DEVANT LES TRIBUNAUX MILITAIRES.

TITRE I.^{er}

PROCÉDURE DEVANT LES CONSEILS DE GUERRE.

CHAPITRE I.^{er}

Procédure devant les conseils de guerre dans les divisions territoriales en état de paix.

SECTION PREMIERE.

De la police judiciaire et de l'instruction.

ART. 83.

La police judiciaire militaire recherche les cri-

TITULO V.

DE LAS APELACIONES ANTE LA CORTE DE CASACION.

ART. 80.

En ningún caso podrán proveerse en casacion contra las sentencias de los consejos de guerra y los de revision:

1° Los militares, los asimilados á los militares y todos los demas individuos designados en los artículos 55, 56 y 57 anteriores.

2° Los individuos sometidos en razon de su posicion á las leyes y reglamentos militares.

3° Los sujetos á los consejos de guerra en los casos previstos por los artículos 62, 63 y 64 anteriores.

4° Todos los individuos encerrados en una plaza de guerra en estado de sitio.

ART. 81.

Los acusados ó sentenciados que no estén comprendidos en el artículo anterior, pueden atacar las sentencias de los consejos de guerra y de los consejos de revision ante la corte de casacion; pero solamente por causa de incompetencia.

El recurso en casacion no puede formarse antes de haberse fallado sobre el recurso en revision ó antes de que termine el plazo fijado para hacer uso de este recurso.

ART. 82.

Las disposiciones de los artículos 441, 442, 443, 444, 445, 446, 447 y 542, párrafo 1° del Código de instruccion criminal son aplicables á las sentencias de los tribunales militares.

No quedan derogadas las disposiciones del artículo 527 del mismo Código (vease anexos número 2).

LIBRO III.

DEL PROCEDIMIENTO ANTE LOS TRIBUNALES MILITARES.

TITULO I.

PROCEDIMIENTO ANTE LOS CONSEJOS DE GUERRA.

CAPITULO I.

De como debe procederse ante los consejos de guerra en las divisiones territoriales en tiempo de paz.

SECCION PRIMERA.

De la policia judicial y de la instruccion.

ART. 83.

La policia judicial militar investigará los crí-

mes ou les délits, en rassemble les preuves, et en livre les auteurs à l'autorité chargée d'en poursuivre la répression devant les tribunaux militaires.

ART. 84.

La police judiciaire militaire est exercée, sous l'autorité du général commandant la division:

- 1° Par les ayudants de place;
- 2° Par les officiers, sous-officiers et commandants de brigade de gendarmerie;
- 3° Par les chefs de poste;
- 4° Par les gardes de l'artillerie et du génie;
- 5° Par les rapporteurs près les conseils de guerre, en cas de flagrant délit.

ART. 85.

Les commandants et majors de place, les chefs de corps, de dépôt et de détachement, les chefs de service d'artillerie et du génie, les membres du corps de l'intendance militaire, peuvent faire personnellement, ou requérir les officiers de police judiciaire, chacun en ce qui le concerne, de faire tous les actes nécessaires à l'effet de constater les crimes et les délits, et d'en livrer les auteurs aux tribunaux chargés de les punir.

ART. 86.

Les officiers de police judiciaire reçoivent, en cette qualité, les dénunciations et les plaintes qui leur sont adressées.

Ils rédigent les procès-verbaux nécessaires pour constater le corps du délit et l'état des lieux.

Ils reçoivent les déclarations des personnes présentes ou qui auraient des renseignements à donner.

Ils se saisissent des armes, effets, papiers et pièces tant à charge qu'à décharge, et, en général, de tout ce qui peut servir à la manifestation de la vérité, en se conformant aux articles 31, 33, 36, 37, 38, 39 et 65 du Code d'instruction criminelle. (V. annexe n. 3.)

ART. 87.

Dans les cas de flagrant délit, tout officier de police judiciaire militaire ou ordinaire, peut faire saisir les militaires ou les individus justiciables des tribunaux militaires, inculpés d'un crime ou d'un délit. Il les fait conduire immédiatement devant l'autorité militaire et dresse procès-verbal de l'ar-

res ó delitos, reunirá las pruebas y entregará los autores á la autoridad encargada de proseguir la represion de ellos ante los tribunales militares.

ART. 84.

La policía judicial militar se ejercerá bajo la autoridad del general que mande la división:

- 1° Por los ayudantes de plaza.
- 2° Por los oficiales sargentos y cabos de gendarmería.
- 3° Por los gefes de puestos.
- 4° Por las guardias de artillería é ingenieros.
- 5° Por los fiscales de los consejos de guerra, en caso de delito infraganti.

ART. 85.

Los comandantes y mayores de plaza, los gefes de los cuerpos, de depósito y de destacamento, los gefes de servicio de artillería é ingenieros, los miembros del cuerpo de la intendencia militar, pueden hacer personalmente ó requerrir á los oficiales de policía judicial, cada uno en lo que le concierne, para que haga todos los actos necesarios á fin de comprobar los crímenes y delitos, y de entregar sus autores á los tribunales encargados de castigarlos.

ART. 86.

Los oficiales de policía judicial recibirán en su calidad los denuncios y quejas que se les dirijan.

Redactarán las sumarias necesarias para comprobar el cuerpo de delito y el estado de los sitios.

Recibirán las declaraciones de las personas presentes ó que tengan informes que dar.

Se apoderarán de las armas, efectos, papeles y piezas, tanto de cargo como de descargo, y en general de todo lo que pueda servir para aclarar la verdad, conformándose á los artículos 31, 33, 36, 37, 38, 39 y 65, del Código de instruccion criminal (vease el número 3 de los anexos).

ART. 87.

En caso de delito infraganti, todo oficial de policía judicial militar ú ordinario, puede hacer aprehender á los militares ó á los individuos sujetos á los tribunales militares, inculcados de un crimen ó delito. Los hará conducir inmediatamente ante la autoridad militar y extenderá una acta de pri-

restation, en y consignant leurs noms, qualités et signalement.

ART. 88.

Hors le cas de flagrant délit, tout militaire ou tout individu justiciable des conseils de guerre, en activité de service, inculpé d'un crime ou d'un délit, ne peut être arrêté qu'en vertu de l'ordre de ses supérieurs.

ART. 89.

Lorsque l'autorité militaire est appelée, hors le cas de flagrant délit, à constater, dans un établissement civil, un crime ou un délit de la compétence des tribunaux militaires, ou à y faire arrêter un de ses justiciables, elle adresse à l'autorité civile ou judiciaire compétente ses réquisitions tendant, soit à obtenir l'entrée de cet établissement, soit à assurer l'arrestation de l'inculpé.

L'autorité judiciaire ordinaire est tenue de déférer à ces réquisitions, et, dans le cas de conflit, de s'assurer de la personne de l'inculpé.

Lorsqu'il s'agit d'un établissement maritime, la réquisition est adressée à l'autorité maritime.

ART. 90.

Les mêmes réquisitions sont adressées par l'autorité civile à l'autorité militaire, lorsqu'il y a lieu, soit de constater un crime ou un délit de la compétence des tribunaux ordinaires dans un établissement militaire, soit d'y arrêter un individu justiciable de ces tribunaux.

L'autorité militaire est tenue de déférer à ces réquisitions, et, dans le cas de conflit, de s'assurer de la personne de l'inculpé.

ART. 91.

Les officiers de police judiciaire militaire ne peuvent s'introduire dans une maison particulière, si ce n'est avec l'assistance, soit du juge de paix, soit de son suppléant, soit du maire, soit de son adjoint, soit du commissaire de police.

ART. 92.

Chaque feuillet du procès-verbal dressé par un officier de police judiciaire militaire est signé par lui et par les personnes qui y ont assisté. En cas de refus ou d'impossibilité de signer de la part de celles-ci, il en est fait mention.

sion, consignando en ella sus nombres, cualidades y filiación.

ART. 88.

Fuera del caso de delito infraganti, todo militar ó todo individuo sujeto á los consejos de guerra en servicio activo, acusado de un crimen ó delito, no puede ser preso sino en virtud de orden de sus superiores.

ART. 89.

Cuando la autoridad militar sea llamada fuera del caso de delito infraganti, para comprobar en un establecimiento civil, un crimen ó delito de la competencia de los tribunales militares, ó para aprehender allí á alguno de los sujetos á su jurisdicción, dirigirá á la autoridad civil ó judicial competente sus requisitorias, con el fin de obtener la entrada á ese establecimiento, ó para asegurar la prision del presunto reo.

La autoridad judicial ordinaria está obligada á deferir á estos requerimientos, y en caso de conflicto, á asegurarse de la persona del inculcado.

Cuando se trate de un establecimiento marítimo, la requisitoria se dirigirá á la autoridad de marina.

ART. 90.

Las mismas requisitorias se dirigirán por la autoridad civil á la militar, cuando haya lugar, sea para comprobar un crimen ó delito de la competencia de los tribunales ordinarios en un establecimiento militar, ó sea para aprehender en él á un individuo de la jurisdicción de estos tribunales.

La autoridad militar está obligada á atender á estas requisitorias, y en caso de conflicto á asegurarse de la persona del inculcado.

ART. 91.

Los oficiales de policía judicial militar no podrán introducirse en una casa particular, si no es con asistencia del juez de paz ó bien de su suplente, del prefecto municipal, de su adjunto ó del comisario de policía.

ART. 92.

Cada foja de la acta levantada por un oficial de policía judicial, debe ser firmada por él y por las personas que han asistido á ella. En caso de denegacion ó imposibilidad de firmar por parte de estas, hará mención de ello.

ART. 93.

A défaut d'officier de police judiciaire militaire présent sur les lieux, les officiers de police judiciaire ordinaire recherchent et constatent les crimes et les délits soumis à la juridiction des conseils de guerre.

ART. 94.

Dans le cas d'insoumission, la plainte est dressée par le commandant du dépôt de recrutement du département auquel appartient l'insoumis.

La plainte énonce l'époque à laquelle l'insoumis aurait dû rejoindre.

Sont annexés à la plainte:

1° La copie de la notification faite à domicile de la lettre de mise en activité;

2° La copie des pièces énonçant que l'insoumis n'est pas arrivé à la destination qui lui avait été assignée;

3° L'exposé des circonstances qui ont accompagné l'insoumission.

S'il s'agit d'un engagé volontaire ou d'un remplaçant qui n'a pas rejoint le corps, une expédition de l'acte de l'engagement ou du remplacement est annexée à la plainte.

ART. 95.

Dans le cas de désertion, la plainte est dressée par le chef du corps ou du détachement auquel le déserteur appartient.

Sont annexés à cet acte:

1° Un extrait du registre matricule du corps;

2° Un état indicatif des armes et des objets qui auraient été emportés par l'inculpé;

3° L'exposé des circonstances qui ont accompagné la désertion.

ART. 96.

Il n'est pas dérogé par les articles précédents aux lois, décrets et règlements relatifs aux devoirs imposés à la gendarmerie, aux chefs de poste et autres militaires dans l'exercice de leurs fonctions ou pendant le service.

ART. 97.

Les actes et procès-verbaux dressés par les officiers de police judiciaire militaire sont transmis sans délai, avec les pièces et documents, au général commandant la division.

Les actes et procès-verbaux émanés des officiers

ART. 93.

En defecto de un oficial de policía judicial militar, presente en aquel lugar, los oficiales de policía judicial ordinaria investigarán y comprobarán los crímenes y delitos sometidos á la jurisdicción de los consejos de guerra.

ART. 94.

En caso de inobediencia, la queja se elevará por el comandante del depósito de reclutas del departamento á que pertenezca el inobediente.

En la queja se espresará la época en que el inobediente debió incorporarse.

Se agregarán anexas á la queja:

1° Copia de la notificación hecha en su domicilio, de la carta en que se le avisa que se le pone en actividad.

2° Copia de los documentos espresando que el inobediente no ha llegado al destino que se le habia asignado.

3° Una esposicion de las circunstancias que han acompañado á la inobediencia.

Si se tratase de un enganchado voluntariamente ó de un reemplazo que no ha ingresado á su cuerpo, se acompañará á la queja una copia de la acta del enganche ó reemplazamiento.

ART. 95.

En caso de desercion la queja se dirigirá por el jefe del cuerpo ó del destacamento á que pertenezca el desertor.

Se acompañarán á esta acta:

1° Un extracto del registro matrícula del cuerpo.

2° Un estado indicando las armas y objetos que se hubiere llevado el culpable.

3° La esposicion de las circunstancias que han acompañado la desercion.

ART. 96.

No quedan derogadas por los artículos anteriores las leyes, decretos y reglamentos relativos á los deberes impuestos á la gendarmería, á los jefes de puestos y otros militares en ejercicio de sus funciones ó durante el servicio.

ART. 97.

Las actas y sumarias formadas por los oficiales de policía judicial militar, se transmitirán sin dilación con las piezas y documentos al general que mande la division.

Las actas y sumarias emanadas de los oficiales

de police ordinaire sont transmis directement au procureur impérial, qui les adresse, sans délai, au général commandant la division.

ART. 98.

S'il s'agit d'un individu justiciable des tribunaux ordinaires, le général commandant envoie les pièces au procureur impérial près le tribunal du chef-lieu de la division militaire; et, si l'inculpé est arrêté, il le met à la disposition de ce magistrat et en informe le ministre de la guerre.

ART. 99.

La poursuite des crimes et délits ne peut avoir lieu, à peine de nullité, que sur un ordre d'informer donné par le général commandant la division, soit d'office, soit d'après les rapports, actes ou procès-verbaux dressés conformément aux articles précédents.

L'ordre d'informer est donné par le ministre de la guerre, si l'inculpé est colonel, officier général ou maréchal de France.

ART. 100.

L'ordre d'informer pour chaque affaire est adressé au commissaire impérial près le conseil de guerre qui doit en connaître, avec les rapports, procès-verbaux, pièces, objets saisis et autres documents à l'appui.

Le commissaire impérial transmet immédiatement toutes les pièces au rapporteur.

ART. 101.

Le rapporteur procède à l'interrogatoire du prévenu.

Il l'interroge sur ses noms, prénoms, âge, lieu de naissance, profession, domicile, et sur les circonstances du délit; il lui fait représenter toutes les pièces pouvant servir à conviction, et il l'interpelle pour qu'il ait à déclarer s'il les reconnaît.

S'il y a plusieurs prévenus du même délit, chacun d'eux est interrogé séparément, sauf à les confronter, s'il y a lieu.

L'interrogatoire fini, il en est donné lecture au prévenu, afin qu'il déclare si ses réponses ont été fidèlement transcrites, si elles contiennent la vérité et s'il y persiste. [L'interrogatoire est signé par le prévenu et clos par la signature du rapporteur et celle du greffier.

de policía ordinaria, se transmitirán directamente al procurador imperial, quien las remitirá sin tardanza al general que mande la division.

ART. 98.

Si se tratase de un individuo de la jurisdiccion de los tribunales ordinarios, el general comandante enviara las piezas al procurador imperial del tribunal de la cabecera de la division militar, y si el inculcado fuese aprehendido, lo pondrá á la disposicion de aquel magistrado, dando cuenta al ministro de la guerra.

ART. 99.

La persecucion de los crímenes y delitos no puede tener lugar, so pena de nulidad, sino á virtud de informe que pida el general comandante de la division, sea de oficio, sea por los partes, actas ó sumarias formadas conforme á los artículos anteriores.

La órden de informar se da por el ministro de la guerra, si el acusado fuese coronel, oficial, general ó mariscal de Francia.

ART. 100.

La órden de informar para cada negocio, se dirigirá al comisario imperial del consejo de guerra que deba conocer de él, con los partes, sumarios, piezas, objetos aprehendidos y demas documentos de apoyo.

El comisario imperial, trasmitirá inmediatamente todas las piezas al fiscal.

ART. 101.

El fiscal procederá al interrogatorio del acusado.

Le preguntará por su nombre, apellidos, edad, lugar de su nacimiento, profesion, domicilio, y sobre las circunstancias del delito: hará que se le presenten todos los documentos y objetos que puedan servir de conviccion, y lo interpellará para que declare si los conoce.

Si hay muchos acusados del mismo delito, cada uno de ellos será interrogado separadamente; salvo el confrontarlos si hubiere lugar á ello.

Concluido el interrogatorio, se leerá al acusado para que declare si se han escrito con fidelidad sus respuestas, si contienen la verdad y si persiste en ellas. La declaracion se firmará por el acusado, y se terminará con la firma del fiscal y con la del secretario ó escribano.

Si le prévenu refuse de signer, mention est faite de son refus.

Il est pareillement donné lecture au prévenu des procès-verbaux de l'information.

ART. 102.

Le rapporteur cite les témoins par le ministère des agents de la force publique et les entend; il décerne les commissions rogatoires et fait les autres actes d'instruction que l'affaire peut exiger, en se conformant aux articles 73, 74, 75, 76, 78, 79, 82, 83 et 85 du Code d'instruction criminelle. (V. annexe num. 4.)

Si les témoins résident hors du lieu où se fait l'information, le rapporteur peut requérir, par commission rogatoire, soit le rapporteur près le conseil de guerre, soit le juge d'instruction, soit le juge de paix du lieu dans lequel ces témoins sont résidents, à l'effet de recevoir leur déposition.

Le rapporteur saisi de l'affaire peut également adresser des commissions rogatoires aux fonctionnaires ci-dessus mentionnés, lorsqu'il faut procéder hors du lieu où se fait l'information, soit aux recherches prévues par l'article 86 du présent Code soit à tout autre acte d'instruction. (V. annexe n. 4.)

ART. 103.

Toute personne citée pour être entendue en témoignage est tenue de comparaître et de satisfaire à la citation. Si elle ne comparaît pas, le rapporteur peut, sur les conclusions du commissaire impérial, sans autres formalité ni délai, prononcer une amende qui n'excede pas cent francs, et peut ordonner que la personne citée sera contrainte par corps à venir donner son témoignage.

Le témoin ainsi condamné à l'amende sur le premier défaut; et qui, sur la seconde citation, produira devant le rapporteur des excuses légitimes, pourra, sur les conclusions du commissaire impérial, être déchargé de l'amende.

ART. 104.

Si les déclarations ont été recueillies par un magistrat ou un officier de police judiciaire avant l'ordre d'informer, le rapporteur peut se dispenser d'entendre ou de faire entendre les témoins qui auront déjà déposé.

ART. 105.

Si le prévenu n'est pas arrêté, le rapporteur

Si el acusado rehúsa firmar, se hará mención de esta circunstancia.

También se leerán al acusado las diligencias de la información.

ART. 102.

El fiscal citará los testigos por medio de los agentes de la fuerza pública, y los oirá; decretará los exhortos y practicará los demás actos de instrucción que pueda exigir el negocio conforme á los artículos 73, 74, 75, 76, 78, 79, 82, 83 y 85, del Código de instrucción criminal. (Véase anexos, número 4.)

Si los testigos residieren fuera del lugar donde se practique la información, el fiscal puede requerir por medio de exhortos al fiscal del consejo de guerra, al juez de instrucción ó al juez de paz del lugar en que residan estos testigos, para que les reciba su declaración.

El fiscal que conoce del negocio, puede también dirigir exhortos á los funcionarios arriba citados, cuando sea necesario proceder fuera del lugar en que se hace la información; ya para las investigaciones previstas por el artículo 86 del presente Código, ó ya para cualquiera otro acto de instrucción. (Véase anexos número 4.)

ART. 103.

Toda persona citada para ser oída como testigo, está obligada á comparecer y á dar cumplimiento á la cita.

Si no comparece, el fiscal puede, con el parecer del comisario impérial, sin mas formalidad ni demora, imponerle una multa que no exceda de cien francos, y puede mandar que la persona citada sea conducida por la fuerza á dar su declaración.

El testigo que haya sido multado de este modo, por la primera falta, y que á la segunda cita esponga ante el fiscal excusas legítimas, podrá con el parecer del comisario impérial, ser absuelto de la multa.

ART. 104.

Si las declaraciones se han tomado por un magistrado, ó por algun oficial de policía judicial antes de la orden de formar la instrucción, puede el oficial dejar de oír ó de hacer oír á los testigos que ya hubiesen declarado.

ART. 105.

Si no está preso el acusado, puede el fiscal espe-

peut décerner contre lui, soit un mandat de comparution, soit un mandat d'amener.

Le mandat est adressé par le commissaire impérial au commandant militaire du lieu, qui le fait exécuter.

Après l'interrogatoire du prévenu, le mandat de comparution ou d'amener peut être converti en mandat de dépôt.

Le mandat de dépôt est exécuté sur l'exhibition qui en est faite au concierge de la prison.

Le commissaire impérial rend compte au général commandant la division des mandats de comparution, d'amener ou de dépôt qui ont été décernés par le rapporteur.

ART. 106.

S'il résulte de l'instruction que le prévenu a des complices justiciables des conseils de guerre, le rapporteur en réfère, par l'intermédiaire du commissaire impérial, au général commandant la division, et il est procédé à l'égard des prévenus de complicité conformément à l'article 99.

Si les complices, ou l'un d'eux, ne sont pas justiciables des conseils de guerre, le commissaire impérial en donne avis sur-le-champ au général commandant la division, qui renvoie l'affaire à l'autorité compétente.

ART. 107.

Pendant le cours de l'instruction, le commissaire impérial peut prendre connaissance des pièces de la procédure et faire toutes les réquisitions qu'il juge convenables.

SECTION II.

De la mise en jugement et de la convocation du conseil de guerre.

ART. 108.

L'instruction terminée, le rapporteur transmet les pièces, avec son rapport et son avis, au commissaire impérial, lequel les adresse immédiatement, avec ses conclusions, au général commandant la division, qui prononce sur la mise en jugement.

Lorsque c'est le ministre de la guerre qui a donné l'ordre d'informer, les pièces lui sont adressées par le général commandant la division, et il statue directement sur la mise en jugement.

dir contra él una orden de comparecencia ó una orden de prision.

La orden se dirigirá por el comisario imperial al comandante militar del lugar, quien la hará ejecutar.

Después del interrogatorio del acusado, la orden de comparecencia ó de prision puede convertirse en orden de detencion.

La orden de detencion se ejecuta presentándola al alcaide de la carcel.

El comisario imperial dará parte al general comandante de la division de las ordenes de comparecencia, de prision ó de detencion que se hayan expedido por el fiscal.

ART. 106.

Si de la instruccion resultare que el acusado tiene cómplices de la competencia de los consejos de guerra, el fiscal, por medio del comisario imperial, lo pondrá en conocimiento del general que manda la division, y con respecto á los acusados de complicidad se procederá con arreglo al artículo 99.

Si los cómplices ó alguno de ellos, no son de la incumbencia de los consejos de guerra, el comisario imperial lo participará inmediatamente al general comandante de la division, quien pondrá el negocio á disposicion de la autoridad competente.

ART. 107.

Durante el curso de la instruccion, el comisario imperial puede tomar conocimiento de los documentos del proceso, y hacer todos los requerimientos que juzgare convenientes.

SECCION II.

De la vista para sentencia y de la convocaacion del consejo de guerra.

ART. 108.

Concluido el proceso, pasará el fiscal los documentos con su conclusion y su parecer, al comisario imperial, quien los dirigirá inmediatamente al general comandante de la division, el que decidirá sobre la vista para sentencia.

Cuando el ministro de la guerra sea el que haya dado la orden para que se forme el proceso, se le dirigirán los documentos por el general comandante de la division, y él es quien ha de resolver directamente sobre la vista para sentencia.

ART. 109.

L'ordre de mise en jugement est adressé au commissaire impérial avec toutes les pièces de la procédure.

Trois jours avant la réunion du conseil de guerre, le commissaire impérial notifie cet ordre à l'accusé, en lui faisant connaître le crime ou le délit pour lequel il est mis en jugement, le texte de la loi applicable, et les noms des témoins qu'il se propose de faire citer.

Il l'avertit, en outre, à peine de nullité, que, s'il ne fait pas choix d'un défenseur, il lui en sera nommé un d'office par le président.

ART. 110.

Le défenseur doit être pris, soit parmi les militaires, soit parmi les avocats et les avoués, à moins que l'accusé n'obtienne du président la permission de prendre pour défenseurs un de ses parents ou amis.

ART. 111.

Le général commandant la division, en adressant l'ordre de mise en jugement, ordonne de convoquer le conseil de guerre et fixe le jour et l'heure de sa réunion. Il en donne avis au président et au commissaire impérial, qui fait les convocations nécessaires.

ART. 112.

Le défenseur de l'accusé peut communiquer avec lui aussitôt l'accomplissement des formalités prescrites par l'article 109; il peut aussi prendre communication sans déplacement ou obtenir copie, à ses frais, de tout ou partie des pièces de la procédure, sans néanmoins que la réunion du conseil puisse être retardée.

SECTION III.

De l'examen et du jugement.

ART. 113.

Le conseil de guerre se réunit au jour et à l'heure fixés par l'ordre de convocation.

Des exemplaires du présent Code, du Code d'instruction criminelle et du Code pénal ordinaire sont déposés sur le bureau.

Les séances sont publiques, à peine de nullité; néanmoins, si cette publicité paraît dangereuse pour l'ordre ou pour les mœurs, le conseil ordonne

ART. 109.

La orden de la vista para sentencia se dirigirá al comisario imperial con todos los documentos del proceso.

Tres dias antes de la reunion del consejo de guerra, el comisario imperial notificará esta orden al acusado, haciéndole saber el crimen ó delito porque se le juzge, el texto de la ley que se le debe aplicar, y los nombres de los testigos que se propone hacer citar.

Le advertirá, ademas, so pena de nulidad, que, si no elige un defensor, se le nombrará uno de oficio por el presidente.

ART. 110.

El defensor debe ser elegido entre los militares, entre los abogados ó los procuradores, á menos que el acusado obtenga permiso del presidente para tomar por defensor uno de sus parientes ó amigos.

ART. 111.

Al dar la orden, el general comandante de la division, de la vista para sentencia, mandará convocar el consejo de guerra y fijará el dia y la hora de su reunion. Dará aviso al presidente y al comisario imperial, quien hará las convocations necesarias.

ART. 112.

El defensor del acusado puede comunicar con él, luego que se cumpla con las formalidades prescrites por el artículo 109: puede tambien tomar conocimiento sin desglosar ó obtener copia á su costa, de todos ó parte de los documentos del proceso, sin que por esto pueda retardarse la reunion del consejo.

SECCION III.

Del examen y de la sentencia.

ART. 113.

El consejo se reunirá el dia y á la hora que se hubiere citado en la orden.

Sobre la mesa del consejo habrá ejemplares del presente Código, del Código de instruccion criminal y del Código penal ordinario.

Las sesiones serán públicas, so pena de nulidad: sin embargo, si esta publicidad pareciese peligrosa para el orden ó para las costumbres, mandará

que les débats aient lieu à huis clos. Dans tous les cas, le jugement est prononcé publiquement.

Le conseil peut interdire le compte rendu de l'affaire; cette interdiction ne peut s'appliquer au jugement.

ART. 114.

Le président a la police de l'audience.

ART. 115.

Les assistants sont sans armes; ils se tiennent découverts, dans le respect et le silence. Lorsque les assistants donnent des signes d'approbation ou d'improbation, le président les fait expulser. S'ils résistent à ses ordres, le président ordonne leur arrestation et leur détention pendant un temps qui ne peut excéder quinze jours. Les individus justiciables des conseils de guerre sont conduits dans la prison militaire, et les autres individus à la maison d'arrêt civile. Il est fait mention, dans le procès-verbal, de l'ordre du président; et, sur l'exhibition qui est faite de cet ordre au gardien de la prison, les perturbateurs y sont reçus.

Si le trouble ou le tumulte a pour but de mettre obstacle au cours de la justice, les perturbateurs, quels qu'ils soient, sont, audience tenante, déclarés coupables de rébellion par le conseil de guerre, et punis d'un emprisonnement qui ne peut excéder deux ans.

Lorsque les assistants ou les témoins se rendent coupables, envers le conseil de guerre ou l'un de ses membres, de voies de fait ou d'outrages ou menaces par propos ou gestes, ils sont condamnés séance tenante:

1° S'ils sont militaires ou assimilés aux militaires, quels que soient leurs grades ou rangs, aux peines prononcées par le présent Code contre les crimes ou délits, lorsqu'ils ont été commis envers des supérieurs pendant le service;

2° S'ils ne sont ni militaires, ni assimilés aux militaires, aux peines portées par le Code pénal ordinaire.

ART. 116.

Lorsque des crimes ou des délits autres que ceux prévus par l'article précédent sont commis dans le lieu des séances, il est procédé de la manière suivante:

1° Si l'auteur du crime ou du délit est justiciable des tribunaux militaires, il est jugé immédiatement;

el consejo que los debates se verifiquen á puerta cerrada. En ambos casos se pronunciará la sentencia públicamente.

El consejo puede prohibir el extracto del negocio; pero esta prohibicion no puede aplicarse á la sentencia.

ART. 114.

Al presidente toca la policía de la audiencia.

ART. 115.

Los concurrentes estarán sin armas: permanecerán descubiertos, con respeto y en silencio. Cuando los concurrentes diesen señales de aprobacion ó desaprobacion, los hará espulsar el presidente. Si resisten á sus órdenes, puede mandarlos prender y poner detenidos por un tiempo que no puede exceder de quince dias. Los individuos que sean de la competencia de los consejos de guerra, serán conducidos á la prision militar, y los otros individuos á la cárcel pública. Se mencionará en la sumaria la orden del presidente, y exhibiéndola al custodio de la prision competente, serán recibidos en ella los perturbadores.

Si el desórden ó el tumulto tuviere por objeto estorbar el curso de la justicia, los perturbadores, sean quienes fueren, serán declarados por el consejo de guerra, en la misma audiencia, culpables de rebellion, y castigados con una prision que no puede exceder de dos años.

Cuando los concurrentes ó los testigos se hicieren culpables hácia el consejo de guerra ó hácia alguno de sus miembros, de vías de hecho, ó de ultrajes ó amenazas con palabras ó ademanes, serán condenados en la misma sesion:

1° Si son militares ó asimilados á los militares, sean cuales fueren su grado ó su rango, á las penas pronunciadas por el presente Código contra los crímenes ó delitos cometidos contra los superiores estando de servicio;

2° Si no son militares ni asimilados á los militares, á las penas establecidas por el Código penal ordinario.

ART. 116.

Cuando en el lugar de las sesiones se cometan crímenes ó delitos diversos de los previstos en el artículo anterior, se procederá de la manera siguiente:

1° Si el autor del crimen ó delito fuere de la competencia de los tribunales militares, será juzgado inmediatamente.

2° Si l'auteur du crime ou du délit n'est point justiciable des tribunaux militaires, le président, après avoir fait dresser procès-verbal des faits et des dépositions des témoins, renvoie les pièces et l'inculpé devant l'autorité compétente.

ART. 117.

Le président fait amener l'accusé, lequel compare sous garde suffisante, libre et sans fers, assisté de son défenseur; il lui demande ses nom et prénoms, son âge, sa profession, sa demeure et le lieu de sa naissance; si l'accusé refuse de répondre, il est passé outre.

ART. 118.

Si l'accusé refuse de comparaître, sommation d'obéir à la justice lui est faite au nom de la loi par un agent de la force publique commis à cet effet par le président. Cet agent dresse procès-verbal de la sommation et de la réponse de l'accusé. Si l'accusé n'obtempère à la sommation, le président peut ordonner qu'il soit amené par la force devant le conseil; il peut également, après lecture faite à l'audience du procès-verbal constatant sa résistance, ordonner que, nonobstant son absence, il soit passé outre aux débats.

Après chaque audience, il est, par le greffier du conseil de guerre, donné lecture, à l'accusé qui n'a pas comparu, du procès-verbal des débats, et il lui est signifié copie des réquisitions du commissaire impérial, ainsi que des jugements rendus, qui sont tous réputés contradictoires.

ART. 119.

Le président peut faire retirer de l'audience et reconduire en prison tout accusé qui, par des clamours ou par tout autre moyen propre à causer du tumulte, met obstacle au libre cours de la justice, et il est procédé aux débats et au jugement comme si l'accusé était présent. L'accusé peut être condamné, séance tenante, pour ce seul fait, à un emprisonnement qui ne peut excéder deux ans.

Si l'accusé militaire ou assimilé aux militaires se rend coupable de voies de fait, ou d'outrages ou menaces par propos ou gestes, envers le conseil ou l'un de ses membres, il est condamné, séance tenante, aux peines prononcées par le présent Code contre ces crimes ou délits, lorsqu'ils ont été commis envers des supérieurs pendant le service.

2° Si el autor del crimen ó del delito no pertenece á los tribunales militares, el presidente, despues de haber hecho formar una sumaria en que consten los hechos y las deposiciones de los testigos, remitirá los documentos y el culpable á la autoridad competente.

ART. 117

El presidente hará traer al acusado que comparecerá suficientemente escoltado, suelto y sin cadenas, acompañado de su defensor: le preguntará sus nombres y apellidos, su edad, su profesion, donde vive y el lugar de su nacimiento: si el acusado rehusa responder se pasará adelante.

ART. 118.

Si el acusado rehusare comparecer, el presidente comisionará un agente de la fuerza pública para que en nombre de la ley le intime que obedezca á la justicia. Este agente formará una acta de la intimacion y de la respuesta del acusado. Si este no obedeciere á la intimacion, podrá mandar el presidente que sea conducido por la fuerza ante el consejo. Tambien puede mandar, despues que se dé lectura en la audiencia á la acta en que conste su resistencia, que á pesar de su ausencia se pase adelante procediendo á los debates.

Despues de cada audiencia, el secretario del consejo de guerra, leerá al acusado que no haya comparecido, el resumen de los debates, y le manifestará copia de los requerimientos del comisario imperial, así como de los pareceres emitidos, que todos se reputan contradictorios.

ART. 119.

El presidente puede hacer retirar de la audiencia y volver á la prision á todo acusado que con clamores ó por cualesquiera otros medios propios para causar tumulto, ponga obstáculo al libre curso de la justicia, y se procederá á los debates y á la sentencia como si estuviese presente el acusado. Este puede ser sentenciado en la misma sesion por este solo hecho, á una prision que no puede exceder de dos años.

Si el acusado militar ó asimilado á los militares se hiciere culpable de vías de hecho, ó de ultrajes ó amenazas con palabras ó ademanes, hácia el consejo ó hácia alguno de sus miembros, será condenado en la misma sesion, á las penas señaladas en el presente Código contra estos crímenes ó delitos, cuando se cometen contra los superiores estando de servicio.

Dans le cas prévu par le paragraphe précédent, si l'accusé n'est ni militaire, ni assimilé aux militaires, il est condamné aux peines portées par le Code pénal ordinaire.

ART. 120.

Dans les cas prévus par les articles 115, 116 et 119 du présent Code, le jugement rendu, le greffier en donne lecture à l'accusé et l'avertit du droit qu'il a de former un recours en révision dans les vingt-quatre heures. Il dresse procès-verbal, le tout à peine de nullité.

ART. 121.

Le président fait lire par le greffier l'ordre de convocation, le rapport prescrit par l'article 108 du présent Code, et les pièces dont il lui paraît nécessaire de donner connaissance au conseil; il fait connaître à l'accusé le crime ou délit pour lequel il est poursuivi; il l'avertit que la loi lui donne le droit de dire tout ce qui est utile à sa défense; il avertit aussi le défenseur de l'accusé qu'il ne peut rien dire contre sa conscience ou contre le respect qui est dû aux lois, et qu'il doit s'exprimer avec décence et modération.

ART. 122.

Aucune exception tirée de la composition du conseil, aucune récusation, ne peuvent être proposées contre les membres du conseil de guerre, sans préjudice du droit pour l'accusé de former un recours en révision, dans les cas prévus par l'article 74, n. 1, du présent Code.

ART. 123.

Si l'accusé a des moyens d'incompétence à faire valoir, il ne peut les proposer devant le conseil de guerre qu'avant l'audition des témoins.

Cette exception est jugée sur-le-champ.

Si l'exception est rejetée, le conseil passe au jugement de l'affaire, sauf à l'accusé à se pourvoir contre le jugement sur la compétence en même temps que contre la décision rendue sur le fond.

Il en est de même pour le jugement de toute autre exception ou de tout incident soulevé dans le cours des débats.

ART. 124.

Les jugements sur les exceptions, les moyens

Quando en el caso previsto por el párrafo anterior, el acusado no fuere militar ni asimilado á los militares, será condenado á las penas señaladas en el Código penal ordinario.

ART. 120.

En los casos previstos por los artículos 115, 116 y 119 del presente Código, dada la sentencia la leerá el secretario al acusado y le advertirá el derecho que tiene de formular un recurso en revisión dentro de veinticuatro horas. Formará una acta todo so pena de nulidad.

ART. 121.

El presidente hará leer por el secretario la orden de convocation, el informe prescrito por el artículo 108 del presente Código y los documentos de que crea necesario dar conocimiento al consejo: hará saber al acusado el crimen ó el delito porque se le persigue: le advertirá que la ley le da el derecho de decir todo lo que pueda servir para su defensa: advertirá también al defensor del acusado que no puede decir nada contra su conciencia, ó contra el respeto que se debe á las leyes y que debe expresarse con decencia y moderación.

ART. 122.

Ninguna escepcion sacada de la composicion del consejo, ninguna recusacion, pueden proponerse contra los miembros del consejo de guerra, sin perjuicio del derecho que tiene el acusado de formular un recurso en revision, en los casos previstos por el artículo 74 número 1 del presente Código.

ART. 123.

Si el acusado tuviere medios de incompetencia que hacer valer, no puede proponerlos ante el consejo de guerra, sino antes de oírse á los testigos.

Esta escepcion se juzgará al instante.

Si la escepcion fuese rechazada, pasará el consejo al juicio del negocio, salvo que el acusado podrá apelar contra el juicio sobre la competencia al mismo tiempo que contra la decision que se diere sobre el negocio principal.

Lo mismo se hará con respecto al juicio de cualquiera otra escepcion ó de cualquier incidente que ocurra en el curso de los debates.

ART. 124.

Los fallos sobre las escepciones, los medios de

d'incompétence et les incidents sont rendus à la majorité des voix.

ART. 125.

Le président est investi d'un pouvoir discrétionnaire pour la direction des débats et la découverte de la vérité.

Il peut, dans le cours des débats, appeler, même par mandat de comparation et d'amener, toute personne dont l'audition lui paraît nécessaire; il peut aussi faire apporter toute pièce qui lui paraîtrait utile à la manifestation de la vérité.

Les personnes ainsi appelées ne prêtent pas serment, et leurs déclarations ne sont considérées que comme renseignements.

ART. 126.

Dans le cas où l'un des témoins ne se présente pas, le conseil de guerre peut passer outre aux débats, et lecture est donnée de la déposition du témoin absent.

ART. 127.

Si, d'après les débats, la déposition d'un témoin paraît fautive, le président peut, sur la réquisition soit du commissaire impérial, soit de l'accusé, et même d'office, faire sur-le-champ mettre le témoin en état d'arrestation. Si le témoin est justiciable des conseils de guerre, le président, ou l'un des juges nommés par lui, procède à l'instruction. Quand elle est terminée, elle est envoyée au général commandant la division.

Si le témoin n'est pas justiciable des conseils de guerre, le président, après avoir dressé procès-verbal et avoir fait arrêter l'inculpé, s'il y a lieu, le renvoie, avec le procès-verbal, devant le procureur impérial du lieu où siège le conseil de guerre.

ART. 128.

Les dispositions des articles 315, 316, 317, 318, 319, 320, 321, 322, 323, 324, 325, 326, 327, 328, 329, 332, 333, 334, 355, 454 du Code d'instruction criminelle, sont observées devant les conseils de guerre. (V. annexe n. 5.)

ART. 129.

L'examen et les débats sont continués sans interruption, et le président ne peut les suspendre que pendant les intervalles nécessaires pour le repos des juges, des témoins et des accusés.

incompetencia y los incidentes, se decidirán por la mayoría de votos.

ART. 125.

Queda el presidente investido de un poder discrecional para la dirección de los debates y para el descubrimiento de la verdad.

Puede, durante el curso de los debates, llamar aun por orden de comparecencia y de traer, á toda persona cuyo examen le parezca necesario: tambien puede hacer traer todo documento que juzgare útil para la manifestacion de la verdad.

Las personas llamadas de este modo no prestarán juramento y sus declaraciones no serán consideradas mas que como noticias.

ART. 126.

En el caso en que alguno de los testigos no se presente, el consejo de guerra puede pasar adelante en los debates, y se dará lectura á la declaracion del testigo ausente.

ART. 127.

Si conforme á los debates pareciere falsa la deposicion de un testigo, puede el presidente, por requerimiento, ya del comisario imperial, ó ya del acusado y aun de oficio, hacer arrestar inmediatamente al testigo. Si éste puede ser juzgado por los consejos de guerra, el presidente ó uno de los jueces nombrados por él, procederá á la instruccion, la que concluida se remitirá al general comandante de la division.

Si el testigo no es de la competencia de los consejos de guerra, el presidente despues de haber formado la sumaria y de haber hecho aprehender al culpable, si hubiese lugar á ello, lo remitirá con la sumaria al procurador imperial del lugar en que el consejo de guerra tenga sus sesiones.

ART. 128.

Las disposiciones de los artículos 315, 316, 317, 318, 319, 320, 321, 322, 323, 324, 325, 326, 327, 328, 329, 332, 333, 334, 355, 454, del Código de instruccion militar, serán observadas por los consejos de guerra. (Véase anexos número 5.)

ART. 129.

El examen y los debates se continuarán sin interrupcion, y el presidente no podrá suspenderlos sino durante los intervalos necesarios para el descanso de los jueces, de los testigos y de los acusados.

Les débats pouvant être encore suspendus si un témoin dont la déposition est essentielle ne s'est pas présenté, ou si, la déclaration d'un témoin ayant paru fausse, son arrestation a été ordonnée, ou lorsqu'un fait important reste à éclaircir.

Le conseil prononce sur la suspension des débats à la majorité des voix, et, dans le cas où la suspension dure plus de quarante-huit heures, les débats sont recommencés en entier.

ART. 130.

Le président procède à l'interrogatoire de l'accusé et reçoit les dépositions des témoins.

Le commissaire impérial est entendu dans ses réquisitions, et développe les moyens qui appuient l'accusation.

L'accusé et son défenseur sont entendus dans leur défense.

Le commissaire impérial réplique, s'il le juge convenable; mais l'accusé et son défenseur ont toujours la parole les derniers.

Le président demande à l'accusé s'il n'a rien à ajouter à sa défense, et déclare ensuite que les débats sont terminés.

ART. 131.

Le président fait retirer l'accusé.

Les juges se rendent dans la chambre du conseil, ou, si les localités ne le permettent pas, le président fait retirer l'auditoire.

Les juges ne peuvent plus communiquer avec personne ni se séparer avant que le jugement ait été rendu. Ils délibèrent hors de la présence du commissaire impérial et du greffier.

Ils ont sous les yeux les pièces de la procédure.

Le président recueille les voix, en commençant par le grade inférieur; il émet son opinion le dernier.

ART. 132.

Les questions sont posées par le président dans l'ordre suivant pour chacun des accusés:

1° L'accusé est-il coupable du fait qui lui est imputé?

2° Ce fait a-t-il été commis avec telle ou telle circonstance aggravante?

3° Ce fait a-t-il été commis dans telle ou telle circonstance qui le rend excusable d'après la loi?

Si l'accusé est âgé de moins de seize ans, le pré-

Tambien podrán suspenderse los debates, si no se hubiere presentado un testigo cuya deposición sea esencial, ó si habiendo parecido falsa la declaración de un testigo se hubiere mandado prender, ó cuando falte esclarecer un hecho importante.

El consejo decidirá sobre la suspensión de los debates por la mayoría de los votos, y en caso en que la suspensión dure mas de cuarenta y ocho horas, se volverán á comenzar los debates desde el principio.

ART. 130.

El presidente procederá al interrogatorio del acusado y recibirá las deposiciones de los testigos.

El comisario impérial será oído en sus requerimientos y desarrollará las ideas que apoyen la acusación.

El acusado y su defensor serán oídos en su defensa.

El comisario impérial replicará si lo juzgaré conveniente; pero el acusado y su defensor serán siempre los últimos que hablen.

El presidente preguntará al acusado si no tiene nada que añadir para su defensa, y declarará después que han concluido los debates.

ART. 131.

El presidente hará retirar al acusado.

Los jueces pasarán á la cámara del consejo, ó si las localidades no lo permiten, hará el presidente que se retire el auditorio.

Los jueces no podrán ya comunicarse con nadie, ni separarse antes que se pronuncie la sentencia. Ni el comisario impérial ni el secretario se hallarán presentes á la deliberación.

Tendrán á la vista los documentos del proceso.

El presidente recogerá los votos comenzando por el grado inferior y será el último que dé el suyo.

ART. 132.

El presidente propondrá las preguntas para cada uno de los acusados en el orden que sigue:

1° ¿Es culpable el acusado del hecho que se le imputa?

2° ¿Ha cometido este hecho con tal ó tal circunstancia agravante?

3° ¿Ha cometido este hecho en tal ó tal circunstancia que lo hace excusable segun la ley?

Si el acusado es menor de diez y seis años, hará

sident pose cette question: l'accusé a-t-il agi avec discernement?

ART. 133.

Les questions indiquées par l'article précédent ne peuvent être résolues contre l'accusé qu'à la majorité de cinq voix contre deux.

ART. 134.

Si l'accusé est déclaré coupable, le conseil de guerre délibère sur l'application de la peine.

Dans le cas où la loi autorise l'admission de circonstances atténuantes, si le conseil de guerre reconnaît qu'il en existe en faveur de l'accusé, il le déclare à la majorité absolue des voix.

La peine est prononcée à la majorité de cinq voix contre deux.

Si aucune peine ne réunit cette majorité, l'avis le plus favorable sur l'application de la peine est adopté.

ART. 135.

En cas de conviction de plusieurs crimes ou délits la peine la plus forte est seule prononcée.

ART. 136.

Le jugement est prononcé en séance publique. Le président donne lecture des motifs et du dispositif.

Si l'accusé n'est pas reconnu coupable, le conseil prononce son acquittement, et le président ordonne qu'il soit mis en liberté, s'il n'est retenu pour autre cause.

Si le conseil de guerre déclare que le fait commis par l'accusé ne donne lieu à l'application d'aucune peine, il prononce son absolution, et le président ordonne qu'il sera mis en liberté à l'expiration du délai fixé pour le recours en révision.

ART. 137.

Tout individu acquitté ou absous ne peut être repris ni accusé à raison du même fait.

ART. 138.

Si le condamné est membre de l'ordre impérial de la Légion d'honneur ou décoré de la Médaille militaire, le jugement déclare, dans les cas prévus par les lois, qu'il cesse de faire partie de la Légion

el presidente esta pregunta: ¿ha obrado el acusado con discernimiento?

ART. 133.

Las preguntas indicadas en el artículo anterior, no pueden resolverse contra el acusado mas que por una mayoría de cinco votos contra dos.

ART. 134.

Si el acusado fuere declarado culpable, el consejo de guerra procederá á deliberar sobre la aplicación de la pena.

En caso que la ley autorice la admision de circunstancias atenuantes, si el consejo de guerra conoce que hay algunas en favor del acusado, lo declarará por la mayoría absoluta de votos.

La pena se pronunciará por la mayoría de cinco votos contra dos.

Si ninguna pena reúne esta mayoría, se adoptará la opinion mas favorable sobre la aplicación de la pena.

ART. 135.

En caso de conviction de muchos crímenes ó delitos, solo se pronunciará la pena mas grave.

ART. 136.

La sentencia se pronunciará en sesion pública. El presidente leerá los motivos y la parte resolutiva.

Si se resuelve que no es culpable el acusado, pronunciará el consejo su irresponsabilidad y mandará el presidente que se ponga en libertad, si no estuviere retenido por otra causa.

Si el consejo de guerra declare que el hecho cometido por el acusado no dá lugar á la aplicación de ninguna pena, pronunciará su absolucion, y el presidente mandará que se ponga en libertad al espirar el término fijado para el recurso de revision.

ART. 137.

Todo individuo que se haya declarado irresponsable ó que hubiese sido absuelto, no puede volver á ser aprehendido ni acusado por la misma falta.

ART. 138.

Si el sentenciado fuese miembro de la órden imperial de la Legion de honor, ó estuviere condecorado con la Medalla militar, declarará la sentencia en los casos previstos por las leyes, que deja de

d'honneur ou d'être décoré de la Médaille militaire.

ART. 139.

Le jugement qui prononce une peine contre l'accusé le condamne aux frais envers l'Etat. Il ordonne en outre, dans les cas prévus par la loi, la confiscation des objets saisis et la restitution, soit au profit de l'Etat, soit au profit des propriétaires, de tous objets saisis ou produits au procès comme pièces de conviction.

ART. 140.

Le jugement fait mention de l'accomplissement de toutes les formalités prescrites par la présente section.

Il ne reproduit ni les réponses de l'accusé ni les dépositions des témoins.

Il contient les décisions rendues sur les moyens d'incompétence, les exceptions et les incidents.

Il énonce, à peine de nullité:

- 1° Les noms et grades des juges;
- 2° Les noms, prénoms, âge, profession et domicile de l'accusé;
- 3° Le crime ou le délit pour lequel l'accusé a été traduit devant le conseil de guerre;
- 4° La prestation de serment des témoins;
- 5° Les réquisitions du commissaire impérial;
- 6° Les questions posées, les décisions et le nombre des voix;
- 7° Le texte de la loi appliquée;
- 8° La publicité des séances ou la décision qui a ordonné le huis-clos;

9° La publicité de la lecture du jugement faite par le président.

Le jugement, écrit par le greffier, est signé sans désemparer par le président, les juges et le greffier.

ART. 141.

Le commissaire impérial fait donner lecture du jugement à l'accusé par le greffier, en sa présence et devant la garde rassemblée sous les armes.

Aussitôt après cette lecture, il avertit le condamné que la loi lui accorde vingt-quatre heures pour exercer son recours devant le conseil de révision.

Le greffier dresse du tout un procès-verbal signé par lui et par le commissaire impérial.

pertenecer á la Legión de honor ó de estar condecorado con la Medalla militar.

ART. 139.

La sentencia que pronuncia una pena contra el acusado, lo condena á las costas en favor del Estado. Además, impone en los casos previstos por la ley, la confiscación de los objetos aprehendidos y la restitución, ya en provecho del Estado, ó ya en favor de los propietarios de todos los objetos cogidos ó presentados para servir de pruebas de convicción en el proceso.

ART. 140.

La sentencia mencionará el cumplimiento de todas las formalidades prescrites por la presente sección.

No expresará las respuestas del acusado ni las deposiciones de los testigos.

Contendrá las decisiones que se dieren sobre los motivos de incompetencia, las excepciones y los incidentes.

Expresará, á pena de nulidad:

- 1° Los nombres y grades de los jueces.
- 2° El nombre, apellidos, edad, profesion y domicilio del acusado.
- 3° El crimen ó el delito por el que el acusado haya sido llevado ante el consejo de guerra.
- 4° Haber prestado juramento los testigos.
- 5° Los requerimientos del comisario imperial.
- 6° Las cuestiones propuestas, sus decisiones y el número de los votos.
- 7° El texto de la ley aplicada.
- 8° La publicidad de las sesiones, ó la decisión por la cual se hubiese mandado que fuesen á puerta cerrada.
- 9° La publicidad de la lectura de la sentencia hecha por el presidente.

Escrita la sentencia por el secretario, se firmará antes de separarse por el presidente, los jueces y el secretario.

ART. 141.

El comisario imperial hará que en su presencia sea el secretario la sentencia al acusado, delante de la guardia puesta sobre las armas.

Luego que acabe la lectura, advertirá al sentenciado que la ley le concede veinticuatro horas para recurrir al consejo de revisión.

El secretario formará una nota de todo firmada por él y por el comisario imperial.

ART. 142.

Lorsqu'il résulte, soit des pièces produites, soit des dépositions des témoins entendus dans les débats, que l'accusé peut être poursuivi pour d'autres crimes ou délits que ceux qui ont fait l'objet de l'accusation, le conseil de guerre, après le prononcé du jugement, renvoie, sur les réquisitions du commissaire impérial, ou même d'office, le condamné au général qui a donné l'ordre de mise en jugement, pour être procédé, s'il y a lieu, à l'instruction. S'il y a eu condamnation il est sursis à l'exécution du jugement.

S'il y a eu acquittement ou absolution, le conseil de guerre ordonne que l'accusé demeure en état d'arrestation jusqu'à ce qu'il ait été statué sur les faits nouvellement découverts.

ART. 143.

Le délai de vingt-quatre heures accordé au condamné pour se pourvoir en révision court à partir de l'expiration du jour où le jugement lui a été lu.

La déclaration du recours est reçue par le greffier ou par le directeur de l'établissement où est détenu le condamné. La déclaration peut être faite par le défenseur du condamné.

ART. 144.

Dans le cas d'acquittement ou d'absolution de l'accusé, l'annulation du jugement ne pourra être poursuivie par le commissaire impérial que conformément aux articles 409 et 410 du Code d'instruction criminelle.

Le recours du commissaire impérial est formé, au greffe, dans le délai prescrit par l'article précédent. (V. annexe n. 6.)

ART. 145.

S'il n'y a pas de recours en révision, et si, aux termes de l'article 80 du présent Code, le pourvoi en cassation est interdit, le jugement est exécutoire dans les vingt-quatre heures après l'expiration du délai fixé pour le recours.

S'il y a recours en révision, il est sursis à l'exécution du jugement.

ART. 146.

Si le recours en révision est rejeté, et si, aux termes de l'article 80 du présent Code, le pourvoi en cassation est interdit, le jugement de condamnation est exécuté dans les vingt-quatre heures

ART. 142.

Cuando resulte, ya de los documentos presentados, ó ya de las deposiciones de los testigos oídos en los debates, que el acusado puede ser perseguido por otros crímenes ó delitos diversos de los que han sido objeto de la acusacion, el consejo de guerra despues de pronunciada la sentencia, por requerimiento del comisario imperial, y aun de oficio, remitirá al sentenciado al general que hubiere dado la orden para que se le juzgase, para que si hubiese lugar se proceda á la instrucion. Si el reo hubiere sido condenado se diferirá la ejecucion de la sentencia.

Si se hubiese declarado irresponsable ó absuelto, mandará el consejo que permanezca preso el acusado hasta que se haya decidido sobre los hechos nuevamente descubiertos.

ART. 143.

El término de veinticuatro horas concedido al sentenciado para apelar á la revision, correrá desde el fin del dia en que se le lea la sentencia.

La declaracion de la apelacion se recibirá por el secretario ó por el director del establecimiento en que esté detenido el sentenciado. Podrá hacer la declaracion el defensor del sentenciado.

ART. 144.

En caso de irresponsabilidad ó de absolucion del acusado, no podrá el comisario imperial solicitar la anulacion de la sentencia, sino conforme á los artículos 409 y 410 del Código de instruccion criminal.

El recurso del comisario imperial se formará en la escribanía en el término prescrito en el artículo anterior. (Véase anexos número 6.)

ART. 145.

Si no hubiere recurso de revision, y si en los términos del artículo 80 del presente Código está prohibido el proveerse en casacion, la sentencia causará ejecutoria dentro de las veinticuatro horas despues de la espiracion del término fijado para la apelacion.

Si hubiere apelacion en revision, se diferirá la ejecucion de la sentencia.

ART. 146.

Si el recurso en revision fuere desechado, y si en los términos del artículo 80 del presente Código estuviese prohibida la demanda en casacion, la sentencia de condena se ejecutará dentro de las

après la réception du jugement qui a rejeté le recours.

ART. 147.

Lorsque la voie du pourvoi en cassation est ouverte, aux termes de l'article 81 du présent Code, le condamné doit former son pourvoi dans les trois jours qui suivent la notification de la décision du conseil de révision, et, s'il n'y a pas eu recours devant ce conseil, dans les trois jours qui suivent l'expiration du délai accordé pour l'exercer.

Le pourvoi en cassation est reçu par le greffier ou par le directeur de l'établissement où est détenu le condamné.

ART. 148.

Dans le cas où le pourvoi en cassation est autorisé par l'article 81 du présent Code, s'il n'y a pas eu pourvoi, le jugement de condamnation est exécuté dans les vingt-quatre heures après l'expiration du délai fixé pour le pourvoi, et s'il y a eu pourvoi, dans les vingt-quatre heures après la réception de l'arrêt qui l'a rejeté.

ART. 149.

Le commissaire impérial rend compte au général commandant la division, suivant les cas, soit du jugement de rejet du conseil de révision, soit de l'arrêt de rejet de la Cour de cassation, soit du jugement du conseil de guerre s'il n'y a eu, dans les délais, ni recours en révision, ni pourvoi en cassation. Il requiert l'exécution du jugement.

ART. 150.

Le général commandant la division peut suspendre l'exécution du jugement, à la charge d'en informer sur-le-champ, le ministre de la guerre.

ART. 151.

Les jugements des conseils de guerre sont exécutés sur les ordres du général commandant la division et à la diligence du commissaire impérial, en présence du greffier, qui dresse procès-verbal.

La minute de ce procès-verbal est annexée à la minute du jugement, en marge de laquelle il est fait mention de l'exécution.

Dans les trois jours de l'exécution, le commissaire impérial est tenu d'adresser une expédition

veinticuatro horas después de la recepción del fallo que haya rechazado el recurso.

ART. 147.

Cuando la vía de la demanda en casación estuviese espedita en los términos del artículo 81 del presente Código, deberá firmar su demanda el sentenciado en los tres días que siguen á la notificación de la decisión del consejo de revisión, y si no hubiere recurrido á este consejo, en los tres días que siguen á la espiración del término concedido para ejercer este derecho.

La demanda en casación será recibida por el escribano ó por el director del establecimiento en que esté detenido el sentenciado.

ART. 148.

En caso de que la demanda en casación esté autorizada por el artículo 81 del presente Código, si no hubiere habido demanda, la sentencia que condene se ejecutará dentro de las veinticuatro horas, después de la espiración del término fijado para la demanda; y si hubiere habido demanda, dentro de las veinticuatro horas después de la recepción del fallo que la hubiere desechado.

ART. 149.

El comisario imperial dará cuenta al general comandante de la división, según los casos, ya del fallo de repulsa del consejo de revisión, ya del de denegación de la corte de casación, ó ya de la sentencia del consejo de guerra, si en los plazos respectivos, no hubiere habido ni recurso en revisión, ni demanda en casación. Requerirá la ejecución de la sentencia.

ART. 150.

El general comandante de la división podrá suspender la ejecución de la sentencia, con cargo de informar de ello inmediatamente al ministro de la guerra.

ART. 151.

Las sentencias de los consejos de guerra se ejecutarán por orden del general que manda la división y á solicitud del comisario imperial, en presencia del escribano que formará el acta respectiva.

La minuta de esta acta se agregará á la minuta de la sentencia, en cuyo margen se anotará su ejecución.

El comisario imperial tiene obligación de dirigir, dentro de los tres días de la ejecución, una

du jugement, au chef du corps dont faisait partie le condamné.

Si le condamné est membre de la Légion d'honneur, décoré de la médaille militaire ou d'un ordre étranger, il est également adressé une expédition au grand chancelier.

Toute expédition du jugement de condamnation fait mention de l'exécution.

CHAPITRE II.

PROCÉDURE DEVANT LES CONSEILS DE GUERRE AUX ARMÉES, DANS LES DIVISIONS TERRITORIALES EN ÉTAT DE GUERRE, ET DANS LES COMMUNES, LES DÉPARTEMENTS ET LES PLACES DE GUERRE EN ÉTAT DE SIÈGE.

ART. 152.

La procédure établie pour les conseils de guerre dans les divisions territoriales en état de paix, est suivie dans les conseils de guerre aux armées, dans les divisions territoriales en état de guerre, dans les communes, les départements et les places de guerre en état de siège, sauf les modifications portées dans les articles suivants.

ART. 153.

Lorsqu'un officier de police judiciaire militaire, dans les cas prévus par les articles 89 et 91 du présent Code, doit pénétrer dans un établissement civil ou dans une habitation particulière, et qu'il ne se trouve sur les lieux aucune autorité civile chargée de l'assister, il peut passer outre, et mention en est faite dans le procès-verbal.

ART. 154.

L'ordre d'informer est donné:

Par le général en chef à l'égard des inculpés justiciables du conseil de guerre du quartier général de l'armée;

Par le général commandant le corps d'armée à l'égard des inculpés justiciables du conseil de guerre du corps d'armée;

Par le général commandant la division à l'égard des inculpés justiciables du conseil de guerre de la division;

Par le commandant du détachement de troupes à l'égard des inculpés justiciables du conseil de guerre formé dans le détachement;

Par le gouverneur ou commandant supérieur dans les places de guerre en état de siège.

copia de la sentencia al jefe del cuerpo á que pertenecía el sentenciado.

Si el sentenciado fuere miembro de la legión de honor, condecorado con la medalla militar ó con alguna orden extranjera se dirigirá, también una copia al gran canciller respectivo.

Toda copia de una sentencia que condena mencionará la ejecución.

CAPÍTULO II.

DE LA MANERA DE PROCEDER LOS CONSEJOS DE GUERRA EN LOS EJÉRCITOS, EN LAS DIVISIONES TERRITORIALES EN ESTADO DE GUERRA, EN LAS MUNICIPALIDADES, EN LOS DEPARTAMENTOS Y EN LAS PLAZAS DE GUERRA EN ESTADO DE SITIO.

ART. 152.

La manera de proceder establecida para los consejos de guerra en las divisiones territoriales en tiempo de paz, se seguirá también en los consejos de guerra, en los ejércitos, en las divisiones territoriales en estado de guerra, en las municipalidades, en los departamentos y en las plazas de guerra en estado de sitio, salvo las modificaciones indicadas en los artículos siguientes.

ART. 153.

Cuando un oficial de policía judicial militar, en los casos previstos por los artículos 89 y 91 del presente Código, deba entrar en un establecimiento civil ó en una habitación particular, y no se hallare en la localidad ninguna autoridad civil encargada de acompañarlo, puede llevar adelante su encargo, y hará mencion de esta circunstancia en el acta.

ART. 154.

La orden para hacer la informacion se dará:

Por el general en jefe con respecto á los acusados que deban ser juzgados por el consejo de guerra del cuartel general del ejército;

Por el general que mande el cuerpo de ejército, con respecto á los acusados que deba juzgar el consejo de guerra del cuerpo de ejército;

Por el general que mande la division, con respecto á los acusados que deba juzgar el consejo de guerra de la division;

Por el comandante del destacamento de tropas, con respecto á los acusados que deba juzgar el consejo de guerra formado en el destacamento;

Por el gobernador ó comandante superior, en las plazas de guerra en estado de sitio.

ART. 155.

L'ordre de mise en jugement et de convection du conseil de guerre est donné par l'officier qui a ordonné l'information.

ART. 156.

L'accusé peut être traduit directement, et sans instruction préalable, devant le conseil de guerre.

ART. 157.

Le général en chef a, dans l'étendue de son commandement, toutes les attributions dévolues au ministre de la guerre dans les divisions territoriales, par les articles 99, 106, 108, et 150 du présent Code, sauf les cas prévus par les articles 209 et 210.

Les mêmes pouvoirs sont accordés au gouverneur et au commandant supérieur dans les places de guerre en état de siège.

ART. 158.

Les conseils de guerre aux armées, dans les divisions territoriales en état de guerre, dans les communes, les départements et les places de guerre en état de siège, statuent, séance tenante, sur tous les crimes et délits commis à l'audience, alors même que le coupable ne serait pas leur justiciable.

TITRE II.

PROCÉDURE DEVANT LES CONSEILS DE RÉVISION.

ART. 159.

Après la déclaration du recours, le commissaire impérial près le conseil de guerre adresse sans retard au commissaire impérial près le conseil de révision une expédition du jugement et de l'acte de recours. Il y joint les pièces de la procédure et la requête de l'accusé, si elle a été déposée.

ART. 160.

Le commissaire impérial près le conseil de révision envoie sur-le-champ les pièces de la procédure au greffe du conseil, où elles restent déposées pendant vingt-quatre heures.

Le défenseur de l'accusé peut en prendre communication sans déplacement et produire avant le jugement les requêtes, mémoires et pièces qu'il juge utiles.

Le greffier tient un registre sur lequel il man-

ART. 155.

La orden de verse para sentencia, y de que se convoque el consejo de guerra, se dará por el oficial que haya mandado hacer la informacion.

ART. 156.

Se puede hacer comparecer al acusado directamente ante el consejo de guerra, sin previa instruccion.

ART. 157.

El general en jefe tendrá en la estension de su mando, todas las atribuciones señaladas al ministro de la guerra en las divisiones territoriales, por los artículos 99, 106, 108 y 150 del presente Código, excepto en los casos previstos por los artículos 209 y 210.

Los mismos poderes se conceden á los gobernadores y á los comandantes superiores en las plazas de guerra en estado de sitio.

ART. 158.

Los consejos de guerra en los ejércitos, en las divisiones territoriales en estado de guerra, en las municipalidades, en los departamentos y en las plazas de guerra en estado de sitio, decidirán en la misma sesion, sobre todos los crímenes y delitos cometidos en la audiencia, aun cuando el culpable no sea de su competencia.

TITULO II.

DE LA MANERA DE PROCEDER ANTE LOS CONSEJOS DE REVISION.

ART. 159.

Después de la declaración del recurso, el comisario imperial cerca del consejo de guerra, dirigirá sin demora al comisario imperial cerca del consejo de revision copia de la sentencia y del acto del recurso. Agregará los documentos del proceso y la súplica del acusado si se hubiera presentado.

ART. 160.

El comisario imperial cerca del consejo de revision, enviará inmediatamente los documentos del proceso á la escribanía del consejo, donde quedarán depositados durante veinticuatro horas.

El defensor del acusado puede tomar conocimiento de ellos sin sacarlos de allí y presentar antes del juicio las peticiones, memorias y documentos que considere útiles.

El secretario llevará un registro en que mancio-

tionne à leur date les productions faites par le commissaire impérial et par le condamné.

ART. 161.

A l'expiration du délai de vingt-quatre heures, les pièces de l'affaire sont renvoyées par le président à l'un des juges pour en faire le rapport.

ART. 162.

Le conseil de révision prononce dans les trois jours à dater du dépôt des pièces.

ART. 163.

Dans le cas d'une des incapacités prévues par l'article 31 du présent Code, l'exception doit être proposée avant l'ouverture des débats; et elle est jugée par le conseil de révision dont la décision est sans recours.

ART. 164.

Le rapporteur expose les moyens de recours; il présente ses observations, sans toutefois faire connaître son opinion. Après le rapport, le défenseur du condamné est entendu; il ne peut plaider sur le fond de l'affaire.

Le commissaire impérial discute les moyens présentés dans la requête ou à l'audience, ainsi que ceux qu'il croit devoir proposer d'office, et il donne ses conclusions, sur lesquelles le défenseur est admis à présenter des observations.

ART. 165.

Les juges se retirent dans la chambre du conseil; si les localités ne le permettent pas, ils font retirer l'auditoire; ils délibèrent hors de la présence du commissaire impérial et du greffier.

Ils statuent, sans désenparer et à la majorité des voix, sur chacun des moyens proposés.

Le président recueille les voix, en commençant par le grade inférieur. Toutefois, le rapporteur opine toujours le premier.

Le jugement est motivé. En cas d'annulation, le texte de la loi violée ou faussement appliquée est transcrit dans le jugement.

Le jugement est prononcé, par le président, en audience publique.

La minute est signée par le président, et par le greffier.

ne en su fecha respectiva las presentaciones que hicieren el comisario imperial y el sentenciado.

ART. 161.

A la espiracion del término de veinticuatro horas se remitirán por el presidente á uno de los jueces los documentos del negocio para que haga el informe.

ART. 162.

El consejo de revision resolverá dentro de tres dias, comenzando desde aquel en que se haga el depósito.

ART. 163.

En caso de una de las imposibilidades previstas por el artículo 31 del presente Código, deberá alegarse la escepcion antes de la apertura de los debates, y será juzgada por el consejo de revision y su decision será inapelable.

ART. 164.

El fiscal espondrá las razones de la apelacion: presentará sus observaciones sin hacer conocer su opinion.

Despues de la relacion se oirá al defensor del sentenciado, quien no puede abogar sobre lo principal del negocio.

El comisario imperial discutirá las razones presentadas en la súplica ó en la audiencia, así como las que crea que deba proponer de oficio, y dará sus conclusiones, sobre las cuales se admitirán que el defensor presente sus observaciones.

ART. 165.

Los jueces se retirarán á la cámara del consejo: si la localidad no lo permite, harán retirar al auditorio, y deliberará sin la presencia del comisario imperial y del escribano.

Decidirán en sesion permanente y por mayoría de votos sobre cada una de las razones alegadas.

El presidente recogerá los votos comenzando por el grado inferior. Sin embargo, el fiscal será el primero que opine.

La sentencia será motivada. En caso de anulacion se transcribirá en ella el testo de la ley á que se haya faltado ó que se hubiere aplicado indebidamente.

El fallo se pronunciará por el presidente en audiencia pública.

La minuta quedará firmada por el presidente y por el escribano.

ART. 166.

Si le recours est rejeté, le commissaire impérial transmet le jugement du conseil de révision et les pièces au commissaire impérial près le conseil de guerre qui a rendu le jugement, et il en donne avis au général commandant la division.

ART. 167.

Si le conseil de révision annule le jugement pour incompétence, il prononce le renvoi devant la juridiction compétente, et, s'il l'annule pour tout autre motif, il renvoie l'affaire devant le conseil de guerre de la division qui n'en a pas connu, ou, à défaut d'un second conseil de guerre dans la division, devant celui d'une des divisions voisines.

ART. 168.

Le commissaire impérial près le conseil de révision envoie au commissaire impérial près le conseil de guerre dont le jugement est annulé une expédition du jugement d'annulation.

Ce jugement est, à la diligence du commissaire impérial, transcrit sur les registres du conseil de guerre. Il en est fait mention en marge du jugement annulé.

ART. 169.

Le commissaire impérial près le conseil de révision transmet sans délai les pièces du procès, avec une expédition du jugement d'annulation, au commissaire impérial près le conseil de guerre devant lequel l'affaire est renvoyée.

Si le jugement a été annulé pour cause d'incompétence de la juridiction militaire, les pièces sont transmises au procureur impérial près le tribunal du lieu où siège le conseil de révision. Il est procédé, pour le surplus, comme à l'article 98 du présent Code.

ART. 170.

Si l'annulation a été prononcée pour inobservation des formes, la procédure est recommencée, à partir du premier acte nul. Il est procédé à de nouveaux débats.

Néanmoins, si l'annulation n'est prononcée que pour fausse application de la peine aux faits dont l'accusé a été déclaré coupable, la déclaration de la culpabilité est maintenue, et l'affaire n'est renvoyée devant le nouveau conseil de guerre que pour l'application de la peine.

ART. 166.

Si el recurso fuere desechado, el comisario imperial transmitirá el fallo del consejo de revision y los documentos, al comisario imperial cerca del consejo de guerra que haya dado la sentencia, y lo avisará al general que mande la division.

ART. 167.

Si el consejo de revision anula la sentencia por incompetencia, decretará la devolucion ante la jurisdiccion competente, y si la anula por cualquier otro motivo, remitirá el negocio ante el consejo de guerra de la division que no haya conocido de él, ó en defecto de un segundo consejo de guerra en la division, ante el de una de las divisiones inmediatas.

ART. 168.

El comisario imperial cerca del consejo de revision enviara al comisario imperial cerca del consejo de guerra cuya sentencia se haya anulado, una copia del fallo de anulacion.

Este fallo se copiará, á solicitud del comisario imperial, en los registros del consejo de guerra. Se hará mencion de él al margen de la sentencia anulada.

ART. 169.

El comisario imperial cerca del consejo de revision remitirá sin demora los documentos del proceso, con una copia del fallo de la anulacion al comisario imperial cerca del consejo de guerra ante quien se pasa el negocio.

Si el juicio fuere anulado por causa de incompetencia de la jurisdiccion militar, se remitirán los documentos al procurador imperial cerca del tribunal del lugar en que resida el consejo de revision. En lo demas se procederá como se previene en el artículo 98 del presente Código.

ART. 170.

Si se hubiere dictado la anulacion por no haberse observado las formas, se volverá á comenzar el proceso desde el primer acto nulo. Se procederá á nuevos debates.

Sin embargo, si no se hubiere fallado la anulacion si no por falsa aplicacion de la pena á los hechos de que se ha declarado culpable al acusado, quedará vigente la declaracion de la culpabilidad, y no se pasará el negocio al nuevo consejo de guerra mas que para la aplicacion de la pena.

ART. 171.

Si le deuxième jugement est annulé, l'affaire doit être renvoyée devant un conseil de guerre qui n'en ait point connu.

ART. 172.

Les dispositions des articles 110, 113, 114, et 115 du présent Code, relatifs aux conseils de guerre, sont applicables aux conseils de révision.

Dans les cas prévus par l'article 116, il est procédé comme au dernier paragraphe de cet article.

Dans tous les cas, les décisions sont prises à la majorité indiquée par l'article 165.

TITRE III.

PROCÉDURE DEVANT LES PRÉVÔTÉS.

ART. 173.

Les prévôtés sont saisis par le renvoi que leur fait l'autorité militaire ou par la plainte de la partie lésée.

Dans le cas de flagrant délit, ou même en cas d'urgence, elles peuvent procéder d'office.

ART. 174.

Les prévenus sont amenés devant la prévôté, qui juge publiquement.

La partie plaignante expose sa demande.

Les témoins prêtent serment.

Les prévenus présentent leur défense.

Le jugement est motivé; il est signé par le prévôt et par le greffier; il est exécutoire sur minute.

TITRE IV.

DE LA CONTUMACE ET DES JUGEMENTS PAR DÉFAUT.

ART. 175.

Lorsqu'après l'ordre de mise en jugement, l'accusé d'un fait qualifié crime n'a pu être saisi, ou lorsqu'après avoir été saisi il s'est évadé, le président du conseil de guerre rend une ordonnance indiquant le crime pour lequel l'accusé est poursuivi et portant qu'il sera tenu de se présenter dans un délai de dix jours.

Cette ordonnance est mise à l'ordre du jour.

ART. 176.

Après l'expiration du délai de dix jours à partir de la mise à l'ordre du jour de l'ordonnance du président, il est procédé, sur l'ordre du général

ART. 171.

Si fuere anulada la segunda sentencia, pasará el negocio á un consejo de guerra que no haya conocido de él.

ART. 172.

Son aplicables á los consejos de revision las disposiciones de los artículos 110, 113, 114, y 115 del presente Código relativas á los consejos de guerra.

En los casos previstos por el artículo 116 se procederá como en el último párrafo de este artículo.

En todos los casos las decisiones serán por la mayoría indicada en el artículo 165.

TITULO III.

DE LA MANERA DE PROCEDER ANTE LOS PREVOSTAZGOS.

ART. 173.

Los prevostazgos conocerán de los negocios por el envío que les haga la autoridad militar ó por queja de la parte agraviada.

En el caso de delito infraganti, ó aun en caso de urgencia pueden proceder de oficio.

ART. 174.

Los acusados serán llevados ante el prevostazgo que juzgará públicamente.

La parte quejosa espondrá su demanda.

Los testigos prestarán juramento.

Los acusados presentarán su defensa.

La sentencia será motivada y firmada por el prevoste y por el escribano: causarán ejecutoria al instante.

TITULO IV.

DE LA CONTUMACIA Y DE LOS JUICIOS EN REBELDIA.

ART. 175.

Cuando despues de dada la órden de abrir un juicio, no ha podido ser aprehendido el acusado de un hecho calificado de crimen, ó cuando despues de ser aprehendido, se ha evadido el presidente del consejo de guerra, expedirá un mandamiento indicando el crimen porque se persigue al acusado, y citándolo para que se presente en el término de diez dias.

Este mandamiento se pondrá en la órden del dia.

ART. 176.

Despues de la espiracion del término de diez dias contados desde el en que se ponga en la órden del dia el mandamiento del presidente, se proce-

commandant la division, au jugement par contumace.

Nul défenseur ne peut se présenter pour l'accusé contumax.

Les rapports et procès-verbaux, la déposition des témoins et les autres pièces de l'instruction sont lus en entier à l'audience.

Le jugement est rendu dans la forme ordinaire, mis à l'ordre du jour et affiché à la porte du lieu où siège le conseil de guerre et à la mairie du domicile du condamné.

Le greffier et le maire dressent procès-verbal, chacun en ce qui le concerne.

Ces formalités tiennent lieu de l'exécution du jugement par effigie.

ART. 177.

Le recours en révision contre les jugements par contumace n'est ouvert qu'au commissaire impérial.

ART. 178.

Les articles 471, 474, 475, 476, 477 et 478 du Code d'instruction criminelle, sont applicables aux jugements par contumace rendus par les conseils de guerre. (V. annexe n. 7.)

ART. 179.

Lorsqu'il s'agit d'un fait qualifié délit par la loi, si l'accusé n'est pas présent, il est jugé par défaut.

Le jugement, rendu dans la forme ordinaire, est mis à l'ordre du jour de la place, affiché à la porte du lieu où siège le conseil de guerre, et signifié à l'accusé ou à son domicile.

Dans les cinq jours, à partir de la signification, outre un jour par cinq myriamètres, l'accusé peut former opposition.

Ce délai expiré sans qu'il ait été formé d'opposition, le jugement est réputé contradictoire.

TITRE V.

DISPOSITIONS GÉNÉRALES.

ART. 180.

La reconnaissance de l'identité d'un individu condamné par un conseil de guerre, évadé et repris, est faite par le conseil de guerre de la division où se trouve le corps dont fait partie le condamné.

Si le condamné n'appartient à aucun corps, la

sera par ordre du général que mande la division, al juicio por contumacia.

Ningun defensor puede presentarse en favor del acusado contumaz.

Los relatos, las sumarias, las declaraciones de los testigos y demas documentos de la causa se leerán por entero en la audiencia.

Se dará la sentencia en la forma ordinaria, se pondra en la orden del dia, se fijará en la puerta del lugar en que se reuna el consejo de guerra, y en la de la prefectura del domicilio del sentenciado.

El escribano y el prefecto formarán una acta cada uno en lo que le toca.

Estas formalidades equivalen á la ejecucion de la sentencia en effigie.

ART. 177.

El recurso en revision contra las sentencias por contumacia, no queda espedido mas que para el comisario imperial.

ART. 178.

Los artículos 471, 474, 475, 476, 477 y 478 del Código de instruccion criminal, son aplicables á las sentencias por contumacia dadas por los consejos de guerra. (Véase anexas número 7.)

ART. 179.

Cuando se trate de un hecho calificado de delito por la ley, si el acusado no estuviere presente, será juzgado en rebeldía.

La sentencia dada en la forma ordinaria, se pondrá en la orden del dia de la plaza, se fijará en la puerta del lugar de las sesiones del consejo de guerra, y se hará saber al acusado ó en su domicilio.

Dentro de los cinco dias contados desde la notificacion, mas un dia por cada cinco miriámetros, puede formar oposicion el acusado.

Terminado este plazo sin que se haya formado oposicion, se reputará contradictoria la sentencia.

TITULO V.

DISPOSICIONES GENERALES.

ART. 180.

El reconocimiento de la identidad de un individuo sentenciado por un consejo de guerra, evadido y reaprehendido, se hará por el consejo de guerra de la division en que se halle el cuerpo á que pertenezca el sentenciado.

Si el sentenciado no pertenece á ningun cuerpo,

reconnaissance est faite par le conseil de guerre qui a prononcé la condamnation, et, si le conseil a cessé ses fonctions, par le conseil de guerre de la division sur le territoire de laquelle le condamné a été repris.

Le conseil statue sur la reconnaissance en audience publique, en présence de l'individu repris, après avoir entendu les témoins appelés tant par le commissaire impérial que par l'individu repris; le tout à peine de nullité.

Le commissaire impérial et l'individu repris ont la faculté de se pourvoir en révision contre le jugement qui statue sur la reconnaissance de l'identité.

Les dispositions des paragraphes 1 et 2 ci-dessus sont applicables au jugement des condamnés par contumace qui se représentent ou qui sont arrêtés.

ART. 181.

Lorsqu'après l'annulation d'un jugement, un second jugement rendu contre le même accusé est annulé pour les mêmes motifs que le premier, l'affaire est renvoyée devant un conseil de guerre d'une des divisions voisines. Ce conseil doit se conformer à la décision du conseil de révision sur le point de droit.

Toutefois, s'il s'agit de l'application de la peine, il doit adopter l'interprétation la plus favorable à l'accusé.

Le troisième jugement ne peut plus être attaqué par les mêmes moyens, si ce n'est par la voie de cassation dans l'intérêt de la loi, aux termes des articles 441 et 442 du Code d'instruction criminelle. (V. *arrêté n. 8*.)

ART. 182.

Lorsque les conseils de guerre ou de révision aux armées, dans les divisions territoriales en état de guerre, dans les communes, départements et places de guerre en état de siège, cessent leurs fonctions, les affaires dont l'information est commencée sont portées devant les conseils de guerre des divisions territoriales désignées par le ministre de la guerre.

ART. 183.

Toutes assignations, citations et notifications aux témoins, inculpés ou accusés, sont faites sans frais par la gendarmerie ou par tous autres agents de la force publique.

se hará el reconocimiento por el consejo de guerra que haya pronunciado la sentencia, y si el consejo hubiere cesado en sus funciones, por el consejo de guerra de la division en cuyo territorio se hubiese reaprehendido el sentenciado.

El consejo resolverá sobre el reconocimiento en audiencia pública, en presencia del individuo reaprehendido, después de oír á los testigos llamados, tanto por el comisario imperial, como por el individuo reaprehendido: todo so pena de nulidad.

El comisario imperial y el individuo reaprehendido, tienen la facultad de proveerse en revisión contra el fallo que decida sobre el reconocimiento de la identidad.

Las disposiciones de los primeros párrafos anteriores, son aplicables al juicio de los sentenciados por contumacia que se presenten ó que sean aprehendidos.

ART. 181.

Cuando despues de la anulacion de una sentencia se anulase otra, dada contra el mismo acusado por los mismos motivos que la primera, pasará el negocio al consejo de guerra de una de las divisiones inmediatas. Este consejo se conformará con la decision del consejo de revision sobre el punto de derecho.

Sin embargo, si se trata de la aplicacion de la pena deberá adoptar la interpretacion mas favorable al acusado.

La tercera sentencia no podrá ser atacada con los mismos medios, sino por la via de la casacion en interes de la ley, conforme á los artículos 441 y 442 del Código de instruccion criminal. (Véase *anexo número 8*.)

ART. 182.

Cuando los consejos de guerra ó de revision en los ejércitos, en las divisiones territoriales en estado de guerra, en las municipalidades, Departamentos y plazas de guerra en estado de sitio, cesan en sus funciones, los negocios cuya formacion se haya comenzado, pasarán á los consejos de guerra de las divisiones territoriales designadas por el ministro de la guerra.

ART. 183.

Todos los emplazamientos, citas y notificaciones que se tengan que hacer á los testigos, culpables ó acusados, se harán sin costas por la gendarmería ó por cualesquiera otros agentes de la fuerza pública.

ART. 184.

Les dispositions du chapitre 5 du titre VII du livre II du Code d'instruction criminelle, relatives à la prescription, sont applicables à l'action publique résultant d'un crime ou délit de la compétence des juridictions militaires, ainsi qu'aux peines résultant des jugements rendus par ces tribunaux. (V. *artículo n.º 9.*)

Toutefois, la prescription contre l'action publique résultant de l'insoumission ou de la désertion ne commence à courir que du jour où l'insoumis ou le déserteur a atteint l'âge de quarante-sept ans (1).

A quelque époque que l'insoumis ou le déserteur soit arrêté, il est mis à la disposition du ministre de la guerre pour compléter, s'il y a lieu, le temps de service qu'il doit encore à l'État.

LIVRE IV.

DES CRIMES, DES DÉLITS ET DES PEINES.

TITRE I.^{er}

DES PEINES ET DE LEURS EFFETS.

ART. 185.

Les peines qui peuvent être appliquées par les tribunaux militaires en matière de crime sont:

- La mort,
- Les travaux forcés à perpétuité,
- La déportation,
- Les travaux forcés à temps,
- La détention,
- La réclusion,
- Le bannissement,
- La dégradation militaire.

ART. 186.

Les peines en matière de délit sont:

- La destitution,
- Les travaux publics,
- L'emprisonnement,
- L'amende.

ART. 187.

Tout individu condamné à la peine de mort par un conseil de guerre est fusillé.

ART. 184.

Las disposiciones del capítulo 5 del título VII del libro II del Código de instrucción criminal, relativas a la prescripción, son aplicables a la acción pública que resulta de un crimen ó delito de la competencia de las jurisdicciones militares, así como a las penas á que los condenan las sentencias dadas por estos tribunales. (Véase *artículo número 9.*)

Sin embargo, la prescripción contra la acción pública que proviene de la inobediencia ó de la desercion no comienza á correr, sino desde el día en que el desertor ó el inobediente haya cumplido cuarenta y siete años. (1)

Sea cual fuere la época en que se aprehenda al inobediente ó al desertor, se pondrá á disposición del ministro de la guerra para completar, si hubiere lugar, el tiempo de servicio que aun daba al Estado.

LIBRO IV.

DE LOS CRIMENES, DE LOS DELITOS Y DE LAS PENAS.

TITULO I.

DE LAS PENAS Y DE SUS EFECTOS.

ART. 185.

Las penas que pueden ser aplicadas por los tribunales militares en materia de crimen son:

- La muerte.
- Trabajos forzados por toda la vida.
- La deportacion.
- Trabajos forzados por tiempo.
- La detencion.
- La reclusion.
- El destierro.
- La degradacion militar.

ART. 186.

Las penas en materia de delito son:

- La destitucion.
- Obras públicas.
- La prision.
- La multa.

ART. 187.

Todo individuo que sea condenado á la pena de muerte por un consejo de guerra será fusilado.

(1) Limite d'âge fixée par l'article 11 de la loi du 26 avril 1855.

(1) Limite de la edad fijado por el artículo 11 de la ley de 26 de Abril de 1855.

ART. 188.

Lorsque la condamnation à la peine de mort est prononcée contre un militaire en vertu des lois pénales ordinaires, elle entraîne de plein droit la dégradation militaire.

ART. 189.

Les peines des travaux forcés, de la déportation, de la détention, de la réclusion et du bannissement sont appliquées, conformément aux dispositions du Code pénal ordinaire.

Elles ont les effets déterminés par ce Code et emportent, en outre, la dégradation militaire. (V. annexe n. 10.)

ART. 190.

Tout militaire qui doit subir la dégradation militaire, soit comme peine principale, soit comme accessoire d'une peine autre que la mort, est conduit devant la troupe sous les armes. Après la lecture du jugement, le commandant prononce ces mots à haute voix: "N*** N*** (nom et prénoms du condamné), vous êtes indigne de porter les armes; de par l'Empereur nous vous dégradons."

Aussitôt après, tous les insignes militaires et les décorations dont le condamné est revêtu sont enlevés; et, s'il est officier, son épée est brisée et jetée à terre devant lui.

La dégradation militaire entraîne:

1° La privation du grade et du droit d'en porter les insignes et l'uniforme;

2° L'incapacité absolue de servir dans l'armée, à quelque titre que ce soit, et les autres incapacités prononcées par les articles 28 et 34 du Code pénal ordinaire; (V. annexe n. 11.)

3° La privation du droit de porter aucune décoration, et la déchéance de tout droit à pension et à récompense pour les services antérieurs.

ART. 191.

La dégradation militaire, prononcée comme peine principale, est toujours accompagnée d'un emprisonnement dont la durée, fixée par le jugement, n'excède pas cinq années.

ART. 192.

La destitution entraîne la privation du grade ou du rang, et du droit d'en porter les insignes distinctifs et l'uniforme.

ART. 188.

Quando se pronuncie la pena de muerte contra un militar en virtud de las leyes penales ordinarias, acarrea de derecho pleno la degradacion militar.

ART. 189.

Las penas de trabajos forzados, deportacion, detencion, reclusion y destierro, se aplicarán conforme á las disposiciones del Código penal ordinario.

Tendrán los efectos determinados por este Código y ademas se agregará la degradacion militar. (Véase anexos número 10.)

ART. 190.

Todo militar que deba sufrir la degradacion militar, sea como pena principal ó como accesoria de otra que no sea la de muerte, será llevado ante la tropa formada, y sobre las armas.

Después de la lectura de la sentencia, pronunciará el comandante estas palabras en alta voz: "Vos N. N. (nombre y apellidos del sentenciado), sois indigno de llevar las armas: así, os degradamos en nombre del Emperador."

Al instante se le quitarán todas las insignias militares y las condecoraciones que tuviere, y si el sentenciado fuere oficial, se romperá su espada y se arrojará al suelo delante de él.

La degradacion militar acarreará:

1° La privacion del grado y del derecho de usar las insignias de él y el uniforme.

2° La inhabilidad absoluta de servir en el ejército bajo ningun título y las demas inhabilidades señaladas en los artículos 28 y 34 del Código penal ordinario. (Véase anexos número 11.)

3° La privacion del derecho de usar ninguna condecoracion, y la prescripcion de todo derecho á pension y á recompensa por los servicios anteriores.

ART. 191.

La degradacion militar pronunciada como pena principal, irá siempre acompañada de una prision, cuyo término, fijado por la sentencia, no excederá de cinco años.

ART. 192.

La destitucion acarrea la privacion del grado ó del rango, y del derecho de usar sus insignias distintivas y el uniforme.

L'officier destitué ne peut obtenir ni pensions ni récompenses à raison de ses services antérieurs.

ART. 193.

Le condamné à la peine des travaux publics est conduit à la parade revêtu de l'habillement déterminé par les règlements.

Il y entend devant les troupes la lecture de son jugement.

Il est employé aux travaux d'utilité publique. Il ne peut, en aucun cas, être placé dans les mêmes ateliers que les condamnés aux travaux forcés.

La durée de la peine est de deux ans au moins et de dix ans au plus.

ART. 194.

La durée de l'emprisonnement est de six jours au moins et de cinq ans au plus.

ART. 195.

Lorsque les lois pénales prononcent la peine de l'amende, les tribunaux militaires peuvent remplacer cette peine par un emprisonnement de six jours à six mois.

ART. 196.

Dans les cas prévus par les articles 76, 77, 78 et 79 du présent Code, le tribunal compétent applique aux militaires et aux individus assimilés aux militaires les peines prononcées par les lois militaires, aux individus appartenant à l'armée de mer les peines prononcées par les lois maritimes, et à tous autres individus les peines prononcées par les lois ordinaires, à moins qu'il n'en soit autrement ordonné par une disposition expresse de la loi.

Les peines prononcées contre les militaires sont exécutées conformément aux dispositions du présent Code et à la diligence de l'autorité militaire.

ART. 197.

Dans les mêmes cas, si les individus non militaires et non assimilés aux militaires sont déclarés coupables d'un crime ou d'un délit non prévu par les lois pénales ordinaires, ils sont condamnés aux peines portées par le présent Code contre ce crime ou ce délit.

Toutefois, les peines militaires sont remplacées, à leur égard, ainsi qu'il suit:

El oficial destituido no podrá obtener pensiones ni recompensas por razón de sus servicios anteriores.

ART. 193.

El sentenciado á la pena de obras públicas será conducido á la parada vestido con el traje fijado por los reglamentos.

Oirá allí delante de las tropas la lectura de su sentencia.

Será empleado en los trabajos de utilidad pública. En ningún caso podrá ser colocado en los mismos talleres que los sentenciados á trabajos forzados.

La duración de la pena será de dos años por lo menos y de diez años cuando mas.

ART. 194.

El término de una prisión será de seis días por lo menos y de cinco años á lo mas.

ART. 195.

Cuando las leyes señalen la pena de multa, los tribunales militares pueden reemplazarla con una prisión de seis días á seis meses.

ART. 196.

En los casos previstos por los artículos 76, 77, 78 y 79 del presente Código, el tribunal competente aplicará á los militares y á los individuos asimilados á los militares las penas señaladas por las leyes militares á los individuos pertenecientes á la armada, las penas que las leyes marítimas señalan, y á todos los demás individuos las penas indicadas por las leyes ordinarias, á menos que se prevenga otra cosa por una disposición expresa de la ley.

Las penas impuestas á los militares, se ejecutarán conforme á las disposiciones del presente Código y á solicitud de la autoridad militar.

ART. 197.

En los mismos casos, si los individuos no militares ni asimilados á los militares fueren declarados culpables de un crimen ó de un delito no previsto por las leyes penales ordinarias, serán sentenciados á las penas impuestas por el presente Código contra este crimen ó delito.

Sin embargo, las penas militares se reemplazarán con respecto á ellos como sigue:

1^o La dégradation militaire prononcée comme peine principale, par la dégradation civile;

2^o La destitution et les travaux publics, par un emprisonnement de un an à cinq ans.

ART. 198.

Lorsque des individus, non militaires ou non assimilés aux militaires sont traduits devant un conseil de guerre, ce conseil peut leur faire application de l'article 463 du Code pénal ordinaire. (V. annexe n. 12.)

ART. 199.

Les dispositions des articles 66, 67 et 69 du Code pénal ordinaire, concernant les individus âgés de moins de seize ans, sont observées par les tribunaux militaires. (V. annexe n. 13.)

S'il est décidé que l'accusé a agi avec discernement, les peines de la dégradation militaire, de la destitution et des travaux publics, sont remplacées par un emprisonnement d'un an à cinq ans dans une maison de correction.

ART. 200.

Les peines prononcées par les tribunaux militaires commencent à courir, savoir:

Celle des travaux forcés, de la déportation, de la détention, de la réclusion et du bannissement, à partir du jour de la dégradation militaire;

Celle des travaux publics, à partir du jour de la lecture du jugement devant les troupes;

Les autres peines comptent du jour où la condamnation est devenue irrévocable. Toutefois, si le condamné à l'emprisonnement n'est pas détenu, la peine court du jour où il est écroué.

ART. 201.

Toute condamnation prononcée contre un officier, par quelque tribunal que ce soit, pour l'un des délits prévus par les articles 401, 402, 403, 405, 406, 407 et 408 du Code pénal ordinaire, entraîne la perte du grade. (V. annexe n. 14.)

ART. 202.

Les articles 2, 3, 59, 60, 61, 62, 63, 64, et 65 du Code pénal ordinaire, relatifs à la tentative de crime ou de délit, à la complicité et aux cas d'excuses, sont applicables devant les tribunaux militaires, sauf les dérogations prévues par le présent Code. (V. annexe n. 15.)

1^o La dégradation militaire, con la degradacion civil, pronunciada como pena principal.

2^o La destitucion y las obras públicas, con una prision que durará de uno á cinco años.

ART. 198.

Quando algunos individuos, no militares ni asimilados á los militares sean llevados ante un consejo de guerra, este consejo podrá aplicarles el artículo 463 del Código penal ordinario. (Véase anexo número 12.)

ART. 199.

Las disposiciones de los artículos 66, 67 y 69 del Código penal ordinario, relativo á los individuos menores de diez y seis años, se observarán por los tribunales militares. (Véase anexo número 13.)

Si se resolviese que el acusado ha obrado con discernimiento, las penas de la degradacion militar, de la destitucion y de obras públicas, se reemplazarán con prision que durará de uno á cinco años en una casa de correccion.

ART. 200.

Las penas pronunciadas por los tribunales militares comenzarán á correr como sigue:

Las de trabajos forzados, deportacion, detencion, reclusion y destierro, partiendo desde el dia de la degradacion militar.

La de obras públicas desde el dia de la lectura de la sentencia ante las tropas.

Las demas penas desde el dia en que la sentencia toma el carácter de irrevocable. (Sin embargo, si el sentenciado á prision no estuviere detenido, la pena comenzará á correr desde el dia en que sea anotado en el libro de entradas de la cárcel.)

ART. 201.

Toda sentencia pronunciada contra un oficial por cualquiera tribunal que sea, por alguno de los delitos previstos por los artículos 401, 402, 403, 405, 406, 407 y 408 del Código penal ordinario, acarrea la pérdida del grado. (Véase anexo número 14.)

ART. 202.

Los artículos 2, 3, 59, 60, 61, 62, 63, 64 y 65 del Código penal ordinario, relativos á la tentativa de crimen ó delito, en complicidad y en los casos de excusas, serán aplicables ante los tribunales militares, salvo las derogaciones previstas por el presente Código. (Véase anexo número 15.)

ART. 203.

Les fonctionnaires, agents, employés militaires et autres assimilés aux militaires sont, pour l'application des peines, considérés comme officiers, sous-officiers ou soldats, suivant le grade auquel leur rang correspond.

TITRE II.

DES CRIMES, DES DÉLITS ET DE LEUR PUNITION.

CHAPITRE I.^{er}

Trahison, espionnage et embauchage.

ART. 204.

Est puni de mort, avec dégradation militaire, tout militaire français, ou au service de la France, qui porte les armes contre la France.

Est puni de mort tout prisonnier de guerre qui, ayant faussé sa parole, est repris les armes à la main.

ART. 205.

Est puni de mort, avec dégradation militaire, tout militaire:

1° Qui livre à l'ennemi, ou dans l'intérêt de l'ennemi, soit la troupe qu'il commande, soit la place qui lui est confiée, soit les approvisionnements de l'armée, soit les plans de places de guerre ou des arsenaux maritimes, des ports ou rades, soit le mot d'ordre ou le secret d'une opération, d'une expédition ou d'une négociation.

2° Qui entretient des intelligences avec l'ennemi, dans le but de favoriser ses entreprises;

3° Qui participe à des complots dans le but de forcer le commandant d'une place assiégée à se rendre ou à capituler;

4° Qui provoque à la fuite ou empêche le ralliement en présence de l'ennemi.

ART. 206.

Est considéré comme espion, et puni de mort, avec dégradation militaire:

1° Tout militaire qui s'introduit dans une place de guerre, dans un poste ou établissement militaire, dans les travaux, camps, bivouacs ou cantonnements d'une armée, pour s'y procurer des documents ou renseignements dans l'intérêt de l'ennemi;

2° Tout militaire qui procure à l'ennemi des documents ou renseignements susceptibles de nuire aux opérations de l'armée ou de compromettre la

ART. 203.

Los funcionarios, agentes, empleados militares y demas asimilados á los militares, serán considerados para la aplicacion de las penas como oficiales, sargentos ó soldados, segun el grado á que corresponda su rango.

TITULO II.

DE LOS CRIMENES, DE LOS DELITOS Y DE SUS CASTIGOS.

CAPITULO I.

Traicion, espionaje y sonsacamiento.

ART. 204.

Se castigará con pena de muerte y con degradacion militar, á todo militar francés ó que esté al servicio de Francia, que haga armas contra ella.

Se castigará con pena de muerte, á todo prisionero de guerra, que habiendo faltado á su palabra se reaprenda con las armas en la mano.

ART. 205.

Se castigará con pena de muerte y con degradacion militar, todo militar:

1° Al que entregue al enemigo, ó en provecho del enemigo la tropa que mande; ó sea plaza que le haya sido confiada, las provisiones del ejército; planos de plazas de guerra ó de arsenales marítimos, de puertos ó radas; el santo y contraseña, ó el secreto de alguna operacion, expedicion ó negociacion.

2° Al que mantenga inteligencia con el enemigo con objeto de favorecer sus empresas.

3° Al que tome parte en complots con el fin de obligar al comandante de una plaza sitiada, á rendirse ó á capitular.

4° Al que escite á la fuga ó impida la reunion al frente del enemigo.

ART. 206.

Se considerará como espía y será castigado con pena de la vida y con degradacion militar:

1° Todo militar que se introduzca en una plaza de guerra, en un puesto ó establecimiento militar, en los trabajos, campos, vivaques ó acantonamientos de un ejército, para proporcionarse en ellos documentos ó noticias en provecho del enemigo.

2° Todo militar que proporcione al enemigo documentos ó noticias capaces de perjudicar en las operaciones del ejército, ó de comprometer la se-

sûreté des places, postes ou autres établissements militaires;

3º Tout militaire qui, sciemment recèle ou fait receler les espions ou les ennemis envoyés à la découverte.

ART. 207.

Est puni de mort tout ennemi qui s'introduit déguisé dans un des lieux désignés en l'article précédent.

ART. 208.

Est considéré comme embaucheur et puni de mort tout individu convaincu d'avoir provoqué des militaires à passer à l'ennemi ou aux rebelles armés, de leur en avoir sciemment facilité les moyens, ou d'avoir fait des enrôlements pour une puissance en guerre avec la France.

Si le coupable est militaire, il est en outre puni de la dégradation militaire.

CHAPITRE II.

Crimes ou délits contre le devoir militaire.

ART. 209.

Est puni de mort, avec dégradation militaire, tout gouverneur ou commandant qui, mis en jugement après avis d'un conseil d'enquête, est reconnu coupable d'avoir capitulé avec l'ennemi et rendu la place qui lui était confiée, sans avoir épuisé tous les moyens de défense dont il disposait, et sans avoir fait tout ce que prescrivaient le devoir et l'honneur.

ART. 210.

Tout général, tout commandant d'une troupe armée, qui capitule en rase campagne, est puni,

1º De la peine de mort, avec dégradation militaire, si la capitulation a eu pour résultat de faire passer les armes à sa troupe, ou si, avant de traiter verbalement ou par écrit, il n'a pas fait tout ce que lui prescrivaient le devoir et l'honneur;

2º De la destitution, dans tous les autres cas.

ART. 211.

Tout militaire qui, étant en faction ou en vedette, abandonne son poste sans avoir rempli sa consigne, est puni:

1º De la peine de mort, s'il était en présence de l'ennemi ou de rebelles armés;

guridad de las plazas, puestos ú otros establecimientos militares.

8º Todo militar, que á sabiendas, oculte ó haga ocultar los espías ó los enemigos enviados á la descubierta.

ART. 207.

Se castigará con pena de la vida á todo enemigo que se introduzca disfrazado en uno de los lugares que expresa el artículo anterior.

ART. 208.

Se considerará como sonsacador y se castigará con pena de la vida, todo individuo que sea convicto de haber excitado á los militares á pasarse al enemigo ó á los rebeldes armados; de haberles facilitado á sabiendas, los medios, ó de haber hecho alistamiento para alguna potencia que esté en guerra con la Francia.

Si el delincuente es militar, será castigado además con la degradacion militar.

CAPITULO II.

Crímenes ó delitos contra el deber militar.

ART. 209.

Se castigará con pena de muerte y degradacion militar, á todo gobernador ó comandante que estando enjuiciado y segun el dictámen de un consejo de averiguacion, se le halle culpable de haber capitulado con el enemigo y entregado la plaza que le haya sido confiada sin haber agotado todos los medios de defensa de que disponia, y sin haber hecho todo lo que prescriben el deber y el honor.

ART. 210.

Todo general ó comandante de tropa armada que capitule en campo raso, será castigado:

1º Con pena de la vida y degradacion militar, si la capitulacion dió por resultado hacer deponer las armas á su tropa; ó si antes de tratar verbalmente ó por escrito, no ha hecho cuanto le prescriben el deber y el honor.

2º Con la destitucion en los demás casos.

ART. 211.

Todo militar que estando de centinela á pié ó á caballo, abandone su puesto sin haber cumplido con su consigna, se castigará:

1º Con pena de la vida, si estuviere al frente del enemigo ó de rebeldes armados.

2° De deux à cinq ans de travaux publics, si hors le cas prévu par le paragraphe précédent, il était sur un territoire en état de guerre ou en état de siège;

3° D'un emprisonnement de deux mois à un an, dans tous les autres cas.

ART. 212.

Tout militaire qui étant en faction ou en vedette, est trouvé endormi, est puni:

1° De deux à cinq ans de travaux publics, s'il était en présence de l'ennemi ou de rebelles armés;

2° De six mois à un an d'emprisonnement, si, hors le cas prévu par le paragraphe précédent, il était sur un territoire en état de guerre ou en état de siège;

3° De deux mois à six mois d'emprisonnement, dans tous les autres cas.

ART. 213.

Tout militaire qui abandonne son poste est puni:

1° De la peine de mort, si l'abandon a eu lieu en présence de l'ennemi ou de rebelles armés;

2° De deux à cinq ans d'emprisonnement, si, hors le cas prévu par le paragraphe précédent, l'abandon a eu lieu sur un territoire en état de guerre ou en état de siège;

3° De deux mois à six mois d'emprisonnement, dans tous les autres cas.

Si le coupable est chef de poste, le maximum de la peine lui est toujours infligé.

ART. 214.

En temps de guerre, aux armées, ainsi que dans les communes, les départements et les places de guerre en état de siège, tout militaire qui ne se rend pas à son poste en cas d'alerte, ou lorsque le générale est battue, est puni de six mois à deux ans d'emprisonnement; s'il est officier, la peine est celle de la destitution.

ART. 215.

Tout militaire qui, hors le cas d'excuse légitime, ne se rend pas au conseil de guerre où il est appelé à siéger, est puni d'un emprisonnement de deux mois à six mois.

En cas de refus, si le coupable est officier, il peut être puni de la destitution.

ART. 216.

Les dispositions des articles 237, 238, 239, 240,

21° Con dos á cinco años de obras públicas, si estando fuera del caso previsto por el párrafo anterior, se hallara en territorio en estado de guerra ó de sitio.

3° Con prision de dos meses á un año, en los demás casos.

ART. 212.

Todo militar que, estando de centinela á pié ó á caballo, se encuentra dormido, se castigará:

1° Con dos á cinco años de obras públicas, si estaba al frente del enemigo ó de rebeldes armados.

2° Con seis meses á un año de prision, si fuera del caso previsto por el párrafo antecedente, estaba en territorio en estado de guerra ó de sitio.

3° Con dos á seis meses de prision en los demás casos.

ART. 213.

Todo militar que abandone su puesto se castigará:

1° Con la pena de muerte, si el abandono ha tenido lugar al frente del enemigo ó de rebeldes armados.

2° Con dos á cinco años de prision si fuera del caso previsto por el párrafo precedente, el abandono ha tenido efecto en un territorio en estado de guerra ó de sitio.

3° Con dos á seis meses de prision para los demás casos.

Si el culpable es comandante del puesto, se le impone siempre el máximo de la pena.

ART. 214.

En tiempo de guerra, en los ejércitos, lo mismo que en las municipalidades, departamentos y plazas de guerra en estado de sitio, todo militar que no se presenta en su puesto en caso de alarma ó cuando se toque generala, se castigará con seis meses á dos años de prision: si es oficial, el castigo es, la destitucion.

ART. 215.

Todo militar que á excepcion de caso legal, no se presente al consejo de guerra á que sea llamado para ocupar un asiento en él, será castigado con dos á seis meses de prision.

En caso de negativa, si el culpable es oficial, puede ser castigado con la destitucion.

ART. 216.

Las disposiciones de los artículos 237, 238, 239,

241, 242, 243, 247, et 248 du Code pénal ordinaire, sont applicables aux militaires qui laissent évader des prisonniers de guerre ou d'autres individus arrêtés, détenus ou confiés à leur garde, ou qui favorisent ou procurent l'évasion de ces individus, où les recèlent ou les font recéler. (V. *annexe n.º 16.*)

CHAPITRE III.

Révolte, insubordination et rébellion.

ART. 217.

Sont considérés comme en état de révolte, et punis de mort:

1º Les militaires sous les armes qui, réunis au nombre de quatre au moins et agissant de concert, refusent à la première sommation d'obéir aux ordres de leurs chefs;

2º Les militaires qui, au nombre de quatre au moins, prennent les armes sans autorisation et agissent contre les ordres de leurs chefs;

3º Les militaires qui, réunis au nombre de huit ou moins, se livrent à des violences en faisant usage de leurs armes, et refusent, à la voix de leurs supérieurs, de se disperser ou de rentrer dans l'ordre.

Néanmoins, dans tous les cas prévus par le présent article, la peine de mort n'est infligée qu'aux instigateurs ou chefs de la révolte, et au militaire le plus élevé en grade. Les autres coupables sont punis de cinq ans à dix ans de travaux publics, ou, s'ils sont officiers, de la destitution avec emprisonnement de deux à cinq ans.

Dans le cas prévu par le nº 3 du présent article si les coupables se livrent des à violences, sans faire usage de leurs armes, ils sont punis de cinq ans à dix ans de travaux publics, ou, s'ils sont officiers, de la destitution avec emprisonnement de deux à cinq ans.

ART. 218.

Est puni de mort, avec dégradation militaire, tout militaire qui refuse d'obéir lorsqu'il est commandé pour marcher contre l'ennemi, ou pour tout autre service ordonné par son chef en présence de l'ennemi ou de rebelles armés.

Si, hors le cas prévu par le paragraphe précédent, la désobéissance a eu lieu sur un territoire en état de guerre ou de siège, la peine est de cinq ans à dix ans de travaux publics, ou, si le coupable est officier, de la destitution, avec emprisonnement de deux à cinq ans.

Dans tous les autres cas, la peine est celle de

240, 241, 242, 243, 247 y 248 del Código penal ordinario, son aplicables á los militares que dejen evadir á los prisioneros de guerra, ó á otros individuos arrestados, detenidos ó confiados á su custodia, ó que favorezcan ó procuren su evasión, los ocultaren ó hicieren ocultar. (*Véase anexo número 16.*)

CAPITULO III.

Sublevacion, insubordinacion y rebelion.

ART. 217.

Se considerarán como en estado de sublevacion y se castigarán con pena de muerte:

1º Los militares sobre las armas que reunidos en número de cuatro cuando menos, y obrando de concierto se niegen, á obedecer las órdenes de sus gefes á la primera intimacion.

2º Los militares que, en número de cuatro, cuando menos, tomen las armas sin permiso, y obren contra las órdenes de sus gefes.

3º Los militares que, reunidos en número de ocho, á lo menos, se entreguen á violencias; haciendo uso de sus armas, y se nieguen, á la voz de sus superiores, á disolverse ó á volver al orden.

Sin embargo, en todos los casos previstos por el presente artículo, no se impone la pena de muerte, sino á los instigadores ó gefes de la sublevacion, y al militar de empleo mas elevado. Los otros cómplices, se castigarán con cinco á diez años de obras públicas; ó si no son oficiales con la destitucion y prision, de dos á cinco años.

En el caso previsto por el número 3 de este artículo, si los delincuentes se entregan á violencias sin hacer uso de sus armas, se castigarán con cinco á diez años de obras públicas; ó si son oficiales, con la destitucion y prision, de dos á cinco años.

ART. 218.

Se castigará con pena de muerte y degradacion militar, á todo militar que se niegue á obedecer, cuando se le mande, que marche sobre el enemigo, ó para cualquiera otro servicio, ordenado por su gefe, al frente del enemigo ó de rebeldes armados.

Si, fuera del caso previsto por el párrafo anterior, la desobediencia se ha cometido en un territorio en estado de guerra ó de sitio, la pena es de cinco á diez años de obras públicas; ó si el delincuente es oficial, la destitucion, con prision de dos á cinco años.

En los demas casos, la pena es de uno á dos

l'emprisonnement d'un an à deux ans, ou, si le coupable est officier, celle de la destitution.

ART. 219.

Tout militaire qui viole ou force une consigne est puni:

1º De la peine de la détention, si la consigne a été violée ou forcée en présence de l'ennemi ou de rebelles armés;

2º De deux ans à dix ans de travaux publics; ou, si le coupable est officier, de la destitution, avec emprisonnement d'un an à cinq ans, quand, hors le cas prévu par le paragraphe précédent, le fait a eu lieu sur un territoire en état de guerre ou de siège;

3º D'un emprisonnement de deux mois à trois ans, dans tous les autres cas.

ART. 220.

Est puni de mort tout militaire coupable de violence à main armée envers une sentinelle ou vedette.

Si les violences n'ont pas eu lieu à main armée et ont été commises par un militaire assisté d'une ou plusieurs personnes la peine est de cinq ans à dix ans de travaux publics. Si, parmi les coupables, il se trouve un officier, il est puni de la destitution, avec emprisonnement de deux ans à cinq ans.

La peine est réduite à un emprisonnement d'un an à cinq ans, si les violences ont été commises par un militaire seul et sans armes.

Est puni de six jours à un an d'emprisonnement tout militaire qui insulte une sentinelle par paroles, gestes ou menaces.

ART. 221.

Est puni de mort, avec dégradation militaire, toute voie de fait commise avec préméditation ou guet-apens par un militaire envers son supérieur.

ART. 222.

Est puni de mort toute voie de fait commise sous les armes par un militaire envers son supérieur.

ART. 223.

Les voies de fait exercées, pendant le service ou à l'occasion du service, par un militaire envers son supérieur, sont punies de mort.

Si les voies de fait n'ont pas eu lieu pendant le service ou à l'occasion du service, le coupable est

años de prision, ó si el delincuente es oficial, la de destitución.

ART. 219.

Todo militar que viole ó violente una consigna se castigará:

1º Con la pena de detencion, si la consigna ha sido violada ó forzada al frente del enemigo ó de rebeldes armados.

2º Con dos á diez años de obras públicas; ó si el delincuente es oficial, con la destitucion y prision de uno á cinco años, cuando fuera del caso previsto por el párrafo antecedente, el hecho ha tenido lugar en algun territorio en estado de guerra ó de sitio.

3º Con una prision de dos á tres meses, en los demás casos.

ART. 220.

Se castigará con pena de muerte á todo militar delincuente por violencia á mano armada contra un centinela á pié ó á caballo.

Si las violencias no se han efectuado á mano armada y han sido cometidas por un militar acompañado de una ó mas personas, la pena será de cinco á diez años de obras públicas. Si, entre los delincuentes se encuentra un oficial, se castigará con la destitucion y prision de dos á cinco años.

Si la violencia ha sido cometida por un militar, solo, y sin armas, se reducirá la pena á una prision de uno á cinco años.

A todo militar que insulte á un centinela, con palabras, ademanes ó amenazas, se castigará con seis dias á un año de prision.

ART. 221.

Toda vía de hecho, con premeditacion ó alevosía cometida por un militar contra su superior, se castigará con pena de la vida y degradacion militar.

ART. 222.

Toda vía de hecho cometida por un militar contra su superior, estando sobre las armas, se castigará con pena de la vida.

ART. 223.

Las vías de hecho cometidas por un militar contra su superior, durante el servicio, ó con motivo de él, se castigarán con pena de la vida.

Si las vías de hecho no se cometieron durante el servicio, ó con motivo de él, se castigará al de-

puni de la destitution, avec emprisonnement del deux ans à cinq ans, s'il est officier, et de cinq ans à dix ans de travaux publics, s'il est sous-officier, caporal, brigadier ou soldat.

ART. 224.

Tout militaire qui, pendant le service ou à l'occasion du service, outrage son supérieur par paroles, gestes ou menaces, est puni de la destitution, avec emprisonnement d'un an à cinq ans, si ce militaire est officier, et de cinq à dix ans de travaux publics, s'il est sous-officier, caporal, brigadier ou soldat.

Si les outrages n'ont pas eu lieu pendant le service ou à l'occasion du service, la peine est d'un an à cinq ans d'emprisonnement.

ART. 225.

Tout militaire coupable de rébellion envers la force armée et les agents de l'autorité est puni de deux mois à six mois d'emprisonnement, et de six mois à deux ans de la même peine, si la rébellion a eu lieu avec armes.

Si la rébellion a été commise par plus de deux militaires, sans armes, les coupables sont punis de deux ans à cinq ans d'emprisonnement, et de la réclusion, si la rébellion a eu lieu avec armes.

Toute rébellion commise par des militaires armés, au nombre de huit au moins, est punie conformément aux paragraphes 3 et 5 de l'article 217 du présent Code.

Le maximum de la peine est toujours infligé aux instigateurs ou chefs de rébellion, et au militaire le plus élevé en grade.

CHAPITRE IV.

Abus d'autorité.

ART. 226.

Est puni de mort tout chef militaire qui, sans provocation, ordre ou autorisation, dirige ou fait diriger une attaque à main armée contre des troupes ou des sujets quelconques d'une puissance alliée ou neutre.

Est puni de la destitution tout chef militaire qui, sans provocation, ordre ou autorisation, commet un acte d'hostilité quelconque sur un territoire allié ou neutre.

ART. 227.

Est puni de mort tout chef militaire qui pro-

inciente con la destitucion y prision de dos á cinco años, si es oficial; y de cinco á diez años de obras públicas, si es sargento, cabo ó soldado.

ART. 224.

Todo militar que, en actual servicio ó con motivo de él, ultraje á su superior con palabras, ademanes ó amenazas, se castigará con la destitucion, y de uno á cinco años de prision, si es oficial; y con cinco á diez años de obras públicas, si es sargento, cabo ó soldado.

Si los ultrajes no han tenido efecto en el acto del servicio, ó con motivo de él, la pena será de uno á cinco años de prision.

ART. 225.

Todo militar, reo de rebelion contra la fuerza armada y de los agentes de la autoridad, será castigado con dos á seis meses de prision, y de seis meses á dos años de la misma pena, si la rebelion se ha efectuado con armas.

Si la rebelion ha sido cometida por mas de dos militares, sin armas, los delinquentes serán castigados con dos á cinco años de prision, y con reclusion, si la rebelion ha sido con armas.

Toda rebelion cometida por militares armados en número de ocho, por lo menos, se castigará conforme á los párrafos 3 y 5 del artículo 217 del presente Código.

El máximo de la pena se aplicará siempre á los instigadores ó gefes de rebelion y al militar de mas alto grado.

CAPITULO IV.

Abuso de autoridad.

ART. 226.

Se castigará con pena de muerte á todo gefe militar que sin provocation, orden ó autorizacion, dirija ó haga dirijir un ataque á mano armada, contra tropa ó súbditos de una potencia amiga ó neutral, cualquiera que sean.

Se castigará con la destitucion, á todo gefe militar que, sin provocation, orden ó autorizacion, cometa cualquier acto de hostilidad en algun territorio aliado ó neutral.

ART. 227.

Se castigará con pena de muerte á todo gefe

longe les hostilités après avoir reçu l'avis officiel de la paix d'une trêve ou d'un armistice.

ART. 228.

Est puni de mort tout militaire qui prend un commandement sans ordre ou motif légitime, ou qui le retient contre l'ordre de ses chefs.

ART. 229.

Est puni d'emprisonnement de deux mois à cinq ans tout militaire qui frappe son inférieur hors les cas de la légitime défense de soi-même ou d'autrui, ou du ralliement des fuyards, ou de la nécessité d'arrêter le pillage ou la dévastation.

CHAPITRE V.

Insoumission et désertion.

SECTION I.^{re}

Insoumission.

ART. 230.

Est considéré comme insoumis, et puni d'un emprisonnement de six jours à un an, tout jeune soldat appelé par la loi, tout engagé volontaire ou tout remplaçant qui, hors les cas de force majeure, n'est pas rendu à sa destination dans le mois qui suit le jour fixé par son ordre de route.

En temps de guerre, la peine est d'un mois à deux ans d'emprisonnement.

SECTION II.

Désertion à l'intérieur.

ART. 231.

Est considéré comme déserteur à l'intérieur:

1^o Six jours après celui de l'absence constatée, tout sous-officier, caporal, brigadier ou soldat qui s'absente de son corps ou détachement sans autorisation: néanmoins, si le soldat n'a pas six mois de service, il ne peut être considéré comme déserteur qu'après un mois d'absence;

2^o Tout sous-officier, caporal, brigadier ou soldat voyageant isolément d'un corps à un autre, ou dont le congé ou la permission est expirée, et qui, dans les quinze jours qui suivent celui qui a été fixé pour son retour ou son arrivée au corps, ne s'y est pas présenté.

ART. 232.

Tout sous-officier, caporal, brigadier ou soldat,

militar que prolongue las hostilidades despues de haber recibido el aviso oficial de la paz, de una tregua ó de un armisticio.

ART. 228.

Se castigará con pena de muerte á todo militar que tome un mando sin órden ó motive legítimo, ó que lo retenga contra la órden de sus gefes.

ART. 229.

Se castigará con prisión de dos meses á cinco años, á todo militar que golpé á su inferior, fuera del caso de una legítima defensa de sí mismo ó de otro, ó por reunion de prófugos, ó por la necesidad de contener el pillaje ó la devastacion.

CAPITULO V.

Inobediencia y desercion.

SECCIÓN I.

Inobediencia.

ART. 230.

La inobediencia se castigará con una prisión de seis días á un año, á todo recluta llamado por la ley; al que se enganche voluntariamente y al reemplazo que, estando fuera del caso de fuerza mayor, no se presente en su destino en todo el mes que siga al día fijado por su órden de marcha.

En tiempo de guerra este castigo es desde un mes hasta dos años de prisión.

SECCIÓN II.

Desercion en el interior.

ART. 231.

Se considera como desertor en el interior:

1^o Seis dias despues de justificada la falta de los sargentos, cabos y soldados que se separen de sus cuerpos ó descátamentos sin autorizacion, á menos que el soldado no tenga seis meses de servicio, y no puede considerarse como desertor, sino despues de un mes de haberse ausentado.

2^o Todo sargento, cabo ó soldado que aisladamente viaje de un cuerpo á otro, ó cuya licencia ó permiso haya expirado, y que dentro de los quince dias siguientes al que le fué señalado para su regreso ó reingreso al cuerpo, no se haya presentado en él.

ART. 232.

Todo sargento, cabo ó soldado que haya deser-

coupable de désertion à l'intérieur en temps de paix, est puni de deux ans à cinq ans d'emprisonnement, et de deux à cinq ans de travaux publics, si la désertion a eu lieu en temps de guerre, ou d'un territoire en état de guerre ou de siège.

La peine ne peut être moindre de trois ans d'emprisonnement ou de travaux publics, suivant les cas, dans les circonstances suivantes:

1^o Si le coupable a emporté une de ses armes, un objet d'équipement ou d'habillement, ou s'il a emmené son cheval;

2^o S'il a déserté étant de service, sauf les cas prévus par les articles 211 et 213 du présent Code;

3^o S'il a déserté antérieurement.

ART. 233.

Est puni de six mois à un an d'emprisonnement tout officier absent de son corps ou de son poste sans autorisation depuis plus de six jours, ou qui ne s'y présente pas quinze jours après l'expiration de son congé ou de sa permission, sans préjudice de l'application, s'il y a lieu, des dispositions de l'article 1.^{er} de la loi du 19 mai 1834, sur l'état des officiers. (V. annexe n. 17.)

Tout officier qui abandonne son corps ou son poste sur un territoire en état de guerre ou de siège est déclaré déserteur après les délais déterminés par le paragraphe précédent, et puni de la destitution avec emprisonnement de deux à cinq ans.

ART. 234.

En temps de guerre, les délais fixés par les articles 231 et 233 précédents son réduits de moitié.

SECTION III.

Désertion à l'étranger.

ART. 235.

Est déclaré déserteur à l'étranger, trois jours après celui de l'absence constatée, tout militaire qui franchit sans autorisation les limites du territoire français, ou qui, hors de France, abandonne le corps auquel il appartient.

ART. 236.

Tout sous-officier, caporal, brigadier ou soldat, coupable de désertion à l'étranger, est puni de

tado en el interior en tiempo de paz, se castigará con la pena desde dos hasta cinco años de prision.

Si la desercion se ha cometido en tiempo de guerra ó en un territorio en estado de guerra ó de sitio, con dos á cinco años de obras públicas.

La pena no puede ser menos que la de tres años de prision ó de obras públicas, segun el caso, en las circunstrncias siguientes:

1^o Si el delincuente se ha llevado una de sus arinas, algun objeto de equipo ó de vestuario, ó si se ha llevado su caballo.

2^o Si ha desertado estando de servicio, salvo en los casos previstos por los artículos 211 y 213 del presente Código.

3^o Si ha desertado anteriormente.

ART. 233.

Será castigado con seis meses hasta un año de prision, todo oficial que se separe de su cuerpo ó de su puesto sin autorizacion, mas de seis dias, ó que no se presente en ellos quince dias despues de fenecido el tiempo de su licencia ó permiso; sin perjuicio de la aplicacion, si ha lugar, de las disposiciones del artículo primero de la ley de 19 de Mayo de 1834, sobre el estado de los oficiales. (Véase anexos número 17.)

Todo oficial que abandone su cuerpo ó su puesto en un territorio en estado de guerra ó de sitio, se declarará desertor despues de los términos expresados en el párrafo anterior, castigándose con la destitucion, y prision desde dos hasta cinco años.

ART. 234.

En tiempo de guerra, los términos señalados por los artículos 231 y 233 precedentes, se reducirán á la mitad.

SECCION III.

Desercion al extranjero.

ART. 235.

Se declarará desertor al extranjero, tres dias despues al en que se justifique su falta, á todo militar que pase los límites del territorio francés sin autorizacion, ó que fuera de Francia abandone el cuerpo á que pertenezca.

ART. 236.

Todo sargento, cabo ó soldado, culpable de desercion al extranjero, se castigará con dos á cinco

deux à cinq ans de travaux publics, si la désertion a eu lieu en temps de paix.

Il est puni de cinq ans à dix ans de la même peine, si la désertion a eu lieu en temps de guerre, ou d'un territoire en état de guerre ou de siège. La peine ne peut être moindre de trois ans de travaux publics dans le cas prévu par le paragraphe 1.^{er}, et de sept ans dans le cas du paragraphe 2, dans les circonstances suivantes:

1^o Si le coupable a emporté une de ses armes, un objet d'habillement ou d'équipement; ou s'il a emmené son cheval;

2^o S'il a déserté étant de service, sauf les cas prévus par les articles 211 et 213;

3^o S'il a déserté antérieurement.

ART. 237.

Tout officier coupable de désertion à l'étranger, est puni de la destitution avec emprisonnement d'un an à cinq ans, si la désertion a eu lieu en temps de paix, et de la détention, si la désertion a eu lieu en temps de guerre, ou d'un territoire en état de guerre ou de siège.

SECTION IV.

Désertion à l'ennemi ou en présence de l'ennemi.

ART. 238.

Est puni de mort, avec dégradation militaire, tout militaire coupable de désertion à l'ennemi.

ART. 239.

Est puni de la détention tout déserteur en présence de l'ennemi.

SECTION V.

Dispositions communes aux sections précédentes.

ART. 240.

Est réputée désertion avec complot toute désertion effectuée de concert par plus de deux militaires.

ART. 241.

Est puni de mort:

1^o Le coupable de désertion avec complot en présence de l'ennemi;

2^o Le chef du complot de désertion à l'étranger.

años de obras públicas, si la desercion se ha cometido en tiempo de paz.

Se castigará con cinco á diez años de la misma pena, si la desercion se ha verificado en tiempo de guerra ó en un territorio en estado de guerra ó de sitio.

No puede ser menor la pena que de tres años de obras públicas en el caso previsto por el párrafo 1.^o y de siete años en el caso del párrafo 2.^o en las circunstancias siguientes:

1^a Si el delincuente se ha llevado una de sus armas, alguna prenda de vestuario ó de equipó, ó si se ha llevado su caballo.

2^a Si se ha desertado estando de servicio, salvo en los casos previstos por los artículos 211 y 213.

3^a Si se ha desertado anteriormente.

ART. 237.

Todo oficial, reo de desercion al extranjero, se castigará con destitucion y prision, desde uno hasta cinco años, si la desercion ha tenido efecto en tiempo de paz; y de detención, si la desercion se ha verificado en tiempo de guerra, ó en un territorio, en estado de guerra ó de sitio.

SECCION IV.

Desercion al enemigo ó al frente de él.

ART. 238.

Se castigará con pena de muerte y degradacion militar, á todo militar culpable de desercion al enemigo.

ART. 239.

Se castigará con la de detencion á todo desertor al frente del enemigo.

SECCION V.

Disposiciones comunes á las secciones precedentes.

ART. 240.

Se reputará desercion en complot toda aquella que se efectuare de concierto por mas de dos militares.

ART. 241.

Será castigado con pena de la vida:

1^o El reo de desercion en complot al frente del enemigo;

2^o El gefe del complot de desercion al extranjero.

Le chef du complot de désertion à l'intérieur est puni de cinq ans à dix ans de travaux publics, s'il est sous-officier, caporal, brigadier ou soldat, et de la détention, s'il est officier.

Dans tous les autres cas, le coupable de désertion avec complot est puni du maximum de la peine portée par les dispositions des sections précédentes, suivant la nature et les circonstances du crime ou du délit.

ART. 242.

Tout militaire qui provoque ou favorise la désertion est puni de la peine encourue par le déserteur, selon les distinctions établies au présent chapitre.

Tout individu non militaire ou non assimilé aux militaires qui sans être embaucheur pour l'ennemi ou pour les rebelles, provoque ou favorise la désertion, est puni par le tribunal compétent d'un emprisonnement de deux mois à cinq ans.

ART. 243.

Si un militaire reconnu coupable de désertion est condamné par le même jugement pour un fait entraînant une peine plus grave, cette peine ne peut être réduite par l'admission de circonstances atténuantes.

CHAPITRE VI.

Vente, détournement, mise en gage et recel des effets militaires.

ART. 244.

Est puni d'un an à cinq ans d'emprisonnement tout militaire qui vend son cheval, ses effets d'armement, d'équipement ou d'habillement, des munitions, ou tout autre objet à lui confié pour le service.

Est puni de la même peine tout militaire qui, sciemment, achète ou recèle les dits effets.

La peine est de six mois à un an d'emprisonnement, s'il s'agit d'effets de petit équipement.

ART. 245.

Est puni de six mois à deux ans d'emprisonnement tout militaire:

1° Qui dissipe ou détourne les armes, munitions, effets et autres objets à lui remis pour le service;

2° Qui, acquitté du fait de désertion, ne repré-

El jefe de complot de desercion en el interior, será castigado con cinco á diez años de obras públicas, si es sargento, cabo ó soldado; y con la de detencion si es oficial.

En los demas casos, el reo de desercion en complot se castiga con el máximo de la pena señalada por las disposiciones de las secciones precedentes, segun la naturaleza y circunstancias del crimen ó del delito.

ART. 242.

Todo militar que provoque ó favorezca la desercion, se castigará con la pena señalada al desertor, segun las distinciones establecidas en el capítulo presente.

Todo individuo que no sea militar ni asimilado á los militares que, sin ser sonsacador para el enemigo ó para los rebeldes, provoque ó favorezca la desercion, será castigado por el tribunal competente con una prision de dos meses á cinco años.

ART. 243.

Si un militar declarado reo de desercion ha sido condenado en la misma sentencia, por algun hecho que tenga una pena mas grave, no podrá reducirse ésta en virtud de circunstancias atenuantes.

CAPITULO VI.

Venta, extravío, empeño y receptacion de prendas militares.

ART. 244.

Se castigará con la pena de uno á cinco años de prision, á todo militar que venda su caballo, sus efectos de armamento, de equipo ó prendas de vestuario, municiones ó cualquiera otro objeto que se le haya confiado para el servicio.

Con la misma pena se castigará á todo militar que, á sabiendas, compre ú oculte los referidos efectos.

Si se tratare de efectos de pequeño equipo, la pena será de seis meses á un año de prision.

ART. 245.

Será castigado con seis meses á dos años de prision todo militar:

1° El que disipare ó estraviare las armas, municiones, efectos y otros objetos entregados á él para el servicio.

2° El que habiendo sido exonerado del hecho

sente pas le cheval qu'il aurait emmené, ou les armes ou effets qu'il aurait emportés.

ART. 246.

Est puni de six mois à un an d'emprisonnement tout militaire qui met en gage tout ou partie de ses effets d'armement, de grand équipement, d'habillement, ou tout autre objet à lui confié pour le service.

La peine est de deux mois à six mois d'emprisonnement, s'il s'agit d'effets de petit équipement.

ART. 247.

Tout individu qui achète, recèle ou reçoit en gage des armes, munitions, effets d'habillement, de grand ou petit équipement, ou tout autre objet militaire, dans des cas autres que ceux où les règlements autorisent leur mise en vente, est puni par le tribunal compétent de la même peine que l'auteur du délit.

CHAPITRE VII.

Vol.

ART. 248.

Le vol des armes et des munitions appartenant à l'Etat, celui de l'argent de l'ordinaire, de la solde, des deniers ou effets quelconques appartenant à des militaires ou à l'Etat, commis par des militaires qui en sont comptables, est puni des travaux forcés à temps.

Si le coupable n'en est pas comptable, la peine est celle de la réclusion.

S'il existe des circonstances atténuantes, la peine est celle de la réclusion ou d'un emprisonnement de trois ans à cinq ans, dans le cas du premier paragraphe, et celle d'un emprisonnement d'un an à cinq ans, dans le cas du deuxième paragraphe.

En cas de condamnation à l'emprisonnement, l'officier coupable est, en outre, puni de la destitution.

Est puni de la peine de la réclusion, et, en cas de circonstances atténuantes, d'un emprisonnement d'un an à cinq ans, tout militaire qui commet un vol au préjudice de l'habitant, chez lequel il est logé.

Les dispositions du Code pénal ordinaire sont applicables aux vols prévus par les paragraphes précédents, toutes les fois qu'en raison des circonstances les peines qui y sont portées, sont plus

de desercion, no presente el caballo que se sacó ó las armas ó efectos que se llevó.

ART. 246.

Se castigará con seis meses á un año de prisión, á todo militar que empeñe el todo ó parte de sus efectos de armamento, de grande equipo, de vestuario ó cualquier otro objeto que se le haya confiado para el servicio.

Si se tratare de efectos de pequeño equipo, la pena es de dos á seis meses de prisión.

ART. 247.

Todo individuo que compre, recepte ó reciba en prenda armas, municiones, prendas de vestuario de grande ó pequeño equipo, ó cualquier otro objeto militar en otros casos que no sean los que por reglamento autorizan su venta, se castigará por el tribunal competente con la misma pena que al autor del delito.

CAPITULO VII.

Robo.

ART. 248.

El robo de armas y de municiones pertenecientes al Estado; el del dinero del rancho y del sueldo; los dineros ó efectos, cualquiera que sean, pertenecientes á militares ó al Estado, cometido por militares que sean responsables de ellos, se castigará con trabajos forzados por tiempo.

Si el culpable no es el responsable, la pena será la de reclusion.

Si existieren circunstancias atenuantes, la pena será la de reclusion ó la de prisión de tres á cinco años en el caso del primer párrafo, y la de prisión de uno á cinco años en el caso del segundo párrafo.

En caso de sentencia de prisión, el oficial delincente se castigará además con la destitución.

Se castigará con la pena de reclusion, y en caso de circunstancias atenuantes, con una prisión de uno á cinco años, á todo militar que cometa un robo en perjuicio del habitante en cuya casa se halle alojado.

Las disposiciones del Código penal ordinario, son aplicables á los robos previstos por los párrafos precedentes, siempre que en razon de las circunstancias, las penas que en él se designan sean

fortes que les peines prescrites par le présent Code. (V. annexe n. 18.)

ART. 249.

Est puni de la réclusion tout militaire qui dépouille un blessé.

Le coupable est puni de mort si, pour dépouiller le blessé, il lui a fait de nouvelles blessures.

CHAPITRE VIII.

Pillage, destruction, dévastation d'édifices.

ART. 250.

Est puni de mort, avec dégradation militaire, tout pillage ou dégât de denrées, marchandises ou effets, commis par des militaires en bande, soit avec armes ou à force ouverte, soit avec bris de portes et clôtures extérieures, soit avec violence envers les personnes.

Le pillage en bande est puni de la réclusion, dans tous les autres cas.

Néanmoins, si, dans les cas prévus par le premier paragraphe, il existe parmi les coupables un ou plusieurs instigateurs, un ou plusieurs militaires pourvus de grades, la peine de mort n'est infligée qu'aux instigateurs et aux militaires les plus élevés en grade. Les autres coupables sont punis de la peine des travaux forcés à temps.

S'il existe des circonstances atténuantes, la peine de mort est réduite à celle des travaux forcés à temps, la peine des travaux forcés à temps à celle de la réclusion, et la peine de la réclusion à celle d'un emprisonnement d'un an à cinq ans.

En cas de condamnation à l'emprisonnement, l'officier coupable est, en outre, puni de la destitution.

ART. 251.

Est puni de mort, avec dégradation militaire, tout militaire qui, volontairement, incendie, par un moyen quelconque, ou détruit, par l'explosion d'une mine, des édifices, bâtiments, ouvrages militaires, magasins, chantiers, vaisseaux, navires ou bateaux à l'usage de l'armée.

S'il existe des circonstances atténuantes, la peine est celle des travaux forcés à temps.

ART. 252.

Est puni des travaux forcés à temps tout militaire qui, volontairement, détruit ou dévaste, par d'autres moyens que l'incendie ou l'explosion d'une

mas fuertes que las prescrites por el presente Código. (Véase anexo número 18.)

ART. 249.

Se castigará con reclusion á todo militar que despoje á algun herido.

El delincuente será castigado con pena de la vida, si por despojar al herido le ha hecho nuevas heridas.

CAPITULO VIII.

Pillaje, destruccion y devastacion de edificios.

ART. 250.

Será castigado con pena de muerte y con degradacion militar, todo pillaje ó destruccion de víveres, mercancías ó efectos, cometidos por militares en reunion, sea con armas ó á viva fuerza, sea con fractura de puertas ó cercados exteriores, ó sea con violencia hácia las personas.

El pillaje en cuadrilla se castigará con reclusion, en los demas casos.

Sin embargo, si en los casos previstos por el primer párrafo existiere entre los delincuentes uno ó varios instigadores ó uno ó varios militares con alguna graduacion, la pena de muerte solo se impondrá á los instigadores y á los militares de mas alto grado. Los otros delincuentes se castigarán con la pena de trabajos forzados por tiempo.

Si existieren circunstancias atenuantes, la pena de muerte se reducirá á la de trabajos forzados por tiempo; la pena de trabajos forzados por tiempo á la de reclusion, y la pena de reclusion á la de prision de uno á cinco años.

En caso de sentencia de prision, el oficial delincuente será castigado ademas con la destitucion.

ART. 251.

Se castigará con pena de muerte y degradacion militar, á todo militar que voluntariamente incendie, por cualquiera medio, ó destruya por la explosion de una mina, edificios, fábricas, obras militares, almacenes, talleres, buques, navíos ó barcas del uso del ejército.

Si existieren circunstancias atenuantes, la pena será la de trabajos forzados por tiempo.

ART. 252.

Se castigará con trabajos forzados por tiempo, todo militar que voluntariamente destruya ó devaste, por otros medios que no sean el incendio ó

mine, des édifices, bâtiments, ouvrages militaires, magasins, chantiers, vaisseaux, navires ou bateaux à l'usage de l'armée.

S'il existe des circonstances atténuantes, la peine est celle de la réclusion, ou même de deux à cinq ans d'emprisonnement, et, en outre, de la destitution, si le coupable est officier.

ART. 253.

Est puni de mort, avec dégradation militaire, tout militaire qui, dans un but coupable, détruit ou fait détruire, en présence de l'ennemi, des moyens de défense, tout ou partie d'un matériel de guerre, des approvisionnements en armes, vivres, munitions, effets de campement, d'équipement ou d'habillement.

La peine est celle de la détention, si le crime n'a pas eu lieu en présence de l'ennemi.

ART. 254.

Est puni de deux à cinq ans de travaux publics, tout militaire qui, volontairement, détruit ou brise des armes, des effets de campement, de casernement, d'équipement ou d'habillement appartenant à l'Etat, soit que ces objets lui eussent été confiés pour le service, soit qu'ils fussent à l'usage d'autres militaires, ou qui estropie ou tue un cheval, ou une bête de trait ou de somme employée au service de l'armée.

Si le coupable est officier, la peine est celle de la destitution ou d'un emprisonnement de deux à cinq ans.

S'il existe des circonstances atténuantes, la peine est réduite à un emprisonnement de deux mois à cinq ans.

ART. 255.

Est puni de la réclusion tout militaire qui, volontairement, détruit, brûle ou lacère des registres, minutes ou actes originaux de l'autorité militaire.

S'il existe des circonstances atténuantes, la peine est celle d'un emprisonnement de deux à cinq ans, et, en outre, de la destitution, si le coupable est officier.

ART. 256.

Tout militaire coupable de meurtre sur l'habitant chez lequel il reçoit le logement, sur sa femme ou sur ses enfants, est puni de mort.

la explosion de una mina, edificios, fábricas, obras militares, almacenes, talleres, barcos, navíos ó lanchas del uso del ejército.

Si existieren circunstancias atenuantes, la pena será de reclusion, y aun de dos á cinco años de prision, y ademas la de destitucion, si el culpable es oficial.

ART. 253.

Será castigado con pena de muerte y de degradacion militar, todo militar que con objeto criminal destruya ó haga destruir al frente del enemigo medios de defensa, el todo ó parte de un material de guerra, provisiones de armas, víveres, municiones, efectos de campamento, de equipo ó de vestuario.

Si el crimen no se ha cometido al frente del enemigo, la pena será de detencion.

ART. 254.

Se castigará con dos á cinco años de obras públicas, á todo militar que voluntariamente destruya ó rompa las armas, efectos de campamento, acuartelamiento, equipo ó vestuario perteneciente al Estado, sea que estos objetos le hubiesen sido confiados para el servicio, ó que fuesen del uso de otros militares: ó que estropee ó mate un caballo, animal de tiro ó acémila empleados en el servicio del ejército.

Si el delincuente es oficial, la pena será de destitucion ó la de una prision de dos á cinco años.

Si existieren circunstancias atenuantes, la pena se reduce á una prision de dos meses á cinco años.

ART. 255.

Se castigará con reclusion á todo militar que voluntariamente destruya, quemé ó rasgue registros, minutos, ó actos originales de la autoridad militar.

Si existieren circunstancias atenuantes, la pena será de una prision desde dos hasta cinco años, y ademas, la de destitucion, si el delincuente fuere oficial.

ART. 256.

Todo militar delincuente de homicidio perpetrado en el habitante en cuya casa recibe el alojamiento, en la mujer ó en sus hijos, será castigado con pena de la vida.

CHAPITRE IX.

Faux en matière d'administration militaire.

ART. 257.

Est puni de travaux forcés à temps tout militaire, tout administrateur ou comptable militaire qui porte sciemment sur les rôles, les états de situation ou de revue, un nombre d'hommes, de chevaux ou de journées de présence au delà de l'effectif réel, qui exagère le montant des consommations, ou commet tout autre faux dans ses comptes.

S'il existe des circonstances atténuantes, la peine est la réclusion ou un emprisonnement de deux à cinq ans.

En cas de condamnation, l'officier coupable est, en outre, puni de la destitution.

ART. 258.

Est puni d'un an à cinq ans d'emprisonnement tout militaire, tout administrateur ou comptable militaire qui fait sciemment usage, dans son service, de faux poids ou de fausses mesures.

ART. 259.

Est puni de la réclusion tout militaire, tout administrateur ou comptable militaire qui contrefait ou tente de contrefaire les sceaux, timbres ou marques militaires destinés à être apposés, soit sur les actes ou pièces authentiques relatifs au service militaire, soit sur des effets ou objets quelconques appartenant à l'armée, ou qui en fait sciemment usage.

ART. 260.

Est puni de la dégradation militaire tout militaire, tout administrateur ou comptable militaire qui, s'étant procuré les vrais sceaux, timbres ou marques ayant l'une des destinations indiquées à l'article précédent, en fait ou tente d'en faire une application frauduleuse ou un usage préjudiciable aux droits ou aux intérêts de l'Etat ou des militaires.

CHAPITRE X.

Corruption, prévarication et infidélité dans le service et dans l'administration militaire.

ART. 261.

Est puni de la dégradation militaire tout militaire, tout administrateur ou comptable militaire coupable de l'un des crimes de corruption ou de

CAPITULO IX.

Falsificación en materia de administración militar.

ART. 257.

Se castigará con trabajos forzados por tiempo, á todo militar, administrador ó responsable militar que ponga á sabiendas en las listas, estados de situacion ó de revista, un número de hombres, de caballos ó de jornales de presentes que esceda el efectivo real, que exajere la cantidad del consumo ó cometa otra falsificación en sus cuentas.

Si existieren circunstancias atenuantes, la pena será de reclusion ó una prision desde dos hasta cinco años.

En caso de condena, el oficial delincuente será ademas castigado con la destitucion.

ART. 258.

Se castigará con uno á cinco años de prision, á todo militar, administrador ó responsable militar, que á sabiendas haga uso, en su servicio, de pesos ó medidas falsas.

ART. 259.

Será castigado con reclusion, todo militar, administrador ó responsable militar, que falsifique ó intente falsificar los sellos, timbres ó marcas militares destinadas á ser puestas en las actas ó piezas auténticas, relativas al servicio militar; en los efectos ó cualesquiera objetos pertenecientes al ejército, ó que á sabiendas haga uso de ellos.

ART. 260.

Se castigará con la degradacion militar á todo administrador ó responsable militar, que habiéndose proporcionado los verdaderos sellos, timbres ó marcas que tengan uso para los destinos indicados en el artículo precedente, haga de ellos ó intente hacer una aplicacion fraudulenta ó un uso perjudicial á los derechos ó á los intereses del Estado ó de los militares.

CAPITULO X.

Corrupcion, prevaricacion é infidelidad en el servicio y en la administracion militar.

ART. 261.

Será castigado con la degradacion militar, todo militar, administrador, ó responsable militar, delincuente de alguno de los crímenes de corrupcion

contrainte prévus par les articles 177 et 179 du Code pénal ordinaire. (V. *annexe n. 19.*)

Dans le cas où la corruption ou la contrainte aurait pour objet un fait criminel emportant une peine plus forte que la dégradation militaire, cette peine plus forte est appliquée au coupable.

S'il existe des circonstances atténuantes, le coupable est puni de trois mois à deux ans d'emprisonnement.

Toutefois, si la tentative de contrainte ou de corruption n'a eu aucun effet, la peine est de trois à six mois d'emprisonnement.

ART. 262.

Est puni d'un an à quatre ans d'emprisonnement tout médecin militaire qui, dans l'exercice de ses fonctions, et pour favoriser quelqu'un, certifie fausement ou dissimule l'existence de maladies ou infirmités. Il peut, en outre, être puni de la destitution.

S'il a été mû par des dons ou promesses, il est puni de la dégradation militaire. Les corrupteurs sont, en ce cas, punis de la même peine.

ART. 263.

Est puni des travaux forcés à temps tout militaire, tout administrateur ou comptable militaire qui s'est rendu coupable des crimes ou délits prévus par les articles 169, 170, 174 et 175 du Code pénal ordinaire, relatifs à des soustractions commises par les dépositaires publics. (V. *annexe n° 20.*)

S'il existe des circonstances atténuantes, la peine est celle de la réclusion ou de deux ans à cinq ans d'emprisonnement; et, dans ce dernier cas, de la destitution, si le coupable est officier.

ART. 264.

Tout militaire, tout administrateur ou comptable militaire qui, hors le cas prévu par l'article précédent, trafique, à son profit, des fonds ou des deniers appartenant à l'Etat ou à des militaires, est puni d'un emprisonnement de un an à cinq ans.

ART. 265.

Est puni de la réclusion tout militaire, tout administrateur ou comptable militaire qui falsifie ou fait falsifier des substances, matières, denrées ou liquides confiés à sa garde ou placés sous sa surveillance; ou qui, sciemment, distribue ou fait dis-

6 de violencia, previstos por los artículos 177, y 179 del Código penal ordinario. (Véase *anexo número 19.*)

En el caso de que la corrupcion ó la violencia tenga por objeto un hecho criminal que importe una pena mayor que la degradacion militar, se aplicará al delincuente la mas fuerte.

Si existieren circunstancias atenuantes, el delincuente será castigado con tres meses hasta dos años de prision.

Con todo, si la tentativa de violencia ó de corrupcion no ha tenido efecto alguno, la pena será de tres á seis meses de prision.

ART. 262.

Se castigará con uno, hasta cuatro años de prision, á todo médico militar que en el ejercicio de sus funciones, y por favorecer á alguno, certifique con falsedad, ó disimule la existencia de males ó enfermedades. Puede, ademas, ser castigado con la destitucion.

Si ha sido movido por presentes ó promesas, se castigará con la degradacion militar. Los corruptores, serán en este caso, castigados de la misma manera.

ART. 263.

Será castigado con trabajos forzados por tiempo, todo militar, administrador ó responsable militar, que se haya hecho culpable de los crímenes ó delitos previstos por los artículos 169, 170, 174 y 175 del Código penal ordinario, relativos á sustracciones cometidas por los depositarios públicos. (Véase *anexo número 20.*)

Si existieren circunstancias atenuantes, la pena será de reclusion, ó de dos, á cinco años de prision, y en este último caso el de la destitucion, si el delincuente fuere oficial.

ART. 264.

Todo militar, administrador ó responsable militar que, fuera del caso previsto por el artículo precedente, trafique en su provecho, con fondos ó dineros pertenecientes al estado ó á militares, se castigará con una prision de uno á cinco años.

ART. 265.

Se castigará con reclusion, á todo militar, administrador ó responsable militar que falsifique, ó haga falsificar, sustancias, materias, víveres; ó líquidos confiados á su guarda ó puestos bajo su vigilancia; ó que, á sabiendas, distribuya ó haga dis-

tribuer les dites substances, matières, denrées ou liquides falsifiés.

La peine de la réclusion est également prononcée contre tout militaire, tout administrateur ou comptable militaire qui, dans un but coupable, distribue ou fait distribuer des viandes provenant d'animaux atteints de maladies contagieuses, ou de matières, substances, denrées ou liquides corrompus ou gâtés.

S'il existe des circonstances atténuantes, la peine de la réclusion est réduite à celle de l'emprisonnement d'un an à cinq ans, avec destitution, si le coupable est officier.

CHAPITRE XI.

Usurpation d'uniformes, costumes, insignes, décorations et médailles.

ART. 266.

Est puni d'un emprisonnement de deux mois à deux ans tout militaire qui porte publiquement des décorations, médailles, insignes, uniformes, costumes français sans en avoir le droit.

La même peine est prononcée contre tout militaire qui porte des décorations, médailles ou insignes étrangers, sans y avoir été préalablement autorisé.

TITRE III.

DISPOSITIONS GÉNÉRALES.

ART. 267.

Les tribunaux militaires appliquent les peines portées par les lois pénales ordinaires à tous les crimes ou délits non prévus par le présent Code, et, dans ce cas, s'il existe des circonstances atténuantes, il est fait application aux militaires de l'article 463 du Code pénal. (V. annexe n° 21.)

ART. 268.

Dans les cas prévus par les articles 251, 252, 253, 254 et 255 du présent Code, les complices, même non militaires, sont punis de la même peine que les auteurs du crime ou du délit, sauf l'application, s'il y a lieu, de l'article 197 du présent Code.

ART. 269.

Aux armées, dans les divisions territoriales en état de guerre, dans les communes, les départements et les places de guerre en état de siège,

tribuir dichas sustancias, materias, víveres ó líquidos falsificados.

La pena de reclusion, será igualmente señalada á todo militar, administrador ó responsable militar que con fin punible, distribuya ó haga distribuir carnes procedentes de animales atacados por enfermedades contagiosas, ó materias, sustancias, víveres ó líquidos corrompidos ó dañados.

Si existieren circunstancias atenuantes, la pena de reclusion quedará reducida á la de prision de uno á cinco años, con destitucion, si el delincente fuere oficial.

CAPITULO XI.

Usurpacion de uniformes, trages, insignias, condecoraciones y medallas.

ART. 266.

Se castigará con una prision de dos meses, á dos años, á todo militar que lleve públicamente condecoraciones, medallas, insignias, uniformes ó trages franceses, sin tener derecho para ello.

La misma pena se impondrá á todo militar que lleve condecoraciones, medallas ó insignias extranjeras, sin haber sido autorizado para ello con anterioridad.

TITULO III.

DISPOSICIONES GENEBALES.

ART. 267.

Los tribunales militares impondrán las penas que espresan las leyes penales ordinarias para todos los crímenes ó delitos no previstos por el presente Código; y en este caso, si existieren circunstancias atenuantes, se hará aplicacion á los militares del artículo 463 del Código penal. (Véase anexos número 21.)

ART. 268.

En los casos previstos por los artículos 251, 252, 253, 254 y 255 del presente Código, los cómplices, aun los que no sean militares, serán castigados con la misma pena que los autores del crimen ó delito, salvo que tenga lugar la aplicacion del artículo 197 del presente Código.

ART. 269.

En los ejércitos, en las divisiones territoriales en estado de guerra, en las municipalidades, los departamentos, las plazas de guerra en estado de si-

tout justiciable des tribunaux militaires, coupable ou complice d'un des crimes prévus par le chapitre premier du titre II du présent livre est puni de la peine qui y est portée.

ART. 270.

Les peines prononcées par les articles 41, 43 et 44 de la loi du 21 mars 1832, sur le recrutement de l'armée, sont applicables aux tentatives des délits prévus par ces articles, quelle que soit la juridiction appelée à en connaître.

Dans le cas prévu par l'article 45 de la même loi, ceux qui ont fait des dons et promesses sont punis des peines portées par ledit article contre les médecins, chirurgiens ou officiers de santé. (V. annexe n° 22.)

ART. 271.

Sont laissées à la répression de l'autorité militaire, et punies d'un emprisonnement dont la durée ne peut excéder deux mois :

1° Les contraventions de police commises par les militaires;

2° Les infractions aux règlements relatifs à la discipline.

Toutefois, l'autorité militaire peut toujours, suivant la gravité des faits, déférer le jugement des contraventions de police au conseil de guerre, qui applique la peine déterminée par le présent article.

ART. 272.

Si, dans le cas prévu par l'article précédent, il y a une partie plaignante, l'action en dommages-intérêts est portée devant la juridiction civile.

ART. 273.

Ne sont pas soumises à la juridiction des conseils de guerre les infractions commises par des militaires aux lois sur la chasse, la pêche, les douanes, les contributions indirectes, les octrois, les forêts et la grande voirie.

ART. 274.

Le régime et la police des compagnies de discipline, des établissements pénitentiaires, des ateliers de travaux publics, des lieux de détention militaire, sont réglés par des décrets impériaux.

tio; todo individuo sujeto á los tribunales militares; sea cómplice de alguno de los crímenes previstos por el capítulo primero, del título segundo del presente libro, será castigado con la pena que él espresa.

ART. 270.

Las penas impuestas por los artículos 41, 43 y 44 de la ley de 21 de Marzo de 1832, sobre la recluta del ejército, son aplicables á los conatos de los delitos previstos por esos artículos, cualquiera que sea la jurisdicción invocada para conocer de ellos.

En el caso previsto por el artículo 45 de la misma ley, los que hayan hecho obsequios ó promesas, serán castigados con las penas expresadas por dicho artículo, contra los médicos cirujanos ú oficiales de salud. (Véase anexo número 22.)

ART. 271.

Se dejarán á la represión de la autoridad militar, y se castigarán con una prisión, cuya duración no puede esceder de dos meses:

1.ª Las contravenciones de policía, cometidas por militares.

2.ª Las infracciones á los reglamentos, relativos á la disciplina.

Sin embargo, la autoridad militar puede siempre, segun la gravedad de los hechos, deferir el conocimiento de las contravenciones de policía al consejo de guerra; el que aplicará la pena determinada por el presente artículo.

ART. 272.

Si en el caso previsto por el artículo anterior, hubiere alguna parte quejosa, la acción de daños y perjuicios se elevará ante la jurisdicción civil.

ART. 273.

• No están sometidas á la jurisdicción de los consejos de guerra las infracciones cometidas por militares, de las leyes sobre la caza, la pesca, las aduanas, las contribuciones indirectas, arbitrios, bosques y caminos reales.

ART. 274.

El régimen y la policía de las compañías de disciplina, establecimientos penitenciarios, talleres de trabajos públicos, lugares de detención militar, están arreglados por decretos imperiales.

ART. 275.

Sont abrogées, en ce qui concerne l'armée de terre, toutes les dispositions législatives et réglementaires relatives à l'organisation, à la compétence et à la procédure des tribunaux militaires, ainsi qu'à la pénalité en matière de crimes et de délits militaires.

DISPOSITIONS TRANSITOIRES.

ART. 276.

Lorsque les peines déterminées par le présent Code sont moins rigoureuses que celles portées par les lois antérieures, elles sont appliquées aux crimes et délits encore non jugés au moment de sa promulgation.

ART. 277.

Jusqu'à la promulgation d'un nouveau Code de justice maritime, les conseils de guerre maritime permanents appliqueront les peines prononcées par le livre IV du présent Code, dans les cas qui y sont prévus.

Délibéré en séance publique, à Paris, le 8 Mai 1857.

Le Président,
(Signé) SCHNEIDER.

Les Secrétaires,
(Signé) COMTE JOACHIN MURAT, TESNIÈRE,
ED. DALLOZ, MARQUIS DE CHAUMONT QUITRY.

EXTRAIT DU PROCÈS-VERBAL DU SÉNAT.

Le Sénat ne s'oppose pas à la promulgation de la loi relative au Code de justice militaire pour l'armée de terre.

Délibéré et voté en séance, au palais du Sénat, le 8 Juin 1857.

Le Président,
(Signé) TROPLONG.

Les Secrétaires,
(Signé) A. DUQUE DE PADOUÉ, LE COMTE LE MAROIS, BARON T. DE LACROSSE.

Vu et scellé du sceau du Sénat:
(Signé) BARON T. DE LACROSSE.

MANDONS ET ORDONONS que les présentes, revêtues du sceau de l'Etat et insérées au Bulletin des lois,

ART. 275.

Quedan derogadas, en lo que concierne al ejército, todas las disposiciones legislativas y reglamentarias relativas a la organización, a la competencia y al procedimiento de los tribunales militares; así como a la parte penal en materia de crímenes y delitos militares.

DISPOSICIONES TRANSITORIAS.

ART. 276.

Cuando las penas determinadas por el presente Código, sean menos rigurosas que las señaladas por las leyes anteriores, deberán ser aplicadas a los crímenes y delitos que no hayan sido juzgados, hasta el momento de su promulgación.

ART. 277.

Hasta la promulgación de un nuevo Código de justicia marítima, los consejos de guerra marítimos permanentes aplicarán las penas pronunciadas por el libro cuarto del presente Código, en los casos que él ha previsto.

Resuelto en sesión pública, en Paris, el 8 de Mayo de 1857.

El Presidente,
(Firmado) SCHNEIDER.

Los Secretarios,
(Firmado) CONDE JOAQUIN MURAT, TESNIÈRE, ED. DALLOZ, MARQUES DE CHAUMONT QUITRY.

EXTRACTO DE LA ACTA DEL SENADO.

El senado no se opone a la promulgación de la ley relativa al Código de justicia militar, para el ejército.

Resuelto y votado en sesión, en el Palacio de Senado, a 8 de Junio de 1857.

El Presidente,
(Firmado) TROPLONG.

Los secretarios,
(Firmado) A. DUQUE DE PADOUÉ, EL CONDE DE MAROIS, BARON T. DE LACROSSE.

Visto y sellado con el sello del senado:
(Firmado) BARON T. DE LACROSSE.

MANDAMOS Y ORDENAMOS que las presentes, autorizadas con el sello del Estado, é insertas en e

soient adressés aux cours, aux tribunaux et aux autorités administratives, pour qu'ils les inscrivent sur leurs registres, les observent et les fassent observer, et notre ministre secrétaire d'état au département de la justice est chargé d'en surveiller la publication.

Fait au palais de Saint-Cloud, le 9 Juin 1857.

(Signé) NAPOLEON.

Par l'Empereur.—Le Ministre d'État,
(Signé) ACHILLE FOULD.

Vu et scellé du grand sceau:
Le Garde des sceaux, Ministre secrétaire d'État
au département de la justice,
(Signé) ABBATUCCI.

Boletín de las Leyes, se dirijan á las cortes, á los tribunales y á las autoridades administrativas, para que las inscriban en sus registros, las observen y las hagan observar, y nuestro ministro, secretario de Estado, del Departamento de Justicia, está encargado de vigilar su publicacion.

Hecho en el Palacio de San Claudio, á 9 de Junio de 1857.

(Firmado) NAPOLEON.

Por el Emperador.—El Ministro de Estado,
(Firmado) ACHILLE FOULD.

Visto y sellado con el gran sello:
El Guarda Sellos, Ministro Secretario de Estado en el Departamento de Justicia,
(Firmado) ABBATUCCI.

ANEXOS.

TEXTE

Des lois auxquelles renvoie le Code de Justice Militaire.

(NUM. 1.) ART. 70. (1).

LOI SUR L'ÉTAT DE SIÈGE DU 9 AOÛT 1849.

Art. 1^{er}. L'état de siège ne peut être déclaré qu'en cas de péril imminent pour la sécurité intérieure ou extérieure.

2. (2) La déclaration de l'état de siège désigne les communes, les arrondissements ou départements auxquels il s'applique et pourra être étendue.

4. Dans les colonies françaises, la déclaration de l'état de siège est faite par le gouverneur de la colonie.

Il doit en rendre compte immédiatement au gouvernement.

(1) Cette citation est celle de l'article du Code de justice militaire auquel se rapportent les dispositions spéciales.

(2) Le premier paragraphe de l'article 2, les articles 3, 6, et les trois premiers paragraphes de l'article 12, sont aujourd'hui remplacés par l'article 12 de la Constitution du 14 janvier 1852, lequel est ainsi conçu:

"L'Empereur, le droit de déclarer l'état de siège dans un ou plusieurs départements, sauf à en référer au Sénat dans le plus bref délai.

"Les conséquences de l'état de siège sont régies par la loi."

TESTO

De las leyes que cita el Código de Justicia Militar.

(NUM. 1.) ART. 70. (1).

LEY DEL 9 DE AGOSTO DE 1849 SOBRE EL ESTADO DE SITIO.

1^o. No podrá declararse el estado de sitio sino en caso de peligro inminente para la seguridad interior ó exterior.

2^o. (2) La declaración del estado de sitio designa las municipalidades, cantones ó departamentos á que se aplica, y podrá extenderse.

4^o. En las colonias francesas, la declaración en estado de sitio la hará el gobernador de la colonia dando cuenta inmediatamente al gobierno.

(1) Esta cifra es la del artículo del Código de justicia militar á que se refieren las disposiciones especiales.

(2) El primer párrafo del artículo 2, los artículos 3, 6 y los tres primeros párrafos del artículo 12, están hoy reemplazados por el artículo 12 de la Constitución del 14 de Enero de 1852, en tal forma concebido en estos términos:

"Tiene (el Emperador) el derecho de declarar el estado de sitio en uno ó varios Departamentos; é reserva de dar cuenta de ello al Senado, en el término mas breve.

"Las consecuencias del estado de sitio, están arregladas por la ley.

5. Dans les places de guerre et postes militaires, soit de la frontière, soit de l'intérieur, la déclaration de l'état de siège peut être faite par le commandant militaire, dans les cas prévus par la loi du 10 juillet 1791 (1) et par le décret du 24 décembre 1811 (2).

6. Le commandant en rend compte immédiatement au Gouvernement.

7. Aussitôt l'état de siège déclaré, les pouvoirs dont l'autorité civile était revêtue pour le maintien de l'ordre et de la police passent tout entiers à l'autorité militaire.

L'autorité civile continue néanmoins à exercer ceux de ces pouvoirs dont l'autorité militaire ne l'a pas dessaisie.

8. Les tribunaux militaires peuvent être saisis de la connaissance des crimes et délits contre la sûreté de la République, contre la Constitution, contre l'ordre et la paix publics, quelle que soit la qualité des auteurs principaux et des complices.

9. L'autorité militaire a le droit:

1°. De faire des perquisitions, de jour et de nuit, dans le domicile des citoyens;

2°. D'éloigner les repris de justice et les individus qui n'ont pas leur domicile dans les lieux soumis à l'état de siège;

3°. D'ordonner la remise des armes et munitions, et de procéder à leur recherche et à leur enlèvement;

4°. D'interdire les publications et les réunions qu'elle juge de nature à exciter ou à entretenir le désordre.

10. Dans les lieux énoncés en l'article 5, les effets de l'état de siège continuent, en outre, en cas de guerre étrangère, à être déterminés par les dispositions de la loi du 10 juillet 1791 et du décret du 24 décembre 1811.

11. Les citoyens continuent, nonobstant l'état de siège, à exercer tous ceux des droits garantis par la constitution, dont la jouissance n'est pas suspendue en vertu des articles précédents.

12. L'état de siège, déclaré conformément à l'article 4, pourra être levé par les gouverneurs des colonies, aussitôt qu'ils croiront la tranquillité suffisamment rétablie.

(1) Titre I^{er}, article 11.

(2) Article 53.

5°. En las plazas de guerra y puestos militares, ya sea en la frontera ó en el interior, la declaracion en estado de sitio podrá hacerse por el comandante militar en los casos previstos por la ley de 10 de Julio de 1791 (1), y por el decreto de 24 de Diciembre de 1811 (2). El comandante dará cuenta inmediatamente al gobierno.

7°. Tan luego como se declare el estado de sitio, los poderes de que está investida la autoridad civil para la conservacion del orden y policia, pasarán íntegros á la autoridad militar.

La autoridad civil continuará, sin embargo, ejerciendo aquellos poderes de que la autoridad militar no la haya relevado.

8. Los tribunales militares pueden tomar conocimiento de los crímenes y delitos contra la seguridad de la República, contra la constitucion, orden y paz pública, sea cual fuere la calidad de los autores principales y de los cómplices.

9. La autoridad militar tiene derecho:

1°. De hacer pesquisas de dia y de noche en el domicilio de los ciudadanos.

2°. De alejar á los aperebidos por la justicia, y á los individuos que no tienen su domicilio en los lugares sometidos al estado de sitio.

3°. De disponer la remision de armas y municiones, y de proceder á buscarlas y á recojerlas.

4°. De prohibir las publicaciones y reuniones que juzgue capaces de excitar ó mantener el desorden.

10. En los lugares indicados en el art. 5°, los efectos del estado de sitio continuarán además, en caso de guerra extranjera, determinándose por las disposiciones de la ley de 10 de Julio de 1791, y del decreto de 24 de Diciembre de 1811.

11. Los ciudadanos continuarán ejerciendo no obstante el estado de sitio, todos aquellos de sus derechos garantidos por la constitucion, cuyo goce no queda suspendido en virtud de los artículos precedentes.

12. El estado de sitio declarado conforme al art. 4°, podrá levantarse por los gobernadores de las colonias tan luego como crean que la tranquilidad pública está restablecida suficientemente.

(1) Título primero, artículo 11.

(2) Artículo 53.

18. Après la levée de l'état de siège, les tribunaux militaires continuent de connaître des crimes et délits dont la poursuite leur avait été déferée.

(N. 2.) ART. 82.

CODE D'INSTRUCTION CRIMINELLE.

441. Lorsque, sur l'exhibition d'un ordre formel à lui donné par le Ministre de la justice, le procureur général près la cour de cassation dénoncera à la section criminelle des actes judiciaires, arrêts ou jugements contraires à la loi, ces actes, arrêts ou jugements pourront être annulés, et les officiers de police ou les juges poursuivis, s'il y a lieu, de la manière exprimée au chapitre III du titre IV du présent livre.

442. Lorsqu'il aura été rendu par une cour impériale ou d'assises, ou par un tribunal correctionnel ou de police, un arrêt ou jugement en dernier ressort, sujet à cassation, et contre lequel néanmoins aucune des parties n'aurait réclamé dans le délai déterminé, le procureur général près la cour de cassation pourra aussi d'office, et nonobstant l'expiration du délai, en donner connaissance à la cour de cassation: l'arrêt ou le jugement sera cassé, sans que les parties puissent s'en prévaloir pour s'opposer à son exécution.

443. Lorsqu'un accusé aura été condamné pour un crime, et qu'un autre accusé aura aussi été condamné par un autre arrêt comme auteur du même crime, si les deux arrêts ne peuvent se concilier, et sont la preuve de l'innocence de l'un ou de l'autre condamné, l'exécution des deux arrêts sera suspendue, quand même la demande en cassation de l'un ou de l'autre arrêt aurait été rejetée.

Le Ministre de la justice, soit d'office, soit sur la réclamation des condamnés ou de l'un d'eux, ou du procureur général, chargera le procureur général près la cour de cassation, de dénoncer les deux arrêts à cette cour.

Ladite cour, section criminelle, après avoir vérifié que les deux condamnations ne peuvent se concilier, cassera les deux arrêts, et renverra les accusés, pour être procédé, sur les actes d'accusation subsistants, devant une cour autre que celles qui auront rendu les deux arrêts.

444. Lorsqu'après une condamnation pour homicide, il sera, de l'ordre exprès du Ministre de la justice, adressé à la cour de cassation, section criminelle, des pièces représentées postérieurement

13. Después de levantado el estado de sitio, los tribunales militares continuarán conociendo de los crímenes y delitos, cuya prosecucion se les habia deferido.

(NUM. 2.) ART. 82.

CODIGO DE INSTRUCCION CRIMINAL.

441. Cuando el procurador general de la corte de casacion, previa presentacion de una orden formal que le haya sido dada por el Ministro de Justicia denuncie á la seccion de lo criminal actos judiciales, fallos ó sentencias contrarios á la ley, estos fallos ó sentencias podrán ser anulados y los oficiales de policía ó jueces perseguidos, si hubiere lugar, del modo espresado en el capítulo III del título IV del presente libro.

442. Cuando se haya pronunciado por una corte imperial (ó de assises) ó por un tribunal correccional ó de policía un fallo ó sentencia en definitiva, sujeto á casacion y contra el cual, sin embargo, no hayan reclamado ninguna de las partes en el término señalado, el procurador general de la corte de casacion podrá tambien dar conocimiento de esto á dicha corte no obstante el haber espirado el plazo: el fallo ó sentencia será anulada sin que las partes puedan prevalerse de ello para oponerse á su ejecucion.

443. Cuando un acusado haya sido condenado por un crimen, y que otro lo haya sido igualmente por otra sentencia como autor del mismo crimen, si los dos fallos no pueden conciliarse, y son prueba de la inocencia de uno de los dos acusados, se suspenderá la ejecucion de ambas sentencias, aun cuando la demanda en casacion de alguna de ellas haya sido desechada.

El Ministro de Justicia, sea de oficio, sea por reclamo de los sentenciados, ó de alguno de ellos, ó del procurador general, comisionará al procurador general de la corte de casacion para que denuncie á esta corte ambas sentencias.

La seccion de lo criminal de dicha corte después de haber verificado que las dos sentencias no puedan conciliarse, anulará ambos fallos y volverá á remitir á los acusados, para que se proceda con presencia de las actas de acusacion, ante otra corte, que aquellas que hayan pronunciado las dos sentencias.

444. Cuando después de una condena por homicidio se dirijan á la corte de casacion, seccion de lo criminal, por orden expresa del Ministro de justicia, piezas elevadas con posterioridad á la conde-

à la condamnation et propres à faire naître de suffisants indices sur l'existence de la personne dont la mort supposée aurait donné lieu à la condamnation, cette cour pourra préparatoirement désigner une cour impériale pour reconnaître l'existence et l'identité de la personne prétendue homicide, et les constater par l'interrogatoire de cette personne, par audition de témoins, et par tous les moyens propres à mettre en évidence le fait destructif de la condamnation.

L'exécution de la condamnation sera de plein droit suspendue par l'ordre du Ministre de la justice, jusqu'à ce que la cour de cassation ait prononcé, et s'il y a lieu ensuite, par l'arrêt préparatoire de cette cour.

La Cour désignée par celle de cassation prononcera simplement sur l'identité ou non-identité de la personne; et après que son arrêt aura été, avec la procédure, transmis à la Cour de cassation, celle-ci pourra casser l'arrêt de condamnation, et même renvoyer, s'il y a lieu, l'affaire à une Cour d'assises autre que celles qui en auraient primitivement connu.

445. Lorsqu'après une condamnation contre un accusé, l'un ou plusieurs des témoins qui avaient déposé à charge contre lui, seront poursuivis pour avoir porté un faux témoignage dans le procès, et si l'accusation en faux témoignage est admise contre eux, ou même s'il est décerné contre eux des mandats d'arrêt, il sera sursis à l'exécution de l'arrêt de condamnation, quand même la Cour de cassation aurait rejeté la requête du condamné.

Si les témoins sont ensuite condamnés pour faux témoignage à charge, le ministre de la justice, soit d'office, soit sur la réclamation de l'individu condamné par le premier arrêt, ou du procureur général, chargera le procureur général près la Cour de cassation de dénoncer le fait à cette Cour.

Ladite Cour, après avoir vérifié la déclaration du jury sur laquelle le second arrêt aura été rendu, annulera le premier arrêt, si par cette déclaration les témoins sont convaincus de faux témoignage à charge contre le premier condamné; et, pour être procédé contre l'accusé sur l'acte d'accusation subsistant, elle le renverra devant une cour d'assises autre que celles qui auront rendu, soit le premier, soit le second arrêt.

Si les accusés de faux témoignage sont acquittés, le sursis sera levé de droit et l'arrêt de condamnation sera exécuté.

446. Les témoins condamnés pour faux témoi-

na y propios para hacer nacer indicios suficientes acerca de la existencia de la persona cuya muerte supuesta haya dado lugar á la condena, esta corte podrá designar preparatoriamente una corte imperial para reconocer la existencia y la identidad de la persona del pretendido occiso, y hacerlas constar por el interrogatorio de esta persona, por audiencia de testigos y por todos los demas medios capaces de poner en evidencia el hecho que destruya la condena.

La ejecucion de la condena será suspendida de derecho pleno de orden del Ministro de Justicia, hasta que la corte de casacion haya sentenciado, y en seguida si hubiere lugar, por el fallo preparatorio de esta corte.

La corte designada por la de cassacion, determinará simplemente sobre la identidad ó no identidad de la persona; y despues que su fallo con el procedimiento se hayan transmitido á la corte de casacion, ésta procederá á anular el fallo de condena y aun á remitir el negocio, si hay lugar, á una corte de assises, diversa de las que conocieron primero.

445. Quando despues de una condena contra un acusado, uno ó varios testigos de cargo que hubieren depuesto contra él, sean perseguidos por haber dado falso testimonio en el proceso, y se admite la acusacion por falso testimonio contra ellos, ó aun si se librase orden de prision contra dichos, se suspenderá la ejecucion del fallo de condena, aun cuando la corte de casacion haya desechado la instancia del sentenciado.

Si despues fuesen sentenciados los testigos de cargo por falso testimonio, el Ministro de Justicia; bien sea de oficio, bien á virtud de algun reclamo del individuo condenado por el primer fallo, ó del procurador general, encargará al procurador general de la corte de casacion denunciar el hecho ante esta corte.

Dicha corte, despues de haber comprobado la declaracion del jurado, sobre la que haya recaído el segundo fallo, anulará el primero si por esta declaracion se convence á los testigos de cargo de falso testimonio contra el primer sentenciado, y para proceder contra el acusado sobre el acta de acusacion subsistente, ésta lo remitirá ante una corte de assises diversa de aquellas que hayan pronunciado el primero ó el segundo fallo.

Si los acusados de falso testimonio fueren absueltos, se levantará de derecho la suspension, y se ejecutará la sentencia de condena.

446. Los testigos condenados por falso testi-

gnage ne pourront pas être entendus dans les nouveaux débats.

447. Lorsqu'il y aura lieu de réviser une condamnation pour la cause exprimée en l'article 444, et que cette condamnation aura été portée contre un individu mort depuis, la cour de cassation créera un curateur à sa mémoire, avec lequel se fera l'instruction, et qui exercera tous les droits du condamné.

Si, par le résultat de la nouvelle procédure, la première condamnation se trouve avoir été portée injustement, le nouvel arrêt déchargera la mémoire du condamné de l'accusation qui avait été portée contre lui.

542. En matière criminelle, correctionnelle et de police, la cour de cassation peut, sur la réquisition du procureur général près cette cour, renvoyer la connaissance d'une affaire, d'une cour impériale ou d'assises à une autre, d'un tribunal correctionnel ou de police à un autre tribunal de même qualité, d'un juge d'instruction à un autre juge d'instruction, pour cause de sûreté publique ou de suspicion légitime.

527. Il y aura lieu également à être réglé de juges par la cour de cassation, lorsqu'un tribunal militaire ou maritime, ou un officier de police militaire, ou tout autre tribunal d'exception, d'une part, une cour impériale ou d'assises, un tribunal jugeant correctionnellement, un tribunal de police ou un juge d'instruction, d'autre part, seront saisis de la connaissance du même délit ou de délits connexes, ou de la même contravention.

(N. 3.) ART. 86.

CODE D'INSTRUCTION CRIMINELLE.

31. Les dénonciations seront rédigées par les dénonciateurs, ou par leurs fondés de procuration spéciale, ou par le procureur impérial, s'il en est requis: elles seront toujours signées par le procureur impérial à chaque feuillet, et par les dénonciateurs ou par leurs fondés de pouvoir.

Si les dénonciateurs ou leurs fondés de pouvoir ne savent ou ne veulent pas signer, il en sera fait mention.

La procuration demeurera toujours annexée à la dénonciation; et le dénonciateur pourra se faire délivrer, mais à ses frais, une copie de sa dénonciation.

33. Le procureur impérial pourra aussi, dans le cas de l'article précédent, appeler à son procés-

monio no podrán ser oídos en los nuevos debates.

447. Cuando haya lugar á revisar una condena por la causa espresada en el artículo 444, y que esta condena haya recaído contra un individuo muerto despues, la corte de casacion creará un curador á su memoria, con quien se hará la instruccion y que ejercerá todos los derechos del sentenciado.

Si por resultado del nuevo procedimiento, se encuentra haber sido injusta la primera sentencia, el nuevo fallo exonerará la memoria del sentenciado de la acusacion contra él entablada.

542. En materia criminal, correccional y de policia, la corte de casacion podrá por requisicion del procurador general de esta corte, remitir el conocimiento de un negocio, de una corte imperial ó de (assises) á otra; de un tribunal correccional ó de policia, á otro tribunal de la misma calidad; de un juez de instruccion á otro de su misma clase, por causa de seguridad pública ó de sospecha legítima.

527. Habrá lugar igualmente á que se decida por la corte de casacion qué juez deba conocer en un negocio, cuando un tribunal militar ó marítimo, ó un oficial de policia militar, ó cualquiera otro tribunal de escepcion, por una parte, una corte imperial ó de (assises), un tribunal que juzgue correccionalmente, un tribunal de policia ó un juez de instruccion por otra, estén conociendo del mismo delito ó de delitos conexos, ó de la misma contravencion.

(NUM. 3.) ART. 86.

CODIGO DE INSTRUCCION CRIMINAL.

31. Los denuncios serán redactados por los denunciadores ó por sus apoderados especiales, ó por el procurador imperial si para ello fuese requerido; rubricadas siempre cada foja por el procurador imperial y por los denunciadores ó sus apoderados.

Si los denunciadores ó sus apoderados no supieren ó no quisieren firmar, se hará de ello mencion.

El poder quedará siempre adjunto á la denuncia, y el denunciante podrá hacerse dar, pero á sus espensas, una copia de su denuncia.

33. El procurador imperial, en el caso del artículo precedente, podrá llamar tambien en su su-

verbal les parents, voisins ou domestiques, présumés en état de donner des éclaircissements, sur le fait: il recevra leurs déclarations, qu'ils signeront: les déclarations reçues en conséquence du présent article et de l'article précédent seront signées par les parties, ou, en cas de refus, il en sera fait mention.

36. Si la nature du crime ou du délit est telle que la preuve puisse vraisemblablement être acquise par les papiers ou autres pièces et effets en la possession du prévenu, le procureur impérial se transportera de suite dans le domicile du prévenu, pour y faire la perquisition des objets qu'il jugera utiles à la manifestation de la vérité.

37. S'il existe, dans le domicile du prévenu, des papiers ou effets qui puissent servir à conviction ou à décharge, le procureur impérial en dressera procès-verbal, et se saisira desdits effets ou papiers.

38. Les objets saisis seront clos et cachetés, si faire se peut; ou s'ils ne sont pas susceptibles de recevoir des caractères d'écriture, ils seront mis dans un vase ou dans un sac, sur lequel le procureur impérial, attachera une bande de papier qu'il scellera de son sceau.

39. Les opérations prescrites par les articles précédents seront faites en présence du prévenu, s'il a été arrêté; et s'il ne veut ou ne peut y assister, en présence d'un fondé de pouvoir qu'il pourra nommer. Les objets lui seront présentés à l'effet de les reconnaître et de les parafer, s'il y a lieu; et, au cas de refus, il en sera fait mention au procès-verbal.

65. Les dispositions de l'article 31 concernant les dénonciations, seront communes aux plaintes.

(N. 4.) ART. 102.

CODE D'INSTRUCTION CRIMINELLE.

73. Il seront entendus séparément, et hors de la présence du prévenu, par le juge d'instruction, assisté de son greffier.

74. Ils représenteront, avant d'être entendus, la citation qui leur aura été donnée pour déposer; et il en sera fait mention dans le procès-verbal.

75. Les témoins prêteront serment de dire toute la vérité, rien que la vérité; le juge d'instruction leur demandera leur noms, prénoms, âge, état, profession, demeure, s'ils sont domestiques, parents ou

maria á los parientes, vecinos ó domésticos, que juzgue en estado de aclarar el hecho: recibirá sus declaraciones que serán firmadas por ellos: las declaraciones recibidas en consecuencia del presente artículo y del artículo anterior, serán firmadas por las partes, y en caso de que rehusen hacerlo, se hará mencion de ello.

36. Si la naturaleza del crimen ó delito es tal que la prueba pueda adquirirse verosímilmente por los papeles ú otras piezas, ó efectos que se hallen en poder del acusado, el procurador imperial se dirigirá desde luego al domicilio del acusado, para hacer en él pesquisa de los objetos que juzgue convenientes á la manifestacion de la verdad.

Si existiesen en el domicilio del acusado papeles ó efectos que puedan servir de convicción ó de descargo, el procurador imperial levantará acta de ellos y se apoderará de dichos efectos ó papeles.

38. Los objetos aprehendidos serán encerrados y sellados si fuere posible, ó sino fuesen susceptibles de recibir caracteres de escritura, se pondrán en una vasija ó saco, sobre el cual el procurador imperial atará una faja de papel que sellará con su sello.

39. Las operaciones prescrites por los artículos precedentes, se harán en presencia del acusado si se hubiere aprehendido, y si no pudiere ó no quisiere asistir á ellas, en presencia de un apoderado que podrá nombrar. Se le presentarán los objetos á fin de que los reconozca y de que sean inventariados si hubiere lugar, y en caso de que se rehuse, se hará de ello mencion en la sumaria.

65. Las disposiciones del artículo 31 concernientes á las denuncias, serán comunes á las quejas.

(NUM. 4.) ART. 102.

CODIGO DE INSTRUCCION CRIMINAL.

73. Serán oídos separadamente, y en ausencia del acusado, por el juez de instruccion, acompañado de su escribano.

74. Presentarán antes de ser oídos, la cita que se les haya dado para deponer, y se hará de ello mencion en el acta.

75. Los testigos prestarán juramento de decir toda la verdad, y nada mas que la verdad; el juez de instruccion les preguntará sus nombres, apellidos, edad, estado, profesion, morada, si son domés-

alliés des parties, et à quel degré: il sera fait mention de la demande, et des réponses des témoins.

76. Les dépositions seront signées du juge, du greffier et du témoin, après que lecture lui en aura été faite et qu'il aura déclaré y persister: si le témoin ne veut ou ne peut signer, il en sera fait mention.

Chaque page du cahier d'information sera signée par le juge et par le greffier.

77. Les formalités prescrites par les trois articles précédents seront remplies, à peine de cinquante francs d'amende contre le greffier, même, s'il y a lieu, de prise à partie contre le juge d'instruction.

78. Aucun interligne ne pourra être fait: les ratures et les renvois seront approuvés et signés par le juge d'instruction, par le greffier et par le témoin, sous les peines portées en l'article précédent. Les interlignes, ratures et renvois non approuvés, seront réputés non avenus.

79. Les enfants de l'un et de l'autre sexe, au-dessous de l'âge de quinze ans, pourront être entendus, par forme de déclaration et sans prestation de serment.

82. Chaque témoin qui demandera une indemnité, sera taxé par le juge d'instruction.

83. Lorsqu'il sera constaté, par le certificat d'un officier de santé, que des témoins se trouvent dans l'impossibilité de comparaître sur la citation qui leur aura été donnée, le juge d'instruction se transportera en leur demeure, quand ils habiteront dans le canton de la justice de paix du domicile du juge d'instruction.

Si les témoins habitent hors du canton, le juge d'instruction pourra commettre le juge de paix de leur habitation à l'effet de recevoir leur déposition, et il enverra au juge de paix des notes et instructions qui feront connaître les faits sur lesquels les témoins devront déposer.

85. Le juge qui aura reçu les dépositions en conséquence des articles 83 et 84 ci-dessus, les enverra closes et cachetées au juge d'instruction du tribunal saisi de l'affaire (1).

(1) 84. Si les témoins résident hors de l'arrondissement du juge d'instruction, celui-ci requerra le juge d'instruction de l'arrondissement dans lequel les témoins sont résidents de se transporter auprès d'eux pour recevoir leurs dépositions.

Dans le cas où les témoins n'habiteraient pas le canton du juge d'instruction ainsi requis, il pourra commettre le juge de paix de leur habitation, à l'effet de recevoir leurs dépositions, ainsi qu'il est dit dans l'article précédent.

ticos, parientes ó allegados de las partes y en qué grado: se hará mencion de la pregunta y de las respuestas de los testigos.

75. Las deposiciones serán firmadas por el juez, por el escribano y por el testigo despues de habérsele dado lectura y que él haya declarado insistir en ella: si el testigo no pudiese ó no quisiese firmar, se hará mencion de ello.

Cada página del cuaderno de informacion, será firmada por el juez y por el escribano.

77. Se llenarán las formalidades prescritas por los tres artículos precedentes, sopena de cincuenta francos de multa contra el escribano, aun cuando haya lugar á que sea multado en compañía del juez de instruccion.

78. No se podrá entre renglonar: las raspaduras serán salvadas y firmadas por el juez de instruccion, por el escribano y por el testigo, bajo las penas prescritas por el artículo precedente. Las interlineas, raspaduras y notas no salvadas, se reputarán como nulas.

79. Los niños de ambos sexos, que no lleguen á la edad de quince años, podrán ser oidos por forma de declaracion y sin que presten juramento.

82. Todo testigo que pida una indemnizacion, será cuotizado por el juez de instruccion.

83. Cuando se haga constar por el certificado de un oficial de sanidad, que algunos testigos se hallen en imposibilidad de comparecer á la cita que se les haya dado, el juez de instruccion se dirigirá á su casa, cuando residan en el canton del juzgado de paz del domicilio del juez de instruccion.

84. Si los testigos habitasen fuera del canton, el juez de instruccion podrá encargar al juez de paz del lugar donde residan, que reciba su deposicion y remitirá al juez de paz notas é instrucciones que le hagan conocer los hechos sobre los que deban deponer.

85. El juez que haya recibido las deposiciones en consecuencia de los artículos 83 y 84 anteriores, las remitirá cerradas y selladas al juez de instruccion del tribunal encargado del negocio. (1.)

(1) 84. Si los testigos residen fuera del distrito del juez de instruccion, éste requerirá al juez de instruccion del distrito en que residan los testigos para que vaya á recibir sus deposiciones.

En el caso de que los testigos no habiten el canton del juez de instruccion así requerido, podrá encargar al juez de paz del lugar de su habitation, á fin de que reciba sus declaraciones, como queda dicho en el artículo precedente.

86. Si le témoin auprès duquel le juge se sera transporté, dans les cas prévus par les trois articles précédents, n'était pas dans l'impossibilité de comparaître sur la citation qui lui avait été donnée; le juge décernera un mandat de dépôt contre le témoin et l'officier de santé qui aura délivré le certificat ci-dessus mentionné.

La peine portée en pareil cas sera prononcée par le juge d'instruction du même lieu, et sur la réquisition du procureur impérial, en la forme prescrite par l'article 80. (Voir art. 103 du Code de justice militaire.)

(N. 5.) ART. 128.

CODE D'INSTRUCTION CRIMINELLE.

315. Le procureur général exposera le sujet de l'accusation; il présentera ensuite la liste des témoins qui devront être entendus, soit à sa requête, soit à la requête de la partie civile, soit à celle de l'accusé.

Cette liste sera lue à haute voix par le greffier.

Elle ne pourra contenir que les témoins dont les noms, profession et résidence auront été notifiés, vingt-quatre heures au moins avant l'examen de ces témoins, à l'accusé, par le procureur général ou la partie civile, et au procureur général par l'accusé, sans préjudice de la faculté accordée au président par l'article 269. (Voir article 125 du Code de justice militaire.)

L'accusé et le procureur général pourront, en conséquence, s'opposer à l'audition d'un témoin qui n'aurait pas été indiqué ou qui n'aurait pas été clairement désigné dans l'acte de notification.

La cour statuera de suite sur cette opposition.

316. Le président ordonnera aux témoins de se retirer dans la chambre qui leur sera destinée. Ils n'en sortiront que pour déposer. Le président prendra des précautions, s'il en est besoin, pour empêcher les témoins de conférer entre eux du délit et de l'accusé, avant leur déposition.

317. Les témoins déposeront séparément l'un de l'autre, dans l'ordre établi par le procureur général. Avant de déposer, ils prêteront, à peine de nullité, le serment de parler sans haine et sans crainte, de dire toute la vérité et rien que la vérité.

Le président leur demandera leurs noms, prénoms, âge, profession, leur domicile ou résidence, s'ils connaissent l'accusé avant le fait mentionné

86. Si el testigo á quien se haya dirigido el juez en los casos previstos por los tres artículos precedentes, no se hallare en la imposibilidad de comparecer á la cita que se le haya dado, el juez expedirá una orden de arresto contra el testigo y el oficial de sanidad que haya dado el certificado arriba mencionado. La pena señalada en el presente caso, será pronunciada por el juez de instruccion del mismo lugar, y por requisicion del comisario imperial, en la forma prescrita por el artículo 80. (Véase artículo 103 del Código de justicia militar.)

(NUM. 5.) ART. 128.

CODIGO DE INSTRUCCION CRIMINAL.

315. El procurador general espondrá el motivo de la acusacion; presentará en seguida la lista de los testigos, que deberán ser oidos, sea á pedimento suyo, sea á pedimento de la parte civil, ó bien al del acusado.

Se leerá esta lista en voz alta por el escribano.

No podrá contener sino los testigos cuyos nombres, profesion y residencia hayan sido notificados veinticuatro horas á lo menos antes del examen de estos testigos, al acusado, por el procurador general ó la parte civil, y al procurador general por el acusado, sin perjuicio de la facultad concedida al presidente por el artículo 269. (Véase artículo 125 del Código de justicia militar.)

El acusado y el procurador general podrán, en consecuencia, oponerse á que sea oido algun testigo que no hubiese sido indicado, ó que no haya sido claramente designado en la acta de notificacion.

La corte decidirá inmediatamente sobre esta oposicion.

316. El presidente ordenará á los testigos que se retiren á una pieza, que les será destinada. No saldrán de ella sino para declarar. El presidente tomará precauciones, si necesario fuere, para impedir á los testigos el conferenciar entre sí del delito y del acusado, antes de su declaracion.

317. Los testigos depondrán separadamente el uno del otro en el orden establecido por el procurador general. Antes de declarar, prestarán, so pena de nulidad, el juramento de hablar sin ódio y sin temor; y de decir toda la verdad, y nada mas que la verdad.

El presidente les preguntará sus nombres, apellidos, edad, profesion, su domicilio ó residencia, si conocen al acusado antes del hecho mencionado

dans l'acte d'accusation, s'ils sont parents ou alliés soit de l'accusé, soit de la partie civile, et à quel degré; il leur demandera encore s'ils ne sont pas attachés au service de l'un ou de l'autre: cela fait, les témoins déposeront oralement.

318. Le président fera tenir note, par le greffier, des additions, changements ou variations qui pourraient exister entre la déposition d'un témoin et ses précédentes déclarations.

Le procureur général et l'accusé pourront requérir le président de faire tenir les notes de ces changements, additions et variations.

319. Après chaque déposition, le président demandera au témoin si c'est de l'accusé présent qu'il a entendu parler; il demandera ensuite à l'accusé s'il veut répondre à ce qui vient d'être dit contre lui.

Le témoin ne pourra être interrompu: l'accusé ou son conseil pourront le questionner par l'organe du président, après sa déposition, et dire, tant contre lui que contre son témoignage, tout ce qui pourra être utile à la défense de l'accusé.

Le président pourra également demander au témoin et à l'accusé tous les éclaircissements qu'il croira nécessaires à la manifestation de la vérité.

Les juges, le procureur général et les jurés auront la même faculté, en demandant la parole au président. La partie civile ne pourra faire de questions, soit au témoin, soit à l'accusé, que par l'organe du président.

320. Chaque témoin, après sa déposition, restera dans l'auditoire, si le président n'en a ordonné autrement, jusqu'à ce que les jurés se soient retirés pour donner leur déclaration.

321. Après l'audition des témoins produits par le procureur général et par la partie civile, l'accusé fera entendre ceux dont il aura notifié la liste, soit sur les faits mentionnés dans l'acte d'accusation, soit pour attester qu'il est homme d'honneur, de probité et d'une conduite irréprochable.

Les citations faites à la requête des accusés seront à leurs frais, ainsi que les salaires des témoins cités, s'ils en requièrent; sauf au procureur général à faire citer à sa requête les témoins qui lui seront indiqués par l'accusé, dans le cas où il jugerait que leur déclaration pût être utile pour la découverte de la vérité.

322. Ne pourront être reçues les dépositions:

1° Du père, de la mère, de l'aïeul, de l'aïeule,

en la acta de acusacion, si son parientes ó allegados, ya sea del acusado ó bien de la parte civil y en qué grado, les preguntará aun si no están empleados al servicio del uno ó del otro; hecho esto los testigos depondrán verbalmente.

318. El presidente hará tomar nota por el escribano, de las adiciones, cambios ó variaciones que pudieran existir entre la deposicion de un testigo y sus anteriores declaraciones.

El procurador general y el acusado, podrán requerir al presidente para que haga tomar nota de estos cambios, adiciones y variaciones.

319. Despues de cada deposicion, el presidente preguntará al testigo si el acusado que está presente es de quien ha oido hablar; preguntará en seguida al acusado si quiere responder á lo que acaba de decirse contra él.

El testigo no podrá ser interrumpido: el acusado ó su defensor podrán interrogarle por el órgano del presidente, despues de su deposicion, y decir tanto contra él como contra su testimonio, todo lo que pueda ser útil á la defensa del acusado.

El presidente podrá igualmente pedir al testigo todas las aclaraciones que crea necesarias á la manifestacion de la verdad.

Los jueces, el procurador general y los jurados, tendrán la misma facultad, pidiendo la palabra al presidente.

La parte civil no podrá interrogar al acusado ni al testigo sino por el órgano del presidente.

320. Cada testigo, despues de su deposicion, quedará en el auditorio, si el presidente no hubiere dispuesto otra cosa, hasta que los jurados se hayan retirado para dar su declaracion.

321. Despues de oir á los testigos producidos por el procurador general y por la parte civil, el acusado hará oir á aquellos cuya lista haya notificado, ya sea sobre los hechos mencionados en la acta de acusacion, ó bien para testificar que es hombre de honor, de probidad y de una conducta irreprochable.

Las listas hechas á pedimento de los acusados serán de su cuenta, así como los salarios de los testigos citados, si ellos los exigen, escepto cuando el procurador general haga citar, á pedimento suyo, á los testigos que le sean indicados por el acusado, en caso que juzgare que su declaracion puede ser útil al descubrimiento de la verdad.

322. No podrán recibirse las declaraciones:

1° Del padre, de la madre, del abuelo, de la

ou de tout autre ascendant de l'accusé, ou de l'un des accusés présents et soumis au même débat;

2° Du fils, fille, petit-fils, petite fille, ou de tout autre descendant;

3° Des frères et sœurs;

4° Des alliés aux mêmes degrés;

5° Du mari et de la femme, même après le divorce prononcé;

6° Des dénonciateurs dont la dénonciation est récompensée pécuniairement par la loi;

Sans néanmoins que l'audition des personnes ci-dessus désignées puisse opérer une nullité, lorsque, soit le procureur général, soit la partie civile, soit les accusés, ne se sont pas opposés à ce qu'elles soi entendues.

323. Les dénonciateurs autres que ceux récompensés pécuniairement par la loi, pourront être entendus en témoignage; mais le jury sera averti de leur qualité de dénonciateurs.

324. Les témoins produits par le procureur général ou par l'accusé seront entendus dans le débat, même lorsqu'ils n'auraient pas préalablement déposé par écrit, lorsqu'ils n'auraient reçu aucune assignation, pourvu, dans tous les cas, que ces témoins soient portés sur la liste mentionnée dans l'article 315.

325. Les témoins, par quelque partie qu'ils soient produits, ne pourront jamais s'interpeller entre eux.

326. L'accusé pourra demander, après qu'ils auront déposé, que ceux qu'il désignera se retirent de l'auditoire, et qu'un ou plusieurs d'entre eux soient introduits et entendus de nouveau, soit séparément, soit en présence les uns des autres.

Le procureur général aura la même faculté.

Le président pourra aussi l'ordonner d'office.

327. Le président pourra, avant, pendant, ou après l'audition d'un témoin, faire retirer un ou plusieurs accusés, et les examiner séparément sur quelques circonstances du procès; mais il aura soin de ne reprendre la suite des débats généraux qu'après avoir instruit chaque accusé de ce qui se sera fait en son absence, et de ce qui en sera résulté.

328. Pendant l'examen, les jurés, le procureur général et les juges, pourront prendre note de ce qui leur paraîtra important, soit dans les dépositions des témoins, soit dans la défense de l'accusé, pourvu que la discussion n'en soit pas interrompue.

329. Dans le cours ou à la suite des dépositions, le président fera représenter à l'accusé toutes les

abuela ó de todo otro ascendiente del acusado ó de alguno de los acusados presentes y sometidos al mismo debate.

2° Del hijo, hija, nieto ó nieta, ó de cualquiera otro descendiente.

3° De los hermanos y hermanas.

4° De los allegados en los mismos grados.

5° Del marido y de la mujer, aun despues de pronunciado el divorcio.

6° De los denunciante cuya denuncia es recompensada pecuniariamente por la ley.

Sin que, sin embargo, el oír á las personas arriba indicadas pueda causar nulidad cuando ya sea el procurador ó la parte civil, ó bien los acusados no se hayan opuesto á que sean oídas.

323. Los demas denunciante que no sean recompensados pecuniariamente por la ley, podrán oirse en testimonio; pero se advertirá al jurado su calidad de denunciante.

324. Los testigos producidos por el procurador general ó por el acusado, serán oídos en el debate aun cuando no hayan depuesto previamente por escrito, cuando no hubieren recibido alguna asignacion, con tal que en todos los casos estos testigos estén contenidos en la lista mencionada en el artículo 315.

325. Los testigos producidos por cualquiera de las partes, no podrán interpelarse nunca entre sí.

326. El acusado podrá pedir, despues que ellos hayan depuesto, que se retiren del auditorio aquellos que él designe, y que uno ó varios de ellos sean introducidos y oídos de nuevo, sea separadamente, sea en presencia unos de otros.

El procurador general tendrá la misma facultad.

El presidente tambien podrá mandarlo de oficio.

327. El presidente podrá antes, mientras esté oyendo á un testigo, ó despues, hacer retirar á uno ó varios acusados y examinarlos separadamente sobre algunas de las circunstancias del proceso; pero tendrá cuidado de no tomar el hilo de los debates generales, sino despues de haber instruido á cada acusado de lo que se haya hecho en su ausencia y de lo que hubiere resultado.

328. Durante el exámen, los jurados, el procurador general y los jueces, podrán tomar nota de lo que les parezca importante, sea en las deposiciones de los testigos, sea en la defensa del acusado, con tal que no interrumpa la discusion.

329. En el curso ó despues de las deposiciones, el presidente hará que se presenten al acusado to-

pièces relatives au delit, et pouvant servir à conviction; il l'interpellera de répondre personnellement s'il les reconnaît: le président les fera aussi représenter aux témoins s'il y a lieu.

332. Dans le cas où l'accusé, les témoins, ou l'un d'eux, ne parleraient pas la même langue ou le même idiome, le président nommera d'office, à peine de nullité, un interprète âgé de vingt et un ans au moins, et lui fera, sous la même peine, prêter serment de traduire fidèlement les discours à transmettre entre ceux qui parlent des langages différents.

L'accusé et le procureur général pourront récuser l'interprète en motivant leur récusation.

La cour prononcera.

L'interprète ne pourra à peine de nullité, même du consentement de l'accusé ni du procureur général, être pris parmi les témoins, les juges et les jurés.

333. Si l'accusé est sourd-muet et ne sait pas écrire, le président nommera d'office, pour son interprète, la personne qui aura le plus d'habitude de converser avec lui.

Il en sera de même à l'égard du témoin sourd-muet.

Le surplus des dispositions du précédent article sera exécuté.

Dans le cas où le sourd-muet saurait écrire, le greffier écrira les questions et observations qui lui seront faites; elles seront remises à l'accusé ou au témoin, qui donneront par écrit leurs réponses ou déclarations. Il sera fait lecture du tout par le greffier.

334. Le président déterminera celui des accusés qui devra être soumis le premier aux débats, en commençant par le principal accusé, s'il y en a un.

Il se fera ensuite un débat particulier sur chacun des autres accusés.

354. Lorsqu'un témoin qui aura été cité ne comparaitra pas, la cour pourra, sur la réquisition du procureur général, et avant que les débats soient ouverts par la déposition du premier témoin inscrit sur la liste, renvoyer l'affaire à la prochaine session.

355. Si, à raison de la non-comparution du témoin, l'affaire est renvoyée à la session suivante, tous les frais de citation, actes, voyages de témoins, et autres ayant pour objet de faire juger l'affaire, seront à la charge de ce témoin, et il y sera contraint, même par corps, sur la réquisition du pro-

das las piezas relativas al delito y que puedan servir de convicción; lo interpellará para que responda personalmente si las reconoce: el presidente las hará también presentar á los testigos si hubiere lugar á ello.

332. En el caso en que el acusado, los testigos ó alguno de éstos no hablasen el mismo idioma, el presidente nombrará de oficio, so pena de nulidad, un intérprete que tenga á lo menos la edad de veintiun años, y le hará, bajo la misma pena, prestar juramento de traducir fielmente los discursos que hayan de trasmitirse á aquellos que hablan diferentes idiomas.

El acusado y el procurador general podrán recusar al intérprete motivando su recusación.

La corte decidirá.

El intérprete no podrá, so pena de nulidad, aun con el consentimiento del acusado y del procurador general, ser nombrado de entre los testigos, los jueces y los jurados.

333. Si el acusado fuese sordo-mudo y no supiese escribir, el presidente nombrará de oficio para su intérprete, á la persona que tenga mayor costumbre de conversar con él.

Lo mismo sucederá con respecto al testigo sordo-mudo, observando las demas disposiciones del artículo precedente.

En caso de que supiese escribir el sordo-mudo, el escribano escribirá las preguntas y observaciones que se le hagan; se entregarán al acusado ó al testigo, quienes darán por escrito sus respuestas ó declaraciones. Se dará á todo lectura por el escribano.

334. El presidente determinará cuál ha de ser el primero de los acusados que deba someterse al debate, empezando por el principal de ellos si lo hubiese. Se procederá en seguida á un debate particular sobre cada uno de los demas acusados.

354. Cuando no comparezca un testigo que haya sido citado, la corte podrá, por requisición del procurador general y antes de que se abran los debates con la deposición del primer testigo, inserto en la lista, diferir el negocio para la próxima sesión.

355. Si á causa de la no comparencia del testigo, difiere el negocio para la siguiente sesión, todos los gastos de citas, actas, gastos de viaje de testigos, y otros que tengan por objeto hacer juzgar el negocio, serán de cuenta de dicho testigo, y se le obligará á ello aun corporalmente, á requisi-

careur général, par l'arrêt qui renverra les débats à la session suivante.

Le même arrêt ordonnera, de plus, que ce témoin sera amené par la force publique devant la Cour pour y être entendu.

Et néanmoins, dans tous les cas, le témoin qui ne comparaitra pas, ou qui refusera, soit de prêter serment, soit de faire sa déposition, sera condamné à la peine portée en l'article 80 (1).

(N.º 6.) ART. 144.

CODE D'INSTRUCTION CRIMINELLE.

409. Dans le cas d'acquiescement de l'accusé, l'annulation de l'ordonnance qui l'aura prononcé et de ce qui l'aura précédé, ne pourra être poursuivie par le ministère public que dans l'intérêt de la loi et sans préjudicier à la partie acquittée.

410. Lorsque la nullité procédera de ce que l'arrêt aura prononcé une peine autre que celle appliquée par la loi à la nature du crime, l'annulation de l'arrêt pourra être poursuivie, tant par le ministère public que par la partie condamnée.

La même action appartiendra au ministère public contre les arrêts d'absolution mentionnés en l'article 364 (2), si l'absolution a été prononcée sur le fondement de la non existence d'une loi pénale qui pourtant aurait existé.

(N.º 7.) ART. 178.

CODE D'INSTRUCTION CRIMINELLE.

471. Si le contumax est condamné, ses biens seront, à partir de l'exécution de l'arrêt; considérés et régis comme biens d'absent; et le compte du séquestre sera rendu à qui il appartiendra, après que la condamnation sera devenue irrévocable par l'expiration du délai donné pour purger la contumace.

474. En aucun cas la contumace d'un accusé ne suspendra ni ne retardera de plein droit l'instruction à l'égard de ses coaccusés présents.

La Cour pourra ordonner, après le jugement de ceux-ci, la remise des effets déposés au greffe comme pièce de conviction, lorsqu'ils seront réclamés par les propriétaires ou ayants droit. Elle pourra aussi ne l'ordonner qu'à charge de représenter, s'il y a lieu.

(1) Voir article 102 du Code de justice militaire.

(2) Voir article 136, 3.º paragraphe, du Code de justice militaire.

ción del procurador general, por el mismo decreto que trasfiera los debates á la sesión siguiente.

El mismo decreto ordenará además que este testigo sea conducido por la fuerza pública ante la corte, para que sea oído en ella.

Y sin embargo, en todo caso el testigo que no comparezca ó que se rehuse, ya sea á prestar el juramento, ó bien á dar su declaración, será condenado á la pena señalada en el artículo 80 (1).

(NUM. 6.) ART. 144.

CODIGO DE INSTRUCCION CRIMINAL.

409. En caso de absolución del acusado, la anulación del decreto que la haya pronunciado, y el del que la haya precedido, no podrá ser perseguido por el ministerio público sino en interés de la ley, y sin perjuicio de la parte absuelta.

410. Cuando la nulidad proceda de que el fallo haya pronunciado una pena diversa de la aplicada por la ley á la naturaleza del crimen, la anulación del fallo podrá ser perseguida tanto por el ministerio público, como por la parte sentenciada.

La misma acción pertenecerá al ministerio público contra los decretos de absolución mencionados en el artículo 364 (2), si la absolución ha sido pronunciada sobre la base de la no existencia de una ley penal, que sin embargo existiese.

(NUM. 7.) ART. 178.

CODIGO DE INSTRUCCION CRIMINAL.

471. Si el contumaz fuese condenado, sus bienes serán considerados y administrados como bienes de ausente desde la ejecución de la sentencia, y la cuenta del secuestro se rendirá á quien corresponda, tan luego como la sentencia se haga irrevocable por la conclusión del plazo dado para purgar la contumacia.

474. En ningún caso la contumacia del acusado suspenderá ni retardará de pleno derecho la instrucción con respecto á sus coacusados presentes.

La corte podrá mandar después de la sentencia de estos, la devolución de los efectos depositados en la escribanía como pieza de convicción, cuando sean reclamados por los propietarios ó otros con derecho á ellos. Podrá también no mandarlo, con obligación de representar si hubiere lugar á ello.

(1) Véase el artículo 102 del Código de justicia militar.

(2) Véase el artículo 136, tercer párrafo, del Código de justicia militar.

Cette remise sera précédée d'un procès-verbal de description dressé par le greffier, à peine de cent francs d'amende.

475. Durant le séquestre, il peut être accordé des secours à la femme, aux enfants, au père ou la mère de l'accusé, s'ils sont dans le besoin.

Ces secours sont réglés par l'autorité administrative.

476. Si l'accusé se constitue prisonnier ou s'il est arrêté avant que la peine soit éteinte par prescription, le jugement rendu par contumace et les procédures faites contre lui depuis l'ordonnance de prise de corps ou de se représenter seront, anéantis de plein droit, et il sera procédé à son égard dans la forme ordinaire.

Si cependant la condamnation par contumace était de nature à emporter la mort civile (1), et si l'accusé n'a été arrêté ou ne s'est représenté qu'après les cinq ans qui ont suivi l'exécution du jugement de contumace, ce jugement, conformément à l'article 30 du Code Napoléon, conservera, pour le passé, les effets que la mort civile aurait produits dans l'intervalle écoulé depuis l'expiration des cinq ans jusqu'au jour de la comparution de l'accusé en justice.

477. Dans les cas prévus par l'article précédent, si, pour quelque cause que ce soit, des témoins ne peuvent être produits aux débats, leurs dépositions écrites et les réponses écrites des autres accusés du même délit seront lues à l'audience: il en sera de même de toutes les autres pièces qui seront jugées par le président être de nature à répandre la lumière sur le délit et les coupables.

478. Le contumax qui, après s'être représenté, obtiendrait son renvoi de l'accusation, sera toujours condamné aux frais occasionnés par sa contumace.

(N. 8.) ART. 181.

Articles 441 et 442 du Code d'instruction criminelle, déjà cités à l'articles 82.

(N. 9.) ART. 184.

CODE D'INSTRUCTION CRIMINELLE.

635. Les peines portées par les arrêts ou jugements rendus en matière criminelle, se prescriront

(1) La mort civile a été abrogée par la loi du 31 mai 1854, qui y a substitué les incapacités établies par les articles 28, 29 et 31 du Code pénal.

Esta devolucion será precedida de un inventario formado por el escribano, so pena de cien francos de multa.

475. Durante el tiempo del secuestro, pueda concederse un auxilio á la mujer, á los hijos, al padre ó á la madre del acusado, si estuviesen necesitados.

Estos auxilios serán arreglados por la autoridad administrativa.

476. Si el acusado se constituyere preso, ó si fuese aprehendido antes que la pena sea estinguida por prescripcion, la sentencia pronunciada por contumacia y los procedimientos hechos contra él desde la orden de prision, ó de que se presente, serán anulados de derecho pleno y se procederá con él en la forma acostumbrada.

Si sin embargo la sentencia por contumacia fuese tal, que entrañase la muerte civil (1), y si el acusado no ha sido aprehendido ó no se ha presentado sino despues de los cinco años transcurridos desde la ejecucion de la sentencia de contumacia, conforme al artículo 30 del Código Napoleon, esta sentencia conservará para lo pasado los efectos que la muerte civil hubiera producido en el intervalo transcurrido desde la espiracion de los cinco años, hasta el dia de la comparencia del, acusado ante la justicia.

477. En los casos previstos por el artículo precedente, si por cualquiera causa que sea, algunos testigos no pudiesen presentarse en los debates, sus deposiciones escritas y las respuestas escritas de los otros acusados del mismo delito, serán leídas en la audiencia: lo mismo sucederá con todas las demas piezas que juzgue el presidente propias para esclarecer el delito y los culpables.

478. El contumaz que despues de haberse presentado consiga ser absuelto de la acusacion, será siempre condenado á los gastos ocasionados por su contumacia.

(NUM. 8.) ART. 181.

Artículos 441 y 442 del Código de instruccion criminal, ya citados en el artículo 82.

(NÚM. 9.) ART. 184.

CÓDIGO DE INSTRUCCION CRIMINAL.

635. Las penas impuestas por decretos ó sentencias dadas en materias criminales, prescribirán

[1] La muerte civil ha sido derogada por la ley de 31 de Mayo de 1854, sustituyéndola los casos de inhabilidad establecidos por los artículos 28, 29 y 31 del Código penal.

par vingt années révolues à compter de la date des arrêts ou jugements.

Néanmoins, le condamné ne pourra résider dans le département où demeurait, soit celui sur lequel ou contre la propriété duquel le crime aurait été commis, soit ses héritiers directs.

Le Gouvernement pourra assigner au condamné le lieu de son domicile.

636. Les peines portées par les arrêts ou jugements rendus en matière correctionnelle, se prescriront par cinq années révolues à compter de la date de l'arrêt ou du jugement rendu en dernier ressort; et à l'égard des peines prononcées par les tribunaux de première instance, à compter du jour où ils ne pourront plus être attaqués par voie de l'appel.

637. L'action publique et l'action civile résultant d'un crime de nature à entraîner la peine de mort ou des peines afflictives perpétuelles, ou de tout autre crime emportant peine afflictive ou infamante, se prescriront après dix années révolues à compter du jour où le crime aura été commis, si dans cet intervalle il n'a été fait aucun acte d'instruction ni de poursuite.

S'il a été fait, dans cet intervalle, des actes d'instruction ou de poursuite non suivis de jugement, l'action publique et l'action civile ne se prescriront qu'après dix années révolues, à compter du dernier acte, à l'égard même des personnes qui ne seraient pas impliquées dans cet acte d'instruction ou de poursuite.

638. Dans les deux cas exprimés en l'article précédent, et suivant les distinctions d'époques qui y sont établies, la durée de la prescription sera réduite à trois années révolues s'il s'agit d'un délit de nature à être puni correctionnellement.

639. Les peines portées par les jugements rendus pour contraventions de police, seront prescrites après deux années révolues, savoir, pour les peines prononcées par arrêt ou jugement en dernier ressort, à compter du jour de l'arrêt; et, à l'égard des peines prononcées par les tribunaux de première instance, à compter du jour où ils ne pourront plus être attaqués par la voie de l'appel.

640. L'action publique et l'action civile pour une contravention de police seront prescrites après une année révolue, à compter du jour où elle aura été commise, même lorsqu'il y aura eu procès-verbal, saisie, instruction ou poursuite, si dans cet intervalle il n'est point intervenu de condamnation; s'il y a eu un jugement définitif de première ins-

después de veinte años cumplidos, debiéndose contar, desde la fecha de los decretos ó sentencias.

Sin embargo, el sentenciado no podrá residir en el departamento en que vivian; ya la persona contra la cual ó contra cuyos intereses se hubiere cometido el crimen, ó ya sus herederos directos.

El Gobierno podrá designar al sentenciado, el lugar de su residencia.

636. Las penas impuestas por los decretos ó sentencias pronunciadas en materias correccionales, prescribirán después de cinco años cumplidos, contándose desde la fecha del decreto ó sentencia pronunciada en definitiva, y en cuanto á las penas pronunciadas por los tribunales de primera instancia, desde el día en que no pueda ya usarse del recurso de apelación.

637. Cuando la acción pública y la acción civil procedan de un crimen de tal naturaleza que exija la pena de muerte ó penas afflictivas perpetuas, ó de cualquier otro crimen que importe pena afflictiva ó infamante, prescribirán después de diez años cumplidos, que deberán contarse desde el día en que se perpetró el crimen, si en este intervalo no se ha practicado algun acto de instrucción ó de diligencias.

Si se han practicado en este intervalo actos de instrucción ó de diligencias, no seguidas de sentencia, la acción pública y la acción civil no prescribirán, sino después de diez años cumplidos, contados desde el último acto, aun respecto de las personas que no estén implicadas en este acto de instrucción ó de diligencias.

638. En los dos casos explicados en el artículo precedente, y segun las distinciones de épocas que en él se establecen, el tiempo de la prescripción se reducirá á tres años cumplidos, si se trata de un delito que deba ser castigado correccionalmente.

639. Las penas impuestas por las sentencias pronunciadas por contravencion de policía, prescribirán después de dos años cumplidos, á saber: en cuanto á las penas pronunciadas por decreto ó sentencia en definitiva, desde el día del decreto; y respecto de las penas pronunciadas por los tribunales de primera instancia, desde el día en que no pueda ya hacerse uso del recurso de apelación.

640. La acción pública y la acción civil por una contravencion de policía, prescribirán después de un año cumplido, contándose desde el día en que haya sido cometida, aun cuando haya habido sumaria, secuestro, instrucción ó diligencias, si en este intervalo no ha habido condena; si ha habido sentencia definitiva en primera instancia

tance, de nature à être attaqué par la voie de l'appel, l'action publique et l'action civile se prescriront après une année révolue, à compter de la notification de l'appel qui en aura été interjété.

641. En aucun cas, les condamnés par défaut ou par contumace, dont la peine est prescrite, ne pourront être admis à se présenter pour purger le défaut ou la contumace.

642. Les condamnations civiles portées par les arrêts ou par les jugements rendus en matière criminelle, correctionnelle, ou de police, et devenus irrévocables, se prescriront d'après les règles établies par le Code Napoléon.

643. Les dispositions du présent chapitre ne dérogent point aux lois particulières relatives à la prescription des actions résultant de certains délits ou de certaines contraventions.

(N.º 10.) ART. 189.

CODE PÉNAL ORDINAIRE.

15. Les hommes condamnés aux travaux forcés seront employés aux travaux les plus pénibles; ils traîneront à leurs pieds un boulet, ils seront attachés deux à deux avec une chaîne, lorsque la nature du travail auquel ils seront employés le permettra. (1)

16. Les femmes et les filles condamnées aux travaux forcés n'y seront employées que dans l'intérieur d'une maison de force.

17. La peine de la déportation consistera à être transporté et à demeurer à perpétuité dans un lieu déterminé par la loi, hors du territoire continental de l'empire. (2)

Si le déporté rentre sur le territoire de l'empire, il sera, sur la seule preuve de son identité, condamné aux travaux forcés à perpétuité.

Le déporté qui ne sera pas rentré sur le territoire de l'empire, mais qui sera saisi dans les pays occupés par les armées françaises, sera conduit dans le lieu de sa déportation.

Tant qu'il n'aura pas été établi un lieu de déportation, ou lorsque les communications seront interrompues entre le lieu de la déportation et la métropole, le condamné subira à perpétuité la peine de la détention.

(1) La loi du 30 mai 1854 a modifié le mode d'exécution des travaux forcés, mais elle n'a pas changé ses effets légaux.

(2) L'île de Nouka-Hiva, l'une des Marquises, a été déclarée lieu de déportation pour l'exécution de l'article 17 du Code pénal, par la loi des 5, 22 avril et 8 juin 1850.

de tal naturaleza, que pueda ser atacada por el recurso de apelación, la acción pública y la civil prescribirán después de un año cumplido, contado desde el día de la notificación de la apelación que haya sido interpuesta.

641. En ningún caso se podrá admitir que los sentenciados por rebeldía ó contumacia cuya pena haya prescrito se presenten á desvanecer la rebeldía ó la contumacia.

642. Las condenas civiles impuestas por decretos ó sentencias pronunciadas en materia criminal, correccional ó de policía, que sean irrevocables, prescribirán segun las reglas establecidas por el Código Napoleon.

643. Las disposiciones del presente capítulo, no derogan las leyes particulares relativas á la prescripción de las acciones que resulten de ciertos delitos ó contravenciones.

(NUM. 10.) ART. 189.

CÓDIGO PÉNAL ORDINARIO.

15. Los hombres sentenciados á trabajos forzados, serán ocupados en los mas penosos; arrastrarán una baja atada á sus piés, serán unidos de dos en dos con una cadena, cuando la clase de trabajos á que sean destinados lo permita. (1)

16. Las mujeres y las jóvenes sentenciadas á trabajos forzados, no se emplearán en ellos sino en el interior de una casa de corrección.

17. La pena de déportacion consistirá en ser transportado y en permanecer perpetuamente en un lugar determinado por la ley, fuera del territorio continental del imperio. (2)

Si el deportado vuelve á entrar en el territorio del imperio, con solo la prueba de identidad, será sentenciado á trabajos forzados perpetuamente.

El deportado que no haya vuelto á entrar en el territorio del imperio, pero que haya sido aprehendido en países ocupados por los ejércitos franceses, será conducido al lugar de su deportacion.

Entretanto que no se haya establecido un lugar de déportacion, ó cuando las comunicaciones sean interrumpidas entre el lugar de la deportacion y la metrópoli, el sentenciado sufrirá la pena de detencion perpetua.

(1) La ley de 30 de Mayo de 1854, ha modificado el modo de la ejecucion de los trabajos forzados, pero no ha variado sus efectos legales.

(2) La isla Nouka-Hiva, una de las Marquesas, ha sido declarada lugar de deportacion, para la ejecucion del artículo 17 del Código penal, por la ley de los dias 5, 22 de Abril y 8 de Junio de 1850.

Néanmoins, le gouvernement pourra accorder au condamné à la déportation l'exercice des droits civils ou de quelques-uns de ces droits.

19. La condamnation à la peine des travaux forcés à temps sera prononcée pour cinq ans au moins, et vingt ans au plus.

20. Quiconque aura été condamné à la détention sera renfermé dans l'une des forteresses situées sur le territoire continental de l'empire, qui auront été déterminées par décret de l'Empereur rendu dans la forme des règlements d'administration publique.

Il communiquera avec les personnes placées dans l'intérieur du lieu de la détention ou avec celles du dehors, conformément aux règlements de police établis par un décret de l'Empereur.

La détention ne peut être prononcée pour moins de cinq ans, ni pour plus de vingt ans, sauf le cas prévu par l'article 33.

21. Tout individu de l'un ou de l'autre sexe condamné à la peine de la réclusion, sera renfermé dans une maison de force, et employé à des travaux dont le produit pourra être en partie appliqué à son profit, ainsi qu'il sera réglé par le gouvernement.

La durée de cette peine sera au moins de cinq années, et de dix ans au plus.

28. La condamnation à la peine des travaux forcés à temps, de la détention, de la réclusion ou de bannissement, emportera la dégradation civique. La dégradation civique sera encourue du jour où la condamnation sera devenue irrévocable, et, en cas de condamnation par contumace, du jour de l'exécution par effigie.

29. Quiconque aura été condamné à la peine des travaux forcés à temps, de la détention ou de la réclusion, sera de plus, pendant la durée de sa peine, en état d'interdiction légale; il lui sera nommé un tuteur et un subrogé tuteur pour gérer et administrer ses biens, dans les formes prescrites pour les nominations des tuteurs et subrogés tuteurs aux interdits.

32. Quiconque aura été condamné au bannissement sera transporté, par ordre du gouvernement, hors du territoire du royaume.

La durée du bannissement sera au moins de cinq années et de dix ans au plus.

33. Si le banni, avant l'expiration de sa peine, rentre sur le territoire de l'empire, il sera, sur la seule preuve de son identité, condamné à la détention pour un temps au moins égal à celui qui restait à courir jusqu'à l'expiration du bannisse-

Sin embargo, el gobierno podrá conceder al sentenciado á deportacion, el ejercicio de los derechos civiles ó de algunos de estos.

19. La condena á la pena de trabajos forzados por tiempo, se pronunciará por cinco años el mínimo y por veinte el máximo.

20. Cualquiera que haya sido sentenciado á detencion, será encerrado en alguna de las fortalezas situadas en el territorio continental del imperio, que hayan sido designadas por decreto del emperador, espedido en la forma de los reglamentos de administracion pública.

Se comunicará con las personas colocadas en el interior del lugar de la detencion ó con las de fuera, segun los reglamentos de policia establecidos por un decreto del emperador.

La detencion no puede ser señalada por menos de cinco años ni por mas de veinte, salvo el caso previsto por el artículo 33.

21. Todo individuo de uno y otro sexo, sentenciado á la pena de reclusion, será encerrado en una cárcel y empleado en trabajos, de cuyo producto podrá aplicarse una parte en provecho suyo, segun esté reglamentado por el gobierno.

La duracion de esta pena será de cinco años cuando menos y de diez á lo mas.

28. La condena á la pena de trabajos forzados por tiempo, detencion, reclusion ó destierro, implicará la degradacion cívica.

Se incurrirá en la degradacion cívica desde el dia en que la sentencia se haga irrevocable; y en caso de sentencia por contumacia, desde el dia de la ejecucion en effigie.

29. Cualquiera que haya sido sentenciado á la pena de trabajos forzados por tiempo, detencion ó reclusion, permanecerá ademas durante el tiempo de su estincion, en estado de interdiccion legal; se le nombrará un tutor y un sustituto-tutor, para girar y administrar sus bienes segun las formas prescritas para los nombramientos de tutores y sustitutos-tutores á los interdictos.

32. Cualquiera que haya sido sentenciado á destierro, será trasportado por orden del gobierno fuera del territorio del reino.

La duracion del destierro será de cinco años lo menos y de diez á lo mas.

33. Si el desterrado, antes del término de su pena, vuelve al territorio del imperio, será sentenciado con solo la prueba de su identidad, á detencion por un tiempo á lo menos, igual al que faltaba que transcurrir para la conclusion del destierro,

ment, et qui ne pourra excéder le double de ce temps.

34. La dégradation civique consiste:

1° Dans la destitution et l'exclusion des condamnés de toutes fonctions, emplois ou offices publics;

2° Dans la privation du droit de vote, d'élection, d'éligibilité, et en général de tous les droits civiques et politiques, et du droit de porter aucune décoration;

3° Dans l'incapacité d'être juré-expert, d'être employé comme témoin dans des actes, et de déposer en justice autrement que pour y donner de simples renseignements;

4° Dans l'incapacité de faire partie d'aucun conseil de famille et d'être tuteur, curateur, subrogé tuteur, ou conseil judiciaire, si ce n'est de ses propres enfants, et sur l'avis conforme de la famille;

5° Dans la privation du droit de port d'armes, du droit de faire partie de la garde nationale, de servir dans les armées françaises, de tenir école, ou d'enseigner et d'être employé dans aucun établissement d'instruction, à titre de professeur, maître ou surveillant.

35. Toutes les fois que la dégradation civique sera prononcée comme peine principale, elle pourra être accompagnée d'un emprisonnement dont la durée, fixée par l'arrêt de condamnation, n'excédera pas cinq ans.

Si le coupable est un étranger ou un français ayant perdu la qualité de citoyen, la peine de l'emprisonnement devra toujours être prononcée.

36. Tous les arrêts qui porteront la peine de mort, des travaux forcés à perpétuité et à temps, la déportation, la détention, la réclusion, la dégradation civique et le bannissement seront imprimés par extrait.

Ils seront affichés dans la ville centrale du département, dans celle où l'arrêt aura été rendu, dans la commune du lieu où le délit aura été commis, dans celle où se fera l'exécution, et dans celle du domicile du condamné.

70. Les peines des travaux forcés à perpétuité, de la déportation et des travaux forcés à temps ne seront prononcées contre aucun individu âgé de soixante et dix ans accomplis au moment du jugement. (1)

(1) Aux termes de l'article 5 de la loi du 30 mai 1854, la limite de l'âge à laquelle on peut prononcer la peine des travaux forcés à perpétuité ou à temps est fixée à soixante ans.

la cual no podrá exceder del duplo de aquel tiempo.

34. La degradacion cívica consiste:

1° En la destitucion y la esclusion de los sentenciados de todas las funciones, empleos ú oficios públicos.

2° En la privacion del derecho de votacion, de eleccion, de ser elegido, y en general, de todos los derechos cívicos y políticos, y del derecho de llevar alguna condecoracion.

3° En la incapacidad de ser jurado-esperto, de ser ocupado como testigo en actos, y de declarar en justicia si no es para dar noticias sencillamente.

4° En la inhabilidad para hacer parte de ningun acuerdo de familia y ser tutor, curador, sustituto-curador ó consejo judicial, si no es de sus propios hijos y por acuerdo conforme de la familia.

5° En la privacion del derecho de portacion de armas, de el de pertenecer á la guardia nacional, de servir en los ejércitos franceses, de tener escuela ó de enseñar, y de ser empleado en ningun establecimiento de instruccion con el carácter de profesor, maestro ó vigilante.

35. Siempre que sea pronunciada la degradacion cívica como pena principal, podrá ser acompañada de prision, cuya duracion señalada por el decreto de condena, no excederá de cinco años.

Si el reo es un extranjero ó un francés que haya perdido la calidad de ciudadano, deberá siempre pronunciarse la pena de prision.

36. Todas las sentencias que impongan pena de muerte, de trabajos forzados perpetuos y por tiempo, deportacion, detencion, reclusion, degradacion cívica y destierro, se imprimirán en extracto.

Se fijarán en la ciudad central del Departamento, en la que se haya pronunciado la sentencia, en la municipalidad donde se haya cometido el delito, en la que se haga la ejecucion, y en la del domicilio del sentenciado.

70. Las penas de trabajos forzados perpetuos, de deportacion y de trabajos forzados por tiempo, no se aplicarán á ningun individuo que tenga la edad de setenta años, cumplidos en el momento de la sentencia. (1)

(1) Segun los términos del artículo 5 de la ley de 30 de Mayo de 1854, el límite de la edad en que puede sentenciarse á la pena de trabajos forzados perpetuos, ó por tiempo, se ha fijado en sesenta años.

71. Ces peines seront remplacées, à leur égard, savoir: celle de la déportation, par la détention à perpétuité; et les autres par celle de la réclusion, soit à perpétuité, soit à temps, selon la durée de la peine qu'elle remplacera.

(N. 11.) ART. 190.

28 et 34 du Code pénal ordinaire, déjà cités à l'article 189.

(N. 12.) ART. 198.

CODE PÉNAL ORDINAIRE.

463. Les peines prononcées par la loi contre celui ou ceux des accusés reconnus coupables, en faveur de qui le jury aura déclaré les circonstances atténuantes, seront modifiées ainsi qu'il suit:

Si la peine prononcée par la loi est la mort, la cour appliquera la peine des travaux forcés à perpétuité ou celle des travaux forcés à temps. Néanmoins, s'il s'agit de crimes contre la sûreté extérieure ou intérieure de l'État, la cour appliquera la peine de la déportation ou celle de la détention; mais dans les cas prévus par les articles 86, (1) 96 et 97 (2), elle appliquera la peine des travaux forcés à perpétuité ou celle des travaux forcés à temps.

(1) La loi du 10 juin 1853 a modifié ainsi qu'il suit les articles 86 et 87 du Code pénal:

Art. 86. L'attentat contre la vie ou la personne de l'Empereur est puni de la peine du parricide.

L'attentat contre la vie des membres de la famille impériale est puni de la peine de mort.

L'attentat contre la personne des membres de la famille impériale est puni de la peine de la déportation dans une enceinte fortifiée.

Toute offense commise publiquement envers la personne de l'Empereur est punie d'un emprisonnement de six mois à cinq ans et d'une amende de 500 francs à 10,000 francs. Le coupable peut, en outre, être interdit de tout ou partie des droits mentionnés en l'article 42 pendant un temps égal à celui de l'emprisonnement auquel il a été condamné; ce temps court à compter du jour où il a subi sa peine.

Toute offense commise publiquement envers les membres de la famille impériale est punie d'un emprisonnement d'un mois à trois ans et d'une amende de 100 francs à 5,000 francs.

Art. 87. L'attentat dont le but est, soit de détruire ou de changer le gouvernement ou l'ordre de succession au trône, soit d'exciter les citoyens ou habitants à s'armer contre l'autorité impériale, est puni de la peine de la déportation dans une enceinte fortifiée.

(2) 96. Qui conque, soit pour envahir des domaines, propriétés ou deniers publics, places, villes, forteresses, postes, magasins, arsenaux, ports, vaisseaux, ou bâtiments appartenant à l'État, soit pour piller ou partager des propriétés publiques ou nationales, ou celles d'une généralité de citoyens, soit enfin pour faire attaque ou résistance envers la force publique agissant contre les auteurs de ces crimes, se sera mis à la tête de bandes armées, ou y

71. Estas penas serán reemplazadas, con respecto á ellos, á saber: la de deportacion, por la de detencion perpetua; y las otras por la de reclusion, sea perpetua ó por tiempo, segun la duracion de la pena que reemplace.

(NUM. 11.) ART. 190.

28 y 34 del Código penal ordinario ya citados en el artículo 189.

(NUM. 12.) ART. 198.

CÓDIGO PENAL ORDINARIO.

463. Las penas pronunciadas por la ley contra aquel ó aquellos de los acusados reconocidos como reos, en cuyo favor haya declarado el jurado que hay circunstancias atenuantes, serán modificadas como sigue:

Si la pena pronunciada por la ley es de muerte, la corte aplicará la pena de trabajos forzados perpetuos ó la de trabajos forzados por tiempo. Sin embargo, si se trata de crímenes contra la seguridad exterior ó interior del Estado, la corte aplicará la pena de deportacion, ó la de detencion; pero en los casos previstos por los artículos 86, (1) 96 y 97, (2) aplicará la de trabajos forzados perpetuos ó la de trabajos forzados por tiempo.

(1) La ley de 10 de Junio de 1853 ha modificado los artículos 86 y 87 del Código penal de la manera siguiente:

Art. 86. El atentado contra la vida ó la persona del Emperador, se castigará con la pena del parricidio.

El atentado contra la vida de los miembros de la familia imperial, se castigará con la pena de muerte.

El atentado contra la persona de los miembros de la familia imperial, se castigará con la pena de deportacion en un recinto fortificado.

Toda ofensa cometida públicamente hacia la persona del Emperador, se castigará con una prision de seis meses á cinco años y con multa de quinientos á diez mil francos. El delincuente puede además ser privado del todo ó de parte de los derechos mencionados en el artículo 42, por un tiempo igual al de la prision á que haya sido sentenciado: este tiempo correrá desde el día en que haya sufrido la pena.

Toda ofensa cometida públicamente hacia los miembros de la familia imperial, se castigará con prision desde un mes hasta tres años, y una multa de cien á cinco mil francos.

Art. 87. El atentado cuyo objeto sea el de destruir ó variar el gobierno ó el orden de sucesion al trono, ó bien excitar á los ciudadanos ó habitantes á armarse contra la autoridad imperial, se castigará con la pena de deportacion en el recinto de una fortificacion.

(2) 96. Cualquiera individuo que se ponga á la cabeza de gavillas armadas, ó que haya ejercido en ellas alguna funcion ó mando para invadir dominios, propiedades ó caudales públicos, plazas, ciudades, fortalezas, puestos, almacenes, arsenales, puertos, buques ó edificios pertenecientes al Estado, sea para pillar ó repartir propiedades públicas ó nacionales, ó las de una generalidad de ciudadanos, sea en fin, para atacar ó hacer resistencia á

Si la peine est celle des travaux forcés à perpétuité, la cour appliquera la peine des travaux forcés à temps ou celle de la réclusion.

Si la peine est celle de la déportation, la cour appliquera la peine de la détention ou celle du bannissement.

Si la peine est celle des travaux forcés à temps, la cour appliquera la peine de la réclusion ou les dispositions de l'article 401, sans toutefois pouvoir réduire la durée de l'emprisonnement au-dessous de deux ans.

Si la peine est celle de la réclusion, de la détention, du bannissement ou de la dégradation civile, la cour appliquera les dispositions de l'article 401, sans toutefois pouvoir réduire la durée de l'emprisonnement au-dessous d'un an.

Dans les cas où le Code prononce le *maximum* d'une peine afflictive, s'il existe des circonstances atténuantes, la cour appliquera le *minimum* de la peine, ou même la peine inférieure.

Dans tous les cas où la peine de l'emprisonnement et celle de l'amende sont prononcées par le Code pénal, si les circonstances paraissent atténuantes, les tribunaux correctionnels sont autorisés, même en cas de récidive, à réduire l'emprisonnement même au-dessous de six jours, et l'amende même au-dessous de seize francs; ils pourront aussi prononcer séparément l'une ou l'autre de ces peines, et même substituer l'amende à l'emprisonnement, sans qu'en aucun cas elle puisse être au-dessous des peines de simple police.

(N. 13.) ART. 199.

CÓDIGO PENAL ORDINARIO.

66. Lorsque l'accusé aura moins de seize ans, s'il est décidé qu'il a agi *sans discernement*, il sera

aura exercé une fonction ou commandement quelconque, sera puni de mort.

Les mêmes peines seront appliquées à ceux qui auront dirigé l'association, levé ou fait lever, organisé ou fait organiser les bandes, ou leur auront, sciemment et volontairement, fourni ou procuré des armes, munitions et instruments de crime, ou envoyé des convois de subsistances, ou qui auront de toute autre manière pratiqué des intelligences avec les directeurs ou commandants des bandes.

97. Dans le cas où l'un ou plusieurs des crimes mentionnés aux articles 86, 87, et 91, auront été exécutés ou simplement tentés par une bande, la peine de mort sera appliquée, sans distinction de grades, à tous les individus faisant partie de la bande et qui auront été saisis sur le lieu de la réunion séditieuse.

Sera puni des mêmes peines, quoique non saisi sur le lieu, quiconque aura dirigé la sédition, ou aura exercé dans la bande un emploi ou commandement quelconque.

Si la pena es la de trabajos forzados perpetuos, la corte aplicará la de trabajos forzados por tiempo, ó la de reclusion.

Si la pena es la de deportacion, la corte aplicará la de detencion ó la de destierro.

Si la pena es la de trabajos forzados por tiempo, la corte aplicará la de reclusion ó las disposiciones del artículo 401, sin poder, sin embargo, reducir la duracion de la prision, á menos de dos años.

Si la pena es la de reclusion, detencion, destierro ó degradacion civil, la corte aplicará las disposiciones del artículo 401, sin poder reducir, sin embargo, el término de la prision á menos de un año.

En los casos en que, el Código pronuncie el máximo de una pena afflictiva, si existen circunstancias atenuantes, la corte aplicará el mínimo de la pena y aun otra inferior.

En todos los casos en que el Código penal impone la pena de prision y de multa, apareciendo circunstancias atenuantes, están autorizados los tribunales correccionales aun en el caso de reincidencia, para reducir el tiempo de prision á menos de seis dias, y la multa á menos de diez y seis francos. Podrán tambien decretar separadamente una ú otra de estas penas, y aun sustituir la multa á la prision, sin que por ningún motivo pueda ser menor que las penas de simple policia.

(NUM. 13.) ART. 199.

CODIGO PENAL ORDINARIO.

66. Cuando el acusado tenga menos de diez y seis años, si se ha decidido que ha obrado *sin dis-*

la fuerza pública que obre contra los autores de estos crímenes, será castigado con pena de muerte.

Las mismas penas se aplicarán á los que hayan dirigido la asociación, levantado ó hecho levantar, organizado ó hecho organizar las gavillas, ó que á sabiendas ó voluntariamente les hayan provisto ó proporcionado armas, municiones ó instrumentos de crimen, ó enviado convoyes de víveres, ó que de cualquiera manera hayan mantenido inteligencias con los directores ó comandantes de las gavillas.

97. En el caso en que uno ó varios de los crímenes mencionados en los artículos 86, 87 y 91 hayan sido ejecutados ó simplemente intentados por una gavilla, se aplicará la pena de muerte, sin distincion de graduaciones, á todos los individuos que hagan parte de la gavilla, y que hayan sido aprehendidos en el lugar de la reunion sediciosa.

Será castigado con las mismas penas cualquiera que haya dirigido la sedicion ó ejercido en la gavilla mando ó empleo, cualquiera que sea, aun cuando no haya sido aprehendido en el sitio.

acquitté; mais il sera, selon les circonstances, remis à ses parents ou conduit dans une maison de correction, pour y être élevé et détenu pendant tel nombre d'années que le jugement déterminera, et qui toutefois ne pourra excéder l'époque où il aura accompli sa vingtième année.

67. S'il est décidé qu'il a agi *avec discernement* les peines seront prononcées ainsi qu'il suit:

S'il a encouru la peine de mort, des travaux forcés à perpétuité, de la déportation, il sera condamné à la peine de dix à vingt ans d'emprisonnement dans une maison de correction.

S'il a encouru la peine de travaux forcés à temps, de la détention ou de la réclusion, il sera condamné à être renfermé dans une maison de correction, pour un temps égal au tiers au moins et à la moitié au plus de celui pour lequel il aurait pu être condamné à l'une de ces peines.

Dans tous les cas, il pourra être mis, par l'arrêt ou le jugement, sous la surveillance de la haute police pendant cinq ans au moins et dix ans au plus.

S'il a encouru la peine de la dégradation civique ou du bannissement, il sera condamné à être enfermé, d'un an à cinq ans, dans une maison de correction.

69. Dans tous les cas où le mineur de seize ans n'aura commis qu'un simple délit, la peine qui sera prononcée contre lui ne pourra s'élever au-dessus de la moitié de celle à laquelle il aurait pu être condamné s'il avait eu seize ans.

(N. 14.) ART. 201.

CODE PÉNAL ORDINAIRE.

401. Les autres vols non spécifiés dans la présente section, les larcins et filouteries, ainsi que les tentatives de ces mêmes délits, seront punis d'un emprisonnement d'un an au moins et de cinq ans au plus, et pourront même l'être d'une amende qui sera de seize francs au moins et de cinq cents francs au plus.

Les coupables pourront encore être interdits des droits mentionnés en l'article 42 du présent Code (1), pendant cinq ans au moins et dix ans au plus, à compter du jour où ils auront subi leur peine.

(1) 42. Les tribunaux jugeant correctionnellement pourront, dans certains cas, interdire, en tout ou en partie, l'exercice des droits civils, civils et de famille suivants:

cernimiento, será absuelto; pero se entregará á sus parientes, ó será conducido á una casa de correccion, segun las circunstancias, para que allí se eduque; quedando detenido por el número de años que la sentencia determine; la que, sin embargo, no podrá esceder de la época en que deba cumplir la edad de veinte años.

67. Si se ha decidido que ha obrado *con discernimiento*, las penas se pronunciarán de la manera siguiente:

Si ha incurrido en la pena de muerte, de trabajos forzados perpetuamente ó en la de deportacion, será sentenciado á la pena de diez á veinte años de prision, en una casa de correccion.

Si ha incurrido en la pena de trabajos forzados por tiempo, detencion ó reclusion, se sentenciará á encierro en una casa de correccion por un tiempo igual á la tercera parte, á lo menos; y á la mitad, á lo mas, de aquel por el cual hubiera podido ser condenado á alguna de estas penas.

En todos los casos podrá ponerse, por decreto ó sentencia, bajo la vigilancia de la alta policia durante cinco años á lo menos, y veinte á lo mas.

Si ha incurrido en la pena de degradacion civil ó de destierro, será sentenciado á encierro en una casa de correccion desde uno hasta cinco años.

69. En todos los casos en que un menor de diez y seis años haya cometido un simple delito, se le aplicará una pena que no sea mayor que la mitad de la que hubiera podido aplicársele teniendo diez y seis años.

(NUM. 14.) ART. 201.

CÓDIGO PENAL ORDINARIO.

491. Los demas robos que no estén especificados en la presente seccion; los hurtos, las raterías, así como los conatos de estos mismos delitos, se castigarán con una prision de un año á lo menos, ó de cinco á lo mas; y aun podrán serlo con una multa de diez y seis francos por lo menos, y de quinientos á lo mas.

Los delincuentes podrán ser tambien privados de los derechos mencionados en el artículo 42 del presente Código, durante cinco años lo menos, y diez á lo mas, contándose desde el día en que hayan sufrido la pena. (1)

(1) 42. Juzgando correccionalmente los tribunales, podrán en ciertos casos privar en todo ó en parte, el uso de los derechos civiles, civiles y de familia, siguientes:

Ils pourront aussi être mis, par l'arrêt ou le jugement, sous la surveillance de la haute police pendant la même nombre d'années.

402. Ceux qui, dans les cas prévus par le Code de commerce, seront déclarés coupables de banqueroute, seront punis ainsi qu'il suit:

Les banqueroutiers frauduleux seront punis de la peine des travaux forcés à temps;

Les banqueroutiers simples seront punis d'un emprisonnement d'un mois au moins et de deux ans au plus.

403. Ceux qui, conformément au Code de commerce, seront déclarés complices de banqueroute frauduleuse, seront punis de la même peine que les banqueroutiers frauduleux.

405. Quiconque, soit en faisant usage de faux noms ou de fausses qualités, soit en employant des manœuvres frauduleuses pour persuader l'existence de fausses entreprises, d'un pouvoir ou d'un crédit imaginaire, ou pour faire naître l'espérance ou la crainte d'un succès, d'un accident ou de tout autre événement chimérique, se sera fait remettre ou délivrer des fonds, des meubles ou des obligations, dispositions, billets, promesses, quittances ou décharges, et aura, par un de ces moyens, escroqué ou tenté d'escroquer la totalité ou partie de la fortune d'autrui, sera puni d'un emprisonnement d'un an au moins et de cinq ans au plus, et d'une amende de cinquante francs au moins et de trois mille francs au plus.

Le coupable pourra être, en outre, à compter du jour où il aura subi sa peine, interdit, pendant cinq ans au moins et dix ans au plus, des droits mentionnés en l'article 42 du présent Code: le tout, sans les peines plus graves, s'il y a crime de faux.

406. Quiconque aura abusé des besoins, des faiblesses ou des passions d'un mineur, pour lui faire souscrire, à son préjudice, des obligations, quittances ou décharges, pour prêt d'argent ou de choses mobilières, ou d'effets de commerce, ou de

Podrán también ponerse bajo la vigilancia de la alta policía por igual número de años, mediante el decreto ó la sentencia.

402. Los que en los casos previstos por el Código de comercio sean declarados reos de bancarrota, serán castigados de la manera siguiente:

Los fallidos fraudulentos, se castigarán con la pena de trabajos forzados por tiempo.

Los simplemente fallidos, se castigarán con una prision que no exceda de un mes por lo menos, y de dos años á lo mas.

403. Los que conforme al Código de comercio, sean declarados cómplices de Bancarrota fraudulenta, se castigarán con la misma pena que á los fallidos fraudulentos.

405. Cualquiera que haga uso de nombres ó cualidades supuestas, sea empleando maniobras fraudulentas para persuadir que existen empresas imaginarias; ó para infundir esperanza ó temor de un suceso ó accidente, ó cualquier otro acontecimiento quimérico; que se haga entregar, ó que reciba, fondos, muebles, obligaciones, disposiciones, vales, promesas, finiquitos ó descargos; y que haya por uno de estos medios estafado ó pretendido estafar el total ó parte de la fortuna de otro, será castigado con prision de un año á lo menos, ó de cinco á lo mas, y con multa de cincuenta francos por lo menos ó de tres mil francos á lo mas.

El culpable podrá ser ademas, desde el dia en que haya sufrido la pena, suspenso durante cinco años á lo menos, y diez á lo mas, de los derechos mencionados en el artículo 42 del presente Código. Todo esto salvo las penas mas graves si hay crimen de falsificacion.

406. Cualquiera que haya abusado de las necesidades, de las debilidades ó de las pasiones de un menor para hacerle suscribir en perjuicio suyo, obligaciones, finiquitos ó descargos, por préstamos de dinero, cosas moviliarias ó efectos de comercio,

- 1º De voto et d'élection;
- 2º D'éligibilité;
- 3º D'être appelé ou nommé aux fonctions de juré ou autres fonctions publiques, ou aux emplois de l'administration, ou d'exercer ces fonctions ou emplois;
- 4º Du port d'armes;
- 5º Du vote et du suffrage dans les délibérations de famille;
- 6º D'être tuteur, curateur, si ce n'est de ses enfants et sur l'avis seulement de la famille;
- 7º D'être expert ou employé comme témoin dans les actes;
- 8º De témoignage en justice, autrement que pour y faire de simples déclarations.

- 1º De voto y de eleccion.
- 2º De ser elegido.
- 3º De ser llamado ó nombrado para funcionar en el jurado ó otras funciones públicas, para los empleos de administracion, ó para ejercer esas funciones ó empleos.
- 4º De portar armas.
- 5º Del voto y del sufragio en las deliberaciones de familia.
- 6º De ser tutor ó curador, si no es de sus hijos y solo por acuerdo de la familia.
- 7º De ser perito u ocupado como testigo en las actas.
- 8º Del testimonio ante la justicia, si no es para dar simples declaraciones.

tous autres effets obligatoires, sous quelque forme que cette négociation ait été faite ou déguisée, sera puni d'un emprisonnement de deux mois au moins, de deux ans au plus, et d'une amende qui ne pourra excéder le quart des restitutions et des dommages-intérêts qui seront dûs aux parties lésées, ni être moindre de vingt-cinq francs

La disposition portée au second paragraphe du précédent article pourra de plus être appliquée.

407. Quiconque abusant d'un blanc-seing qui lui aura été confié, aura frauduleusement écrit au-dessus une obligation ou décharge, ou tout autre acte pouvant compromettre la personne ou la fortune du signataire, sera puni des peines portées en l'article 405.

Dans les cas où le blanc-seing ne lui aurait pas été confié, il sera poursuivi comme faussaire et puni comme tel.

408. Quiconque aura détourné ou dissipé, au préjudice des propriétaires, possesseurs ou détenteurs, des effets, deniers, marchandises, billets, quittances ou tous autres écrits, contenant ou opérant obligation ou décharge, qui ne lui auraient été remis qu'à titre de louage, de dépôt, de mandat, ou pour un travail salarié ou non salarié, à la charge de les rendre ou représenter, ou d'en faire un usage ou un emploi déterminé, sera puni des peines portées en l'article 406.

Si l'abus de confiance prévu et puni par le précédent paragraphe a été commis par un domestique, homme de service à gages, élève, clerc, commis, ouvrier, compagnon ou apprenti, au préjudice de son maître, la peine sera celle de la réclusion.

Le tout sans préjudice de ce qui est dit aux articles 254, 255 et 256, relativement aux soustractions et enlèvements de deniers, effets ou pièces commis dans les dépôts publics (1).

(1) 254 Quant aux soustractions, destructions et enlèvements de pièces ou de procédures criminelles ou d'autres papiers, registres, actes et effets, contenus dans des archives, greffes ou dépôts publics, ou remis à un dépositaire public en cette qualité, les peines seront, contre les greffiers, archivistes, notaires ou autres dépositaires négligents, de trois mois à un an d'emprisonnement, et d'une amende de cent francs à trois cents francs.

255. Quiconque se sera rendu coupable des soustractions, enlèvements ou destructions mentionnés en l'article précédent, sera puni de la réclusion.

Si le crime est l'ouvrage du dépositaire lui-même, il sera puni des travaux forcés à temps

ó cualesquiera otros efectos obligatorios, bajo cualquiera forma en que este negocio haya sido hecho, ó disfrazado, será castigado con prision de dos meses á lo menos, y de dos años á lo mas; y con una multa que no esceda de la cuarta parte de las restituciones y de daños y perjuicios que se deban á las partes perjudicadas, ni sean menos de veinte y cinco francos.

Se podrá aplicar ademas, la disposicion contenida en el segundo párrafo del artículo precedente.

407. Cualquiera que abuse de una firma en blanco que le haya sido confiada, y que haya escrito fraudulentamente antes de ella alguna obligacion ó descargo, ó cualquiera otra cosa que pueda comprometer la persona ó la fortuna del signatario, será castigado con las penas contenidas en el artículo 405.

En el caso de que la firma en blanco no le haya sido confiada, será castigado como falsario y sufrirá la pena de tal.

408. Cualquiera que haya estraviado ó disipado con perjuicio de los propietarios, poseedores ó detentadores, efectos, dinero, mercancías, billetes, liquidaciones ó cualesquiera otros escritos que contengan ó importen obligacion ó descargo que no le haya sido entregado, sino en calidad de prenda, de depósito, de orden, ó por un trabajo asalariado ó sin salario, con cargo de devolverlos ó representar, ó de hacer uso de ellos empleándolos en objeto determinado, será castigado con las penas que señala el artículo 406.

Si el abuso de confianza previsto y castigado por el precedente párrafo, ha sido cometido por un doméstico, hombre de servicio con salario, educando, escribiente, dependiente, obrero, oficial ó aprendiz, con perjuicio de su superior, la pena será la de reclusion.

Todo esto sin perjuicio de lo que queda dicho en los artículos 254, 255 y 256 relativos á las sustracciones, robo de dinero, efectos, ó documentos, perpetrados en los Depósitos públicos (1.)

(1) 254. En cuanto á las sustracciones, destrucciones y robos de documentos ó de procedimientos criminales ó otros papeles, registros, actas y efectos contenidos en los archivos, escribanías, ó en depósitos públicos, ó entregados á un depositario público con esta calidad, las penas serán contra los escribanos, archiveros, notarios, ó otros depositarios negligentes, de tres meses á un año de prision, y de una multa de ciento á trescientos francos.

255. Cualquiera que se haga culpable de sustraccion, robo ó de las destrucciones mencionadas en el artículo precedente, será castigado con la reclusion.

Si el crimen es cometido por el mismo depositario, será castigado con la pena de trabajos forzados por tiempo.

(N. 15.) ART. 202.

CODE PÉNAL ORDINAIRE.

2. Toute tentative de *crime* qui aura été manifestée par un commencement d'exécution, si elle n'a été suspendue ou si elle n'a manqué son effet que par des circonstances indépendantes de la volonté de son auteur, est considérée comme le *crime* même.

3. Les tentatives de *délits* ne sont considérées comme *délits* que dans les cas déterminés par une disposition spéciale de la loi.

59. Les complices d'un crime ou d'un délit seront punis de la même peine que les auteurs mêmes de ce crime ou de ce délit, sauf le cas où la loi en aurait disposé autrement.

60. Seront punis comme complices d'une action qualifiée crime ou délit, ceux qui, par dons, promesses, menaces, abus d'autorité ou de pouvoir, machinations ou artifices coupables, auront provoqué à cette action, ou donné des instructions pour la commettre.

Ceux qui auront procuré des armes, des instruments, ou tout autre moyen qui aura servi à l'action, sachant qu'ils devaient y servir;

Ceux qui auront, avec connaissance, aidé ou assisté l'auteur ou les auteurs de l'action, dans les faits qui l'auront préparée ou facilitée, ou dans ceux qui l'auront consommée; sans préjudice des peines qui seront spécialement portées par le présent Code contre les auteurs de complots ou de provocations attentatoires à la sûreté intérieure ou extérieure de l'État, même dans le cas où le crime qui était l'objet des conspirateurs ou des provocateurs n'aurait pas été commis.

61. Ceux qui, connaissant la conduite criminelle des malfaiteurs exerçant des brigandages ou des violences contre la sûreté de l'État, la paix publique, les personnes ou les propriétés, leur fournissent habituellement logement, lieu de retraite ou de réunion, seront punis comme leurs complices.

62. Ceux qui sciemment auront recélé, en tout ou en partie, des choses enlevées, détournées ou obtenues à l'aide d'un crime ou d'un délit, seront aussi punis comme complices de ce crime ou délit.

256. Si le bris de scellés, les soustractions, enlèvements ou destructions de pièces ont été commis avec violence envers les personnes, la peine sera, contre toute personne, celle des travaux forcés à temps, sans préjudice de peines plus fortes, s'il y a lieu, d'après la nature des violences et des autres crimes qui y seraient joints.

(NUM. 15.) ART. 202.

CODIGO PENAL ORDINARIO.

2. Todo conato de *crimen* que se haya manifestado por un principio de ejecucion, si esta no se ha suspendido y si no ha tenido efecto sino por circunstancias ajenas de la voluntad de su autor, será considerada como si se hubiese perpetrado el *crimen*.

3. Los conatos de *delitos* no se considerarán como *delitos*, sino en los casos determinados por una disposicion especial de la ley.

59. Los cómplices de un crimen ó de un delito, serán castigados con la misma pena que los mismos autores de ese crimen ó de ese delito, salvo el caso en que la ley haya dispuesto otra cosa.

60. Serán castigados como cómplices de una accion calificada de crimen ó delito, los que á virtud de regalos, ofertas, amenazas, abuso de autoridad ó de poder, maquinaciones ó artificios culpables, hayan provocado á esta accion ó dado instrucciones para cometerla.

Los que hayan proporcionado armas, instrumentos, ó cualquier otro medio que haya servido á la accion, sabiendo que deberia servir para ella.

Los que con conocimiento hayan ayudado ó asistido al autor ó autores de la accion en los hechos, que le hayan preparado ó facilitado ó en aquellos que haya consumado, sin perjuicio de las penas que estén especialmente consignadas por el presente Código contra los autores de complot ó de provocaciones atentatorias contra la seguridad interior ó exterior del Estado, aun en el caso en que el crimen que era objeto de los conspiradores ó de los provocadores no se haya cometido.

61. Los que conociendo la conducta criminal de los malhechores, que ejerzan robos ó violencias contra la seguridad del Estado, la paz pública, las personas ó propiedades, les faciliten habitualmente alojamiento, lugar oculto ó de reunion, serán castigados como sus cómplices.

62. Los que á sabiendas hayan receptado, en todo ó en parte, cosas robadas, estraviadas ó adquiridas por medio de un crimen ó de un delito, serán tambien castigados como cómplices de este crimen ó delito.

256. Si el quebrantamiento de sellos, las sustracciones, robos ó destrucciones de documentos se han cometido con violencia hacia las personas, la pena será para todo individuo la de trabajos forzados por tiempo, sin perjuicio de las penas mas fuertes, si ha lugar segun la clase de violencias y de los otros crímenes que se les acompañen.

63. Néanmoins la peine de mort, lorsqu'elle sera applicable aux auteurs des crimes, sera remplacée, à l'égard des receleurs, par celle des travaux forcés à perpétuité.

Dans tous les cas, les peines des travaux forcés à perpétuité ou de la déportation, lorsqu'il y aura lieu, ne pourront être prononcées contre les receleurs qu'autant qu'ils seront convaincus d'avoir eu, au temps du recélé, connaissance des circonstances auxquelles la loi attache les peines de mort, des travaux forcés à perpétuité et de la déportation; sinon ils ne subiront que la peine de travaux forcés à temps.

64. Il n'y a ni crime ni délit, lorsque le prévenu était en état de démence au temps de l'action, ou lorsqu'il a été contraint par une force à laquelle il n'a pu résister.

65. Nul crime ou délit ne peut être excusé, ni la peine mitigée, que dans les cas et dans les circonstances où la loi déclare le fait excusable; ou permet de lui appliquer une peine moins rigoureuse.

(N. 16.) ART. 216.

CODE PÉNAL ORDINAIRE.

237. Toutes les fois qu'une évasion de détenus aura lieu, les huissiers, les commandants en chef ou en sous-ordre, soit de la gendarmerie, soit de la force armée servant d'escorte ou garnissant les postes, les concierges, gardiens, géoliers, et tous autres préposés à la conduite, au transport ou à la garde des détenus, seront punis ainsi qu'il suit.

238. Si l'évadé était prévenu de délits de police, ou de crimes simplement infamants, s'il était prisonnier de guerre, les préposés à sa garde ou conduite seront punis, en cas de négligence, d'un emprisonnement de six jours à deux mois; et en cas de connivence, d'un emprisonnement de six mois à deux ans.

Ceux qui, n'étant pas chargés de la garde ou de la conduite du détenu, auront procuré ou facilité son évasion, seront punis de six jours à trois mois d'emprisonnement.

239. Si les détenus évadés, ou l'un d'eux, étaient prévenus ou accusés d'un crime de nature à entraîner une peine afflictive à temps, ou condamnés pour l'un de ces crimes, la peine sera, contre les préposés à la garde ou conduite, en cas de négligence, un emprisonnement de deux mois à six mois; en cas de connivence, la réclusion.

63. Sin embargo, cuando la pena de muerte sea aplicable á los autores de los crímenes, será reemplazada respecto de los receptadores, con la de trabajos forzados perpetuamente.

En todos los casos, la pena de trabajos forzados perpetuamente, ó la de deportacion cuando haya lugar á ella, no podrán ser pronunciadas contra los receptadores, sino en tanto que sean convencidos de haber tenido conocimiento al tiempo de la receptacion, de las circunstancias á que la ley impone las penas de muerte, de trabajos forzados perpetuos y de deportacion; si nó, no sufrirán mas que la pena de trabajos forzados por tiempo.

64. No hay ni crimen ni delito cuando el acusado se haya encontrado en estado de demencia al tiempo de la accion, ó cuando haya sido obligado por una fuerza á que no ha podido resistir.

65. Ningun crimen ó delito puede dispensarse, ni mitigarse la pena, sino en los casos y circunstancias en que la ley declara el hecho excusable, ó que permita aplicarle una pena menos rigurosa.

(NUM. 16.) ART. 216.

CODIGO PENAL ORDINARIO.

237. Siempre que acaeciere alguna fuga de individuos detenidos, los porteros, los comandantes en jefe ó subordinado á otro, sean de la gendarmeria, de la fuerza armada que sirva de escolta ó cubra los puestos; los conserjes, guardas, carceleros y cualquier otro encargado de la conduccion ó transporte ó de la guarda de los detenidos, serán castigados de la manera siguiente:

238. Si el prófugo estaba acusado de delitos de policia, ó de crímenes puramente infamantes; si fuere prisionero de guerra, los encargados de su custodia ó conduccion, serán castigados en caso de negligencia, con una prision de seis dias á dos meses, y en caso de connivencia, con prision de seis meses á dos años.

Los que no estando encargados del cuidado ó de la conduccion del detenido, hayan procurado ó facilitado su fuga, serán castigados con seis dias á tres meses de prision.

239. Si los detenidos prófugos ó alguno de ellos son reos, ó acusados de un crimen capaz de atraer una pena afflictiva por tiempo, ó condenado por alguno de estos crímenes, la pena será contra los encargados de la guarda ó conduccion; en caso de negligencia una prision de dos á seis meses; en caso de connivencia, la de reclusion.

Les individus non chargés de la garde des détenus, qui auront procuré ou facilité l'évasion, seront punis d'un emprisonnement de trois mois à deux ans.

240. Si les évadés, ou si l'un d'eux, sont prévenus ou accusés de crimes de nature à entraîner la peine de mort ou des peines perpétuelles, ou s'ils sont condamnés à l'une de ces peines, leurs conducteurs ou gardiens seront punis d'un an à deux ans d'emprisonnement, en cas de négligence, et des travaux forcés à temps, en cas de connivence.

Les individus non chargés de la conduite ou de la garde qui auront facilité ou procuré l'évasion seront punis d'un emprisonnement d'un an au moins et de cinq ans au plus.

241. Si l'évasion a eu lieu ou a été tentée avec violences ou bris de prison, les peines contre ceux qui l'auront favorisée en fournissant des instruments propres à l'opérer seront, au cas que l'évadé fût de la qualité exprimée en l'article 238, trois mois à deux ans d'emprisonnement; au cas de l'article 239, deux à cinq ans d'emprisonnement; et au cas de l'article 240, la réclusion.

242. Dans tous les cas ci-dessus, lorsque les tiers qui auront procuré ou facilité l'évasion y seront parvenus en corrompant les gardiens ou geôliers, ou de connivence avec eux, ils seront punis des mêmes peines que lesdits gardiens et geôliers.

243. Si l'évasion avec bris ou violence a été favorisée par transmission d'armes, les gardiens et conducteurs qui y auront participé seront punis des travaux forcés à perpétuité; les autres personnes, des travaux forcés à temps.

247. Les peines d'emprisonnement ci-dessus établies contre les conducteurs ou les gardiens, en cas de négligence seulement, cesseront lorsque les évadés seront repris ou représentés, pourvu que ce soit dans les quatre mois de l'évasion, et qu'ils ne soient pas arrêtés pour d'autres crimes ou délits commis postérieurement.

248. Ceux qui auront recélé ou fait receler des personnes qu'ils savaient avoir commis des crimes emportant peine afflictive seront punis de trois mois d'emprisonnement au moins et de deux ans au plus.

Sont exceptés de la présente disposition les ascendants ou descendants, époux ou épouse même

Los individuos que no estén encargados de la guarda de los detenidos, que hayan procurado ó facilitado la evasión, serán castigados con una prision de tres meses á dos años.

240. Si los prófugos ó alguno de ellos, son reos ó acusados de crímenes de tal naturaleza, que incurran en la pena de muerte, ó penas perpetuas, ó si están condenados á una de estas penas, sus conductores ó guardas serán castigados con uno á dos años de prision en caso de negligencia, y con trabajos forzados por tiempo en caso de connivencia.

Los individuos no encargados de la conducción ó de la guarda que hayan facilitado ó procurado la fuga, serán castigados con una prision de un año á lo menos y de cinco años á lo mas.

241. Si la fuga ha tenido lugar, ó ha sido intentada con violencias ó ruptura de prision, las penas contra aquellos que la hayan favorecido, proporcionándoles instrumentos propios para efectuarla, serán en caso de que el prófugo fuese de la calidad expresada en el artículo 238, de tres meses á dos años de prision; en el caso del artículo 239, de dos á cinco años de prision; y en el caso del artículo 240, la de reclusion.

242. En todos los casos supradichos, cuando las terceras personas que hayan procurado ó facilitado la fuga, y lo hayan conseguido corrompiendo á los guardas ó carceleros, ó estando en connivencia con ellos, serán castigados con las mismas penas que los referidos guardas y carceleros.

243. Si la fuga con fractura ó violencia ha sido favorecida por transmision de armas, los guardas y conductores que hayan tenido participio en ello, serán castigados con trabajos forzados perpetuos; las otras personas á trabajos forzados por tiempo.

247. Las penas de prision antedichas, establecidas contra los conductores ó guardas en caso de negligencia solamente, cesarán cuando los prófugos sean reaprehendidos ó vueltos á presentar, con tal que esto sea dentro de los cuatro meses de su evasión y que no sean aprehendidos por otros crímenes ó delitos cometidos posteriormente.

248. Los que hubieren ocultado ó hecho ocultar personas que supiesen que habian cometido crímenes dignos de pena afflictiva, serán castigados con tres meses de prision por lo menos, ó dos años cuando mas.

Se exceptúan de la presente disposicion los ascendientes ó descendientes, esposos ó esposas, etc.

divorcés, frères ou sœurs des criminels recélés, ou leurs alliés aux mêmes degrés.

(N. 17.) ART. 233.

LOI DU 19 MAI 1834 SUR L'ÉTAT DES OFFICIERS.

1.^{er} Le grade est conféré par l'Empereur; il constitue l'état de l'officier. L'officier ne peut le perdre que par l'une des causes ci-après:

- 1° Démission acceptée par l'Empereur;
- 2° Perte de la qualité de Français, prononcée par jugement;
- 3° Condamnation à une peine afflictive ou infamante.
- 4° Condamnation à une peine correctionnelle, pour délits prévus par la section 1^{re} et les articles 402, 403, 405, 406 et 407 du chapitre 2 du titre II du livre III du Code pénal;
- 5° Condamnation à une peine correctionnelle d'emprisonnement, et qui, en outre, a placé le condamné sous la surveillance de la haute police, et l'a interdit des droits civiques, civils et de famille;

6° Destitution prononcée par jugement d'un conseil de guerre.

Indépendamment des cas prévus par les autres lois en vigueur, la destitution sera prononcée pour les causes ci-après déterminées:

- 1° A l'égard de l'officier, en activité, pour l'absence illégale de son corps, après trois mois;
- 2° A l'égard de l'officier, en activité, en disponibilité ou en non-activité, pour résidence hors de l'empire sans l'autorisation de l'Empereur, après quinze jours d'absence.

(N. 18.) ART. 248.

CODE PÉNAL ORDINAIRE.

381. Seront punis des travaux forcés à perpétuité les individus coupables de vols commis avec la réunion des cinq circonstances suivantes:

- 1° Si le vol a été commis la nuit;
- 2° S'il a été commis par deux ou plusieurs personnes;
- 3° Si les coupables ou l'un d'eux étaient porteurs d'armes apparentes ou cachées;

cuando estén divorciados, hermanos ó hermanas de los criminales ocultados, ó sus allegados en los mismos grados.

(NUM. 17.) ART. 233.

LEY DEL 19 DE MAYO DE 1834 SOBRE LA POSICION DE LOS OFICIALES.

1° El empleo lo confiere el Emperador; él constituye la posicion del oficial.

El oficial no puede perderlo sino por alguna de las causas siguientes:

- 1° Por dimision aceptada por el Emperador.
- 2° Por pérdida de la calidad de francés, pronunciada por sentencia.
- 3° Por condena á una pena afflictiva ó infamante.

4° Por condena á una pena correccional por delitos previstos por la seccion primera y los artículos 402, 403, 405, 406 y 407 del capítulo II del título II del libro III del Código penal.

5° Por condena á una pena correccional de prision, y que ademas haya colocado al sentenciado bajo la vigilancia de la alta policia, y que le haya privado de los derechos cívicos, civiles y de familia.

6° Por destitucion pronunciada por sentencia de un consejo de guerra.

Independientemente de los casos previstos por las otras leyes vigentes, la destitucion será pronunciada por las causas que en seguida se expresan.

- 1° Respecto del oficial en actividad, por separarse ilegalmente de su cuerpo, despues de tres meses.
- 2° Respecto del oficial en actividad, en disponibilidad ó en no actividad, por residencia fuera del imperio sin la autorizacion del Emperador, despues de quince dias de ausencia.

(NUM. 18.) ART. 248.

CODIGO PENAL ORDINARIO.

381. Los individuos culpables de robos cometidos con la reunion de las cinco circunstancias siguientes, serán castigados con trabajos forzados perpetuos:

- 1° Si el robo se ha cometido en la noche.
- 2° Si ha sido cometido por dos ó varias personas.
- 3° Si los culpables ó alguno de ellos portaban armas, manifiestas ú ocultas.

4º S'ils ont commis le crime, soit à l'aide d'effraction extérieure, ou d'escalade, ou de fausses clefs, dans une maison, appartement, chambre ou logement habités ou servant à l'habitation, ou leurs dépendances, soit en prenant le titre d'un fonctionnaire public ou d'un officier civil ou militaire, ou après s'être revêtus de l'uniforme ou du costume du fonctionnaire ou de l'officier, ou en alléguant un faux ordre de l'autorité civile ou militaire;

5º S'ils ont commis le crime avec violence ou menace de faire usage de leurs armes.

382. Sera puni de la peine des travaux forcés à temps, tout individu coupable de vol commis à l'aide de violence, et, de plus, avec deux des quatre premières circonstances prévues par le précédent article.

Si la même violence à l'aide de laquelle le vol a été commis a laissé des traces de blessures ou de contusions, cette circonstance seule suffira pour que la peine des travaux forcés à perpétuité soit prononcée.

383. Les vols commis sur les chemins publics emporteront la peine des travaux forcés à perpétuité, lorsqu'ils auront été commis avec deux des circonstances prévues dans l'article 381.

Ils emporteront la peine de travaux forcés à temps, lorsqu'ils auront été commis avec une seule de ces circonstances.

Dans les autres cas, la peine sera celle de la réclusion.

384. Sera puni de la peine des travaux forcés à temps, tout individu coupable de vol commis à l'aide d'un des moyens énoncés dans le nº 4 de l'article 381, même quoique l'effraction, l'escalade et l'usage des fausses clefs aient eu lieu dans des édifices, parcs ou enclos non servant à l'habitation et non dépendants des maisons habitées, et lors même que l'effraction n'aurait été qu'intérieure.

385. Sera également puni de la peine des travaux forcés à temps, tout individu coupable de vol commis, soit avec violence, lorsqu'elle n'aura laissé aucune trace de blessure ou de contusion et qu'elle ne sera accompagnée d'aucune autre circonstance, soit sans violence, mais avec la réunion des trois circonstances suivantes:

1º Si le vol a été commis la nuit;

2º S'il a été commis par deux ou plusieurs personnes;

3º Si le coupable, ou l'un des coupables, était porteur d'armes apparentes ou cachées.

390. Est réputé *maison habitée*, tout bâtiment,

4º Si han cometido el crimen, ya sea con auxilio de fractura exterior ó escalamiento ó llaves falsas, en una casa, vivienda ó alojamientos habitados ó que sirvan de habitacion, ó sus dependencias, sea tomando el título de un funcionario público ó de un oficial civil ó militar, ó despues de haberse revestido de uniforme ó de trage del funcionario ó del oficial, ó alegando una orden falsa de la autoridad civil ó militar.

5º Si han cometido el crimen con violencia ó amenaza de hacer uso de sus armas.

382. Será castigado con la pena de trabajos forzados por tiempo, todo individuo culpable de robo cometido, ayudado por la violencia, y además, por dos de las cuatro primeras circunstancias previstas por el precedente artículo.

Si la misma violencia, con cuya ayuda fué cometido el robo, ha dejado señales de heridas ó contusiones, esta sola circunstancia bastará para que se pronuncie la pena de trabajos forzados perpetuos.

383. Los robos cometidos en los caminos públicos llevarán la pena de trabajos forzados perpetuos, cuando hayan sido cometidos con dos de las circunstancias previstas en el artículo 381.

Cuando se hayan cometido con una sola de aquellas circunstancias, llevarán la pena de trabajos forzados por tiempo.

En los demas casos la pena será la de reclusion.

384. Será castigado con la pena de trabajos forzados por tiempo todo individuo culpable de robo, cometido con la ayuda de alguno de los medios indicados en el número 4 del artículo 381, aun cuando la fractura, el escalamiento y el uso de llaves falsas, hayan tenido lugar en edificios, parques ó cercados que no sirvan de habitacion ni que dependan de casas habitadas, y aun cuando la fractura haya sido solamente interior.

385. Será igualmente castigado con la pena de trabajos forzados por tiempo, todo individuo culpable de robo cometido, ya sea con violencia, cuando esta no haya dejado señales de herida ó de contusion y que no esté acompañada de ninguna otra circunstancia, ó ya sea sin violencia; pero con la reunion de las tres circunstancias siguientes:

1º Si el robo ha sido cometido en la noche.

2º Si ha sido cometido por dos ó varias personas.

3º Si el culpable ó alguno de los culpables portaban armas manifiestas ú ocultas.

390. Será reputada por *casa habitada* todo edi-

logement, loge, cabane, même mobile, qui, sans être actuellement habité, est destiné à l'habitation; et à tout ce qui en dépend, comme cours, basses-cours, granges, écuries, édifices qui y sont enfermés, quel qu'en soit l'usage, et quand même ils auraient une clôture particulière dans la clôture ou enceinte générale.

391. Est réputé *parc* ou *enclos*, tout terrain environné de fossés, de pieux, de claies, de planches, de haies vives ou sèches, ou de murs de quelque espèce de matériaux que ce soit, quelles que soient la hauteur, la profondeur, la vétusté, la dégradation de ces diverses clôtures, quand il n'y aurait pas de porte fermant à clef ou autrement, ou quand la porte serait à claire-voie et ouverte habituellement.

392. Les *parcs* mobiles destinés à contenir du bétail dans la campagne, de quelque matière qu'ils soient faits, sont aussi réputés *enclos*: et lorsqu'ils tiennent aux cabanes mobiles ou autres abris destinés aux gardiens, ils sont réputés dépendants de maison habitée.

393. Est qualifiée *effraction*, tout forçement, rupture, dégradation, démolition, enlèvement de murs, toits, planchers, portes, fenêtres, serrures, cadenas ou autres ustensiles ou instruments servant à fermer ou à empêcher le passage, et de toute espèce de clôture, quelle qu'elle soit.

394. Les *effractions* sont extérieures ou intérieures.

395. Les *effractions* extérieures sont celles à l'aide desquelles on peut s'introduire dans les maisons, cours, basses-cours, enclos ou dépendances, ou dans les appartements ou logements particuliers.

396. Les *effractions* intérieures sont celles qui, après l'introduction dans les lieux mentionnés en l'article précédent, sont faites aux portes ou clôtures du dedans, ainsi qu'aux armoires ou autres meubles fermés.

Est compris dans la classe des *effractions* intérieures, le simple enlèvement de caisses, boîtes, ballots sous toile et corde, et autres meubles fermés, qui contiennent des effets quelconques, bien que l'*effraction* n'ait pas été faite sur le lieu.

397. Est qualifiée *escalade*, toute entrée dans les maisons, bâtiments, cours, basses-cours, édifices quelconques, jardins, parcs et enclos, exécutée par-dessus les murs, portes, toitures ou toute autre clôture.

L'entrée par une ouverture souterraine, entre

ficio, alojamiento, choza, cabaña, aun cuando sea amovible, que sin estar actualmente habitada, esté destinada á la habitacion y á todo lo que depende de ella, como patios, corrales, graneros, caballerizas, edificios que no estén comprendidos en ellas, cualquiera que sea su uso, y aun cuando tengan una tapia particular en el cercado ó recinto general.

391. Se reputa por *parque* ó *enclosed* todo terreno rodeado de fosa, estacas, zarzales, tablas, setos verdes ó secos, ó de paredes de cualquiera especie de materiales que sean: cualquiera que sea la elevacion, la profundidad, la vejez y demérito de estos diversos cercados, quando no haya puerta que se cierre con llave ó de cualquiera otro modo, ó quando la puerta sea de claravoya y abierta habitualmente.

392. Los *parques* movibles, destinados á encerrar animales en el campo, de cualquiera manera que sean contruidos, se reputarán tambien cercados, y quando estén unidos á cabañas movibles ó á otros abrigaderos destinados á los guardacampes, se reputarán como dependientes de casa habitada.

393. Se califica de *fractura* el forzar, romper, causar algun demérito ó quitar paredes, techos, pisos, puertas, ventanas, cerraduras, cadados ú otros utensilios ó instrumentos que sirvan para cerrar ó impedir el paso, y toda especie de cercado cualquiera que sea.

394. Las *fracturas* son *exteriores* ó *interiores*.

395. Las *fracturas* *exteriores* son aquellas con cuya ayuda puede introducirse álguien en las casas, patios, corrales, cercados ó dependencias, ó en las viviendas ó alojamientos particulares.

396. Las *fracturas* *interiores* son aquellas que despues de la introduccion en los lugares mencionados en el artículo precedente, se han hecho en puerta ó cercado interiores; así como en roperos ú otros muebles cerrados.

Está comprendido en la clase de *fracturas* interiores el simple robo de cajas, botes, tercios arpillados, con lienzo y cuerdas, y otros muebles cerrados que contengan cualesquiera efectos, aunque la *fractura* no se haya hecho en el mismo lugar.

397. Se califica de *escalamiento* toda entrada en las casas, edificios, patios, corrales, edificios cualesquiera que sean, jardines, parques y cercados, ejecutados sobre las paredes, puertas, techumbres ó cualquiera otro cercado.

La introduccion por una abertura subterranea,

que celle qui a été établie pour servir d'entrée, est une circonstance de même gravité que l'escalade.

398. Sont qualifiés *fausses clefs*, tous crochets, rossignols, passe-partout, clefs imitées, contrefaites, altérées, ou qui n'ont pas été destinées par le propriétaire, locataire, aubergiste ou logeur, aux serrures, cadenas, ou aux fermetures quelconques auxquelles le coupable les aura employés.

(N. 19.) ART. 261.

CODE PÉNAL ORDINAIRE.

177. Tout fonctionnaire public de l'ordre administratif ou judiciaire, tout agent ou préposé d'une administration publique, qui aura agréé des offres ou promesses ou reçu des dons ou présents pour faire un acte de sa fonction ou de son emploi, même juste, mais non sujet à salaire, sera puni de la dégradation civique, et condamné à une amende double de la valeur des promesses agréées ou des choses reçues, sans que ladite amende puisse être inférieure à deux cents francs.

La présente disposition est applicable à tout fonctionnaire, agent ou préposé de la qualité ci-dessus exprimée, qui, par offres ou promesses agréées, dons ou présents reçus, se sera abstenu de faire un acte qui entrerait dans l'ordre de ses devoirs.

179. Quiconque aura contraint ou tenté de contraindre par voies de fait ou menaces, corrompu ou tenté de corrompre, par promesses, offres, dons ou présents, un fonctionnaire, agent ou préposé de la qualité exprimée en l'article 177, pour obtenir, soit une opinion favorable, soit des procès-verbaux, états, certificats ou estimations contraires à la vérité, soit des places, emplois, adjudications, entreprises ou autres bénéfices quelconques, soit enfin tout autre acte du ministère du fonctionnaire, agent ou préposé, sera puni des mêmes peines que le fonctionnaire, agent ou préposé corrompu.

Toutefois, si les tentatives de contrainte ou corruption n'ont eu aucun effet, les auteurs de ces tentatives seront simplement punis d'un emprisonnement de trois mois au moins et de six mois au plus, et d'une amende de cent francs à trois cents francs.

á mas de la ya establecida para servir de entrada, es una circunstancia tan grave como el escalamiento.

398. Se califican de *llaves falsas* toda clase de gancho, ganzuas, llaves maestras, llaves contrahechas, adulteradas ó que no han sido destinadas por el propietario, locatario, hostelero ó huésped, para las chapas, candados ó para todo género de cerraduras para las cuales las haya empleado el culpable.

(NUM. 19.) ART. 178.

CODIGO PENAL ORDINARIO.

177. Todo funcionario público del orden administrativo ó judicial, todo agente ó encargado de una administración pública, que haya aceptado ofertas ó promesas, ó haya recibido obsequios ó regalos por hacer un acto propio de sus funciones ó de su empleo aun cuando este acto sea justo, pero que no esté sujeto á paga ó salario, será castigado con la degradacion civil, y condenado á una multa doble del valor de las promesas aceptadas ó de las cosas recibidas, sin que dicha multa pueda ser inferior á doscientos francos.

Esta disposicion es aplicable á todo funcionario, agente ó encargado de la especie arriba citada, que por ofertas ó promesas aceptadas, obsequios ó regalos recibidos, se haya abstenido de hacer un acto que entre en el círculo de sus deberes.

179. Cualquiera que haya obligado ó intentado obligar por vías de hecho ó por amenazas, haya corrompido ó intentado corromper, con promesas, ofertas, obsequios ó regalos, á un funcionario, agente ó encargado de la calidad espresada en el artículo 177, para obtener, sea una opinion favorable, ya sean actas, estados, certificados ó apreciaciones contrarias á la verdad, ó ya sean colocaciones, empleos, adjudicaciones, empresas ó cualquiera otros beneficios, ó ya en fin cualquiera otro acto del ministerio del funcionario, agente ó encargado, será castigado con las mismas penas que el funcionario, agente ó encargado corrompido.

Sin embargo, si las tentativas de obligar ó corromper, no hubieren tenido ningun efecto, los autores de estas tentativas serán castigados simplemente con una prision de tres meses por lo menos, ó de seis meses á lo mas, y con una multa de ciento á trescientos francos.

(N. 20.) ART. 263.

CODE PÉNAL ORDINAIRE.

169. Tout percepteur, tout commis à une perception, dépositaire ou comptable public, qui aura détourné ou sustrait des deniers publics ou privés, ou effets actifs en tenant lieu ou des pièces, titres, actes, effets mobiliers qui étaient entre ses mains en vertu de ses fonctions, sera puni des travaux forcés à temps, si les choses détournées ou sustraites sont d'une valeur au-dessus de trois mille francs.

170. La peine des travaux forcés à temps, aura lieu également, quelle que soit la valeur des deniers ou des effets détournés ou soustraits, si cette valeur égale ou excède soit le tiers de la recette ou du dépôt, s'il s'agit de deniers ou effets une fois reçus ou déposés, soit le cautionnement, s'il s'agit d'une recette ou d'un dépôt attaché à une place sujette à cautionnement, soit enfin le tiers du produit commun de la recette pendant un mois, s'il s'agit d'une recette composée de rentrées successives et non sujette à cautionnement.

174. Tous fonctionnaires, tous officiers publics, leurs commis ou préposés, tous percepteurs des droits, taxes, contributions, deniers, revenus publics ou communaux, et leurs commis et préposés, qui se seront rendus coupables du crime de concussion, en ordonnant de percevoir ou en exigeant ou en recevant ce qu'ils savaient n'être pas dû, ou excéder ce qui était dû pour droit, taxes, contributions, deniers ou revenus, ou pour salaires ou traitements, seront punis, savoir, les fonctionnaires ou les officiers publics, de la peine de la réclusion: et leurs commis ou préposés, d'un emprisonnement de deux ans au moins et de cinq ans au plus.

Les coupables seront de plus condamnés à une amende dont le *maximum* sera le quart des restitutions et des dommages-intérêts, et le *minimum* le douzième.

175. Tout fonctionnaire, tout officier public, tout agent du gouvernement, qui, soit ouvertement, soit par actes simulés, soit par interposition de personnes, aura pris ou reçu quelque intérêt que se soit dans les actes, adjudications, entreprises ou régies dont il a ou avait, au temps de l'acte, en tout ou en partie, l'administration ou la surveillance, sera puni d'un emprisonnement de six mois au moins et de deux ans au plus, et sera condamné à une

(NUM. 20.) ART. 263.

CÓDIGO PENAL ORDINARIO.

169. Todo recaudador, todo dependiente de una recaudacion, depositario ó responsable público, que haya ocultado ó sustraído caudales públicos ó privados, ó efectos activos que los representen, ó documentos, títulos, actas ó bienes muebles que tuviere en su poder en virtud de sus funciones, será castigado con trabajos forzados por tiempo, si el valor de las cosas estraviadas ó sustraídas pasa de tres mil francos.

170. La pena de trabajos forzados por tiempo, tendrá lugar igualmente, sea cual fuere el valor de los caudales ó de los efectos estraviados ó sustraídos, si este valor iguala ó escade, ya sea á la tercera parte del cargo ó del depósito, si se trata de caudales ó efectos una vez recibidos ó depositados, ó ya sea al valor de la fianza, si se trata de un cargo ó de un depósito perteneciente á un empleo sujeto á fianza, ó ya sea en fin, á la tercera parte del producto comun del cargo durante un mes, si se trata de un cargo compuesto de entradas sucesivas, y no sujeto á fianza.

174. Todos los funcionarios, todos los empleados públicos, sus dependientes ó encargados, todos los recaudadores de derechos, cuotas, contribuciones, caudales, rentas públicas ó municipales, y sus dependientes y encargados que se hayan hecho culpables del crimen de concussion, mandando recibir, ó exigiendo ó recibiendo lo que supiesen que no se debía, ó que escedia á lo debido por derechos, cuotas, contribuciones, caudales ó rentas, ó por salarios ó sueldos, serán castigados como sigue: los funcionarios ó los empleados públicos, con la pena de reclusion, y sus dependientes ó encargados, con una prision de dos años á lo menos y de cinco años á lo mas.

Los culpables serán además condenados á una multa cuyo *maximum* será el de la cuarta parte del valor de las restituciones y de los daños y perjuicios, y su *minimum*, el de la duodécima parte de ellos.

175. Todo funcionario, todo empleado público, todo agente del gobierno, que ya abiertamente, ya por actos simulados, ó ya por interposicion de personas, haya tomado ó recibido algun interes sea el que fuere en los actos, adjudicaciones, empresas ó administraciones, cuya vigilancia ó administracion tenga ó haya tenido en todo ó en parte al tiempo del acto, será castigado con una prision de seis meses por lo menos, ó de dos años á lo mas,

amende qui ne pourra excéder le quart des restitutions et des indemnités, ni être au-dessous du douzième.

Il sera de plus déclaré à jamais incapable d'exercer aucune fonction publique.

La présente disposition est applicable à tout fonctionnaire ou agent du gouvernement qui aura pris un intérêt quelconque dans une affaire dont il était chargé d'ordonnancer le paiement ou de faire la liquidation.

(N. 21.) ART. 267.

463 du Code pénal ordinaire déjà cité à l'art. 198.

(N. 22.) ART. 270.

LOI DU 21 MARS 1832 SUR LE RECRUTEMENT DE L'ARMÉE.

41. Les jeunes gens appelés à faire partie du contingent de leur classe, qui seront prévenus de s'être rendus impropres au service militaire, soit temporairement, soit d'une manière permanente, dans le but de se soustraire aux obligations imposées par la présente loi, seront déferés aux tribunaux par les conseils de révision, et s'il sont reconnus coupables, ils seront punis d'un emprisonnement d'un mois à un an.

Seront également déferés aux tribunaux, et punis de la même peine, les jeunes soldats qui dans l'intervalle de la clôture du contingent de leur canton à leur mise en activité, se seront rendus coupables du même délit.

À l'expiration de leur peine, les uns et les autres seront à la disposition du ministre de la guerre par le temps que doit à l'Etat la classe dont ils font partie.

La peine portée au présent article sera prononcée contre les complices. Si les complices sont des médecins, chirurgiens, officiers de santé ou pharmaciens, la durée de l'emprisonnement sera de deux mois à deux ans, indépendamment d'une amende de deux cents francs à mille francs qui pourra être prononcée, et sans préjudice des peines plus graves, dans les cas prévus par le Code pénal.

43. Toute substitution, tout remplacement effectué, soit en contravention des dispositions de la présente loi, soit au moyen de pièces fausses ou de manœuvres frauduleuses, sera déferé aux tribunaux, et, sur le jugement qui prononcerait la

y sera condamné à une multa que ne pourra excéder à la quarta parte de las restituciones y de las indemnizaciones, ni ser menor de la duodécima parte.

Ademas será declarado para siempre incapaz de ejercer ninguna funcion pública.

La presente disposicion es aplicable á todo funcionario ó agente del gobierno que haya tomado algun interés cualquiera en un negocio cuyo pago haya tenido encargo de reglamentar ó liquidar.

(NUM. 21.) ART. 267.

463 del Código penal ordinario ya citado en el artículo 198.

(NUM. 22.) ART. 270.

LEY DEL 21 DE MARZO DE 1832 SOBRE EL RECLUTAMIENTO DEL EJÉRCITO.

41. Los jóvenes llamados á formar parte del contingente de su clase, que sean acusados de haberse incapacitado para el servicio militar, sea temporalmente, ó de una manera permanente, con objeto de sustraerse á las obligaciones impuestas por la presente ley, serán acusados ante los tribunales por los consejos de revisión; y si resultaren culpables, serán castigados con una prision desde un mes hasta un año.

Tambien serán acusados ante los tribunales y castigados con la misma pena, los jóvenes soldados que en el intervalo de la clausura del contingente de su canton, hasta que se les ponga en actividad, se hayan hecho culpables del mismo delito.

Al terminar su condena, unos y otros quedarán á disposicion del ministro de la guerra por el tiempo que deba al Estado la clase de que forman parte.

Contra los cómplices se pronunciará la misma pena contenida en el presente artículo. Si los cómplices son médicos, cirujanos, oficiales de sanidad ó farmacéuticos, la duración de la prision será de dos meses á dos años; ademas de una multa de doscientos á mil francos que podrá pronunciarse, y sin perjuicio de las penas mas graves á que hubiere lugar en los casos previstos por el Código penal.

43. Toda sustitucion, todo reemplazo efectuado, ya sea en contravencion á las disposiciones de la presente ley, ó ya por medio de documentos falsos ó de maniobras fraudulentas, será denunciado á los tribunales; y si el fallo declarase la nulidad del

nullité de l'acte de substitution ou de remplacement, l'appelé sera tenu de rejoindre son corps, ou de fournir un remplaçant dans le délai d'un mois, à dater de la notification de ce jugement.

Quiconque aura sciemment concouru à la substitution ou au remplacement frauduleux, comme auteur ou complice, sera puni d'un emprisonnement de trois mois à deux ans, sans préjudice de peines plus graves en cas de faux.

44. Tout fonctionnaire ou officier public, civil ou militaire, qui, sous quelque prétexte que ce soit, aura autorisé ou admis des exemptions, déductions, ou exclusions autres que celles déterminées par la présente loi, ou qui aura donné arbitrairement une extension quelconque, soit à la durée, soit aux règles ou conditions des appels, des engagements ou des rengagements, sera coupable d'abus d'autorité, et puni des peines portées dans l'article 185 du Code pénal (1), sans préjudice des peines plus graves prononcées par ce Code dans les autres cas qu'il a prévus.

45. Les médecins, chirurgiens ou officiers de santé qui, appelés au conseil de révision à l'effet de donner leur avis conformément à l'article 16 (2), auront reçu des dons ou agréé des promesses pour être favorables aux jeunes gens qu'ils doivent examiner, seront punis d'un emprisonnement de deux mois à deux ans.

Cette peine leur sera appliquée, soit qu'au moment des dons ou promesses, ils aient déjà été désignés pour assister au conseil, soit que les dons ou promesses aient été agréés dans la prévoyance des fonctions qu'ils auraient à y remplir.

Il leur est défendu, sous la même peine, de rien recevoir, même pour une réforme justement prononcée.

(1) 185. Tout juge ou tribunal, tout administrateur ou autorité administrative, qui, sous quelque prétexte que ce soit, même du silence ou d'obscurité de la loi, aura dénié de rendre la justice qu'il doit aux parties, après en avoir été requis, et qui aura persévéré dans son déni, après avertissement ou injonction de ses supérieurs, pourra être poursuivi, et sera puni d'une amende de deux cents francs au moins et de cinq cents francs au plus, et de l'interdiction de l'exercice des fonctions publiques depuis cinq ans jusqu'à vingt.

(2) 16. Les jeunes gens qui, d'après leurs numéros, pourront être appelés à faire partie du contingent, seront convoqués, examinés et entendus par le conseil de révision.

acto de sustitucion ó de reemplazo, el llamado será obligado á reunirse á su cuerpo ó á poner un reemplazo en el término de un mes, contado desde la notificacion de la sentencia.

Cualquiera que á sabiendas haya concurrido á la sustitucion ó al reemplazo fraudulento, como autor ó cómplice, será castigado con una prision de tres meses á dos años, sin perjuicio de penas mas graves en caso de falsificacion.

44. Todo funcionario ó empleado público, civil ó militar, que bajo cualquier pretexto que sea haya autorizado ó admitido esensiones, deducciones ó exclusiones diversas de las determinadas por la presente ley, ó que haya dado arbitrariamente una estension cualquiera, ya á la duracion, ya á las reglas ó condiciones, de los llamamientos, de los enganches ó de los reenganches, será culpable de abuso de autoridad y castigado con las penas señaladas en el artículo 185 *del Código penal* (1.) *sin perjuicio de las penas mas graves pronunciadas por este Código en los demas casos que ha previsto.*

45. Los médicos cirujanos ú oficiales de sanidad que llamados al consejo de revision para dar su opinion conforme al artículo 16, (2) hayan recibido obsequios ó aceptado promesas para favorecer á los jóvenes que deben examinar, serán castigados con una prision de dos meses á dos años.

Esta pena les será aplicada, ya sea que en el momento de los obsequios ó de las promesas, ya hayan sido designados para asistir al consejo, ó ya que los obsequios ó las promesas se hayan aceptado previendo las funciones que tendrian que llenar en él.

Se les prohibe, bajo la misma pena, que reciban cosa alguna ni aun por una reforma pronunciada en justicia.

(1) 185. Todo juez ó tribunal, todo administrador ó autoridad administrativa, que bajo cualquier pretexto que sea, aun con el del silencio ó de la oscuridad de la ley, se haya negado á administrar la justicia que debe á las partes despues de haber sido requerido por ellas, y que haya perseverado en su denegacion despues de la advertencia ó prevencion de sus superiores, podrá ser perseguido, y será castigado con una multa de doscientos francos por lo menos, y de quinientos francos á lo mas, y con la suspension del ejercicio de sus funciones públicas desde cinco años hasta veinte.

(2) 16. Los jóvenes que segun sus números, puedan ser llamados á formar parte del contingente, serán convocados, examinados y oidos por el consejo de revision.

DECRET.

Fixant le nombre, le siège, le ressort des deuxièmes conseils de guerre et des conseils de révision, en exécution des articles 2 et 26 du Code de justice militaire.

NAPOLÉON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, EMPEREUR DES FRANÇAIS.

A tous présents et à venir, salut.

Vu les articles 2 et 26 du Code de justice militaire, en date du 9 juin 1857, lesquels sont ainsi conçus:

"Art. 2. Il y a un conseil de guerre permanent au chef-lieu de chaque division territoriale.

"Si les besoins du service l'exigent, un deuxième conseil de guerre permanent peut être établi dans la division par un décret de l'Empereur, qui fixe le siège de ce conseil et en détermine le ressort.

"Art. 26. Il est établi, pour les divisions territoriales, des conseils de révision permanents, dont le nombre, le siège et le ressort sont déterminés par décret de l'Empereur inséré au *Bulletin des Lois*."

Considérant que le grand nombre et l'importance des affaires portées généralement devant les tribunaux militaires des 1.^{re}, 2.^e, 3.^e, 4.^e, 5.^e, 6.^e, 8.^e, 9.^e, 12.^e, et 16.^e, divisions militaires et des divisions d'Alger, d'Oran et de Constantine, exigent l'établissement d'un deuxième conseil de guerre;

Considérant, d'autre part, que le nombre actuel des conseils de révision peut être réduit sans nuire à la bonne administration de la justice, et que cette réduction aura pour conséquence d'arriver à une plus grande unité de jurisprudence dans l'interprétation de la loi:

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'État de la guerre.

AVONS DÉCRÉTÉ ET DÉCRÉTONS ce qui suit:

ARTICLE PREMIER.

Il est établi un second conseil de guerre permanent dans les 1.^{re}, 2.^e, 3.^e, 4.^e, 5.^e, 6.^e, 8.^e, 9.^e, 12.^e, et 16.^e, divisions militaires et dans les divisions d'Alger, d'Oran et de Constantine.

Le ressort de ce deuxième conseil de guerre s'étend sur toute la division. Le général commandant répartit les affaires entre les deux conseils de guerre.

Les deuxièmes conseils de guerre siègent dans les villes indiquées par le tableau ci-annexé.

DECRETO.

Fixando el número, la residencia, la jurisdicción de los segundos consejos de guerra y de los consejos de revision, en cumplimiento de los artículos 2 y 26 del Código de justicia militar.

NAPOLEON, por la gracia de Dios y la voluntad nacional, EMPERADOR DE LOS FRANCESES.

A todos los presentes y venideros, salud.

Vistos los artículos 2 y 26 del Código de justicia militar fecha 9 de Junio de 1857, concebidos en estos términos:

"Artículo 2. Habrá un consejo de guerra permanente en la cabecera de cada division territorial.

"Si las necesidades del servicio lo exigieren, se podrá establecer en la division un segundo consejo de guerra permanente por un decreto del Emperador, que fije la residencia de este consejo y determine su jurisdicción.

"Artículo 26. Para las divisiones territoriales se establecerán consejos de revision permanentes cuyo número, residencia y jurisdicción, se determinarán por un decreto del Emperador que se insertará en el *Boletín de las Leyes*."

Considerando que en el gran número é importancia de las causas encomendadas generalmente á los tribunales militares de las 1.^a, 2.^a, 3.^a, 4.^a, 5.^a, 6.^a, 8.^a, 9.^a, 12.^a y 16.^a divisiones militares, y de las divisiones de Argel, de Oran y de Constantina exigen el establecimiento de un segundo consejo de guerra:

Considerando, por otra parte, que puede reducirse el número actual de los consejos de revision, sin perjuicio de la buena administracion de justicia, y que esta reduccion dará por resultado el llegar á mayor unidad de jurisprudencia en la interpretacion de la ley; de conformidad con el informe de nuestro ministro secretario de Estado y de la guerra,

HEMOS DECRETADO Y DECRETAMOS lo que sigue:

ARTICULO PRIMERO.

Se establece un segundo consejo de guerra permanente, en las 1.^a, 2.^a, 3.^a, 4.^a, 5.^a, 6.^a, 8.^a, 9.^a, 12.^a y 16.^a divisiones militares y en las divisiones de Argel, de Oran y de Constantina.

La jurisdicción de este segundo consejo de guerra se estiende á toda la division. El general que la mande distribuirá las causas entre los dos consejos de guerra.

Los segundos consejos de guerra residirán en las ciudades indicadas en el estado adjunto.

ART. 2.

Il y a huit conseils de révision permanents pour toutes les divisions militaires de l'intérieur et de l'Algérie. Ces conseils siègent à Paris, Metz, Lyon, Toulouse, Rennes, Alger, Oran et Constantine. Ils prennent le nom de la ville où ils sont établis. Leur juridiction est fixée conformément au tableau ci-annexé.

ART. 3.

Dans les divisions où le deuxième conseil de guerre se trouve supprimé, les affaires pendantes sont portées de plein droit dans l'état d'instruction, où elles se trouvent, au conseil unique de la division.

ART. 4.

Les affaires pendantes devant les conseils de révision supprimés sont, de plein droit, déferées au conseil de révision dans le ressort duquel se trouve placée la division où le jugement a été rendu, suivant le tableau ci-annexé.

ART. 5.

Les archives des deuxième conseils de guerre et des conseils de révision supprimés seront versées au greffe du premier conseil de guerre de la division où ces tribunaux avaient leur siège.

ART. 6.

Les greffiers attachés aux conseils de guerre et aux conseils de révision supprimés sont provisoirement mis à la suite, pour être employés dans les divisions où le besoin s'en fera sentir.

Tous les autres greffiers en exercice, ainsi que les commis greffiers titulaires, continuent à remplir leurs fonctions jusqu'à la promulgation du règlement d'administration publique dont il est parlé aux articles 9 et 29 du Code.

ART. 7.

Notre ministre secrétaire d'État au département de la guerre, est chargé de l'exécution du présent décret.

Fait à Plombières, le 18 juillet 1857.

(Signé) NAPOLEON.

Par l'Empereur:

Le Maréchal de France,
Ministre Secrétaire d'État de la guerre,

(Signé) VAILLANT.

ART. 2.

Habrá ocho consejos de revisión permanentes para todas las divisiones militares del interior y de la Argelia. Estos consejos residirán en París, Metz, Leon, Tolosa, Rennes, Argel, Oran y Constantina, y tomarán el nombre de la ciudad en que se establezcan. Su jurisdicción queda fijado en el estado adjunto.

ART. 3.

En las divisiones en que se encuentre suprimido el segundo consejo de guerra, las causas pendientes pasarán de derecho pleno, en el estado de instrucción en que se encuentren, al consejo único de la división.

ART. 4.

Las causas pendientes ante los consejos de revisión suprimidos, pasarán de derecho pleno al consejo de revisión, en cuya jurisdicción se hallé colocada la división en que se pronunció la sentencia, según el estado adjunto.

ART. 5.

Los archivos de los segundos consejos de guerra y de los consejos de revisión suprimidos, se depositarán en el escribanía del primer consejo de guerra de la división en que estos tribunales tenían su asiento.

ART. 6.

Los escribanos pertenecientes á los consejos de guerra y á los consejos de revisión suprimidos, se agregarán provisionalmente para ser empleados en ellas, á las divisiones en que se notare su necesidad.

Todos los demas escribanos en ejercicio, así como los oficiales ó dependientes de escribanos titulados, continuarán llenando sus funciones hasta la promulgación del reglamento de administración pública de que se habla en los artículos 9 y 29 del Código.

ART. 7.

Nuestro Ministro secretario de Estado en el Departamento de la guerra, queda encargado de la ejecución del presente decreto.

Hecho en Plombières, el 18 de Julio de 1857.

(Firmado) NAPOLEON.

Por el Emperador:

El Mariscal de Francia,
Ministro secretario de Estado del despacho de la guerra,

(Firmado) VAILLANT.

T A B L E A U

Des deuxièmes Conseils de guerre et des Conseils de révision établis en vertu des articles 2 et 26 du Code de justice militaire.

(Annexe du décret en date de ce jour.)

(DEUXIÈMES CONSEILS DE GUERRE.)

SIÈGE.	RESSORT.
Paris	1 ^{re} division.
Caen	2 ^e <i>idem</i> .
Lille.....	3 ^e <i>idem</i> .
Mézières	4 ^e <i>idem</i> .
Metz	5 ^e <i>idem</i> .
Strasbourg	6 ^e <i>idem</i> .
Lyon	8 ^e <i>idem</i> .
Toulon.....	9 ^e <i>idem</i> .
Toulouse.....	12 ^e <i>idem</i> .
Brest.....	16 ^e <i>idem</i> .
Alger.....	Division d'Alger.
Oran	—— d'Oran.
Bône	—— de Constantine.

(CONSEILS DE RÉVISION.)

SIÈGE.	RESSORT.
Paris	<div> <div>1^{re} division.</div> <div>2^e <i>idem</i>.</div> <div>3^e <i>idem</i>.</div> </div>
Metz.	<div> <div>4^e <i>idem</i>.</div> <div>5^e <i>idem</i>.</div> <div>6^e <i>idem</i>.</div> <div>7^e <i>idem</i>.</div> </div>
Lyon	<div> <div>8^e <i>idem</i>.</div> <div>9^e <i>idem</i>.</div> <div>19^e <i>idem</i>.</div> <div>20^e <i>idem</i>.</div> <div>21^e <i>idem</i>.</div> </div>
Toulouse	<div> <div>10^e <i>idem</i>.</div> <div>11^e <i>idem</i>.</div> <div>12^e <i>idem</i>.</div> <div>13^e <i>idem</i>.</div> <div>14^e <i>idem</i>.</div> <div>17^e <i>idem</i>.</div> </div>
Rennes.	<div> <div>15^e <i>idem</i>.</div> <div>16^e <i>idem</i>.</div> <div>18^e <i>idem</i>.</div> </div>
Alger	Division d'Alger.
Oran	— d'Oran.
Constantine	— de Constantine.

Paris, le 18 juillet 1857.

 Le Maréchal de France,
 Ministre Secrétaire d'Etat de la guerre,

(Signé) VAILLANT.

DÉCRET

Indiquant selon le grade, le rang ou l'emploi de l'accusé, la composition des tribunaux militaires pour le jugement des divers individus qui, dans l'armée de terre, sont assimilés aux militaires, aux termes des articles 10 et 13 du Code de justice militaire.

NAPOLÉON, par le grâcede Dieu et la volonté nationale, EMPEREUR DES FRANÇAIS,

A tous présents et à venir, SALUT:

Vu le Code de justice militaire pour l'armée de terre, en date du 9 juin de 1857, et spécialement l'art. 13, ainsi conçu:

"Pour juger un membre du corps de l'intendancemilitaire, un médecin, un pharmacien, un officier d'administration, un vétérinaire ou tout autreindividu assimilé aux militaires, le conseil de guerre et composé, conformément, à l'article 10, suivant le grade auquel le rang de l'accusé correspond."

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'État de la guerre.

NOUS AVONS DÉCRÉTÉ et DÉCRÉTONS ce qui suit:

ARTICLE PREMIER.

Lorsqu'il y aura lieu de traduire devant les tribunaux militaires un membre du corps de l'intendance militaire, un médecin, un pharmacien, un officier d'administration, un vétérinaire ou tout autre individu assimilé aux militaires, le conseil de guerre sera composé conformément au tableau annexé au présent décret.

ART. 2.

La correspondance de grades et de rangs résultant du tableau mentionné dans l'article précédent est toute spéciale à l'action judiciaire devant les tribunaux militaires, et ne modifie en rien les situations telles qu'elles sont respectivement réglées sous les autres rapports, pour ces divers assimilés, par les ordonnances, décrets et règlements en vigueur.

ART. 3.

Notre ministre secrétaire d'État au département de la guerre est chargé de l'exécution du présent décret.

Fait à Plombières, le 18 juillet 1857.

(Signé) NAPOLÉON.

Par l'Empereur:

Le Maréchal de France,
Ministre secrétaire d'État de la guerre,
(Signé) VAILLANT.

DECRETO

Que indica segun el grado, el rango ó el empleo del acusado, la composicion de los tribunales militares para juzgar á los diversos individuos que en el ejército son asimilados á los militares, conforme á los artículos 10 y 13 del Código de justicia militar.

NAPOLÉON, por la gracia de Dios y la voluntad nacional, EMPERADOR DE LOS FRANCESES.

A todos los presentes y venideros, salud:

Visto el Código de justicia militar para el ejército, fecha 9 de Junio de 1857, y particularmente el artículo 13 que dice:

"Para juzgar un miembro del cuerpo de la intendencia militar, un médico, un farmacéutico, un oficial de administracion, un veterinario, ó cualquiera otro individuo asimilado á los militares, el consejo de guerra se compondrá conforme al artículo 10, segun el grado á que corresponda el rango del acusado."

De conformidad con el informe de nuestro Ministro secretario de Estado y de la guerra,

HEMOS DECRETADO Y DECRETAMOS lo que sigue:

ARTICULO PRIMERO.

Quando haya motivo para hacer comparecer ante los tribunales militares un miembro del cuerpo de la intendencia militar, un médico, un farmacéutico, un oficial de administracion, un veterinario ó cualquiera otro individuo asimilado á los militares, el consejo de guerra se compondrá conforme al estado adjunto al presente decreto.

ART. 2.

La correspondencia de grados y de rango que resultan del estado mencionado en el artículo anterior, es enteramente especial á la accion judicial ante los tribunales militares, y no modifica en manera alguna las situaciones tales como están respectivamente arregladas bajo las otras relaciones, para estos diversos asimilados por las ordenanzas, decretos y reglamentos que se hallan en vigor.

ART. 3.

Nuestro ministro secretario de Estado en el departamento de la guerra, queda encargado de la ejecucion del presente decreto.

Hecho en Plombieres, el 18 de Julio de 1857.

(Firmado) NAPOLÉON.

Por el Emperador:

El Mariscal de Francia,
Ministro secretario de Estado y de la guerra,
(Firmado) VAILLANT.

TABLEAU

Annexé au décret en date de ce jour, indiquant, selon le grade, le rang ou l'emploi de l'accusé, la composition des tribunaux militaires, pour le jugement des divers individus qui, dans l'armée de terre, sont assimilés aux militaires, aux termes des articles 10 et 18 du Code de justice militaire.

DÉSIGNATION DES CORPS.	GRADE OU EMPLOI DE L'ACCUSÉ.	COMPOSITION DES CONSEILS DE GUERRE.	
		GRADE DU PRÉSIDENT.	GRADES DES JUGES.
Intendance militaire.....	Adjoint de 2 ^e classe.....	Colonel.....	{ 1 lieutenant-colonel. 8 chefs de bataillon ou chefs d'escadrons, ou majors. 2 capitaines.
	Adjoint de 1 ^{re} classe.....	{ Général de brigade.....	{ 2 colonels. 2 lieutenants-colonels. 2 chefs de bataillon, ou chefs d'escadrons, ou majors.
	Sous-intendant de 2 ^e classe.....	{ Idem.....	{ 4 colonels. 2 lieutenants-colonels.
	Sous-intendant de 1 ^{re} classe.....	{ Général de division.....	{ 4 généraux de brigade. 2 colonels.
	Intendant divisionnaire.....	{ Maréchal de France.....	{ 4 généraux de division. 2 généraux de brigade.
Officiers de santé.....	Intendant général.....	Idem.....	{ 2 maréchaux de France. 4 généraux de division.
	Médecin pharmacien sous-aide.....	{ Colonel ou lieutenant-colonel.....	{ 1 chef de bataillon, ou chef d'escadron, ou major. 2 capitaines. 1 lieutenant. 2 sous-lieutenants.
	Médecin pharmacien aide-major de 2 ^e ou de 1 ^{re} classe.....	{ Idem.....	{ 1 chef de bataillon, ou chef d'escadron, ou majors. 3 capitaines. 2 lieutenants.
	Médecin pharmacien major de 2 ^e ou de 1 ^{re} classe.....	{ Colonel.....	{ 1 lieutenant-colonel. 3 chefs de bataillon, ou chefs d'escadrons, ou majors. 2 capitaines.
	Médecin pharmacien principal de 2 ^e ou de 1 ^{re} classe.....	{ Général de brigade.....	{ 2 colonels. 2 lieutenants-colonels. 2 chefs de bataillon, ou chefs d'escadron, ou majors.....

ESTADO

Anexo al decreto de esta fecha, que indica según el grado, rango ó empleo del acusado, la formación de los tribunales militares, para juzgar á los diversos individuos que en el ejército son asimilados á los militares, conforme á los artículos 10 y 13 del Código de justicia militar.

DESIGNACION DE LOS CUERPOS.	GRADO Ó EMPLEO DEL ACUSADO.	COMPOSICION DE LOS CONSEJOS DE GUERRA.	
		GRADO DEL PRESIDENTE.	GRADOS DE LOS JUECES.
Intendencia militar.....	Adjunto de 2ª clase.....	Coronel.....	{ 1 teniente coronel. 3 comandantes de batallón ó escuadrón ó mayores. 2 capitanes.
	Adjunto de 1ª clase.....	{ General de brigada.....	{ 2 coroneles. 2 tenientes coroneles. 2 comandantes de batallón de escuadrón ó mayores.
	Sub-intendente de 2ª clase.....	Idem.....	{ 4 Coroneles. 2 tenientes coroneles.
	Sub-intendente de 1ª clase.....	{ General de división.....	4 generales de brigada. 2 coroneles.
	Intendente divisionario.....	{ Mariscal de Francia.....	4 generales de división. 2 generales de brigada.
	Intendente general.....	Idem.....	{ 2 mariscales de Francia 4 generales de división.
Oficiales de sanidad.....	Médico farmacéutico sub-ayudante.....	Coronel ó teniente coronel.....	{ 1 comandante de batallón escuadrón ó mayor. 2 capitanes. 1 teniente. 2 subtenientes.
	Médico farmacéutico ayudante mayor de 2ª ó 1ª clase.....	Idem.....	{ 1 comandante de batallón, escuadrón ó mayor. 3 capitanes. 2 tenientes.
	Médico farmacéutico mayor de 2ª ó 1ª clase.....	Coronel.....	{ 1 teniente coronel. 3 comandantes de batallón de escuadrón ó mayores. 2 capitanes.
	Médico farmacéutico principal de 2ª ó 1ª clase.....	General de brigada.....	{ 2 coroneles. 2 tenientes coroneles. 2 comandantes de batallón ó escuadrón ó mayores.

DÉSIGNATION DES CORPS.	GRADE OU EMPLOI DE L'ACQUÉ.	COMPOSITION DES CONSEILS DE GUERRE.	
		GRADE DU PRÉ- SIDENT.	GRADES DES JUGES.
Officiers de santé.....	{ Médecin pharmacien ins- pecteur.....	{ Maréchal de France.....	{ 4 généraux de division. 2 généraux de brigade.
Officiers d'administration militaire du service: 1° des hôpitaux militaires. 2° des subsistances militai- res..... 3° de l'habillement et cam- pement..... 4° de la justice militaire.. 5° des bureaux de l'inten- dance militaire.....	{ Adjudant en second..... Adjudant en premier....	{ Colonel ou lieu- tenant-colonel	{ 1 chef de bataillon, ou chef d'escadron, ou major. 3 capitaines. 2 lieutenants.
	{ Officier comptable de 2 ^e classe..... Officier comptable de 1 ^{re} classe.....	{ Colonel.....	{ 1 lieutenant-colonel. 3 chefs de bataillon, ou chefs d'escadrons, ou majors. 2 capitaines.
	{ Principal de 2 ^e classe... Principal de 1 ^{re} classe...	{ Général de bri- gade.....	{ 2 colonels. 2 lieutenants-colonels. 2 chefs de bataillon, ou chefs d'escadrons, ou majors.
	{ Aide-vétérinaire de 2 ^e classe..... Aide-vétérinaire de 1 ^{re} classe.....	{ Colonel ou lieu- tenant-colonel	{ 1 chef de bataillon, ou chef d'escadron, ou major. 2 capitaines. 1 lieutenant. 2 sous-lieutenants.
	{ Vétérinaire de 2 ^e classe. Vétérinaire de 1 ^{re} classe.	{ Idem.....	{ 1 chef de bataillon, ou chef d'escadron, ou major. 3 capitaines. 2 lieutenants.
Vétérinaires militaires...	{ Vétérinaire principal....	{ Colonel.....	{ 1 lieutenant-colonel. 3 chefs de bataillon, ou chefs d'escadron, ou majors. 2 capitaines.
Gardes { d'artillerie..... du génie..... des équipages mi- litaires.....	{ Garde de 2 ^e ou 1 ^{re} classe. Garde principal.....	{ Colonel ou lieu- tenant-colonel	{ 1 chef de bataillon, ou chef d'escadron, ou major. 3 capitaines. 2 lieutenants.
	{ Maître artificier..... Chef ouvrier d'état..... Contrôleur principal des manufactures d'armes.	{ Idem.....	{ 1 chef de bataillon, ou chef d'escadron, ou major. 3 capitaines. 2 lieutenants.
Employés divers dans les corps ou établissements militaires.....	{ Chef artificier..... Sous-chef ouvrier d'état. Contrôleur de 2 ^e ou 1 ^{re} classe dans les manu- factures, directions ou fonderies.....	{ Idem.....	{ 1 chef de bataillon, ou chef d'escadron, ou major. 2 capitaines. 1 lieutenant. 2 sous-lieutenants.

DESIGNACION DE LOS CUERPOS.	GRADO Ó EMPLEO DEL ACUSADO.	COMPOSICION DE LOS CONSEJOS DE GUERRA.	
		GRADO DEL PRESIDENTE.	GRADOS DE LOS JUECES.
Oficiales de sanidad.....	{ Médico farmacéutico inspector.....	{ Mariscal de Francia.....	{ 4 generales de division. 2 generales de brigada.
Oficiales de administracion militar del servicio. 1º de los hospitales militares..... 2º de las subsistencias militares..... 3º de vestuario y campamento..... 4º de la justicia militar.. 5º oficinas de la intendencia militar.....	{ Ayudante de 2ª clase.... Ayudante de 1ª clase....	{ Coronel ó teniente coronel	{ 1 comandante de batallón, de escuadrón ó mayor. 3 capitanes. 2 tenientes.
	{ Oficial de contabilidad de 2ª clase..... Oficial de contabilidad de 1ª clase.....	{ Coronel.....	{ 1 teniente coronel. 3 comandantes de batallón, de escuadrón ó mayores. 2 capitanes.
	{ Principal de 2ª clase.... Principal de 1ª clase....	{ General de brigada.....	{ 2 coroneles. 2 tenientes coroneles. 2 comandantes de batallón, escuadrón ó mayores.
	{ Ayudante veterinario de 2ª clase..... Ayudante veterinario de 1ª clase.....	{ Coronel ó teniente coronel	{ 1 comandante de batallón, escuadrón ó mayor. 2 capitanes. 1 teniente. 2 subtenientes.
	{ Veterinario de 2ª clase.. Veterinario de 1ª clase..	{ Idem.....	{ 1 comandante de batallón, escuadrón ó mayor. 3 capitanes. 2 tenientes.
Veterinaria militar.....	{ Veterinario principal....	Coronel.....	{ 1 teniente coronel. 3 comandantes de batallón, de escuadrón ó mayores. 2 capitanes.
Guardas. { de artilleria.. de ingenieros.. de equipajes militares..	{ Guarda de 2ª clase ó 1ª.. Guarda principal.....	{ Coronel ó teniente coronel	{ 1 comandante de batallón, de escuadrón ó mayor. 3 capitanes. 2 tenientes.
Empleados diversos en los cuerpos ó establecimientos militares.....	{ Maestro artificiero..... Gefe obrero de oficio.... Interventor principal de manufacturas de armas.	{ Idem.....	{ 1 comandante de batallón, escuadrón ó mayor. 3 capitanes. 2 tenientes.
	{ 1º artificiero en gefe.... Obrero 2º en gefe..... Inspector de 2ª ó 1ª clase en las manufacturas, direcciones ó fundiciones.	{ Idem.....	{ 1 comandante de batallón, escuadrón ó mayor. 2 capitanes. 1 teniente. 2 subtenientes.

DÉSIGNATION DES CORPS.	GRADE OU EMPLOI. DE L'ACCUSÉ.	COMPOSITION DES CONSEILS DE GUERRE.	
		GRADE DU PRÉ- SIDENT.	GRADES DES JUGES.
Employés divers dans les corps ou établissements militaires	Ouvrier d'état	Colonel ou lieu- tenant-colonel	{ 1 chef de bataillon, ou chef d'escadron, ou major. 2 capitaines. 1 lieutenant. 1 sous-lieutenant. 1 sous-officier.
	Chef armurier de 2 ^e ou 1 ^{re} classe		
Musiques militaires	Gardien de batterie de 2 ^e ou 1 ^{re} classe	Idem	{ 1 chef de bataillon, ou chef d'escadron, ou major. 2 capitaines. 1 lieutenant. 1 sous-lieutenant. 1 sous-officier.
	Maitre ouvrier inmatriculé		
Interprètes militaires	Ouvrier inmatriculé	Idem	{ 1 chef de bataillon, ou chef d'escadron, ou major. 2 capitaines. 1 lieutenant. 1 sous-lieutenant. 1 sous-officier.
	Portier-consigne		
Aumôniers militaires aux armées actives	Portier-concierge, éclu- sier, et tout autre agent y assimilé	Idem	{ 1 chef de bataillon, ou chef d'escadron, ou major. 2 capitaines. 1 lieutenant. 1 sous-lieutenant. 1 sous-officier.
	Musicien de 3 ^e , 2 ^e ou 1 ^{re} classe		
Enfants de troupe	Musicien sous-chef	Idem	{ 1 chef de bataillon, ou chef d'escadron, ou major. 2 capitaines. 1 lieutenant. 1 sous-lieutenant. 1 sous-officier.
	Musicien chef		
	Interprète de 3 ^e , 2 ^e ou 1 ^{re} classe	Idem	{ 1 chef de bataillon, ou chef d'escadron, ou major. 3 capitaines. 2 lieutenants.
	Interprète principal		
	Aumônier ordinaire	Colonel	{ 1 lieutenant-colonel. 3 chefs de bataillon, ou chefs d'escadron, ou majors. 2 capitaines.
	Aumônier chef de service		
	(Sans distinction)	Colonel ou lieu- tenant-colonel	{ 2 colonels. 2 lieutenants-colonels. 2 chefs de bataillon, ou chefs d'escadron, ou majors.
			{ 1 chef de bataillon, ou chef d'escadron, ou major. 2 capitaines. 1 lieutenant. 1 sous-lieutenant. 1 sous-officier.

Paris, le 18 Juillet 1857.

Le Maréchal de France,
Ministre Secrétaire d'Etat de la guerre,
(Signé) VAILLANT.

DESIGNACION DE LOS CUERPOS.	GRADO Ó EMPLEO DEL ACUSADO.	COMPOSICION DE LOS CONSEJOS DE GUERRA.	
		GRADO DEL PRESIDENTE.	GRADOS DE LOS JUECES.
Empleados diversos en los cuerpos ó establecimientos militares.	Obrero de oficio Gefe armero de 2ª ó 1ª clase Guarda bateria de 2ª ó 1ª clase Maestro obrero matriculado Portero consigna Portero conserge esclusero y cualquiera otro agente asimilado á ellos	Coronel ó teniente coronel	1 comandante de batallón, de escuadron ó mayor. 2 capitanes. 1 teniente. 1 subteniente. 1 sargento.
Músicos militares.....	Músico de 3ª 2ª ó 1ª clase. Músico 2º en gefe.	<i>Idem</i>	1 comandante de batallón, escuadron ó mayor. 2 capitanes. 1 teniente. 1 subteniente. 1 sargento (sous officier)
	Músico mayor.....	<i>Idem</i>	1 comandante de batallón, de escuadron ó mayor. 2 capitanes. 1 teniente. 2 subtenientes.
Intérpretes militares.....	Intérprete de 3ª 2ª ó 1ª clase Intérprete principal.	<i>Idem</i>	1 comandante de batallón, de escuadron ó mayor. 3 capitanes. 2 tenientes. 1 teniente coronel.
Capellanes militares en los ejércitos activos	Capellan comun Capellan gefe de servicio.	Coronel..... General de brigada.	3 comandantes de batallón, de escuadron ó mayores. 2 capitanes. 2 coroneles. 2 tenientes coroneles. 2 comandantes de batallón, de escuadron ó mayores.
Niños de tropa.....	(Sin distincion).....	Coronel ó teniente coronel	1 comandante de batallón, de escuadron ó mayor. 2 capitanes. 1 teniente. 1 subteniente. 1 sargento.

Paris, 18 de Julio de 1857.

El Mariscal de Francia,
 Ministro Secretario de Estado de la guerra,
 (Firmado) VAILLANT.

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

MODELOS DE FORMULAS.

• DIVISION MILITAIRE.

(FORMULE N. 1.)

(Art. 99 et 100 du Code
de justice militaire.)

Ordre d'informer.

Le commandant la division militaire,

Vu les articles 99 et 100 du Code de justice militaire;

Attendu qu'il résulte de

que l nommé

aurai

crime (ou délit) prévu par

ordonne qu'il soit informé contre

par le rapporteur du conseil de guerre permanent de la division;

Charge le Commissaire impérial d'assurer l'exécution du présent ordre
d'informer.

Fait au quartier général, à

185

A M. le Commissaire impérial près le conseil de guerre.

(FORMULA NUM. 1.)

**Orden para formar
causa.**

En atencion á que resulta de

b2

manda que se forme causa contra

Encarga al Comisario imperial que asegure la ejecucion de la presente orden para formar causa.

188

consejo de guerra.

• DIVISION MILITAIRE.

(FORMULE N. 1 bis.)

(Art. 99 du Code de justice militaire.)

Déclaration qu'il n'y
a pas lieu d'informer.

Le commandant la division militaire,

Vu l'article 99 du Code de justice militaire;

Attendu que le nommé

inculpé de

Attendu qu (1)

Déclare que, dans l'état, il n'y a pas lieu à information.

Fait au quartier général, à

le

185

(1) Indiquer les motifs qui portent à ne pas ordonner l'information; spécifier s'ils résultent de ce que le fait ne constitue ni crime ni délit, ou de circonstances spéciales qui enlèveraient tout caractère de gravité.

• DIVISION MILITAR.

(FORMULA NUM. 1, 2ª vez.)

(Art. 99 del Código de
justicia militar).

Declaracion de no ha-
ber lugar á la forma-
cion de causa.

El comandante de la division militar,

Visto el artículo 99 del Código de justicia militar:

En atencion á que el llamado

acusado de

En consideracion á que (1)

Declara que en el presente caso no hay lugar á formacion de causa.

Cartel general en

el de

186

(1) Se indicarán los motivos que haya para no mandar formar causa: se especificará si resultan de que el hecho no constituya crimen ni delito, ó de circunstancias especiales que le quiten todo carácter de gravedad.

CEDULE.

(FORMULE N. 2)

(Art. 102 103 et 183 du
Code de justice mi-
litaire.)

La présente devra être
apportée en venant dé-
poser.

GREFFE

Du *Conseil de guerre permanent de la* *division militaire,*
séant à

Nous

Rapporteur près le conseil de guerre de la division militaire,
requérons le sieur

de comparaître devant nous, au greffe du conseil de guerre permanent,
le 18 , à heure
d , pour y déposer en personne sur les faits relatifs
au nommé

Le témoin requis prévenu que, faute par de se conformer
à la présente assignation, l y ser contraint par les voies de droit,
conformément à l'article 103 du Code de justice militaire.

Donné à , le du mois d an 18 .

Le Rapporteur,

SIGNIFICATION.

L'an mil huit cent cinquante- , le
à la requête de M. le Rapporteur près le conseil de guerre de
la division militaire, nous
soussigné, avons signifié la cédule ci-dessus au sieur
en son domicile, à
parlant à
ainsi déclaré; et à ce qu'il n'en ignore, nous lui avons laissé la présente.
Dont acte, à les jour, mois et an que dessus.

CITA.

(FORMULA NUM. 2.)

(Artículos 102, 103 y 183 del Código de justicia militar.)

La presente deberá taerse al venir á declarar.

ESCRIBANIA

Del Consejo de guerra permanente de la division militar, formada en.

Nos

Fiscal del consejo de guerra de la division militar, requerimos á N.

para que comparezca ante nos, en la escribanía del consejo de guerra permanente, el 186 , á tal hora , para declarar en persona sobre los hechos relativos al llamado

Se advierte al testigo requerido que si no concurre á la presente cita, se le obligará á hacerlo por las vías de derecho conforme al artículo 103 del Código de justicia militar.

Dado en , el del mes de de 186

El Fiscal.

NOTIFICACION.

El año de mil ochocientos sesenta , el por requerimiento del Sr. Fiscal del consejo de guerra de la division militar, nos abajo firmado, hemos notificado la anterior cita á N. en su domicilio, en hablando con declarado así, y para que no lo ignore le hemos dejado la presente. De lo cual doy fe el día, mes y año ya citados.

CÉDULE

(FORMULE N. 2 bis.)

(Art. 102, 103 et 183 du
Code de justice mi-
litaire.)

La présente devra être
apportée en venant de-
poser

GREFFE.

Du

Conseil de guerre de la

division militaire,

séant à

Nous

Rapporteur près le conseil de guerre de la division militaire, requérons
le sieur

de comparaître devant nous au greffe du conseil de guerre permanent,
le 185 , à huere d
pour y déposer en personne sur les faits relatifs au
nommé

Le témoin requis est prévenu que, faute par lui de se conformer à la pré-
sente assignation, il y sera contraint par les voies de droit, conformément à
l'article 103 du Code de justice militaire.

Donné à le du mois d 185 .

Le Rapporteur,

SIGNIFICATION.

L'an mil huit cent cinquante- , le , à la requête de
M. le Rapporteur près le conseil de guerre de la division militaire, nous
soussigné, avons signifié la cédula ci-dessus au sieur
en son domicile, à
parlant à
ainsi déclaré, et à ce qu'il n'en ignore, nous lui avons laissé la présente. Dont
acte, à des jours, heures et en que dessus.

CITA.

(FORMULA NUM. 2. 2ª vez.)

(Artículos 102, 103 y
188 del Código
de justicia militar.)

Se traerá la presente
al venir á declarar.

ESCRIBANIA

Del Consejo de guerra de la division militar,
formado en

Nos

Fiscal del Consejo de guerra de la division militar, requerimos
á N.

para que comparezca ante nos en la escribanía del consejo de guerra per-
manente, el de 186 , á tal hora
para declarar en persona sobre los hechos relativos
al llamado

Se advierte al testigo requerido que si no concurre á la presente cita, se le
obligará á hacerlo por las vías de derecho, con arreglo al artículo 103 del Có-
digo de justicia militar.

Dado en tal dia de tal mes de 186

El Fiscal,

NOTIFICACION.

El año de mil ochocientos y tantos, el , á pedimento del
Sr. Fiscal del consejo de guerra de la division militar, nos

abajo firmado, hemos notificado la cita anterior á N.

en su domicilio en *tal parte*

hablando con

declarado así: y para que no lo ignore le hemos dejado la presente. De lo cual
doy fé en tal parte el dia, mes y año arriba citados.

Mandat de payement de la taxe d'un témoin

M. le Receveur de l'enregistrement au Palais de justice, à
est invité, et au besoin requis, de payer, sur la présentation de ce mandat,
au sieur
la somme d

qui lui a été allouée, sur sa demande, pour sa comparution en qualité d

Fait à

Le Rapporteur.

NON POUR

Le témoin sait signer.

POUR ACQUIT:

Taxe de

Le Greffier,

Orden para el pago de la cuota de un testigo.

Se invita y en caso necesario se requiere al Sr. Receptor del registro en el palacio de justicia, para que pague al presentarle esta orden, al Sr. N.

la suma de

que á petición suya se le ha asignado, por su comparecencia en calidad de

Hecho en

El fiscal,

BUENO POR

El testigo sabe firmar.

RECIBI,

Cuota de

El escribano,

ORIGINAL
de signification
DE CÉDULE.

(FORMULE N. 2 ter.)

(Art. 102, 103 et 183
du Code
de justice militaire.)

GREFFE

Du *Conseil de guerre de la* *division militaire,*
séant à _____

L'an mil huit cent cinquante- _____, le
à la requête de M. le Rapporteur près le conseil de guerre de
la *division militaire,* nous
soussigné, avons signifié au sieur
en son domicile, à
parlant à
ainsi déclaré
(1) à

l cédula d'assignation en date du _____ à décerner
par M. le Rapporteur, à l'effet de comparaître au greffe dudit conseil de guer-
re le _____ 185 ; et à ce que l susnommé n'en
ignore _____, nous l avons laissé l dite cédula . Dont acte,
à _____ les jour, mois et an que dessus.

(1) Par cet original, peuvent être constatées les significations faites le même jour, par le même agent de la force publique, à plusieurs témoins appelés dans une même affaire.

ORIGINAL
de notificacion
DE CITA.

(FORMULA NUM. 2. 3.ª. 2.ª.)

(Artículos 102, 103 y
183 del Código
de justicia militar.)

ESCRIBANIA

Del Consejo de guerra de la division militar,
formado en

El año de mil ochocientos , el
á pedimento del Sr. Fiscal del consejo de guerra de
la division militar, nos
abajo firmado, hemos notificado al Sr. N.
en su domicilio, en
hablando con
declarado así
(1)

la cita de notificacion con fecha del en decretar
por el Sr. Fiscal, á fin de comparecer en la escribanía del citado consejo de
guerra el 186 ; y para que el mencionado Sr. N. no
lo ignore , nos el le hemos dejado la dicha cita. De lo
cual doy fé el dia, mes y año arriba mencionados.

(1) Por este original se pueden hacer constar las notificaciones hechas el mismo dia, por el mismo agente de la fuerza pública, á varios testigos llamados para un mismo negocio.

CÉDULE
POUR COMPARAÎTRE
à l'audience.

(FORMULE N. 3.)

(Art. 103 et 183 du Co-
de de justice militaire.)

PARQUET

La présente devra être
apportée en venant dé-
poser.

Du

l de guerre permanent de la

° Division militaire,

séant à

Nous

Commissaire impérial près le conseil de guerre de la ° division mili-
taire, requérons le sieur

de comparaître à l'audience du conseil de guerre permanent, le

185 , à heure d , pour

y déposer en personne sur les faits relatifs au nommé

Le témoin requis est prévenu que, faute par lui de se conformer à la présente
assignation, il y sera contraint par les voies de droit, conformément à l'article
103 du Code de justice militaire.

Donné à , le du mois de an 185 .

Le Commissaire impérial,

SIGNIFICATION.

L'an mil huit cent cinquante- , le , à la requête
de M. le Commissaire impérial près le conseil de guerre de la ° divi-
sion militaire, nous

, soussigné, avons signifié la cédule ci-dessus

au sieur en son domicile, à

parlant à

ainsi déclaré; et, à ce qu'il n'en ignore, nous lui avons laissé la présente copie.

Dont acte, à , les jour, mois et an que dessus.

CITA
PARA COMPARECER EN LA
audiencia.

(FORMULA NUM. 3.

(Art. 103 y 183 del Código de justicia militar.)

ESTRADO

Deberá traerse la presente al venir á declarar.

Del *consejo de guerra permanente de la division militar*
formado en

Nos

Comisario imperial del consejo de guerra de la division militar requerimos al Sr. N

Para que comparezca en la audiencia del consejo de guerra permanente el
dia tantos de de 186 , á tal hora para
declarar en persona sobre los hechos relativos al llamado N.

Se advierte al testigo requerido que si no concurre conforme á la presente
cita, será obligado á hacerlo por las vías de derecho con arreglo al artículo 103
del Código de justicia militar.

Dado en á tantos de de 186

El Comisario imperial.

NOTIFICACION.

El año de mil ochocientos el á peticion
del Sr. Comisario imperial del consejo de guerra de la divi-
sion militar, nos

abajo firmado, hemos notificado la cita que precede
al Sr. N.

hablando con

declarado así y para que no lo ignore le hemos dejado la presente copia.

De lo cual doy fé

el dia tantos &c. y a citados.

CEDULE
POUR COMPARAÎTRE
à l'audience.

(FORMULE N° 3 bis.)

(Art. 103 et 183 du Co-
de de justice militaire.

PARQUET

La présente devra être
apportée en venant dé-
poser.

Du *Conseil de guerre permanent de la* *Division militaire,*
séant à

Nous

Commissaire impérial près le conseil de guerre de la division
militaire, requérons le sieur

de comparaître à l'audience du conseil de guerre permanent
le 185, à heure du, pour y déposer
en personne sur les faits relatifs au nommé

Le témoin requis est prévenu que, faute par lui de se conformer à la présen-
te assignation, il y sera contraint par les voies de droit, conformément l'article
103 du Code de justice militaire.

Donné à, le du mois d 185

Le Commissaire impériale,

SIGNIFICATION. L'an mil huit cent cinquante-, le
à la requête de M. le Commissaire impérial près le conseil de
guerre de la division militaire, nous,
soussigné, avons signifié la cédule ci-dessus au sieur
en son domicile, à
parlant à
ainsi déclaré, et à ce qu'il n'en ignore, nous lui avons laissé la présente.
Dont acte, à, les jour, mois et an que dessus.

CITA
PARA COMPARECER EN LA
audiencia.

(FORMULA NUM. 3 2ª vez)

(Art. 103 y 183 del Código de justicia militar.)

ESTRADO

Deberá traerse la presente al venir a declarar.

*Del consejo de guerra permanente de la
formado en*

Division militar,

Nos

Comisario imperial del consejo de guerra de la division militar, requerimos al Sr. N

para que comparezca en la audiencia del consejo de guerra permanente el
186 , á tal hora del dia tantos
para declarar en persona sobre los hechos relativos al llamado N.

Se previene al testigo requerido que si no concurre á la presente cita, se le obligará á hacerlo por las vías de derecho, conforme al artículo 103 del Código de justicia militar.

Dado en á tantos &c.

El Comisario imperial,

NOTIFICACION

El año de mil ochocientos y tantos el
á solicitud del Sr. Comisario imperial ~~cita del~~ consejo de
guerra de la division ~~militar, nos~~
abajo firmado, hemos notificado la cita anterior al Sr. N.
en su domicilio en
hablando con
declarado así, y para que no lo ignore le hemos dejado la presente.
De lo cual doy fé á tantos de tal mes &c. ya citados.

Mandat de payement de la taxe d'un témoin

M. le Receveur de l'enregistrement au Palais de justice, à
est invité, et au besoin requis, de payer, sur la présentation de ce mandat,
au sieur
la somme d
qui lui a été allouée, sur sa demande, pour sa comparution en qualité d

Fait à

Le Président,

BON POUR

Le témoin sait signer.

POUR ACQUITTÉ

Taxe de

Le Greffier,

Orden para el pago de la cuota de un testigo.

Se invita y en caso necesario se requiere al Sr. Receptor del registro en el Palacio de justicia, para que pague al presentarle esta orden, al Sr. N.

la suma de

que á petición suya se le ha asignado, por su comparecencia en calidad de

Hecho en

El Presidente,

BUENO POR

El testigo sabe firmar.

Recibe,

Cuota de

El escribano,

Mandat de payement de la taxe d'un témoin

M. le Receveur de l'enregistrement au Palais de justice, à
est invité, et au besoin requis, de payer, sur la présentation de ce mandat,
au sieur
la somme d

qui lui a été allouée, sur sa demande, pour sa comparution en qualité d

Fait à

Le Rapporteur.

EON POUR

Le témoin sait signer.

POUR ACQUITTÉ

Taxe de

Le Greffier,

Orden para el pago de la cuota de un testigo.

Se invita y en caso necesario se requiere al Sr. Receptor del registro en el palacio de justicia, para que pague al presentarle esta orden, al Sr. N.

la suma de

que á petición suya se le ha asignado, por su comparecencia en calidad de

Hecho en

El fiscal,

BUENO POR

El testigo sabe firmar.

RECIBI,

Cuota de

El escribano,

MANDAT

(FORMULE N. 4)

D'EXTRACTION.

(Art. 101 du Code de
justice militaire.)

CONSEIL DE GUERRE PERMANENT

DE LA ° DIVISION MILITAIRE.

, le

18

Le Concierge de la maison de justice militaire est requis d'extraire et de faire conduire sous bonne et sûre escorte, au greffe du Conseil de guerre, pour être interrogé , puis réintégré dans ladite maison de justice,

Le nommé

ceci est personnellement responsable d susnommé jusqu'à réintégration dans ladite maison de justice.

Le Rapporteur,

ORDEN

(FORMULA NUM. 4.)

DE EXTRACCION.

(Art. 101 del Código de
justicia militar.)

CONSEJO DE GUERRA PERMANENTE

DE LA DIVISION MILITAR.

, el

18

Se previene al conserge de la casa de justicia militar que extraiga y haga conducir bajo buena y segura escolta, á la escribania del Consejo de guerra, para ser interrogado , despues reintagrado en dicha casa de justicia,

El Hamado

El gefe de la escolta será personalmente responsable del hasta reintegracion en la mencionada casa de justicia.

susodicho

El Fiscal,

PROCÈS-VERBAL
D'INTERROGATOIRE.

(FORMULE N. 5)

(Art. 101 du Code de
justice militaire.)

CONSEIL DE GUERRE PERMANENT

De la • Division militaire, séant à

L'an mil huit cent cinquante- , le
à heure

Devant nous, Rapporteur près le conseil de
guerre de la • division militaire, assisté du sieur
Greffier dudit conseil, en la salle du greffe, sise à

Avons fait extraire de à l'effet de
l interroger, le nommé

En conséquence, nous avons fait amener devant nous le dit
que nous avons interrogé ainsi qu'il suit:

Interpellé de déclarer nom , prénoms, âge, lieu de naissance, état,
profession et domicile, répondu se nommer

**SUMARIO
DE INTERROGATORIO.**

(FORMULA NUM. 5.)

(Art. 101 del Código de
justicia militar.

CONSEJO DE GUERRA PERMANENTE

De la División militar, formado en

El año de mil ochocientos y tantos

á tal hora

Ante nos,

Fiscal del consejo de

guerra de la división militar, con asistencia del Sr. N.

escribano de dicho consejo, en la sala de la escribanía, situada en

Hemos hecho extraer de

á fin de

interrogarlo, al llamado

En consecuencia hemos hecho traer ante nos á dicho

á quien hemos interrogado como sigue:

Preguntado por su nombre, apellido, edad, lugar de su nacimiento, estado
profesion y domicilio, respondió llamarse

PROCES-VERBAL

D'INFORMATION

(FORMULE N. 6.)

1107/0011.121.31

(Art. 102 du Code de
justice militaire.)95 05 14 11 11 11 11 11
11 11 11 11 11 11 11 11

CONSEIL DE GUERRE PERMANENT

De la division militaire, étant à

L'an mil huit cent cinquante-le

à heure

11 11 11

Devant nous,

Rapporteur près le

conseil de guerre de la division militaire, assisté du S

Greffier dudit conseil, en la salle du greffe, sise à

a comparu, en vertu de notre cédule du

le témoin ci-après nommé, lequel, hors de la présence d prévenu et

des autres témoins, après avoir représenté la citation à lui donnée, avoir prêté

serment de dire toute la vérité, rien que la vérité, et, interrogé par nous sur

ses nom, prénoms, âge, état, profession et demeure, s'il est domestique, parent

ou allié des parties, à quel degré,

A répondu se nommer

11 11 11 11 11 11 11 11

SUMARIO
DE INTERROGATORIO.

(FORMULA NUM. 6)

(Art. 102 del Código de
justicia militar.)

CONSEJO DE GUERRA PERMANENTE

De la *division militar, formado en*

El año de mil ochocientos

el

á tal hora

Ante nos, *escribano de dicho consejo de guerra de la*

Fiscal del

consejo de guerra de la *division militar, con asistencia del Sr.*

escribano de dicho consejo, en la sala de la escribanía, situada en

ha comparecido en virtud de nuestra cita del

el testigo abajo nombrado, quien en ausencia del acusado y de los demas

testigos, despues de presentar la cita que se le dió, de haber prestado juramen-

to de decir en todo la verdad y nada mas que la verdad, é, interrogado por nos,

sobre su nombre, apellido, edad, estado, profesion y domicilio, si es doméstico,

pariente ó allegado de las partes y en qué grado,

Respondió llamarse:

COMMISSION ROGATOIRE.

(FORMULE N. 7.)

(Art. 102 du Code de
justice militaire.)

CONSEIL DE GUERRE PERMANENT

De la • division militaire

séant à

Nous, Rapporteur près le
Conseil de guerre de la

division mi-

litaire,
Vu la procédure commencée contre l

inculpé

Attendu qu'il importe d'informer et

Vu l'article 102 du Code de justice militaire et les articles 83 et 85 du Code
d'instruction criminelle,

Prions et requérons au besoin M.

auquel nous adressons la présente Commission rogatoire, de vouloir bien
citer à comparaître devant lui, et d'entendre comme témoin sur les faits et
circonstances qui peuvent être à connaissance relativement au délit
ci-dessus mentionné, le S^r

et tous autres dont les dépositions seraient utiles à la manifestation de la vé-
rité.

Le quel , après avoir prêté serment de dire toute la vérité, rien que la vé-
rité, avoir déclaré nom , prénoms, âge, état, profession et demeure,
s'il domestique , parent ou allié des parties et à quel degré, dépo-
ser sur les questions suivantes, indépendamment de celles qu'il serait jugé
nécessaire de l adresser.

EXHORTO.

(FORMULA NUM. 7.)

(Art. 102 del Código de
justicia militar.)

CONSEJO DE GUERRA PERMANEN

De la division militar formado en

Nos, fiscal del consejo de guerra de la division mili-
tar,

Visto el proceso comenzado contra él

acusado

En virtud de que importa informar y

Visto el artículo 102 del Código de justicia militar y los artículos 83 y 85
del Código de instruccion criminal,

Rogamos, y en caso necesario requerimos al Sr.

á quien dirigimos el presente exhorto, para que tenga á bien hacer compare-
cer ante él, y oír como testigo sobre los hechos y circunstancias de que pueda
tener conocimiento con relacion al delito antes mencionado, al Sr. N.

y á todos los demas cuyas deposiciones sean útiles á la manifestacion de la
verdad.

Quien ó quienes, despues de haber prestado juramento *de decir la verdad en
todo, y nada mas que la verdad*, haber declarado su nombre, apellido, edad,
estado, profesion y domicilio, si es doméstico, pariente ó allegado de las
partes y en qué grado, declarar sobre las preguntas siguientes, ademas de
las que se juzgue necesario dirigirle.

(7.000.000.000)

el 21 de 1917
(en el 1917)

MAXIMILIANO I. DE BAVIERA

Emperador de México y de Austria-Hungría

Al Sr. D. Francisco I. Madero, Presidente de la República de México

En la ciudad de México, a 17 de Mayo de 1917

Yo, Sr. D.

Emperador de México y de Austria-Hungría

En la ciudad de México, a 17 de Mayo de 1917

Yo, Sr. D. Francisco I. Madero, Presidente de la República de México

En la ciudad de México, a 17 de Mayo de 1917

En la ciudad de México, a 17 de Mayo de 1917

Et nous adresser, avec la présente Commission rogatoire, le procès-verbal d'information qui sera dressé en conséquence, ainsi que toutes les pièces qu'il y aurait lieu de rédiger pour son exécution, conformément à la loi.

En la ciudad de México, a 17 de Mayo de 1917

Yo, Sr. D.

Emperador de México y de Austria-Hungría

En la ciudad de México, a 17 de Mayo de 1917

Yo, Sr. D. Francisco I. Madero, Presidente de la República de México

En la ciudad de México, a 17 de Mayo de 1917

Yo, Sr. D. Francisco I. Madero, Presidente de la República de México

(FOLIO 107)

SECRETARIA DE GUERRA
 (FOLIO 107)
 (FOLIO 107)

REPORTE

El presente informe tiene por objeto dar cuenta de los trabajos realizados en el mes de mayo de 1911.

W

Y remitirnos con el presente exhorto, la sumaria-informacion que se forme en consecuencia, así como todos los documentos que fuere necesario redactar para su ejecucion conforme á la ley.

21

La

La Republica

A Monseñor de Comandante en Jefe de la division militar.
 • consejo de guerra

• DIVISION MILITAIRE.

(FORMULE N. 8.)

(Art. 108 du Code de
justice militaire.)*RAPPORT sur l'affaire d**laquelle a fait l'objet de l'ordre d'informer donné par le**le*

Le rapporteur a l'honneur de vous adresser ci-joint le rapport que vous m'avez demandé de vous adresser.

Je vous prie d'agréer, Monsieur le Commissaire, l'assurance de ma haute considération.

Le

18

Le Rapporteur,

A Monsieur le Commissaire impérial près le • conseil de guerre
de la division militaire.

• DIVISION MILITAR.

(FORMULA N. 8.)

(Art. 108 del Código de
justicia militar.)

Parecer fiscal sobre el negocio

que ha sido el objeto de la orden para la formacion de causa dada por el

el

El

18

El fiscal,

Sr. Comisario imperial, del consejo de guerra
de la • division militar.

43

37 A.

• DIVISION MILITAIRE.

(FORMULE N. 9.)

CONSEIL DE GUERRE.

(Art. 108 du Code de
justice militaire.)

Le

18

M

J'ai l'honneur de vous transmettre, avec le rapport prescrit par l'article 108 du Code de justice militaire, les pièces de l'instruction à laquelle il a été procédé contre le nommé

Mes conclusions tendent à ce que (1)

*J'ai l'honneur de vous prier de vouloir bien prononcer sur la mise en jugement.
Je suis avec respect, M.*

Votre très-humble et très-obéissant serviteur.

Le Commissaire impérial,

21

(1) Dans le cas où les conclusions tendent à la mise en jugement, on devra qualifier le crime ou le délit que les faits constituent et indiquer les articles de loi qui les répriment.

A M.

commandant la

division militaire.

• DIVISION MILITAR.

(FORMULA NÚM. 9.)

CONSEJO DE GUERRA.

(Art. 108 del Código de
justicia militar.)

El

18

Señor

Tengo el honor de remitir á V. con el informe prescrito por el artículo 108 del Código de justicia militar, los documentos de la instruccion á que se procedió contra el llamado

Mis conclusiones tienden á que (1)

Tengo el honor de suplicar á V. tenga á bien resolver sobre la vista para sentencia.

Soy con respeto, Señor

De V. M. muy humilde y muy obediente servidor.

El Comisario imperial,

(1) En el caso en que las conclusiones tiendan á que se vea en juicio, deberá calificarse el crimen ó el delito que constituyen los hechos, é indicar los artículos de ley que los reprimen.

Al Sr.

Comandante de la 1.ª division militar.

M. A.

• DIVISION MILITAIRE.

(FORMULE N. 9.)

CONSEIL DE GUERRE.

(Art. 108 du Code de
justice militaire.)

Le

18

M

J'ai l'honneur de vous transmettre, avec le rapport prescrit par l'article 108 du Code de justice militaire., les pièces de l'instruction à laquelle il a été procédé contre le nommé

Mes conclusions tendent à ce que (1)

*J'ai l'honneur de vous prier de vouloir bien prononcer sur la mise en jugement.
Je suis avec respect, M.*

Votre très-humble et très-obéissant serviteur.

Le Commissaire impérial,

(1) Dans le cas où les conclusions tendent à la mise en jugement, on devra qualifier le crime ou le délit que les faits constituent et indiquer les articles de loi qui les répriment.

A M.

commandant la

e division militaire.

• DIVISION MILITAR.

(FORMULA NUM. 9.)

CONSEJO DE GUERRA.

(Art. 108 del Código de
justicia militar.)

El

18

Señor

Tengo el honor de remitir á V. con el informe prescrito por el artículo 108 del Código de justicia militar, los documentos de la instruccion á que se procedió contra el llamado

Mis conclusiones tienden á que (1)

Tengo el honor de suplicar á V. tenga á bien resolver sobre la vista para sentencia.

Soy con respeto, Señor

De V. M. muy humilde y muy obediente servidor.

El Comisario imperial,

(1) En el caso en que las conclusiones tiendan á que se vea en juicio, deberá calificarse el crimen ó el delito que constituyen los hechos, é indicar los artículos de ley que los reprimen.

Al Sr.

Comandante de la 1.ª division militar.

M. A.

• DIVISION MILITAIRE.

(FORMULE N. 9 bis.)

CONSEIL DE GUERRE.

(Art. 108 du Code de
justice militaire.)

Le

18

M

J'ai l'honneur de vous transmettre, avec le rapport prescrit par l'article 108 du Code de justice militaire, les pièces de l'instruction à laquelle il a été procédé contre l nommé

Mes conclusions tendent à ce que (1)

J'ai l'honneur de vous prier de vouloir bien transmettre ces pièces à M. le Ministre de la guerre, afin de mettre Son Excellence à même de statuer sur la mise en jugement.

Je suis avec respect, M.

Votre très-humble et très-obéissant serviteur.

Le Commissaire impérial,

(1) Dans les cas où les conclusions tendent à la mise en jugement, on doit qualifier le crime ou le délit que les faits constituent et indiquer les articles de loi qui les répriment.

A M.

commandant la • division militaire

• DIVISION MILITAR.

(FORMULA NUM. 9, 2ª vez.)

CONSEJO DE GUERRA.

(Art. 108 del Código de
justicia militar.)

El

18

Señor

Tengo el honor de remitir á V. con el informe prescrito por el artículo 108 del Código de justicia militar, los documentos de la instruccion á que se ha procedido contra el llamado

Mis conclusiones tienden á que

Tengo el honor de suplicar á V. tenga á bien transmitir estos documentos al Sr. Ministro de la guerra, á fin de poner á S. E. en estado de poder resolver sobre la vista para sentencia.

Soy con respeto, Señor

De V. muy obediente y muy humilde servidor.

El Comisario imperial,

(1) En el caso en que las conclusiones tienden á que se vea en juicio, se deberá calificar el crimen ó el delito que los hechos constituyen ó indicar los artículos de ley que los reprimen.

Al Sr.

comandante de la

• division militar.

• DIVISION MILITAIRE

(FORMULE N. 10.)

(Art. 108 et 111 du Code de justice militaire.)

Ordre de mise en jugement.

Le

COMMANDANT LA

e DIVISION MILITAIRE.

Vu la procédure instruite contre le nommé

Vu le rapport et l'avis de M. le Rapporteur et les conclusions de M. le Commissaire impérial tendant au renvoi devant le conseil de guerre;

A tendu qu'il existe contre

prévention suffisamment établie (1)

Vu les articles 108 et 111 du Code de justice militaire,

Ordonne la mise en jugement d nommé

Ordonne en outre que le conseil de guerre appelé à statuer sur les faits imputés au dit

sera convoqué pour

à

heure

Fait au quartier général, à

Le

18

(1) Spécifier le crime ou le délit et indiquer les articles de loi qui le répriment.

• DIVISION MILITAR.

(FORMULA NUM. 10.)

(Artículos 108 y 111 del
Código de justicia mi-
litar.)

Orden de vista para
sentencia.

El COMANDANTE DE LA DIVISION MILITAR.

Visto el proceso instruido contra el llamado

Visto el informe y el parecer del Sr. fiscal y las conclusiones del Sr. Comi-
sario imperial que se dirijen á que se pase al consejo de guerra

En atencion á que existe contra

prevencion suficientemente fundada (1)

Vistos los artículos 108 y 111 del Código de justicia militar,

Manda que el proceso del llamado

sea visto para sentencia

Manda ademas, que el consejo de guerra llamado á fallar sobre los hechos
imputados á dicho

Se convoque para *tal dia á tal hora.*

Cuartel general en

El

18

(1) Se especificará el crí-
men ó el delito y se indicarán
los artículos de ley que lo re-
primen.

• DIVISION MILITAIRE.

(FORMULE N. 10 bis)

(Art. 108 du Code de
justice militaire.)Ordonnance de non-
lieu.

Le

COMMANDANT LA

• DIVISION MILITAIRE.

Vu la procédure instruite contre l nommé

Vu le rapport et l'avis de M. le Rapporteur et les conclusions de M. le Com-
missaire impérial près le Conseil de guerre, tendant à

Attendu (1)

Vu l'article 108 du Code de justice militaire;

Déclare qu'en l'état il n'y a pas lieu de prononcer la mise en jugement et or-
donne que l ditser sur-le-champ mis en liberté si n détenu por au-
tre cause.

Fait au quartier général, à

Le

18

(1) Indiquer les motifs qui
portent à ne pas ordonner la
mise en jugement; spécifier
s'ils résultent de ce que le fait
ne constitue ni crime ni délit,
ou du défaut de charges suffi-
santes.

• DIVISION MILITAR.

(FORMULA NUM. 10. 2ª vez.)

(Art. 108 del Código de
justicia militar.)

Decreto de no ha lugar.

El

COMANDANTE DE LA

• DIVISION MILITAR.

Visto el proceso instruido contra el llamado

Visto el informe y el parecer del Sr. fiscal y las conclusiones del Sr. Comi-
sario imperial cerca del ~~consejo de guerra~~ que se dirijen á

En atencion (1)

Visto el artículo 108 del Código de justicia militar;

Declara que en el caso en que se halla no ha lugar á decretar que se vea pa-
ra sentencia y manda que el citado

se ponga en libertad inmediatamente si no estuviere detenido por otra causa

Cuartel general en

El

18

(1) Se indicarán los moti-
vos que haya para no mandar
que se vea para sentencia, es-
pecificando si resultan de que
el hecho no constituye crimen
ni delito ó de falta de cargos
suficientes.

DIVISION MILITAIRE.

(FORMULE N. 10 ter.)

(Art. 108 et 111 du Code de justice militaire.)

Ordonnance de non-lieu et ordre de mise en jugement.

LE

COMMANDANT LA DIVISION MILITAIRE,

Vu la procédure instruite contre le nommé

Vu le rapport et l'avis de M. le Rapporteur et les conclusions de M. le Commissaire impérial près le Conseil de guerre,

attendu en ce qui concerne (1)

Vu l'article 108 du Code de justice militaire, déclare qu'il n'y a pas lieu, en l'état, d'ordonner la mise en jugement contre

et ordonne que le susnommé ser sur-le-champ mis en liberté s'il n détenu pour autre cause;

Mais attendu qu'il existe contre

prévention suffisamment établie (2)

Vu lesdits articles 108 et 111 du Code de justice militaire,

Ordonne la mise en jugement d nommé

Ordonne que le conseil de guerre appelé à statuer sur les faits imputés au dit sera convoqué pour à heure

Fait au quartier général, à

Le

18

(1) Indiquer les motifs qui portent à ne pas ordonner la mise en jugement. Spécifier s'ils résultent de ce que le fait ne constitue ni crime ni délit, ou du défaut de charges suffisantes.

(2) Spécifier le crime ou le délit et indiquer l'article de la loi qui le réprime.

DIVISION MILITAR.

(FORMULA NUM. 10. 3ª vez.)

(Art. 108 y 111 del Código de justicia militar.)

Decreto de no ha lugar y orden de vista para sentencia.

El

COMANDANTE DE LA

DIVISION MILITAR,

Visto el proceso instruido contra el llamado

Visto el informe y el parecer del Sr. fiscal y las conclusiones del Sr. Comisario imperial del consejo de guerra

En atencion á lo relativo á (1)

Visto el artículo 108 del Código de justicia militar,
declara que no ha lugar en el caso en que está á decretar que se vea para sentencia, y manda que el susodicho

sea puesto en libertad inmediatamente si no estuviere detenido por otra causa;

Pero en atencion á que existe contra

prevencion suficientemente fundada (2)

Vistos los artículos 108 y 111 del Código de justicia militar,

Manda que se vea para sentencia al llamado

Manda tambien que el consejo de guerra llamado para fallar sobre los hechos imputados á dicho N., se convoque para tal dia á tal hora.

Cuartel general en

El

18

(1) Se indicarán los motivos que hubiere para no mandar que se vea para sentencia, especificando si resultan de que el hecho no constituye crimen ni delito ó de falta de cargos suficientes.

(2) Se especificará el crimen ó el delito, y se indicará el artículo de la ley que lo reprime.

• DIVISION MILITAIRE.

(FORMULE N. 11.)

(Art. 111 du Code de
justice militaire.)Avis d'un ordre de
mise en jugement.

Le commandant la e division militaire prévient le président
du conseil de guerre qu'il a donné le du mois
l'ordre de mise en jugement devant ledit conseil d nommé

inculpé d

Il le prévient, en outre, que la réunion du Conseil dans le lieu ordinaire de
ses séances est fixée au du mois d
à heure d

Au quartier général, à
le

18 .

A M.

Président du Conseil de guerre

• DIVISION MILITAR.

(Fórmula Num. 11.)

(Art. 111 del Código de
justicia militar.)

Aviso de haber dado
una orden de vista pa-
ra sentencia.

El comandante de la división militar previene al pre-
sidente del consejo de guerra, que *en tal fecha* ha dado orden para que
se juzgue ante el citado consejo de guerra al llamado

acusado de

Se previene además, que la reunion del consejo en el sitio ordinario de sus
sesiones se ha fijado para *tal día á tal hora*.

Quartel general en
el

18

Al Sr.

Presidente del consejo de guerra

• DIVISION MILITAIRE.

(FORMULE N. 11 bis.)

(Art. 111 du Code de justice militaire.)

Avis d'un ordre de
mise en jugement.

*Le commandant la 1^{re} division militaire prévient le com-
missaire impérial près le conseil de guerre, qu'il a donné le
du mois d l'ordre de mise en jugement, devant ledit
conseil, d nommé*

inculpé de

Il le prévient, en outre, que la réunion du conseil, dans le lieu ordinaire de ses séances, est fixée au du mois d à heures d

Les convocations nécessaires devront être faites en conséquence.

Au quartier général, à

16

18

A M.

, Commissaire impérial près le conseil de guerre.

• DIVISION MILITAR.

(FORMULA NUM. 11 2ª vez.)

(Art. 111 del Código de
justicia militar.)

Aviso de haber dado
una orden para senten-
cia.

*El comandante de la división militar previene al
comisario imperial del consejo de guerra, que en tal fecha ha da-
do orden para que se juzgue ante el citado consejo de guerra, al llamado*

acusado de

*Le previene además, que la reunion del consejo en el lugar ordinario de sus
sesiones, se ha fijado para tal dia á tal hora.*

En consecuencia, se procederá á las convocatorias necesarias.

Cuartel general en

el

18

Al Sr.

Comisario imperial del

consejo de guerra.

• DIVISION MILITAIRE.

(FORMULE N. 11 bis.)

(Art. 111 du Code de
justice militaire.)Avis d'un ordre de
mise en jugement.

*Le commandant la division militaire prévient le com-
missaire impérial près le conseil de guerre, qu'il a donné le
du mois d l'ordre de mise en jugement, devant ledit
conseil, d nommé*

inculpé de

*Il le prévient, en outre, que la réunion du conseil, dans le lieu ordinaire de
ses séances, est fixée au du mois d
à heure d*

Les convocations nécessaires devront être faites en conséquence.

Au quartier général, à

le

18

A M.

, Commissaire impérial près le conseil de guerre.

• DIVISION MILITAR.

(FORMULA NUM. 11 2^a vez.)

(Art. 111 del Código de
justicia militar.)

Aviso de haber dado una orden para sentencia.

El comandante de la división militar previene al comisario imperial del consejo de guerra, que en tal fecha ha dado orden para que se juzgue ante el citado consejo de guerra, al llamado

acusado de

Le previene ademas, que la reunion del consejo en el lugar ordinario de sus sesiones, se ha fijado para tal dia á tal hora.

En consecuencia, se procederá á las convocatorias necesarias.

Cuartel general en

el

18

Al Sr.

Comisario imperial del

consejo de guerra.

• DIVISION MILITAIRE.

(FORMULE N. 12.)

CONSEIL DE GUERRE.

(Art. 109 du Code de
justice militaire.)

Liste des témoins.

Liste des témoins que M. le Commissaire impérial se propose de faire enten-

dre dans l'affaire d

nommé

1° (1)

Fait au parquet du

conseil de guerre de la division

à

le

18

Le Commissaire impérial,

(1) Énoncer exactement les
noms, prénoms, profession et
demeure des témoins.

• DIVISION MILITAR.

(FORMULA NUM. 12.)

CONSEJO DE GUERRA.

(Art. 109 del Código de
Justicia militar.)

Lista de los testigos. Lista de los testigos que el Sr. Comisario imperial se propone hacer oír en el
negocio del llamado.

1: (1)

Estrado del

consejo de guerra de la division

Fecha

El Comisario imperial,

(1) Se expresarán con toda exactitud los nombres, apellidos, profesion y domicilio de los testigos.

• DISIVION MILITAIRE.

(FORMULE N. 13.)

(Art. 109 du Code de justice militaire.)

GREFFE

Original de notification de l'ordre de mise en jugement et de la liste des témoins.

*Du Conseil de guerre de la division militaire
séant à*

L'an mil huit cent cinquante- , le
à la requête de M. le commissaire impérial près le Conseil de guerre
de la ° division militaire, nous

soussigné, avons signifié et notifié à

1° L'ordre de mise en jugement donné contre le
par le

commandant la division;

2° La liste dressée par M. le commissaire impérial, des témoins qu'il se propose de faire citer.

Et pour que du contenu audit ordre, et en ladite liste, le dénommé n'ignore, nous liu avons, parlant comme il vient d'être dit, laissé copie tant desdits ordres de mise en jugement, et liste de témoins, que de la présente signification.

. DIVISION MILITAR.

(FORMULA NUM. 13.)

(Art. 109 del Código de
Justicia Militar.)

ESCRIBANIA

Original de notifica-
cion de la órden de vis-
ta para sentencia y de
la lista de los testigos.

*Del Consejo de Guerra de la Division militar
formado en*

El año de mil ochocientos el
á peticion del Sr. Comisario imperial, del consejo de guerra de la Division militar, nos

abajo firmado, hemos declarado y notificado á

1º La órden de vista para sentencia dada contra el
en tal fecha, por el
comandante de la division;

2º La lista formada por el Sr. comisario imperial, de los testigos que se propone hacer citar.

Y para que el interesado no ignore el contenido de dicha órden y de la citada lista, hablando como se acaba de decir, le hemos dejado copia tanto de los mencionados documentos, como de la presente notificacion.

• DIVISION MILITAIRE.

(FORMULE N. 14.)

CONSEIL DE GUERRE.

(Art. 109 du Code de
justice militaire.)Avertissement pour
le choix d'un défenseur.

L'an mil huit cent cinquante- , le

Nous, Commissaire impérial près le Conseil de guerre de la • di-
vision militaire, étant dans notre cabinet, assisté de
greffier, avons fait amener de la maison de justice le nommé

accusé de

lequel, interpellé par nous de déclarer s'il a fait choix d'un défenseur, a ré-
pondu:

(1)

et avons signé après lecture avec le greffier.

(1) En cas de réponse né-
gative, terminer par ces mots:
"En conséquence, j'avons
averti que M. le président a
nommé d'office pour son défen-
seur M. . . ." (Indiquer le nom
et la qualité.)

• DIVISION MILITAR.

(FORMULA NUM. 14.)

CONSEJO DE GUERRA.

(Art. 109 del Código de
justicia militar.)

Aviso para la eleccion
de defensor.

El año de mil ochocientos

Nos, comisario imperial del consejo de guerra de la • division mili-
tar, hallándonos en nuestro gabinete, con asistencia de
escribano, hemos hecho traer de la casa de justicia al llamado

acusado de

quien interpelado por nos para que declare si ha elegido un defensor, respon-
dió

(1)

y despues de leído hemos firmado con el escribano.

(1) Si respondiere negati-
vamente, se terminará con es-
tas palabras: "En consecuen-
cia, le hemos advertido que el
Sr. Presidente ha nombrado de
oficio para su defensor al Sr.

(Se indicarán el nombre
y circunstancias del nombra-
do.)

CONSEIL DE GUERRE

(FORMULE N. 15.)

DE LA

° DIVISION MILITAIRE.

(Art. 111 du Code de
justice militaire.)

LE COMMISSAIRE IMPÉRIAL PRÉS LE CONSEIL DE GUERRE PERMANENT DE
LA ° DIVISION MILITAIRE,

A MONSIEUR

MEMBRE DU CONSEIL DE GUERRE.

Le

18 .

MONSIEUR,

*Vous êtes prévenu que, conformément à l'ordre du commandant
la ° division militaire, en date du
le Conseil de guerre, dont vous êtes membre, se réunira le du mois
d , à heures très-précises d , au lieu
ordinaire des séances,
à l'effet de juger l nommé*

prévenu d

Le Commissaire impérial,

CONSEJO DE GUERRA

DE LA

■ DIVISION MILITAR.

(FORMULA NUM. 15.)

(Art. 111 del Código de
justicia militar.)

EL COMISARIO IMPERIAL DEL CONSEJO DE GUERRA PERMANENTE DE LA ■
DIVISION MILITAR,

AL SR.

MIEMBRO DEL CONSEJO DE GUERRA.

El

J8

SEÑOR,

*Participo á V. que conforme á la orden del comandante de la ■ divi-
sion militar, de tal fecha
el consejo de guerra, de que es V. miembro, se reunirá tal dia á tal hora en pun-
to en el lugar ordinario
de sus sesiones,
para juzgar al llamado*

acusado de

El Comisario imperial,

N. DE JUGEMENT.

(FORMULE N. 16.)

(Art. 140 du Code de
justice militaire.)

JUGEMENT

N. D'ORDRE.

Rendu par le Conseil de guerre permanent de la Division militaire.

NAPOLÉON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, EMPEREUR DES
FRANÇAIS,

A tous présents et à venir, SALUT.

Le conseil de guerre permanent de la division militaire
a rendu le jugement dont la teneur suit:

Ce jourd'hui an mil huit cent cinquante-

Le conseil de guerre permanent de la division militaire,
composé, conformément aux articles 3 et 10 du Code de justice militaire,
de MM.

tous nommés par le (1)

M. Commissaire impérial,

M. Greffier près ledit Conseil;

Lesquels ne se trouvent dans aucun des cas d'incompatibilité prévus par les
articles 22, 23 et 24 du Code précité.

Le Conseil, convoqué par l'ordre du commandant, conformément à l'article
111 du Code de justice militaire, s'est réuni dans le lieu ordinaire de ses séances,
en audience publique (2),

A l'effet de juger

prévenu (3)

(1) Le général commandant la division ou le ministre de la guerre, selon les cas prévus par l'article 8 du Code de justice militaire.

(2) Si le huis clos a été ordonné, le dire en visant l'article 113 du Code de justice militaire; il ne peut être ordonné que pour les débats, et tous les jugements doivent être prononcés publiquement.

(3) Indiquer le crime ou le délit pour lequel l'accusé a été traduit devant le Conseil de guerre (article 140.)

N. DE LA SENTENCIA.

(FORMULA NUM. 16.)

(Art. 140 del Código de
justicia militar.)

SENTENCIA

N. DE ORDEN.

Pronunciada por el Consejo de guerra permanente de la Division militar.

NAPOLEON, por la gracia de Dios y la voluntad nacional, EMPERADOR DE
LOS FRANCESES,

A todos los presentes y venideros, SALUD.

El consejo de guerra permanente de la Division militar
ha pronunciado la sentencia cuyo tenor es el siguiente:

Hoy tal dia y tal año.

El consejo de guerra permanente de la Division militar,
compuesto, conforme á los artículos 3 y 10 del Código de justicia militar, de
los Sres.

nombrados todos por él (1)

El Sr. Comisario imperial,

El Sr. Escribano de dicho Consejo;

Los que no se hallan en ninguno de los casos de incompatibilidad previstos
por los artículos 22, 23 y 24 del Código precitado.

Convocado el Consejo por orden del comandante conforme al artículo 111
del Código de Justicia Militar, se reunió en el local ordinario de sus sesiones,
en audiencia pública (2)

para juzgar

acusado (3)

(1) El general comandante de la division ó el ministro de la guerra, segun los casos previstos por
el artículo 8 del Código de justicia militar.

(2) Si se hubiere mandado tener la sesion secreta, se expresará atendiendo al art. 113 del Código
de justicia militar: no se puede mandar esto sino con respecto á los debates, y todas las sentencias
deberán pronunciarse públicamente.

(3) Se indicará el crimen ó el delito por el cual el acusado ha sido llevado ante el consejo de guer-
ra. (art. 140.)

La séance ayant été ouverte, le Président a fait apporter et déposer devant lui, sur le bureau, un exemplaire du Code de justice militaire, du Code d'instruction criminelle et du Code pénal ordinaire, et ordonné à la garde d'amener l'accusé, qui a été introduit, libre et sans fers, devant le Conseil, accompagné d'un défenseur

Interrogé d'nom, prénoms, âge, lieu de naissance, état, profession et domicile, répondu se nommer

Le Président, après avoir fait lire par le greffier l'ordre de convocation, le rapport prescrit par l'article 108 du Code de justice militaire, et les pièces dont la lecture lui a paru nécessaire, a fait connaître à l'accusé les faits à raison desquels il a été poursuivi, et l'a adonné, ainsi qu'au défenseur, l'avertissement indiqué en l'article 121 dudit Code.

Après quoi il a procédé à l'interrogatoire d'accusé a fait entendre publiquement et séparément les témoins à charge (1) lesdits témoins ayant au préalable prêté serment de parler sans haine et sans crainte, juré de dire toute la vérité et rien que la vérité;

Et le président ayant en outre rempli à leur égard les formalités prescrites par les articles 317 et 319 du Code d'instruction criminelle; (2)

Où M. le Commissaire impérial en ses réquisitions tendant à ce que (3) et l'accusé dans les moyens de défense, tant par que par le défenseur, lesquels ont déclaré, n'avoir rien à ajouter à leurs moyens de défense, et ont eu la parole les derniers, le Président a déclaré les débats terminés, et il a ordonné au défenseur et à l'accusé de se retirer.

(1) Et à décharge (s'il y en a.)

(2) Indiquer si des témoins ont été entendus sans prestation de serment et pour quel motif; dire que les pièces de conviction, s'il y en a, ont été représentées. Indiquer, en outre, les incidents qui ont pu se produire, en ayant soin de préciser à quel moment du débat ils ont eu lieu, les conclusions des parties, les réquisitions du ministère public, les moyens de défense présentés par l'accusé, et enfin le jugement motivé du Conseil. Dans le cas où le blanc laissé ici ne suffirait pas pour y insérer toutes ces mentions, on devra indiquer l'incident et le moment du débat où il s'est produit, en ajoutant qu'il y a été statué par jugement séparé, lequel est joint et annexé au présent, et alors le jugement séparé doit indiquer la publicité de l'audience, se terminer par la même formule et être signé de la même manière que le jugement principal, en mentionnant qu'il y sera annexé comme en faisant partie.

(3) Indiquer si les réquisitions tendent à la déclaration de culpabilité, et dans ce cas les articles de loi dont l'application est demandée.

Abierta la sesion hizo traer el Presidente, y poner delante de él, sobre la mesa, un ejemplar de cada uno de los Códigos de justicia militar, de instruccion criminal y del penal ordinario, y mandó á la guardia que tragese al acusado, que fué introducido sin grillos ni cadenas, ante el consejo, acompañado del defensor

Preguntado por su nombre, apellido, edad, lugar de su nacimiento, estado, profesion y domicilio, respondió llamarse

El Presidente, despues de haber hecho leer por el escribano la orden de convocacion, el informe prescrito por el artículo 108 del Código de justicia militar, y los documentos cuya lectura le pareció necesaria, hizo saber al acusado los hechos por los cuales se le juzga y le hizo así como á su defensor la advertencia indicada en el artículo 121 de dicho Código.

Despues de lo cual procedió al interrogatorio del acusado é hizo oir pública y separadamente los testigos de cargo (1.) habiendo antes prestado los citados testigos, juramento de hablar sin odio y sin temor, y jurado decir la verdad entera y nada mas que la verdad.

Y habiendo ademas, llenado el Presidente con respecto á ellos las formalidades prescritas por los artículos 317 y 319 del Código de instruccion criminal; (2)

Oido el Sr. Comisario imperial en sus peticiones dirigidas á que (3) y al acusado en los términos de su defensa, tanto por como por defensor, los cuales han declarado que ya no tienen que añadir á lo que han dicho en su defensa, y han sido los últimos que han tenido la palabra, declaró el Presidente que habian terminado los debates, y mandó al defensor y al acusado que se retirasen.

(1) Y de descargo (si los hubiere.)

(2) Se indicará si han sido oidos algunos testigos sin prestar juramento y por qué motivo: se dirá que se han presentado las piezas ó documentos de conviccion si los hubiere. Se indicarán ademas, los incidentes que hubieren ocurrido, cuidando de precisar el momento del debate en que se hayan verificado, las conclusiones de las partes, los requerimientos del ministerio público, los medios de defensa presentados por el acusado, y por último, el fallo motivado del Consejo. En el caso en que el claro dejado aquí no bastare para insertar en él todos estos pormenores, deberá indicarse el incidente y el momento del debate en que tuvo lugar, añadiendo que se resolvió sobre él por sentencia separada, la cual es adjunta y anexa á la presente, y entonces la sentencia separada deberá indicar la publicidad de la audiencia, se terminará con la misma fórmula y se firmará del mismo modo que la sentencia principal mencionando que se anexará como parte de ella.

(3) Se indicará si las peticiones se dirigen á la declaración de culpabilidad, y en este caso los artículos de ley cuya aplicacion se pida.

L'accusé a été reconduit par l'escorte à la prison; le Commissaire impérial, le greffier et les assistants dans l'auditoire se sont retirés sur l'invitation du Président (4);

Le Conseil délibérant à huis clos, le Président a posé la question conformément à l'article 132 du Code de justice militaire, ainsi qu'il suit:

Les voix recueillies conformément à l'article 133 du Code de justice militaire, en commençant par le grade inférieur, le Président ayant émis son opinion le dernier, le Conseil de guerre permanent déclare le

Sur quoi, et attendu les conclusions prises par le Commissaire impérial dans ses réquisitions, le Président a lu le texte de la loi, et a recueilli de nouveau les voix dans la forme prescrite par les articles 134 et 135 du Code d'instruction criminelle pour l'application de la peine;

Le Conseil est rentré en séance publique, le Président a lu les motifs et le dispositif ci-dessus;

En conséquence, le Conseil condamne

(4) S'il y a une Chambre des délibérations, on mettra que le tribunal s'est retiré dans la chambre des délibérations.

El acusado ha sido vuelto por la escolta al lugar de su prision: el Comisario imperial, el escribano y los concurrentes del auditorio se retiraron á invitacion del Presidente (4);

Deliberando el Consejo en sesion secreta, propuso el Presidente las preguntas conforme al artículo 132 del Código de justicia militar del modo que sigue:

Recogidos los votos conforme al artículo 133 del Código de justicia militar, comenzando por el grado inferior, y siendo el Presidente el último en emitir su opinion, el Consejo de guerra permanente declara al

Despues de lo que, y en atencion á las conclusiones formuladas por el Comisario imperial en sus pedimentos, leyó el Presidente el testo de la ley, y volvió á recoger los votos con arreglo á lo prescrito en los artículos 134 y 135 del Código de instruccion criminal para la aplicacion de la pena.

Vuelta á abrirse la sesion pública, leyó el Presidente los motivos y la parte resolutive antes mencionada.

En consecuencia, el Consejo condena

(4) Si hubiere una sala de deliberaciones, se pondrá que el tribunal se retiró á la sala de deliberaciones.

Enjoint au Commissaire impérial, de faire donner immédiatement en sa présence lecture du présent jugement, avant la garde rassemblée sous les armes; de l avertir que la loi accorde un délai de vingt-quatre heures pour se pourvoir en révision.

Fait, clos et jugé sans désemparer, en séance publique, les jour, mois et an que dessus; et les membres du Conseil ont signé, avec le greffier, la minute du présent jugement.

Signé MM.

L'an mil huit cent cinquante- , le présent jugement a été lu ce jourd'hui par nous, Greffier soussigné, a le quel averti par le Commissaire impérial que les articles 141 et 143 du Code de justice militaire accordent vingt-quatre heures pour se pourvoir en révision, lesquelles commencent à courir de l'expiration du présent jour. Cette lecture faite en présence de la garde assemblée sous les armes.

Le Commissaire impérial, signé

Le Greffier, signé

MANDONS et ORDONNONS à tous huissiers sur ce requis de mettre ledit jugement à exécution; à nos procureurs généraux et à nos procureurs près les tribunaux de première instance, d'y tenir la main; à tous commandants et officiers de la force publique, de prêter main-forte, lorsqu'ils en seront légalement requis.

Vu:

Le Commissaire impérial.

Pour copie conforme:

Le Greffier,

Manda al Comisario imperial, que inmediatamente haga dar lectura en su presencia, de esta sentencia á , delante de la guardia formada con armas: que le advierta que la ley concede un término de veinticuatro horas para proveerse en revision.

Hecho, cerrado y sentenciado sin separarse en sesion pública, el día mes y año ya citados, firmando los miembros del Consejo con el escribano, la minuta de la presente sentencia.

Firmado los Sres.

Hoy tantos de tal mes y año se leyó esta sentencia por nos el escribano que abajo firma, á quien advertido por el Comisario imperial de que los artículos 141 y 143 del Código de justicia militar conceden veinte y cuatro horas para proveerse en revision, las que comienzan á correr á la conclusion de éste dia. Se hizo esta lectura en presencia de la guardia formada con armas.

El Comisario imperial, firmado

El Secretario, firmado

MANDAMOS Y ORDENAMOS por el presente requerimiento á todos á quienes corresponda, que ejecuten dicha sentencia; á nuestros procuradores generales y á nuestros procuradores cerca de los tribunales de primera instancia, que coope- ren á ello en su caso, y á todos los comandantes y oficiales de la fuerza pública, que auxilien con ella cuando para ese fin fueren requeridos legalmente.

Vº Bº

El Comisario imperial,

Es copia fiel:

El escribano,

• DIVISION MILITAIRE.

(FORMULE N. 17.)

CONSEIL DE GUERRE PERMANENT.

NUMÉROS DE L'ÉTAT.

Série annuelle....
Série générale....JUGEMENT *qui* (1)

DATE DU DÉLIT.

Le mil huit cent cinquante-
le Conseil de guerre permanent de la ^e division militaire séant à
composé de MM. (2)
Président;

NOTA. Lorsque le jugement est rendu, soit en 2^e ou 3^e instance, soit par suite d'un jugement par défaut ou par contumace, on l'indiquera en marge, en relatant le précédent jugement dans les termes suivants:

"Jugement en 2^e ou (3^e instance), par suite de l'annulation du jugement du conseil de guerre de la division militaire en date du

"Jugement contradictoire par suite du jugement par défaut (ou par contumace) du conseil de guerre de la division militaire en date du

(1) Indiquer sommairement la condamnation, l'absolution ou l'acquiescement et le délit. Ecrire en bâtarde et en caractères saillants le nom des hommes mis en jugement.

(2) Indiquer le nom et le grade des membres du conseil et du commissaire impérial, ainsi que le corps auquel ils appartiennent.

(3) Nom, prénom, grade, corps; inscrire la déclaration du conseil dans son entier, en y comprenant, par conséquent, aussi bien les questions qui peuvent avoir été écartées que celles qui ont été résolues affirmativement, et en indiquant enfin à quel nombre de voix chacune d'elles a été résolue dans l'un ou l'autre sens.

Juges;

M.

Commissaire impérial;

M.

Greffier,

A rendu le jugement dont a été extrait ce qui suit:

NAPOLÉON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, EMPEREUR DES FRANÇAIS,

A tous présents et à venir, SALUT.

Le Conseil, ouï le Commissaire impérial en ses réquisitions, a déclaré le nommé (3)

Extrait pour le Ministre de la Guerre.

(FORMULA NUM. 17.)

NUMERO DEL ESTADO.

SENTENCIA que (1)

Serie general . . .

FECHA DEL DELITO.

El año de mil ochocientos en tal dia de tal mes
el Consejo de guerra permanente de la * division militar formado en
compuesto de los Señores. (2)
Presidente.

NOTA. Cuando se diere la sentencia sea en 2.ª ó en 3.ª instancia, ó ya en consecuencia de un juicio por rebeldía ó por contumacia se indicará esto al margen, relatando la sentencia anterior en los términos siguientes:

"Sentencia en 2.ª 6 (3.ª
"instancia), en consecuencia
"de la anulacion de la senten-
"cia, el consejo de guerra de
"la division militar de tal fe-
"cha

“Sentencia contradictoria é
“consecuencia de la sentencia
“por rebeldía (ó por contuma-
“cia) del consejo de guerra de
“la “division militar de tal
“fecha

(1) Se indicarán en resumen la condena, la absolución o exoneración y el delito. Se escribirán con letra bastardilla y con gruesos caracteres el nombre de las personas que se han juzgado.

(2) Se indicará el nombre y el grado de los miembros del consejo y del Comisario imperial, así como el cuerpo á que pertenecen.

(3) Nombre, apellido, grado, cuerpo; se insertará la declaración del consejo íntegra, comprendiendo en ella por consiguiente tanto las cuestiones que se puedan haber separado, como las que se hubieren resuelto afirmativamente á indicando con que número de votos se ha resuelto cada una en uno y otro caso.

► Jueces

El Señor

El Señor

Ha pronunciado la sentencia de que se ha extractado lo siguiente:

Comisario imperial;
Escribano,

NAPOLÉON, par la grâce de Dieu et par la volonté nationale, EMPEREUR
DES FRANÇAIS,

A todos los presentes y venideros, SALUD.

El Consejo, despues de haber oido al Comisario imperial en sus peticiones, ha declarado al llamado (3)

Estracto para el Ministro de la Guerra.

En conséquence, ledit Conseil (4)

Au bas est écrit la mention suivante: L'an mil huit cent cinquante-le
le , le présent jugement a été lu
cejourd'hui par nous greffier soussigné au nommé
Cette lecture faite en présence de M. le Commissaire impérial.
Le Commissaire impérial, signé: Le Greffier, signé:

(5)

Signalement du nommé (6)

Fils de

et de

domiciliés à

département d
département d

Né le

à

Résidant, avant d'entrer au service, à

département d

Taille d'un mètre

millimètres, cheveux et sourcils

front

, yeux

, nez

bouche,

, menton

, visage

, teint

(7)

(4) Mettre ici le dispositif du jugement tel qu'il est écrit dans le procès verbal, en rappelant toujours les différents articles de loi sur lesquels il repose. Du reste, une simple indication de ces articles, faite avec la plus grande exactitude, devra suffire, sans qu'il soit nécessaire de rapporter le texte même de la loi. Il est bien entendu que tout jugement de condamnation devra contenir la disposition relative à la condamnation aux frais. L'extrait s'arrêtera à ces mots: *enjoint au commissaire impérial de faire donner lecture, etc.*

(5) Indiquer, conformément aux articles 151 et 200 du Code de justice militaire, le jour à partir duquel doit compter la durée de la peine et faire mention de l'exécution.

(6) Remplir exactement tous les renseignements indiqués, et notamment en ce qui concerne les noms et domiciles des parents.

(7) Quand le jugement est collectif, les signalements des individus jugés doivent se suivre.

Le présent jugement a commencé à recevoir son exécution le

Certifié conforme:

Collationné:

Le Commissaire impérial,

Le Greffier,

En consecuencia dicho Consejo (4)

Al calce se escribirá la siguiente mencion: El año de mil ochocientos tal día de tal mes, se leyó la presente sentencia por nos el escribano que abajo firma, al llamado

Hecha esta lectura en presencia del Sr. Comisario imperial.

El Comisario imperial,
Firmado:

El escribano,
Firmado:

(5)

Filiacion del llamado (6)

hijo de y de
domiciliado en departamento de
Nacido el en departamento de

Antes de entrar al servicio residia en
departamento de

Su talla un metro milímetros, cabellos y cejas
frente , ojos , nariz , boca
, barba , cara color

(7)

(4) Aquí se pondrá la parte resolutive de la sentencia tal como está escrita en el original, recordando siempre los diferentes artículos de ley sobre que descansa. Por lo demas, deberá bastar una simple indicacion de estos artículos, hecha con la mayor exactitud, sin que sea necesario copiar el texto de la ley. Se entiende que toda sentencia condenatoria deberá contener la disposicion relativa á la condena á costas. El extracto solo se hará hasta estas palabras: *manda al comisario imperial, que inmediatamente haga dar lectura, &c.*

(5) Se indicará, conforme á los artículos 151 y 200 del Código de justicia militar, el día desde el cual se debe comenzar á contar la duracion de la pena, y se mencionará la ejecución.

(6) Se llenarán exactamente todas las señas indicadas, y particularmente en lo relativo á los nombres y domicilio de los parientes.

(7) Cuando la sentencia sea colectiva, las señas de los individuos sentenciados deberán ir unas despues de otras.

Esta sentencia ha comenzado á recibir su ejecucion el

Certificado conforme:

Confrontado:

El Comisario imperial,

El escribano,

• DIVISION MILITAIRE.

(FORMULE N. 18.)

N. D'ORDRE DU
JUGEMENT.

CONSEIL DE GUERRE PERMANENT.

(Art. 151 du Code de
justice militaire.)

JUGEMENT.

NAPOLÉON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, EMPEREUR DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

Le Conseil de guerre permanent de la division militaire a rendu le jugement suivant:

JUGEMENT
EXÉCUTOIRE
DE CONDAMNATION.

AUJOURD'HUI, le Conseil de guerre permanent de la division militaire, ouï le Commissaire impérial dans ses réquisitions et ses conclusions, a déclaré l nommé

En conséquence, ledit Conseil

(1) Quand les frais excèdent 300 francs, le jugement doit mentionner la durée de la contrainte par corps aux termes de l'article 40 de la loi du 17 avril 1832, sur la contrainte par corps.

Et vu l'article 139 du Code de justice militaire, le Conseil condamne ledit à rembourser sur ses biens présents et à venir, au profit du Trésor public, le montant des frais du procès (1).

SIGNALEMENT du nommé

, fils de et de
, né le , à
arrondissement d , département d , domicilié,
avant d'entrer au service, à , arrondissement d
département d , taille d'un mètre
centimètres, cheveux et sourcils , front , yeux , nez ,
bouche , menton , visage , teint , signes
particuliers ; inscrit sur les contrôles du corps comme

Le présent jugement a commencé à recevoir son exécution le

NOTA. Indiquer, conformément aux articles 151 et 200 du Code de justice militaire, le jour à partir duquel doit compter la durée de la peine et faire mention de l'exécution.

VU:

Le Commissaire impérial,

POUR EXTRAIT CONFORME:

Le Greffier,

Extrait pour le corps, la division, la prison, etc.

* DIVISION MILITAR.
N. DE ORDEN DE
LA SENTENCIA.

(FORMULA NUM 18.)

(Art. 151 del Código de
justicia militar.)

CONSEJO DE GUERRA PERMANENTE.

SENTENCIA.

NAPOLEON, por la gracia de Dios y la voluntad nacional, EMPERADOR DE
LOS FRANCESES, á todos los presentes y venideros, SALUD.

El Consejo de guerra permanente de la * division militar
ha pronunciado la sentencia siguiente:

SENTENCIA Hoy *aquí la fecha* el Consejo de guerra permanente
EJECUTORIA DE CONDENA. de la * division militar oído el Comisario imperial en sus
peticiones y conclusiones, ha declarado al llamado

En consecuencia, dicho Consejo

(1) Cuando los gastos es-
cedan de 300 francos, la senten-
cia deberá expresar la duración
del apremio corporal según el
artículo 40 de la ley de 17 de
Abril de 1832, sobre el apremio
corporal.

Y visto el artículo 139 del Código de justicia militar, el Consejo condena
á dicho á reembolsar con sus bienes presentes y futuros,
en provecho del Tesoro público, el importe de los gastos del proceso (1).

FILIACION	del llamado	hijo de	y de
	nacido	en	
	tal fecha en tal distrito de tal	departamento	avercindado,
	antes de entrar al servicio	en tal parte, tal distrito de tal	
	departamento de	talla un metro	
	y tantos centímetros, cabellos y cejas,	frente, ojos, nariz, boca,	
	barba, cara,	color, señas parti-	
	culares	inscrito en los libros de registro del cuerpo como	

NOTA. Se indicarán con-
forme á los artículos 151 y 200
del Código de justicia militar,
el día desde el cual se debe
comenzar á contar la duración
de la pena y se mencionará la
ejecución.

Esta sentencia ha comenzado á ser ejecutada el

v.º B.º

POR EXTRACTO CONFORME:

El Comisario imperial,

El Escribano,

Extracto para el consejo,
para la division, para la pri-
sion, &c.

• DIVISION MILITAIRE.

(FORMULE N. 19.)

N. D'ORDRE DU
JUGEMENT.

CONSEIL DE GUERRE PERMANENT.

(Art. 136 du Code de
justice militaire.)

JUGEMENT.

NAPOLÉON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, EMPEREUR DES
FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

Le Conseil de guerre permanent de la division militaire
a rendu le jugement suivant:

JUGEMENT
EXÉCUTOIRE
D'ACQUITTEMENT
OU D'ABSOLUTION.

AUJOURD'HUI, le Conseil de guerre permanent
de la division militaire, ou le Commissaire impérial dans
ses réquisitions et ses conclusions, a déclaré le nommé

En conséquence, ledit Conseil, faissant application de l'article 136 du Code
de justice militaire,

SIGNALEMENT du nommé

fils de

né à département de domicilié,

avant d'entrer au service, a département

d, âgé de ans, taille d'un mètre cen-

timètres, cheveux, sourcils, front, yeux, nez,

bouche, menton, visage; inscrit sur les contrôles du

corps comme.

VQ1.

POUR EXTRAIT CONFORME:

Le Commissaire impérial,

Le Greffier,

DIVISION MILITAR.

(FORMULA NUM. 10.)

N. DE ORDEN DE LA SENTENCIA. CONSEJO DE GUERRA PERMANENTE.

(Art. 136 del Código de justicia militar.)

SENTENCIA.

NAPOLÉON, por la gracia de Dios y la voluntad nacional, EMPERADOR DE LOS FRANCESES, á todos los presentes y venideros, SALUD.

El Consejo de guerra permanente de la ^a division militar, ha pronunciado la sentencia siguiente:

SENTENCIA EJECUTORIA DE EXHONERACION. ^a division militar. Hay tal dia y tal año, el Consejo de guerra permanente de la ^a division militar, oido el Comisario imperial en sus peticiones y en sus conclusiones, ha declarado al llamado

En consecuencia, dicho Consejo, aplicando el artículo 136 del Código de justicia militar,

FILIACION del llamado, hijo de

nacido en tal parte, distrito tal de tal departamento, averiguado antes de entrar al servicio, en tal y tal parte, su edad, su talla

un metro y tantos centímetros, cabellos, cejas,

frente, ojos, nariz,

boca, barba, cara; inscrito en los li-

bros del registro del cuerpo como

V. B.

POR RETRACTO CONFORME:

El comisario imperial,

El escribano,

• DIVISION MILITAIRE.

(FORMULE N. 20.)

N. D'ORDRE DU
JUGEMENT.

CONSEIL DE GUERRE PERMANENT.

Art. 151 du Code de
justice militaire.)

JUGEMENT.

NAPOLÉON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, EMPEREUR DES
FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

Le Conseil de guerre permanent de la division militaire
a rendu le jugement suivant:

JUGEMENT.
EXÉCUTOIRE.

AUJOURD'HUI, le Conseil de guerre permanent
de la division militaire, ou le Commissaire
impérial dans ses réquisitions et ses conclusions, a déclaré le nommé

En conséquence, ledit Conseil

Et vu l'article 139 du Code de justice militaire,

Le Conseil condamne le nommé
à payer, sur ses biens présents et à venir, les frais du procès.

SIGNALEMENT du nommé, fils de et de
, né à
département d, domicilié, avant d'entrer au service, à
, département d, âgé de ans,
taille d'un mètre centimètres, cheveux et sourcils,
front, yeux, nez, bouche, menton, visage;
inscrit sur les contrôles du corps comme

VU:

POUR EXTRAIT CONFORME:

*Le Commissaire impérial,**Le Greffier,*

Le présent jugement a commencé à recevoir son exécution le

Extrait pour le domaine

EXÉCUTOIRE.

• DIVISION MILITAR.

(FORMULA NUM. 20.)

N. DE ORDEN DE
LA SENTENCIA.

CONSEJO DE GUERRA PERMANENTE.

(Art. 151 del Código de
justicia militar.)

SENTENCIA.

NAPOLEON, por la gracia de Dios y la voluntad nacional, EMPERADOR DE
LOS FRANCESES, á todos los presentes y venideros, SALUD.

El Consejo de guerra permanente de la division militar ha pro-
nunciado la sentencia que sigue:

SENTENCIA
EJECUTORIA.

Hoy en tal fecha, el Consejo de guerra permanente de la
division militar, oido el Comisario impe-
rial en sus peticiones y en sus conclusiones, ha declarado al llamado

En consecuencia, dicho Consejo

Y visto el artículo 189 del Código de justicia militar,

El Consejo condena al llamado
á pagar con sus bienes presentes y futuros los gastos del proceso.

FILIACION del llamado , hijo de y de
; nacido en
departamento de , vecindado antes de entrar al servicio en
, departamento de , su edad años,
su talla un metro y tantos centímetros, cabellos y cejas
frente , ojos , nariz , boca , barba , cara ;
inscrito en los libros de registro del cuerpo como

Vº Bº

POR EXTRACTO CONFORME:

El Comisario imperial,

El escribano,

Esta sentencia comenzó á tener ejecucion el

Extracto para el señoría

EJECUTORIA.

EXÉCUTOIRE.

Vu la procédure instruite contre le nommé
et les frais d'icelle, dont le détail suit:

1^{re} Taxe des experts et interprètes entendus pendant le cours de l'instruction et les débats, la somme de

TOTAL

Vu le dispositif du jugement définitif, l'article 139 du Code de justice militaire, le président du Conseil de guerre permanent de la division militaire liquide les frais dont l'état est ci-dessus à la somme de

(1)

du montant de laquelle il délivre le présent exécutoire, pour le recouvrement de ladite somme être poursuivi sur les biens présents et à venir du condamné, par les préposés de l'administration de l'enregistrement et des domaines.

MANDONS et ORDONNONS à tous huissiers sur ce requis de mettre ledit jugement à exécution, à nos procureurs généraux et à nos procureurs impériaux d'y tenir la main, à tous commandants et officiers de la force publique de prêter main-forte lorsqu'ils en seront légalement requis.

Fait en la Chambre du Conseil de guerre susdit, à le

Le Président,

VU:

POUR EXTRAIT CONFORME:

Le Commissaire impérial, }

Le Greffier,

(1) Si les frais excèdent 300 francs, le jugement doit mentionner la durée de la contrainte par corps, aux termes de l'article 40 de la loi du 17 avril 1832.

EJECUTORIA.

Visto el proceso instruido contra el llamado
y sus costas cuyo pormenor sigue:

1º Cuota de los peritos é intérpretes oídos en el curso de la instruccion y
los debates, la suma de

TOTAL

Vista la parte resolutive de la sentencia definitiva, el artículo 139 del Código de justicia militar, el presidente del Consejo de guerra permanente de la * división militar liquida las costas cuyos detalles preceden, en la suma de (1)
de cuyo importe total libra la presente ejecutoria para que el cobro de dicha suma se obtenga de los bienes presentes y futuros del sentenciado, por los directores de la administracion del registro y de los señorios.

MANDAMOS Y ORDENAMOS á todos á quienes incumba, que ejecuten dicha sentencia: á nuestros procuradores generales y á nuestros procuradores imperiales, que cooperen á ello en su caso, y á todos los comandantes y oficiales de la fuerza pública que auxilien con ella, cuando al efecto fueren requeridos legalmente.

Hecho en la sala del Consejo de guerra el

18

El Presidente,

Vº Bº

POR EXTRACTO CONFORME:

El Comisario imperial,

El escribano,

(1) Si las costas excedieren de 300 francos, mencionará la sentencia la duracion del apremio corporal conforme al artículo 40 de la ley de 17 de Abril de 1832.

• DIVISION MILITAIRE.

(FORMULE N. 21.)

CONSEIL DE GUERRE

ÉTAT A

JUGEMENTS RENDUS

Dans le cours du mois d

18

Nota: Cet état, même quand il serait négatif, doit être adressé chaque mois au ministre, *sans lettre d'envoi*.

On y comprendra toutes les affaires terminées par un jugement, soit que ce jugement ait été annulé, soit qu'il ne l'ait pas été.

On attendra, pour clore et expédier cet état, que tous les jugements rendus dans le mois soient devenus exécutoires ou aient été annulés, à l'exception des jugements par contumace ou par défaut, qui seront l'objet d'une note portée à la colonne 22.

Les extraits des jugements rendus dans le mois devront toujours accompagner le présent état, même quand il aurait été adressé des copies, avec les pièces de procédure, pour des recours en grâce, ces derniers n'étant pas suspensifs de l'envoi des jugements.

Lorsqu'un jugement concernera plusieurs individus, on assignera une ligne à chacun d'eux, à partir de la colonne 3 jusqu'à la colonne où il n'y aura plus qu'à mettre un chiffre ou un texte commun à tous les individus jugés. Ces lignes seront fermées par une accolade en regard, et les chiffres et textes communs seront placés à la moitié de la hauteur de cette accolade.

Lorsqu'il s'agira d'un jugement annulé, on mettra un guillemet à la colonne 21, attendu que le chiffre que l'on y placerait ferait double emploi dans l'état du conseil de guerre qui aurait prononcé le jugement définitif, et qui, en conséquence, aurait arrêté et liquidé la totalité des frais.

A Monsieur le Ministre de la guerre. (*Bureau de la Justice militaire.*)

• DIVISION MILITAR.

(FORMULA NUM. 21.)

CONSEJO DE GUERRA

SENTENCIAS PRONUNCIADAS

En todo el mes de

de 18

Nota. Este estado, aun cuando sea negativo, deberá remitirse al Ministro cada mes, *sin oficio de remision.*

Se comprenderán en él todos los negocios terminados por una sentencia, haya sido ésta anulada ó no lo haya sido.

Para cerrar y remitir este estado, se esperará á que todas las sentencias pronunciadas en el mes se hayan hecho ejecutorias ó hayan sido anuladas, á escepcion de las sentencias por contumacia ó en rebeldía, que serán objeto de una nota puesta en la columna 22.

Los extractos de las sentencias pronunciadas en el mes, deberán acompañar siempre el presente estado, aun cuando se hayan remitido copias con los documentos del proceso solicitando indulto ú otra gracia, no causando estos recursos efectos suspensivos del enjio de las sentencias.

Cuando una sentencia comprenda á varios individuos, se asignará un renglon á cada uno de ellos, partiendo de la columna 3 hasta la columna en que no haya mas que poner un número ó un texto comun á todos los individuos sentenciados. Estos renglones se abrazarán por una llave ó corchete al frente y los números ó textos se pondrán á la mitad de la altura de esta llave.

Cuando se trate de una sentencia anulada, se pondrán unas virgulillas en la columna 21, en atencion á que el número que se pusiera resultaria duplicado en el estado del consejo de guerra que hubiera pronunciado la sentencia definitiva, y que por consiguiente habria fijado y liquidado el importe total de las costas.

Al Sr. Ministro de la guerra. (*Despacho ó seccion de Justicia militar.*)

[illegible]

A

le

18

Collationné:

Greffier,

Número de la sentencia.		NOMBRES Y APELLIDOS del militar juzgado.	CUERPOS.	GRADOS.	Título con que entró al servicio el militar juzgado.	Tiempo de servicio cumplido.	INSTRUCCION PRIMARIA.		ESPECIFICACIONES DEL DELITO.
Serie anual.	Serie general.						Sabe firmar.	No sabe firmar.	
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10

Certificado exacto:

El Comisario Imperial,

• DIVISION MILITAIRE.

(FORMULE N. 22.)

(Art. 143 et 147 du Code de justice militaire.)

Recours en révision.

L'an mil huit cent cinquante- le
nous (1)

, à la requête de (2)
du nommé

détenu condamné le par le Conseil
de guerre de la • division militaire, à la peine de
pour

Constatons par ces présentes sa déclaration qu'il entend se pourvoir en révision contre le jugement de condamnation ci-dessus mentionné.

(1) Indiquer si c'est le greffier du conseil de guerre permanent de la division ou l'agent principal de la maison de justice militaire qui reçoit le pourvoi.

(2) Si la déclaration est faite par le défenseur, mettre de M.... défenseur.

(3) Indiquer si c'est au greffe du conseil ou de la maison de justice militaire.

NOTA. Ce procès-verbal est toujours individuel, lors même que le jugement est collectif.

Dont acte fait au greffe (3)

, les jour, mois et an que dessus.

(FORMULA NUM. 22.)

Recurso en revision.

Cuyo acto se verificó en la escribanía (3)
el día, mes y año ya citados.

• DIVISION MILITAIRE.

(FORMULE N. 23.)

CONSEIL PERMANENT DE
REVISION

de

(Art. 164, 165, 166 et
167 du Code de jus-
tice militaire.)DÉCISION
DU CONSEIL PERMANENT DE RÉVISION

DE

NAPOLÉON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, EMPEREUR DES
FRANÇAIS,

A tous présents et à venir, SALUT.

Le Conseil permanent de révision de _____ a rendu la décision
dont la teneur suit:

Cejourd'hui _____ mil huit cent

Le Conseil permanent de révision d _____, établi en exécution
de l'article 26 du Code de justice militaire_____, composé,
conformément à ce Code,

De MM.

tous nommés par M. le
réunissant les conditions exigées par l'article 31 du Code de justice mili-
taire;

M.

Commissaire impérial;

M.

greffier près ledit conseil de
révision,S'est réuni, en audience publique, dans le lieu ordinaire de ses séances,
àpour procéder, sur le recoure en révision formé
par le

• DIVISION MILITAR.

(FORMULA NUM. 23.)

CONSEJO PERMANENTE
DE REVISION

de

(Art. 164, 165, 166 y
167 del Código de jus-
ticia militar.)

DECISION

DEL CONSEJO PERMANENTE DE REVISION

DE

NAPOLEON, por la gracia de Dios y la voluntad nacional, EMPERADOR
DE LOS FRANCESES.

A todos los presentes y venideros, SALUD.

El Consejo permanente de revision de ha pronunciado la de-
cision que sigue:

Hoy (aquí la fecha)

El Consejo permanente de revision de establecido en virtud
del artículo 26 del Código de justicia militar
compuesto

conforme á este Código,

De los Sres.

nombrados todos por el Sr.
quienes reunen las condiciones requeridas por el artículo 31 del Código de jus-
ticia militar;

El Sr.

Comisario imperial;

El Sr.

escribano de dicho consejo

de revision,

Se ha reunido en audiencia pública, en el lugar ordinario de sus sesiones,
en

para proceder sobre el recurso en revision formado

por el

contre le jugement rendu le _____ par lequel le
Conseil de guerre permanent de la _____ division militaire

Après que la séance a été ouverte, le Président, ayant fait déposer sur le bureau un exemplaire du Code de justice militaire, ainsi que du Code d'instruction criminelle et du Code pénal ordinaire,

M. _____ l'un des
membres du Conseil désigné par M. le Président pour faire le rapport de cette affaire, a été entendu, et après lui le défenseur d _____ condamné, le Commissaire impérial a porté la parole et donné ses conclusions sur lesquelles le défenseur _____ été admis à présenter des observations.

Le Conseil, après en avoir délibéré à huis clos, hors la présence du Commissaire impérial et du greffier, en se conformant aux dispositions des articles 73, 74 et 165 du Code de justice militaire,

Charge le Commissaire impérial de transmettre à qui de droit; sans délai, la présente décision avec les pièces de la procédure.

Fait, jugé et prononcé sans désenparer, en séance publique, à
es jour, mois et an que desus, le Président du conseil a signé avec le greffier.
Signé:

Mandons et ordonnons à tous huissiers, sur se requis, de mettre ledit jugement à exécution; à nos procureur généraux et à nos procureurs impériaux d'y tenir la main; à tous commandants et officiers de la force publique de prêter main-forte lorsqu'ils en seront légalement requis.

Pour copie conforme:

Le Greffier,

Vu:

Le Commissaire impérial,

Encarga el Comisario imperial trasmita á quien corresponda, sin demora, la presente decision con los documentos del proceso.

Hecho, juzgado y fallado sin separarse, en sesion pública en el dia, mes y año mencionados arriba, el Presidente del Consejo ha firmado con el escribano. Firmado:

Mandamos y ordenamos á todos á quienes incumba, que ejecuten dicha sentencia: á nuestros procuradores generales y á nuestros procuradores imperiales, que cooperen á ello en su caso, y á todos los comandantes y oficiales de la fuerza pública que auxiliien con ella, cuando al efecto fueren requeridos legalmente.

Por copia conforme:

El escribano,

V: E:

El Comisario imperial,

• DIVISION MILITAIRE.

(FORMULE N. 24.)

(Art. 175 du Code de
justice militaire.)Ordonnance enjoin-
gnant à un contumax
de se présenter.

Le Président du Conseil de guerre de la e division militaire,
séant à a rendu l'ordonnance suivante :

Nous, Président du Conseil de guerre de la e division militaire;
vu l'ordre de mise en jugement donné le par
le commandant la division contre

absent et contumax accusé de

Vu l'acte de notification au dernier domicile connu dudit avec perquisition
de sa personne;

Attendu qu'il s'est écoulé plus de dix jours depuis que ledit ordre de mise
en jugement a été notifié au nommé
sans qu'il se soit constitué prisonnier,

Ordonnons, en exécution de l'article 175 du Code de justice militaire, au
nommé de se présenter dans un nouveau délai
de dix jours devant le Conseil de guerre de la division, séant à
pour y être jugé sur ladite accusation; et,
à cet effet, de se constituer en état d'arrestation dans la prison militaire de

Disons que notre présente ordonnance sera mise à l'ordre du jour de

Fait à , le 18 .

• DIVISION MILITAR.

(FORMULA NUM. 24.)

(Art. 175 del Código de
justicia militar.)Mandamiento previ-
niendo á un contumaz
que se presente.

El Presidente del Consejo de guerra de la division militar,
formado en ha decretado el siguiente mandamiento:

Nos, Presidente del Consejo de guerra de la division militar;
vista la orden de véase para sentencia dada el por
el comandante de la division contra

ausente y contumaz

acusado de

Vista el acta de notificacion en el último domicilio conocido del citado en
indagacion de su persona;

En atencion á que han trascurrido mas de diez dias desde que se le notificó
al mencionado (fulano de tal) la citada orden de véase para sentencia sin que
se haya constituido preso,

Mandamos, en virtud del artículo 175 del Código de justicia militar, al lla-
mado que se presente dentro de un nuevo plazo
de diez dias ante el Consejo de guerra de la division, formado en
para ser juzgado sobre dicha acusacion, y
que para este fin se constituya en estado de arresto en la cárcel militar de

Disponemos que nuestro presente mandamiento se ponga en la orden del dia
de

Hecho en

el

18

N. DU JUGEMENT.

(FORMULE N. 25.)

(Art. 140, 176, 178 et
179 du Code de justice
militaire.)

N. D'ORDRE.

JUGEMENT PAR CONTUMACE

Rendu par le Conseil de guerre permanent de la Division militaire.

NAPOLÉON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, EMPEREUR DES FRANÇAIS,

A tous présents et à venir, SALUT.

Le Conseil de guerre permanent de la Division militaire
a rendu le jugement dont la teneur suit:

Ce jourd'hui an mil huit cent cinquante-

Le Conseil de guerre permanent de la Division militaire,
composé, conformément aux articles 3 et 10 du Code de justice militaire, de
MM.

tous nommés par le (1)

M. , Commissaire impérial,
M. Greffier près le dit Conseil;Lesquels ne se trouvent dans aucun des cas d'incompatibilité prévus par les
articles 22, 23 et 24 du Code précité.Le conseil, convoqué par l'ordre du commandant, conformément à l'article
111 du Code de justice militaire, s'est réuni dans le lieu ordinaire de ses séances
en audience publique,

A l'effet de juger

accusé de (2)

(1) Le général commandant la division ou le Ministre de la guerre, suivant les cas prévus par l'article 8 du Code de justice militaire.

(2) Indiquer le crime pour lequel l'accusé est traduit devant le conseil de guerre. (140.)

N. DE LA SENTENCIA.

(FORMULA NUM. 25.)

(Art. 140, 176, 178 y 179
del Código de justicia militar.)

NUM. DE ORDEN.

SENTENCIA POR CONTUMACIA

*Pronunciada por el Consejo de guerra permanente de la Division militar.*NAPOLEON, por la gracia de Dios y la voluntad nacional, EMPERADOR
DE LOS FRANCESES,

A todos los presentes y venideros, SALUD.

El Consejo de guerra permanente de la Division militar
ha pronunciado la sentencia cuyo tenor es el que sigue:*Hoy tantos de tal mes y tal año.*El Consejo de guerra permanente de la Division militar,
compuesto conforme á los artículos 3 y 10 del Código de justicia militar, de
los Sres.

nombrados todos por el (1)

El Sr. Comisario imperial,

El Sr. Escribano de dicho consejo;

Los cuales no se hallan en ninguno de los casos de incompatibilidad previstos
por los artículos 22, 23 y 24 del Código precitado.El Consejo, convocado por orden del comandante, conforme al artículo 111
del Código de justicia militar, se reunió en el lugar ordinario de sus sesiones
en audiencia pública,

A fin de juzgar

acusado de (2)

(1) El general comandante de la division ó el Ministro de la guerra, segun los casos previstos por
el art. 8 del Código de justicia militar.

(2) Se indicará el crimen por el cual se ha llevado al acusado ante el consejo de guerra. (140.)

La séance ayant été ouverte, le Président a fait apporter et déposer devant lui, sur le bureau, un exemplaire du Code de justice militaire, du Code d'instruction criminelle et du Code pénal ordinaire.

Le président, après avoir fait lire dans leur entier par le greffier les rapports et procès-verbaux, la déposition des témoins et toutes les autres pièces de l'accusation, ainsi que l'ordonnance enjoignant au contumax de se présenter, au nombre de

Où M. le Commissaire impérial en ses réquisitions tendant à ce que (1)

Le Président a déclaré les débats terminés.

Le Commissaire impérial, le Greffier et les assistants dans l'auditoire se sont retirés sur l'invitation du Président (2).

Le Conseil délibérant à huis clos, le Président a posé la question conformément à l'article 132 du Code de justice militaire, ainsi qu'il suit:

(1) Indiquer si les réquisitions tendent à la déclaration de culpabilité, et, dans ce cas, les articles de loi dont l'application est demandée.

(2) S'il y a une Chambre des délibérations, on mettra que le Tribunal s'est retiré dans la Chambre des délibérations.

Abierta la sesion, hizo traer el Presidente y poner ante él sobre la mesa, un ejemplar del Código de justicia militar, del Código de instruccion criminal y del Código penal ordinario.

El presidente, despues de haber hecho leer enteramente por el escribano los dictámenes y sumarias, la deposicion de los testigos y todos los demas documentos de la acusacion, así como el mandamiento previniendo al contumaz que se presente en el número de

Oido el Sr. Comisario imperial en sus peticiones que tienden á que (1)

El Presidente declaró concluidos los debates.

El Comisario imperial, el escribano y los concurrentes del auditorio se retiraron á invitacion del Presidente. (2)

Deliberando el Consejo á puerta cerrada, propuso el Presidente la cuestion conforme al artículo 132 del Código de justicia militar, como sigue:

(1) Se indicará si las peticiones tienden á la declaracion de culpabilidad, y en este caso los artículos de ley cuya aplicacion se pide.

(2) Si hubiere una sala de deliberaciones, se pondrá que el Tribunal se retiró á la sala de deliberaciones.

Les voix recueillies conformément à l'article 133 du Code de justice militaire, en commençant par le grade inférieur, le Président ayant émis son opinion le dernier, le Conseil de guerre permanent déclare le

Sur quoi, et attendu les conclusions prises par le Commissaire impérial dans ses réquisitions, le Président a lu le texte de la loi et a recueilli de nouveau les voix dans la forme prescrite par les articles 134 et 135 du Code d'instruction criminelle pour l'application de la peine.

Le Conseil est rentré en séance publique.

Le Président a lu les motifs et le dispositif ci-dessus.

En conséquence, le Conseil condamne par contumace

Recogidos los votos con arreglo al artículo 133 del Código de justicia militar, comenzando por el grado inferior, y habiendo emitido al último su opinion el Presidente, el Consejo de guerra permanente declara al

Por lo que; y en consideracion á las conclusiones del Comisario imperial en sus peticiones, leyó el Presidente el testo de la ley y recojió de nuevo los votos en la forma prescrita por los artículos 134 y 135 del Código de instruccion criminal para la aplicacion de la pena.

El Consejo volvió á entrar en sesion pública.

El Presidente leyó los motivos y la parte resolutiva anterior.

En consecuencia el Consejo condena por contumacia

Ordonne que le présent jugement sera, conformément à l'article 176 du Code de justice militaire, et à la diligence de M. le Commissaire impérial, mis à l'ordre du jour et affiché, tant à la porte du lieu où siège le conseil de guerre qu'à la mairie du domicile du condamné.

Fait, clos et jugé sans désenparer, en séance publique, à
, le jour, mois et an que dessus; et les membres du Conseil ont signé, avec le Greffier, la minute du présent jugement.

Signé MM.

MANDONS et ORDONNONS à tous huissiers sur ce requis de mettre ledit jugement à exécution; à nos procureurs généraux et à nos procureurs près les tribunaux de première instance d'y tenir la main; à tous commandants et officiers de la force publique de prêter main-forte, lorsqu'ils en seront légalement requis.

Vu:

Le Commissaire impérial,

Pour copie conforme:

Le Greffier,

Manda que esta sentencia, conforme al artículo 176 del Código de justicia militar, y por el cuidado del Sr. Comisario imperial, se ponga en la orden del día y se fije en la puerta del lugar de las sesiones del Consejo de guerra como en la alcaldía del domicilio del sentenciado.

Hecho, terminado y sentenciado sin separarse, en sesión pública, en el día, mes y año ya citados, y los miembros del Consejo han firmado con el escribano, la minuta de esta sentencia.

Firmado los Sres.

MANDAMOS Y ORDENAMOS á todos á quienes incumba, que ejecuten dicha sentencia; á nuestros procuradores generales y á nuestros procuradores cerca de los tribunales de 1.^a instancia, cooperen á ello en su caso, y á todos los comandantes y oficiales de la fuerza pública que auxilien con ella, cuando al efecto fueren requeridos legalmente.

V.º B.º

El Comisario imperial,

Por copia conforme:

El escribano,

CÉDULE.

(FORMULE N. 26.)

(Art. 174 du Code de
justice militaire.)

ARMÉE

La présente devra être
apportée en venant dé-
poser.

PRÉVÔTÉ d

Nous

Prévôt d

requérons l nommé

de comparaître par-devant nous a

le 18 , à heure
d pour y déposer en peronne sur les faits relatifs
a nommé

Le témoin requis prévenu que, faute par de se conformer
à la présente assignation l y ser contraint par les voies de
droit.

Donné à , le 18 .

Le Prévôt,

SIGNIFICATION. L'an mil huit cent

, le

, à la requête de M. la

Prévôt

d

Nous soussigné, avons signifié la cédula ci-dessus a

en son domicile, à

parlant à

ainsi déclaré; et à ce qu'il n'en ignore, nous lui avons laissé la présente.

Dont acte, à

les jour, mois et an que dessus.

CITA.

(FORMULA NUM. 26.)

(Art. 174 del Código de justicia militar.)

La presente deberá traerse al venir á declarar.

EJERCITO

PREVOSTAZGO de

Nos

Prevoste de

requerimos al llamado

para que comparezca ante nos en

el

de 18 , á las

para declarar en persona sobre los hechos relativos

al llamado

Se advierte al testigo requerido que si no concurre conforme á la presente cita, será obligado á hacerlo por las vías de derecho.

Dado en

á tantos de

de 18

El Prevoste,

NOTIFICACION. El año de mil ochocientos

el

á petición del Sr.

Prevoste

de

Nos abajo firmado, hemos notificado la cita que precede á

en su domicilio en

hablando con

declarado así: y para que no lo ignore le hemos dejado la presente.

De lo cual doy fé el día

tantos &c. ya citados.

JUGEMENT.

(FORMULE N. 27.)

(Art. 75, 173 et 174 du
Code de justice mili-
taire.)

ARMÉE d

PRÉVÔTÉ d

NAPOLÉON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, EMPEREUR DES FRANÇAIS,

A tous présents et à venir, SALUT.

Le tribunal de la prévôté d a rendu le jugement dont la teneur suit:

L'an mil huit cent , le , le tribunal tenant audience publique à , conformément aux articles 75, 173 et 174 du Code de justice militaire, à l'effet de juger l nommé

inculpé d

lequel été amené libre et sans fers après avoir fait donner lecture par le sieur , greffier, des procès-verbaux, plainte et rappor après l'exposé fait par la partie plaignante de sa demande, après l'appel des témoins, la prestation du serment prescrite par l'article 127 du Code et leur audition, après avoir entendu le prévenu en défense,

Jugeant en dernier ressort, attendu (1)

attendu que ce fait constitue (2)

par ces motifs (3) le nommé

Fait et jugé en séance publique à , les jours, mois et an que dessus. En foi de quoi le présent jugement, exécutoire sur minute, a été signé par le prévôt et par le greffier.

Le Prévôt,

Le Greffier ,

(1) Spécifier les faits incriminés; s'il y a des demandes de dommages-intérêts, indiquer les conclusions prises par la partie civile.

(2) Spécifier la contravention ou le délit et les articles de loi et règlements applicables.

(3) Condamner ou acquitter. Statuer en outre sur la demande de dommages-intérêts, s'il y a lieu.

MANDONS

SENTENCIA.

(FORMULA NUM. 27.)

(Art. 75, 173 y 174 del
Código de justicia mi-
litar.)

EJERCITO de

PREVOSTAZGO de

NAPOLEON, por la gracia de Dios y la voluntad nacional, EMPERADOR
DE LOS FRANCESES,

A todos los presentes y venideros, SALUD.

El tribunal del prevostazgo de _____ ha pronunciado la
sentencia cuyo tenor es el que sigue:

El año de mil ochocientos _____, el _____, el tribunal
en audiencia pública en _____, conforme á los
artículos 75, 173 y 174 del Código de justicia militar, para juzgar al llamado

acusado de

el cual ha sido traído libre y sin cadenas
después de haber hecho dar lectura por el Sr. _____, escribano
á la sumaria, queja y dictámen _____ después de
la esposicion que de su demanda hizo la parte quejosa, después de haber lla-
mado á los testigos y de haber prestado el juramento prescrito por el artículo
127 del Código, y de haber sido oídos,
después de haber oído al acusado en _____ defensa,

Juzgando sin apelacion,
en atencion á (1)

en atencion á que este hecho constituye (2)

por estos motivos (3) _____ al llamado

Hecho y juzgado en sesion pública en _____ el dia, mes y
año ya citados. En fé de lo cual la presente sentencia, ejecutoria al instante,
ha sido firmada por el prevoste y por el escribano.

El Prevoste,

El escribano,

(1) Se especificarán los hechos de que se le acusa: si hay demandas por daños y perjuicios, y se indicarán las conclusiones he-
chas por la parte civil.

(2) Se especificará la contravencion ó el delito y los artículos de ley y reglamentos aplicables.

(3) Condena ó absuelve. Se decidirá, ademas, sobre la demanda por daños y perjuicios si hubiere lugar á ello.

MANDAMOS

MANDONS et ORDONNOS à tous huissiers sur ce requis de mettre ledit jugement à exécution; à nos procureurs généraux et à nos procureurs près les tribunaux de première instance d'y tenir la main; à tous commandants et officiers de la force publique de prêter main-forte, lorsqu'ils en seront légalement requis.

MANDAMOS Y ORDENAMOS por este requerimiento á todos á quienes incumba, que ejecuten dicha sentencia: á nuestros procuradores generales y á nuestros procuradores cerca de los tribunales de primera instancia, que cooperen á ello en su caso, y á todos los comandantes y oficiales de la fuerza pública que auxilien con ella, cuando al efecto fueren requeridos legalmente.

NOMENCLATURA ALFABETICA

**De los crímenes y delitos militares y de las penas que les
corresponden.**

CRIMES OU DÉLITS.	PEINES.	Art. du Code.
Abandon du poste en présence de l'ennemi ou de rebelles armés	Mort.	213
Abandon sur un territoire en état de guerre ou de siège...	2 à 5 ans de prison.	"
Abandon dans tous les autres cas	2 à 6 mois de prison.	"
Abandon étant en faction ou en vedette en présence de l'ennemi ou de rebelles armés	Mort.	"
Abandon sur un territoire en état de guerre ou de siège...	2 à 5 ans de travaux publics.	"
Abandon dans tous les autres cas	2 mois à 1 an de prison.	211
Absence du poste en cas d'alerte ou à la générale en temps de guerre ou en état de siège	6 mois à 2 ans de prison.	214
Absence d'un militaire au conseil de guerre, où il est appelé à siéger	2 à 6 mois de prison.	215
Achat ou recel d'effets de petit équipement.	6 mois à 1 an de prison.	244
Achat ou recel de chevaux, d'effets d'armement, d'équipement ou d'habillement, de munitions ou de tout autre objet confié pour le service	1 an à 5 ans de prison.	244
Achat ou recel ou acceptation en gage d'armes, de munitions, d'effets d'habillement, de grand et de petit équipement, ou de tout autre objet militaire	La même peine que l'auteur du délit.	247
Acte d'hostilité commis par un chef militaire sur un territoire allié ou neutre sans ordre ou provocation	Destitution.	226
Armes portées contre la France	Mort avec dégradation militaire. ..	204
Attaque sans ordre ou provocation contre les troupes d'une puissance alliée ou neutre	Mort	226
Capitulation avec l'ennemi	Mort avec dégradation militaire. ..	229
Capitulation en rase campagne	Mort avec dégradation militaire ou destitution.	210
Commandement pris ou retenu sans ordre ou motif légitime	Mort.	228
Contrefaçon de sceaux, de timbres ou de marques militaires.	Reclusion de 5 à 10 ans	259
Corruption dans le service, dans l'administration militaire.	Dégradation militaire.	"
— En cas de circonstances atténuantes.	Emprisonnement de 3 mois à 2 ans.	261
Dépouillement d'un blessé	Reclusion.	"
Dépouillement d'un blessé auquel il est fait de nouvelles blessures	Mort.	249
Désertion à l'ennemi	Mort avec dégradation militaire. ..	238
Désertion en présence de l'ennemi	Détention de 5 à 20 ans	239
Désertion à l'étranger en temps de paix	2 à 5 ans de travaux publics (1) ..	235
Désertion en temps de guerre, ou d'un territoire en état de guerre ou de siège	5 à 10 ans de travaux publics (1) ..	236
Désertion à l'intérieur en temps de paix	2 à 5 ans de prison (2)	"
Désertion à l'intérieur en temps de guerre, ou d'un territoire en état de guerre ou de siège	2 à 5 ans de travaux publics (2) ..	231
Désertion avec complot en présence de l'ennemi, ou étant chef de complot de désertion à l'étranger	Mort.	"
Désertion étant chef de complot de désertion à l'intérieur. ..	5 à 10 ans de travaux publics.	"
Désertion dans tous les autres cas	Le maximum de la peine portée pour la désertion.	241
Destruction volontaire d'édifices, bâtiments, ouvrages militaires, magasins, chantiers, vaisseaux, navires, bateaux à l'usage de l'armée	Travaux forcés de 5 à 20 ans.	"
— En cas de circonstances atténuantes.	Reclusion de 5 à 10 ans ou emprisonnement de 2 à 5 ans.	252

(1) La peine ne peut être moindre de trois ans pour le premier cas et de sept ans pour le second, si le coupable a emporté des armes, des effets d'habillement ou d'équipement, ou emmené son cheval, s'il était de service ou s'il avait déserté antérieurement.

(2) Le minimum est de trois ans si le déserteur a emporté des armes, des effets d'habillement ou d'équipement, ou emmené son cheval, s'il était de service ou s'il avait déserté antérieurement.

CRIMENES Y DELITOS.	PENAS.	Art. del Código.
Abandono del puesto al frente del enemigo ó de rebeldes armados.....	Muerte.....	213
Abandono en un territorio en estado de guerra ó en estado de sitio.....	2 á 5 años de prision.....	"
Abandono en todos los demas casos.....	2 á 6 meses de prision.....	"
Abandono estando de centinela á pié ó á caballo al frente del enemigo ó de rebeldes armados.....	Muerte.....	211
Abandono en un territorio en estado de guerra ó en estado de sitio.....	2 á 5 años de obras públicas.....	"
Abandono en todos los demas casos.....	2 meses á 1 año de prision.....	"
Ausencia del puesto en caso de alarma ó al toque de generala en tiempo de guerra ó en estado de sitio.....	6 meses á 2 años de prision.....	214
Ausencia de un militar en un consejo de guerra de que forma parte.....	2 á 6 meses de prision.....	215
Acto de hostilidad cometido por un gefe militar en un territorio aliado ó neutral sin orden ó provocacion.....	Destitucion.....	226
Armas empuñadas contra la Francia.....	Muerte con degradacion militar..	204
Ataque sin orden ó provocacion contra las tropas de una potencia aliada ó neutral.....	Muerte.....	226
Asesinatos en la persona de su huésped, en la de su mujer ó en la de sus hijos.....	Muerte.....	256
Compra ó receptacion de efectos menores de equipo.....	6 meses á 1 año de prision.....	244
Compra ó receptacion de caballos, de efectos de armamento, de equipo ó de vestuario, de municiones ó de cualquiera otro objeto comprado para el servicio.....	1 á 5 años de prision.....	"
Compra ó receptacion, ó aceptacion por via de empeño, de armas, municiones, de efectos de vestuario de grande y de pequeño equipo y de cualquier otro objeto militar.....	La misma pena que al autor del delito.....	247
Capitulacion con el enemigo.....	Muerte con degradacion militar..	209
Capitulacion en campo raso.....	Muerte con degradacion militar ó destitucion.....	210
Corrupcion en el servicio, en la administracion militar.....	Degradacion militar.....	261
— En caso de circunstancias atenuantes.....	Prision de 3 meses á 2 años.....	"
Centinela de á pié ó de á caballo que se duerme al frente del enemigo ó de rebeldes armados.....	2 á 5 años de obras públicas.....	212
— En un territorio en estado de guerra ó de sitio.....	6 meses á 1 año de prision.....	"
— En todos los demas casos.....	2 á 6 meses de prision.....	"
Despojo á un herido.....	Reclusion.....	249
Despojo á un herido haciéndole nuevas heridas.....	Muerte.....	"
Desercion al enemigo.....	Muerte con degradacion militar..	238
Desercion al frente del enemigo.....	Detencion de 5 á 20 años.....	239
Desercion al extranjero en tiempo de paz.....	2 á 5 años de trabajos públicos (1)	235
Desercion en tiempo de guerra ó de un territorio en estado de guerra ó de sitio.....	5 á 10 años de trabajos públicos (1)	236
Desercion al interior en tiempo de paz.....	2 á 5 años de prision (2).....	231
Desercion al interior en tiempo de guerra ó de un territorio en estado de guerra ó de sitio.....	2 á 5 años de obras públicas (2).....	232
Desercion en complot al frente del enemigo, ó siendo cabeza de complot para desertar al extranjero.....	Muerte.....	241
Desercion haciendo cabeza de confabulacion para desertar al interior.....	5 á 10 años de trabajos públicos..	"
Desercion en todos los demas casos.....	El máximo de la pena designada contra la desercion.....	"
Destruccion voluntaria de edificios, fábricas, obras militares,		

(1) La pena no puede ser menor de tres años en el primer caso, y de siete en el segundo, si el culpable se ha llevado armas, efectos de vestuario ó de equipo, ó su caballo, si estaba de servicio ó si habia desertado antes.

(2) El minimum es de tres años si el desertor se ha llevado armas, efectos de vestuario ó de equipo, ó su caballo, si estaba de servicio ó si habia desertado antes.

CRIMES OU DÉLITS.	PEINES.	Art. du Code.
Destruction, en présence de l'ennemi, des moyens de défense, de tout ou partie d'un matériel de guerre, des approvisionnements en armes, vivres, munitions, effets de campements, d'équipement, d'habillement.....	Mort avec dégradation militaire..	252
Destruction hors de la présence de l'ennemi.....	Détention de 5 à 20 ans.....	253
Destruction ou bris volontaire d'armes, des effets de campement, de casernement, d'équipement ou d'habillement appartenant à l'Etat.....	2 à 5 ans de travaux publics.....	"
— En cas de circonstances atténuantes.....	Emprisonnement de 2 mois à 5 ans.....	254
Destruction de registres, minutes ou actes originaux de l'autorité militaire.....	Reclusion de 5 à 10 ans.....	"
— En cas de circonstances atténuantes.....	Emprisonnement de 2 à 5 ans.....	255
Dissipation ou détournement d'armes, de munitions, effets ou autres objets remis pour le service.....	6 mois à 2 ans de prison.....	245
Distribution de substances, denrées ou liquides avariés, corrompus ou gâtés.....	Reclusion de 5 à 10 ans.....	"
— En cas de circonstances atténuantes.....	Emprisonnement de 1 à 5 ans.....	265
Embauchage pour l'ennemi.....	Mort: de plus, la dégradation militaire si le coupable est militaire..	208
Espionnage par les ennemis sous des déguisements.....	Mort.....	207
Espionnage pour l'ennemi, ou recel d'espions ou d'ennemis.....	Mort avec dégradation militaire..	206
Évasion (Auteurs ou complices d') de prisonniers de guerre ou détenus, en cas de négligence.....	Emprisonnement de 6 jours à 5 ans.....	"
— En cas de connivence.....	Reclusion de 5 à 10 ans, travaux forcés de 5 à 20 ans, travaux forcés perpétuels.....	216
Falsification, par un militaire, de substances, matières, denrées ou liquides confiés à sa garde ou placés sous sa surveillance.....	Reclusion de 5 à 10 ans.....	"
— En cas de circonstances atténuantes.....	Emprisonnement de 1 à 5 ans.....	265
Faux sur des états de situation ou de revues.....	Travaux forcés de 5 à 20 ans.....	"
— En cas de circonstances atténuantes.....	Reclusion de 5 à 10 ans, emprisonnement de 2 à 5 ans.....	257
Faux certificats de maladie obtenus d'un médecin militaire par dons ou promesses.....	Dégradation militaire.....	262
Hostilités prolongées après l'avis de la paix ou d'une trêve.....	Mort.....	227
Incendie d'édifices, bâtiments ou ouvrages militaires, des magasins, chantiers, vaisseaux, navires ou bateaux à l'usage de l'armée.....	Mort avec dégradation militaire..	"
— En cas de circonstances atténuantes.....	Travaux forcés de 5 à 20 ans.....	251
Infidélité dans le service, dans l'administration militaires..	1 an à 5 ans de prison.....	264
Infidélité dans les états de troupe.....	Travaux forcés de 5 à 20 ans.....	"
— En cas de circonstances atténuantes.....	Reclusion de 5 à 10 ans, emprisonnement de 2 à 5 ans.....	257
Infidélité dans les poids ou mesures des rations.....	1 an à 5 ans de prison.....	258
Insoumission.....	6 jours à 1 an de prison.....	"
Insoumission en temps de guerre.....	1 mois à 2 ans de prison.....	230
Instigateurs de pillage en bande, soit avec arme ou force ouverte, soit avec le bris de clôture ou violence.....	Mort avec dégradation militaire..	250
Insulte envers une sentinelle.....	6 jours à 1 an de prison.....	220
Meurtres sur la personne de son hôte, sur celle de sa femme ou de ses enfants.....	Mort.....	256
Mise en gage d'effets d'armement, de grand équipement, d'habillement, ou de tout autre objet confié pour le service.....	6 mois à 1 an de prison.....	"
Mise en gage d'effets de petit équipement.....	2 à 5 mois de prison.....	246
Mort donnée à un cheval ou bête de trait ou de somme employée au service de l'armée.....	2 à 5 ans de travaux publics.....	"
— En cas de circonstances atténuantes.....	Emprisonnement de 2 mois à 5 ans.....	264

CRIMENES Y DELITOS.	PENAS.	Arts. del Código.
almacenes, astilleros, buques mercantes ó de guerra, ó botes del uso del ejército.....	Trabajos forzados de 5 á 20 años..	252
— En caso de circunstancias atenuantes.....	Reclusion de 5 á 10 años ó prision de 2 á 5 años.....	"
Destruccion al frente del enemigo de los medios de defensa, del todo ó parte de un material de guerra, de los abastecimientos de armas, víveres, municiones, efectos de campamento, de equipo y de vestuario.....	Muerte con degradacion militar..	"
Destruccion en ausencia del enemigo.....	Detencion de 5 á 20 años.....	253
Destruccion ó fractura voluntaria de armas, de efectos de campamento, de acuartelamiento, de equipo y de vestuario pertenecientes al Estado.....	2 á 5 años de obras públicas.....	254
— En caso de circunstancias atenuantes.....	Prision de 2 á 5 años.....	"
Destruccion de registros, minutas ó actas originales de la autoridad militar.....	Reclusion de 5 á 10 años.....	255
— En caso de circunstancias atenuantes.....	Prision de 2 á 5 años.....	"
Disipacion ó extravío de armas, de municiones, efectos ó cualesquiera otros objetos que hubiese de repuesto para el servicio.....	6 meses á 2 dos años de prision..	245
Destruccion de sustancias, géneros ó líquidos averiados, corrompidos ó echados á perder.....	Reclusion de 5 á 10 años.....	265
— En caso de circunstancias atenuantes.....	Prision de 1 á 5 años.....	"
Espionaje por los enemigos con disfraces.....	Muerte.....	207
Espionajes en favor del enemigo ó ocultacion de espías ó de enemigos.....	Muerte con degradacion militar..	206
Evasion (autores ó cómplices) de prisioneros de guerra ó detenidos en caso de descuido.....	Prision de 6 dias á 5 años.....	"
— En caso de connivencia.....	Reclusion de 5 á 10 años, trabajos forzados de 5 á 20 años, trabajos perpetuos.....	216
Empeño de efectos de armamento, de grande equipo, de vestuario ó de cualquiera otro objeto confiado para el servicio.	6 meses á 1 año de prision.....	"
Empeño de efectos de pequeño equipo.....	2 á 6 meses de prision.....	246
Falsificacion de sellos, de timbres ó de marcas militares.....	Reclusion de 5 á 10 años.....	250
Falsificacion por un militar de sustancias, materias, géneros ó líquidos confiados á su guarda ó colocados bajo su vigilancia.....	Reclusion de 5 á 10 años.....	266
— En caso de circunstancias atenuantes.....	Prision de 1 á 5 años.....	"
Falsedad en un estado de situacion ó de revista.....	Trabajos forzados de 5 á 20 años..	257
— En caso de circunstancias atenuantes.....	Reclusion de 5 á 10 años: prision de 2 á 5 años.....	"
Falsos certificados de enfermedad obtenidos de un médico militar por donativos ó promesas.....	Degradacion militar.....	262
Hostilidades prolongadas despues del aviso de la paz ó de una tregua.....	Muerte.....	227
Incendio de edificios, obras ó construcciones militares, de almacenes, arsenales, buques, navíos ó botes para uso del ejército.....	Muerte con degradacion militar..	261
— En caso de circunstancias atenuantes.....	Trabajos forzados de 5 á 20 años..	"
Infidelidad en el servicio y en la administracion militares.....	1 á 5 años de prision.....	264
Infidelidad en los estados de tropa.....	Trabajos forzados de 5 á 20 años..	"
— En caso de circunstancias atenuantes.....	Reclusion de 5 á 10 años: prision de 2 á 5 años.....	257
Infidelidad en los pesos ó medidas de las raciones.....	1 á 5 años de prision.....	258
Inobediencia.....	6 dias á 1 año de prision.....	"
Inobediencia en tiempo de guerra.....	1 mes á 2 años de prision.....	280
Instigadores de pillaje en gavilla, sea con armas ó fuerza abierta, sea con fractura de cercado ó con violencia.....	Muerte con degradacion militar..	250
Insultó á un centinela.....	6 dias á 1 año de prision.....	220
Mando tomado ó retenido sin orden ó motivo legítimo.....	Muerte.....	22

CRIMES OU DÉLITS.	PEINES.	Art. du Code.
Outrages par paroles, gestes ou menaces, envers un supérieur, pendant le service ou à l'occasion du service.....	5 à 10 ans de travaux publics.....	254
Outrages hors ce cas.....	1 an à 5 ans de prison.....	224
Pillage commis en bande, soit avec arme ou force ouverte, soit avec bris de clôture ou violences.....	Mort avec dégradation militaire..	"
Pillage dans les autres cas.....	Reclusion.....	250
Port illégal de décorations, d'uniformes ou d'insignes.....	2 mois à 2 ans de prison.....	266
Prévarication dans le service et dans l'administration militaires.....	Travaux forcés de 5 à 20 ans.....	"
— Suivant les cas.....	Dégradation militaire.....	"
— En cas de circonstances atténuantes.....	Reclusion de 5 à 10 ans, emprisonnement de 3 mois à 5 ans.....	261 263
Prisonnier de guerre qui, ayant faussé sa parole, est repris les armes à la main.....	Mort.....	204
Provocation ou assistance à la désertion par un militaire..	Peine de la désertion.....	"
Provocation par un individu non militaire.....	2 mois à 5 ans de prison.....	242
Rébellion envers la force armée ou les agents de l'autorité, sans armes.....	2 à 6 mois de prison.....	"
Rébellion avec arme.....	6 mois à 2 ans de prison.....	"
Rébellion par plus de deux militaires, sans armes.....	2 à 5 ans de prison.....	"
Rébellion avec armes.....	Reclusion de 5 à 10 ans.....	"
Rébellion par des militaires armés, au nombre de huit au moins.....	Mort ou travaux publics de 5 à 10 ans, selon les circonstances. ...	225
Rendition de place.....	Mort avec dégradation militaire..	209
Refus d'obéissance pour marcher contre l'ennemi ou contre des rebelles armés.....	Mort avec dégradation militaire..	"
Refus d'obéissance sur un territoire en état de guerre ou de siège.....	5 à 10 ans de travaux publics....	"
Refus d'obéissance dans tous les autres cas.....	1 an à 2 ans de prison.....	218
Révolte, suivant la gravité des faits, selon le nombre, la position et le grade de ceux qui y participent.	Mort, 5 à 10 ans de travaux publics.	217
Sommeil d'un factionnaire ou d'une vedette en présence de l'ennemi ou de rebelles armés.....	2 à 5 ans de travaux publics.....	"
Sommeil sur un territoire en état de guerre ou de siège....	6 mois à 1 an de prison.....	"
— Dans tous les autres cas.....	2 à 6 mois de prison.....	212
Soustraction commise par des comptables militaires.....	Travaux forcés de 5 à 20 ans.....	"
— En cas de circonstances atténuantes.....	Reclusion de 5 à 10 ans, emprisonnement de 2 à 5 ans.....	263
Tentative de contrainte ou de corruption n'ayant produit aucun effet.....	Emprisonnement de 3 à 6 mois...	261
Trafic, à son profit, des fonds ou deniers appartenant à l'Etat ou à des militaires.....	1 an à 5 ans de prison.....	264
Trahison, <i>idem</i>	Mort avec dégradation militaire..	205
Usage frauduleux des sceaux, timbres ou marques militaires.	Dégradation militaire.....	260
Vente d'effets de petit équipement.....	6 mois à 1 an de prison.....	244
Vente de son cheval, de ses effets d'armement, d'équipement ou d'habillement, de munitions ou de tout autre objet confié pour le service.....	1 à 5 ans de prison.....	244
Violation de consigne en présence de l'ennemi ou des rebelles.....	Détention de 5 à 20 ans.....	"
Violation sur un territoire en état de guerre ou de siège....	2 à 10 ans de travaux publics....	"
— Dans tous les autres cas.....	2 mois à 3 ans de prison.	219
Violences envers une sentinelle ou vedette à main armée..	Mort.....	"
Violences sans armes, mais en réunion de plusieurs personnes.....	5 à 10 ans de travaux publics....	"
Violences sans armes et par une seule personne.....	1 an à 5 ans de prison.....	220
Voies de fait envers un supérieur avec préméditation et guet-apens.....	Mort avec dégradation militaire..	221
Voies de fait commises sous les armes envers un supérieur.	Mort.....	222

CRIMENES Y DELITOS.	PENAS.	Arts. del Código.
Muerte dada á un caballo ó bestia de tiro ó de carga empleado en el servicio del ejército.....	2 á 5 años de obras públicas.....	254
— En caso de circunstancias atenuantes.....	Prision de 2 meses á 5 años.....	"
Pillaje cometido en gavilla sea con armas ó fuerza abierta, sea con fractura de cercados ó con violencia.....	Muerte con degradacion militar.....	250
Pillaje en otros casos.....	Reclusion.....	250
Portacion ilegal de decoraciones, uniformes ó insignias.....	2 meses á 2 años de prision.....	268
Prevaricacion en el servicio y en la administracion militares.....	Trabajos forzados de 5 á 20 años.....	261
— Segun los casos.....	Degradacion militar.....	"
— En caso de circunstancias atenuantes.....	Reclusion de 5 á 10 años: prision de 3 meses á 5 años.....	"
Prisionero de guerra que habiendo faltado á su palabra es reaprehendido con las armas en la mano.....	Muerte.....	263
Provocacion ó ayuda á la desercion por un militar.....	Pena de la desercion.....	"
Provocacion por un individuo no militar.....	2 meses á 5 años de prision.....	249
Rebelion sin armas hacia la fuerza armada ó contra los agentes de la autoridad.....	2 á 6 meses de prision.....	225
Rebelion con armas.....	6 meses á 2 años de prision.....	"
Rebelion por militares armados en número de ocho por lo menos.....	Muerte ú obras públicas: de 5 á 10 años, segun las circunstancias.....	"
Rebelion por mas de dos militares sin armas.....	2 á 5 años de prision.....	"
Rebelion con armas.....	Reclusion de 5 á 10 años.....	"
Rendicion de plaza.....	Muerte con degradacion militar.....	209
Rehusar obediencia para marchar contra el enemigo ó contra rebeldes armados.....	Muerte con degradacion militar.....	218
Rehusar obediencia en un territorio en estado de guerra ó de sitio.....	5 á 10 años de obras públicas.....	"
Rehusar obediencia en todos los demas casos.....	1 á 2 años de prision.....	"
Robo de armas y municiones pertenecientes al Estado, del dinero de socorros, del gasto diario, de caudales ó efectos cualesquiera pertenecientes á militares ó al Estado, si el culpable es responsable de ellos.....	5 á 20 años de trabajos forzados.....	248
— En caso de circunstancias atenuantes.....	Reclusion de 5 á 10 años: prision de 3 á 5 años.....	"
Robo. Si el reo no es responsable.....	Reclusion de 5 á 10 años.....	"
— En caso de circunstancias atenuantes.....	Prision de 1 á 5 años.....	"
Robo en casa del huésped.....	Reclusion de 5 á 10 años.....	"
— En caso de circunstancias atenuantes.....	Prision de 1 á 5 años.....	"
Robos calificados por el Código penal ordinario segun las circunstancias.....	Trabajos forzados perpetuos: trabajos forzados por tiempo, reclusion ó prision.....	"
Sonsacamiento en favor del enemigo.....	Muerte ademas de la degradacion militar, si el culpable es militar.....	208
Sublevacion, segun la gravedad de los hechos, segun el número, la posicion y el grado de los que tomen parte en ella.....	Muerte: 5 á 10 años de obras públicas.....	217
Sustraccion cometida por responsables militares.....	Trabajos forzados de 5 á 20 años.....	263
— En caso de circunstancias atenuantes.....	Reclusion de 5 á 10 años: prision de 2 á 5 años.....	"
Tentativa de violencia ó de corrupcion, que no haya producido ningun efecto.....	Prision de 3 á 6 meses.....	261
Tráfico en provecho propio, con fondos ó numerario perteneciente al Estado ó á militares.....	1 á 5 años de prision.....	264
Traicion, <i>idem</i>	Muerte con degradacion militar.....	205
Ultraje de palabra, con ademanes ó amenazas hacia un superior durante el servicio ó con motivo del servicio.....	5 á 10 años de obras públicas.....	224
Ultrajes fuera de este caso.....	1 á 5 años de prision.....	"
Uso fraudulento de los sellos, timbres ó marcas militares.....	Degradacion militar.....	260
Venta de efectos de pequeño equipo.....	6 meses á un año de prision.....	244

CRIMES OU DÉLITS.	PEINES.	Art. du Code.
Voies de fait envers un supérieur, pendant le service ou à l'occasion du service	Mort.	222
Voies de fait hors du service ou sans que cela soit à l'occasion du service.	5 à 10 ans de travaux publics.	223
Voies de fait envers un inférieur sans motifs légitimes.	2 mois à 5 ans de prison.	229
Vol des armes et des munitions appartenant à l'Etat, de l'argent de l'ordinaire, de la solde, des deniers ou effets quelconques appartenant à des militaires ou à l'Etat, si le coupable en est comptable.	5 à 20 ans de travaux forcés.	"
— En cas de circonstances atténuantes.	Reclusion de 5 à 10 ans, emprisonnement de 3 à 5 ans.	"
Vol. S'il n'est pas comptable	Reclusion de 5 à 10 ans.	"
— En cas de circonstances atténuantes.	Emprisonnement de 1 à 5 ans.	"
Vol chez l'hôte.	Reclusion de 5 à 10 ans.	"
— En cas de circonstances atténuantes.	Emprisonnement de 1 à 5 ans.	"
Vols qualifiés par le Code pénal ordinaire, selon les circonstances.	Travaux forcés à perpétuité, travaux forcés à temps, reclusion ou emprisonnement.	218

CRIMENES Y DELITOS.	PENAS.	Arto. del Código.
Venta de su caballo, de sus efectos, de armamento, de equipo ó de vestuario, de municiones ó de cualquiera otro objeto confiado para el servicio	1 á 5 años de prision.	244
Violacion de consigna al frente del enemigo ó de rebeldes.	Detencion de 1 á 5 años	219
Violacion en un territorio en estado de guerra ó de sitio. ...	2 á 10 años de obras públicas	219
— En todos los demas casos	2 meses á 5 años de prision.	219
Violencias á mano armada hácia un centinela de á pié ó de á caballo	Muerte.	220
Violencias sin armas, pero en reunion de varias personas..	5 á 10 años de obras públicas	„
Violencias sin armas y por una sola persona	1 á 5 años de prision.	„
Vías de hecho hácia un superior con premeditacion y alevosía	Muerte con degradacion militar..	221
Vías de hecho estando sobre las armas cometidas contra un superior	Muerte.	222
Vías de hecho contra un superior durante el servicio ó con motivo del servicio	Muerte.	223
Vías de hecho fuera del servicio ó sin que sea con motivo del servicio	5 á 10 años de obras públicas	„
Vías de hecho contra un inferior sin motivos legítimos ...	2 meses á 5 años de prision.	229

INDICE DE LAS MATERIAS.

	Pages.
DISPOSITION de S. M. I. qui ordonne la publication du Code de justice militaire français.	5
INSTRUCTIONS relatives à l'exécution du nouveau Code de justice militaire	7
CODE de justice militaire pour l'armée de terre.	25
ANNEXES contenant le texte des lois auxquelles renvoi le Code de justice militaire.	93
DÉCRET fixant le nombre, le siège et le ressort des deuxièmes conseils de guerre et des conseils de révision.	125
TABLEAU des deuxièmes conseils de guerre et des conseils de révision établis en vertu des articles 2 et 26 du Code de justice militaire.	127
DÉCRET indiquant, selon le grade, le rang ou l'emploi de l'accusé, la composition des tribunaux militaires pour le jugement des divers individus qui, dans l'armée de terre, sont assimilés aux militaires, aux termes des articles 10 et 13 du Code de justice militaire.	129
TABLEAU annexé au décret, indiquant, selon le grade, le rang ou l'emploi de l'accusé, la composition des tribunaux militaires pour le jugement des divers individus qui, dans l'armée de terre, sont assimilés aux militaires, aux termes des articles 10 et 13 du Code de justice militaire.	130
MODÈLES ET FORMULES.	137
NOMENCLATURE alphabétique des crimes et délits militaires et peines y attachés	243

	Págs.
DISPOSICION de S. M. I. que ordena la publicacion del Código de justicia militar francés..	5
INSTRUCCIONES relativas á la ejecucion del nuevo Código de Justicia Militar.	7
CÓDIGO de Justicia Militar para el ejército.	25
ANEXOS que contienen el texto de las leyes á que se refiere el Código de Justicia Militar.	93
DECRETO que fija el número, el lugar y la jurisdiccion de los segundos consejos de guerra y de los de revision	125
CUADRO de los segundos consejos de guerra y de los de revision establecidos en virtud de los artículos 2 y 26 del Código de Justicia Militar.	127
DECRETO que indica, segun la graduacion, el rango ó el empleo del acusado, la composicion de los tribunales militares para el juicio de los diversos individuos que, en el ejército, son asimilados á los militares, segun espresan los artículos 10 y 13 del Código de Justicia Militar.	129
ESTADO anexo al decreto que indica, segun la graduacion, el rango ó el empleo del acusado, la composicion de los tribunales militares para juzgar á los diversos individuos que, en el ejército, son asimilados á los militares, segun espresan los artículos 10 y 13 del Código de Justicia Militar.	131
MODELOS Y FÓRMULAS.	137
NOMENCLATURA alfabética de los crímenes y delitos militares, y penas que les corresponden.	243

1. The first part of the report is a general introduction to the subject of the study. It discusses the importance of the problem and the objectives of the research.

2. The second part of the report is a detailed description of the methods used in the study. It includes a discussion of the experimental design, the data collection procedures, and the statistical analysis techniques.

3. The third part of the report is a presentation of the results of the study. It includes a discussion of the findings and their implications for the field of study.

4. The fourth part of the report is a conclusion and a discussion of the limitations of the study. It also includes a list of references and a list of figures and tables.

5. The fifth part of the report is a list of references. It includes a list of books, articles, and other sources used in the study.

6. The sixth part of the report is a list of figures and tables. It includes a list of figures and tables used in the study.

7. The seventh part of the report is a list of figures and tables. It includes a list of figures and tables used in the study.

8. The eighth part of the report is a list of figures and tables. It includes a list of figures and tables used in the study.

9. The ninth part of the report is a list of figures and tables. It includes a list of figures and tables used in the study.

10. The tenth part of the report is a list of figures and tables. It includes a list of figures and tables used in the study.

11. The eleventh part of the report is a list of figures and tables. It includes a list of figures and tables used in the study.

12. The twelfth part of the report is a list of figures and tables. It includes a list of figures and tables used in the study.

13. The thirteenth part of the report is a list of figures and tables. It includes a list of figures and tables used in the study.

14. The fourteenth part of the report is a list of figures and tables. It includes a list of figures and tables used in the study.

INDICE DE LAS MATERIAS CONTENIDAS

EN EL

CODIGO DE JUSTICIA MILITAR.

LIVRE PREMIER.

DE L'ORGANISATION DES TRIBUNAUX MILITAIRES.

(Art. 1^{er} à 52.)

	<u>Pages.</u>
DISPOSITIONS PRÉLIMINAIRES. (Art. 1. ^{er})....	25
TITRE I. ^{er} — Des conseils de guerre et des conseils de révision permanents dans les divisions territoriales. (Art. 2 à 32.)..	25
CHAP. I. ^{er} — Des conseils de guerre permanents dans les divisions territoriales. (Art. 2 à 25.).	25
CHAP. II. — Des conseils de révision permanents dans les divisions territoriales. (Art. 26 à 32.)	31
TITRE II. — Des conseils de guerre et des conseils de révision aux armées, dans les communes, dans les départements et dans les places de guerre en état de siège. (Art. 33 à 50.).....	33
CHAP. I. ^{er} — Des conseils de guerre aux armées. (Art. 33 à 37.).....	33

LIBRO PRIMERO.

DE LA ORGANIZACION DE LOS TRIBUNALES MILITARES.

(Art. 1^o al 52.)

	<u>Págs.</u>
DISPOSICIONES PRELIMINARES. (Art. 1 ^o).....	25
TITULO I. — De los consejos de guerra y de los de revision permanentes en las divisiones territoriales. (Art.2 al 32.)...	25
CAP. I. — De los consejos de guerra permanentes en las divisiones territoriales. (Art. 2 al 25.)	25
CAP. II. — De los consejos de revision permanentes en las divisiones territoriales. (Art. 26 al 32.).....	31
TITULO II. — De los consejos de guerra y de los de revision en los ejércitos, en las municipalidades, en los departamentos y en las plazas de guerra en estado de sitio. (Art. 33 al 50.).....	33
CAP. I. — De los consejos de guerra en los ejércitos. (Art. 33 al 37.)	33

	Pages
CHAP. II. — Des conseils de révision aux armées. (Art. 38 à 41.) ...	34
CHAP. III. — Disposition commune aux deux chapitres précédents. (Art. 42.).....	35
CHAP. IV. — Des conseils de guerre dans les communes, les départements et les places de guerre en état de siège. (Art. 43 à 46.)	35
CHAP. V. — Des conseils de révision dans les communes, les départements et les places de guerre en état de siège. (Art. 47 à 49.).....	36
CHAP. VI. — Disposition commune aux deux chapitres précédents. (Art. 50.).....	37
TITRE III. — Des prévôtés. (Art. 51 à 52.)	37

LIVRE II.

DE LA COMPÉTENCE DES TRIBUNAUX MILITAIRES.

(Art. 53 à 82.)

DISPOSITIONS GÉNÉRALES. (Art. 53 et 54.).....	38
TITRE I. ^{er} — Compétence des conseils de guerre. (Art. 55 à 71.) ...	38
CHAP. I. ^{er} — Compétence des conseils de guerre permanents dans les divisions territoriales en état de paix. (Art. 55 à 61.)	38
CHAP. II. — Compétence des conseils de guerre aux armées et dans les divisions territoriales en état de guerre. (Art. 62 à 69.)	40
CHAP. III. — Compétence des conseils de guerre dans les communes, les départements et les places de guerre en état de siège. (Art. 70.).....	42
CHAP. IV. — Disposition commune aux trois chapitres précédents. (Art. 71.).....	42
TITRE II. — Compétence des conseils de révision. (Art. 72 à 74.)...	42

	Págs.
CAP. II. — De los consejos de revision en los ejércitos. (Art. 38 al 41.).....	34
CAP. III. — Disposicion comun á los dos capítulos precedentes. (Art. 42.).....	35
CAP. IV. — De los consejos de guerra en las municipalidades, los departamentos y las plazas de guerra en estado de sitio. (Art. 43 al 46.)	35
CAP. V. — De los consejos de revision en las municipalidades, los departamentos y las plazas de guerra en estado de sitio. (Art. 47 al 49.).....	36
CAP. VI. — Disposicion comun á los dos capítulos precedentes. (Art. 50.).....	37
TITULO III. — De los prevostazgos. (Art. 51 al 52.).....	37

LIBRO II.

DE LA COMPETENCIA DE LOS TRIBUNALES MILITARES.

(Art. 53 al 82.)

DISPOSICIONES GÉNRALES. (Art. 53 al 54.)..	38
TITULO I. — Competencia de los consejos de guerra. (Art. 55 al 71.)	38
CAP. I. — Competencia de los consejos de guerra permanentes en las divisiones territoriales en estado de paz. (Art. 55 al 61.).....	38
CAP. II. — Competencia de los consejos de guerra en los ejércitos y en las divisiones territoriales en estado de guerra. (Art. 62 al 69.).....	40
CAP. III. — Competencia de los consejos de guerra en las municipalidades, los departamentos y las plazas de guerra en estado de sitio. (Art. 70.)....	42
CAP. IV. — Disposicion comun á los tres capítulos precedentes. (Art. 71.).....	42
TITULO II. — Competencia de los consejos de revision. (Art. 72 al 74.)	42

	Pages.
TITRE III. — Compétence des prévôts. (Art. 75.).....	43
TITRE IV. — Compétence en cas de complicité. (Art. 76 à 79.).....	44
TITRE V. — Des pourvois devant la Cour de cassation. (Art. 80 à 82.)	45

LIVRE III.

DE LA PROCÉDURE DEVANT LES TRIBUNAUX MILITAIRES.

(Art. 83 à 184.)

TITRE I. ^{er} — Procédure devant les conseils de guerre. (Art. 83 à 158.)	45
CHAP. I. ^{er} — Procédure devant les conseils de guerre dans les divisions territoriales en état de paix. (Art. 83 à 151.).....	45
Section I. ^{re} —De la police judiciaire et de l'instruction. (Art. 83 à 107.).....	45
Section II.—De la mise en jugement et de la convocation du conseil de guerre. (Art. 108 à 112.).....	51
Section III.—De l'examen et du jugement. (Art. 113 à 151.).....	52
CHAP. II. — Procédure devant les conseils de guerre aux armées, dans les divisions territoriales en état de guerre, et dans les communes, les départements et les places de guerre en état de siège. (Art. 152 à 158.).....	62
TITRE II. — Procédure devant les conseils de révision. (Art. 159 à 172.)	63
TITRE III. — Procédure devant les prévôts. (Art. 173 et 174.).....	66
TITRE IV. — De la contumace et des jugements par défaut. (Art. 175 à 179.).....	66
TITRE V. — Dispositions générales. (Art. 180 à 184.).....	67

	Págs.
TITULO III.— Competencia de los prevostazgos. (Art. 75.).....	43
TITULO IV.— Competencia en casos de complicidad. (Art. 76 al 79.)...	44
TITULO V.— De las instancias ante la corte de casacion. (Art. 80 al 82.).....	45

LIBRO III.

DEL PROCEDIMIENTO ANTE LOS TRIBUNALES MILITARES.

(Art. 83 al 184.)

TITULO I. — Procedimiento ante los consejos de guerra. (Art. 83 al 158.).....	45
CAP. I. — Procedimiento ante los consejos de guerra en las divisiones territoriales en estado de paz. (Art. 83 al 151.)	45
Sección I.—De la policía judicial y de la instrucción. (Art. 83 al 107.).....	45
Sección II.—De la vista para sentencia y de la convocation del consejo de guerra. (Art. 108 al 112.).....	51
Sección III.—Del examen y del juicio. (Art. 113 al 151.)	52
CAP. II. — Procedimiento ante los consejos de guerra en los ejércitos, en las divisiones territoriales en estado de guerra, y en las municipalidades, los departamentos y las plazas de guerra en estado de sitio. (Art. 152 al 158.)....	62
TITULO II.— Procedimiento ante los consejos de revision. (Art. 159 al 172.).....	63
TITULO III.— Procedimiento ante los prevostazgos. (Art. 173 y 174.).....	66
TITULO IV.— De la contumacia y de los juicios en rebeldia. (Art. 175 al 179.)...	66
TITULO V.— Disposiciones generales. (Art. 180 al 184.).....	67

LIVRE IV.

DES CRIMES, DES DÉLITS ET DES PEINES.

(Art. 185 à fin.)

	Pages.
TITRE I. ^{er} — Des peines et de leurs effets. (Art. 185 à 203.).....	69
TITRE II. — Des crimes, des délits et de leur punition. (Art. 204 à 266.).....	73
CHAP. I. ^{er} — Trahison, espionnage et em- bauchage. (Art. 204 à 208.)	73
CHAP. II. — Crimes ou délits contre le de- voir militaire. (Art. 209 à 216.).....	74
CHAP. III. — Révolte, insubordination et ré- bellion. (Art. 217 à 225.)..	76
CHAP. IV. — Abus d'autorité. (Art. 226 à 229.).....	78
CHAP. V. — Insoumission et désertion. (Art. 230 à 243.).....	79
Section I. ^{re} — Insoumission. (Art. 230.).....	79
Section II. — Désertion à l'in- terieur. (Art. 231 à 234.)...	79
Section III. — Désertion à l'é- tranger. (Art. 235 à 237.)...	80
Section IV. — Désertion à l'en- nemi ou en présence de l'en- nemi. (Art. 238 et 239.)...	81
Section V. — Dispositions com- munes aux sections précé- dentes. (Art. 240 à 243.)...	81
CHAP. VI. — Vente, détournement, mise en gage et recel des effets mi- litaires. (Art. 244 à 247.)...	82
CHAP. VII. — Vol. (Art. 248 et 249.).....	83
CHAP. VIII. — Pillage, destruction, dévasta- tion d'édifices. (Art. 250 à 256.).....	84
CHAP. IX. — Faux en matière d'adminis- tration militaire. (Art. 257 à 260.).....	86
CHAP. X. — Corruption, prévarication et infidélité dans le service et dans l'administration mili- taire. (Art. 261 à 265.).....	86

LIBRO IV.

DE LOS CRÍMENES, DE LOS DELITOS Y DE LAS PENAS.

(Art. 185 en su final.)

	Págs.
TITULO I. — De las penas y de sus efectos. (Art. 185 al 203.).....	69
TITULO II. — De los crímenes, de los deli- tos y de su castigo. (Art. 204 al 266.).....	73
CAP. I. — Traicion, espionaje y sonsa- camiento. (Art. 204 al 208.)	73
CAP. II. — Crímenes ó delitos contra el deber militar. (Art. 209 al 216.).....	74
CAP. III. — Sublevacion, insubordinacion y rebelion. (Art. 217 al 225.).....	76
CAP. IV. — Abuso de autoridad. (Art. 226 al 229.).....	78
CAP. V. — Inobediencia y desercion. (Art. 230 al 243.).....	79
Seccion I. — Inobediencia. (Art. 230.).....	79
Seccion II. — Desercion al in- terior. (Art. 231 al 234.)...	79
Seccion III. — Desercion al es- tranjero. (Art. 235 al 237.)...	80
Seccion IV. — Desercion al e- nemigo ó al frente de él. (Art. 238 y 239.).....	81
Seccion V. — Disposiciones co- munes á las secciones pre- cedentes. (Art. 240 al 243.)	81
CAP. VI. — Venta, extravío, empeño y re- ceptacion de efectos milita- res. (Art. 244 al 247.).....	82
CAP. VII. — Robo. (Art. 248 y 249.)...	83
CAP. VIII. — Pillaje, destruccion, devasta- cion de edificios. (Art. 250 á 256.).....	84
CAP. IX. — Falsificacion en materia de ad- ministracion militar. (Art. 257 al 260.).....	86
CAP. X. — Corrupcion, prevaricacion é infidelidad en el servicio y en la administracion mili- tar. (Art. 261 al 265.).....	86

	Pages.		Págs.
CHAP. XI. — Usurpation d'uniformes, costumes, insignes, décorations et médailles. (Art. 266.) ..	88	CAP. XI. — Usurpacion de uniformes, trages, insignias, condecoraciones y medallas. (Art. 266.)	88
TITRE III. — Dispositions générales. (Art. 267 à 275.)	88	TITULO III.— Disposiciones generales. (Art. 267 al 275.)	88
Dispositions transitoires. (Art. 276 et 277.)	90	Disposiciones transitorias. (Art. 276 y 277.)	90



FE DE ERRATAS.

CIRCULAR.—TEXTO FRANCES.

<u>Páginas.</u>	<u>Líneas.</u>	<u>DICE.</u>	<u>LEASE.</u>
XV.	16	communiquera vec.....	communiquer avec.
XVII.	18	dans se cas.....	dans ce cas.
XXIV.	13	on risqueralt.....	on risquerait.

TRADUCCION AL CASTELLANO.

VIII.	43	de oficiales.....	á oficiales.
-------	----	-------------------	--------------

CODIGO.—TEXTO FRANCES.

29	44	diten.....	dit en.
35	40	on.....	ont.
39	9	penitenciers.....	penitencerie.
56	8	comparation.....	comparution.
75	34	le.....	la.
76	32	des á violences.....	à des violences.
99	33	".....	84.
110	33	publique ment.....	publiquement.
id.	54	tete.....	tête.
150	2	Du l.....	Du conseil.
id.	2	permannent.....	permanent.
152	14	im eriale.....	imperial.
156	4	cinquant.....	cinquante.
186	13	liu.....	lui
198	6	es.....	le.
224	4	es.....	le.
248	22	mois.....	moins.

TRADUCCION AL CASTELLANO.

51	4	camandante.....	comandante.
52	8	juzge.....	juzgue.
56	40	militar.....	criminal.
76	15	niegen.....	nieguen.

Páginas.	Líneas.	DICE.	LEASE.
76	29	ó si no son	ó si son
77	34	alevos a	alevosía.
77 y 78	46 y 1ª	de incuente	delincuente.
79	10	golpé	golpee.
86	31 y 32	habiense	habiéndose.
90	42	e	el.
93	26	ey	ley
94	6 y 7	El comandante dará cuenta inmediata- mente al gobierno	6. El comandante dará cuenta in- mediatamente al gobierno.
98	15	Si existiesen	37. Si existiesen.
id.	41	presentarán	presentarán.
99	4	75	76.
103	45	del a	de la
id.	46	difiere	se difiere.
id.	45	comparesencia	comparecencia.
105	26	comparesencia	comparecencia.
121	11	178	261.
id.	37	cualquiera	cualesquiera.
122	23	les empleados	los empleados.
123	2	parta	parte.
126	7	fijado	fijada.
id.	22	al escribanía	la escribanía.
149	2	nsejo de guerra	consejo de guerra.
153	14	El comisario imperia	El Comisario imperial.
179	12	artículo	artículo.
223	12	lo	los.
245	25	comprado	confiado.
247	19	Dstruccion	Distribucion.

64. 6. 14.
3 17 24



